



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

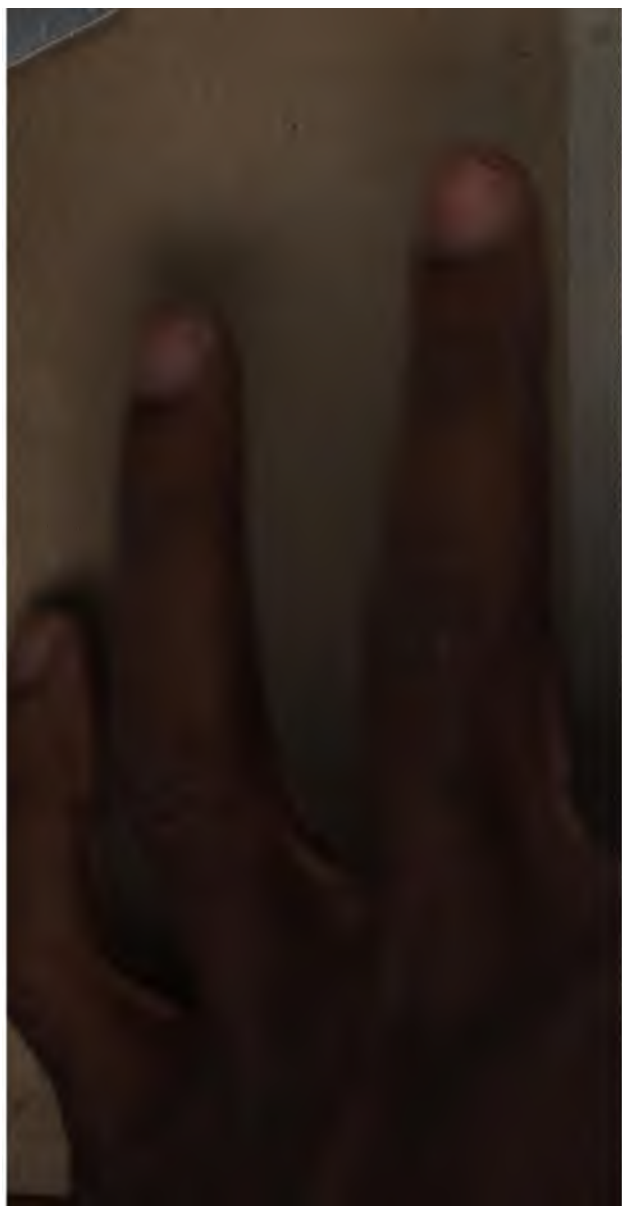
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











ST. M

STN

ST. M.



HISTOIRE

DE

L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

TOME SIXIEME.

12701

12701

12701

at

12701

12701

12701

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS,

Depuis son origine jusqu'en l'année 1600.

Par M. CREVIER, *Professeur Emérite
de Rhétorique en l'Université de Paris,
au Collège de Beauvais.*

TOME SIXIEME.



A PARIS,
Chez DESAINT & SAILLANT, rue
S. Jean de Beauvais, vis-à-vis
le Collège.

M. DCC. LXI.
Avec Approbation & Privilège du Roi.





HISTOIRE

D E

L'UNIVERSITÉ

D E P A R I S.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

LIVRE XI.

§. I.



L ne s'agit point ici de faire une histoire des Jésuites. Je ne dois & ne prétens rendre compte que des rapports qu'ils ont eus avec l'Université, qui est mon objet.

Naissance & progrès de la société des Jésuites.

Je dirai donc d'abord que cette fameuse société a pris naissance dans

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 559-573.*

Tome VI.

A

2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
l'Université de Paris. S. Ignace de
Loyola y fit, âgé de plus de trente ans,
ses études de Grammaire & de Philo-
sophie dans les collèges de Montaigu
& de sainte Barbe : & c'est durant ce
cours d'études qu'il s'attacha ses pre-
miers compagnons , dont le plus il-
lustre est S. François Xavier , qui pro-
fessoit alors la Philosophie au collège
de Beauvais. Ils sont nommés dix , y
compris Ignace leur chef , dans la
bulle par laquelle le pape Paul III en
1540 approuva leur institut ; & tous ,
ils sont qualifiés maîtres ès Arts dans
l'Université de Paris. Ils prirent le
nom de société ou compagnie de
Jésus.

Dès que cette société fut formée ,
elle songea à s'étendre. Ignace élu gé-
néral ayant fixé sa résidence à Rome ,
distribua ses compagnons , dont le
nombre n'étoit pas encore considéra-
ble , dans tous les pays de l'Europe , &
même par toute la terre. Il souhaitoit
singulièrement un établissement à Pa-
ris. Comme l'un des principaux objets
de son institut étoit l'instruction de la
jeunesse , la plus célèbre école de l'u-
nivers avoit pour lui de grands at-
traits , & il se hâta d'y envoyer Pas-

quier Brouet , l'un de ses premiers disciples , accompagné de quelques profélytes nouvellement associés. Ils n'y furent pas fort accueillis , & ils y passèrent quelque tems dans une assez grande obscurité , logés d'abord au collège des Lombards , & ensuite à l'hôtel de Clermont dans la rue de la Harpe. Cet hôtel appartenoit à Guillaume du Prat , évêque de Clermont , protecteur décidé de la société naissante , & qui , pour premier bienfait , lui donna l'hospitalité.

Cependant les papes , auxquels elle s'est dévouée par un serment particulier , continuoient de la combler de leurs graces. Paul III accorda aux Jésuites des privilèges énormes , par une bulle datée du 18 Octobre 1549 : & Jules III son successeur y ajouta en 1550 le pouvoir de conférer à leurs disciples les degrés de bacheliers , licenciés , & docteurs : transformant ainsi chacun de leurs collèges en Université.

On sent bien que ces privilèges exorbitans n'étoient pas pour eux une recommandation auprès des compagnies , qui en souffroient une notable diminution dans leurs droits. Ils ne devoient pas non plus leur mériter la

4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

faveur des magistrats, qui, chargés par état de maintenir l'ordre public, se croient, par une conséquence nécessaire, obligés de s'opposer à toutes les nouveautés qui peuvent le troubler. Mais le zèle déclaré des Jésuites contre les opinions Calviniennes & Luthériennes, étoit tout-à-fait assorti à la façon de penser du roi Henri II, pour qui elles furent toujours un objet de crainte & de haine. Ainsi, appuyés encore des sollicitations du cardinal de Lorraine, ils n'eurent pas de peine à obtenir des lettres patentes, qui les autorisoient à s'établir dans le royaume. Ces lettres furent adressées au parlement, dans le mois de Janvier 1551.

Ils obtinrent des lettres patentes Henri II.

Difficultés. Le parlement oppose l'enregistrement de ces lettres.

Les gens du roi en ayant pris communication, donnèrent leurs conclusions pour en empêcher l'enregistrement, ou du moins pour proposer des remontrances. Leurs conclusions étoient motivées. Le nombre des Ordres religieux ne leur sembloit déjà que trop grand, & devoit, suivant leur avis, plutôt être restreint qu'augmenté. La lésion des droits du clergé faisoit un second moyen. Enfin ils remarquoient que cette nouvelle société

annonçoit le désir & le dessein d'aller travailler à la conversion des Infidèles : & pour cette œuvre elle n'avoit pas besoin de s'établir en France. Il n'intervint point d'arrêt du parlement : mais on rendit aux Jésuites leurs lettres patentes , auxquelles se trouvèrent jointes les conclusions.

Ils ne lâchèrent pas prise pour ce mauvais succès. Ils retournèrent au roi , & obtinrent de nouvelles lettres, qui portoient que le roi avoit bien entendu les remontrances qu'on se proposoit de lui faire , & que notwithstanding ces remontrances il vouloit que ses premières lettres fussent enregistrées : qu'il annulloit l'opposition de son procureur général, & lui ordonnoit, non pas de consentir , mais de requérir l'enregistrement. Pierre Segulier , qui, en qualité d'avocat du roi , avoit eu part à ces conclusions si mal reçues , présenta les nouvelles lettres du roi le vingt-six Janvier 1553. Il se plaignit dans son réquisitoire de ce que les conclusions des gens du roi avoient été mises entre les mains des parties intéressées , & il persista à demander qu'il fût fait au roi des remontrances. Le parlement , qui ne

6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

pensoit pas autrement que les gens du roi sur l'établissement des Jésuites en France, arrêta que les bulles & les lettres patentes dont il s'agissoit, seroient communiquées à l'évêque de Paris & à la Faculté de Théologie, » pour, parties ouyes, estre ordonné » ce que de raison. » Il ne se pressa pas même d'exécuter cet arrêté : mais enfin, sur les instances réitérées des Jésuites, il en ordonna l'exécution le trois Août 1554.

de l'é- La consultation ne fut pas favorable
de Pa- aux Jésuites. L'évêque de Paris, Eustache du Bellai, dans son avis raisonné, remarque premièrement que le nom de compagnie de Jesus est arrogant. Que ceux qui le prennent, s'attribuent à eux seuls ce qui convient à l'Eglise universelle, vraie & unique société dont Jesus-Christ soit le chef : » Et semble, ajoute ce prélat, qu'ils » se veulent dire seuls faire & constituer l'Eglise. » Viennent ensuite plusieurs observations sur la nature du gouvernement des Jésuites ; sur le tort qu'ils feront aux communautés pauvres & aux hôpitaux, en partageant les aumônes ; sur leurs privilèges contraires aux droits des curés, des évêques,

& même du pape ; sur leur pratique singulière de ne point réciter ni chanter l'office divin en commun ; sur le droit donné à leur général de commettre des professeurs en Théologie par tout où bon lui semblera , ce qui tend à la ruine des Universités. Enfin l'évêque de Paris observe , comme avoient fait les gens du roi , que leur destination propre & spéciale étant d'aller prêcher les Infidèles , c'est dans le voisinage & sur les frontières des pays où Jesus-Christ n'est pas connu , qu'ils doivent se chercher des établissemens.

La Faculté de Théologie procéda avec beaucoup de maturité à l'examen de la matière , sur laquelle le parlement la consultoit. Elle s'assembla le premier Septembre pour en prendre connoissance. Après que lecture eut été faite des bulles des papes Paul III & Jules III en faveur des Jésuites , la délibération fut remise à une autre assemblée : & en attendant , les docteurs furent exhortés à méditer sérieusement sur une affaire de cette importance , & à ne prendre leur parti qu'après une discussion exacte & réfléchie. La Faculté s'assembla quatre

Décret de
Faculté
Théologi
D'Argenti
Coll. jud.
novis ern
T. II
p. 192-1

8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fois pour peser scrupuleusement tous
les articles de ces bulles : & ce ne fut
que le premier Décembre qu'elle se
décida, & donna d'un consentement
unanime son décret définitif. Ce dé-
cret se trouve par tout : mais il appar-
tient trop essentiellement à cette hi-
stoire, pour ne pas être transcrit ici,
& représenté fidèlement.

Après les protestations convenables
de respect & de soumission pour le
pontife romain, souverain & univer-
sel vicaire de Jesus-Christ, & pasteur
universel de l'Eglise, la Faculté s'ex-
plique en ces termes sur l'institut des
Jésuites : » Cette nouvelle société, qui
» s'attribue comme un titre spécial la
» dénomination insolite de compa-
» gnie de Jesus; qui admet* avec une
» si pleine liberté & sans aucun choix
» des sujets de toute espèce, crimi-
» nels, illégitimes, infâmes; qui ne

* La bulle de Paul III
en 1549 permet au gé-
néral de la société, ou
à ses représentans, d'ab-
soudre de toute censure,
interdit, excommunica-
tion, & d'affranchir de
toute peine prononcée
par le juge ecclésiasti-
que ou séculier, quicon-

que se présentera
être admis dans la c
pagnie; & elle veut
que ceux que le vic
leur naissance excl
des Ordres, puissi
recevoir s'ils son
nus membres de
ciété.

» se distingue des ecclésiastiques sécu-
 » liers par aucune différence, soit pour
 » l'habillement * & la tonsure, soit
 » pour l'usage de réciter en particu-
 » lier, ou de chanter dans les temples
 » en commun les Heures canoniales,
 » soit pour les observances du cloître
 » & du silence, de la distinction des
 » nourritures & des jours, de la pra-
 » tique des jeûnes, & des autres loix
 » & cérémonies par lesquelles se di-
 » stinguent & se conservent les Or-
 » dres religieux; qui est comblée d'u-
 » ne si grande multitude & diversité
 » de privilèges, indults, & immuni-
 » tés, surtout par rapport à l'admini-
 » stration des Sacremens de Pénitence
 » & d'Eucharistie, sans distinction des
 » lieux & des personnes, & encore
 » par rapport aux fonctions de prê-
 » cher, de lire, & d'enseigner; au
 » préjudice des Ordinaires & de l'Or-
 » dre hiérarchique, des autres Or-
 » dres religieux, & même des prin-
 » ces & seigneurs temporels, contre
 » les privilèges des Universités, & à
 » la grande foule du peuple: une telle

* L'habit que les Jésui-
 tes ont conservé, étoit, | tion, celui de tous les
 au tems de leur institu- | ecclésiastiques.

10 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» société nous paroît blesser l'hon-
 » neur de l'état monastique : elle éner-
 » ve le pieux & nécessaire exercice des
 » vertus , des abstinences , des céré-
 » monies , & de l'austérité : elle donne
 » même occasion & facilité de quitter
 » en toute liberté par une sorte d'apo-
 » stasie les autres sociétés religieuses :
 » elle soustrait aux Ordinaires l'obéis-
 » sance & la soumission qui leur sont
 » dûes : elle prive de leurs droits les
 » seigneurs ecclésiastiques & tempo-
 » rels : elle introduit le désordre dans
 » l'une & l'autre police : elle engendre
 » des plaintes parmi le peuple , des
 » procès , des dissensions , des que-
 » relles , des jalousies , des rébellions,
 » des schismes de différentes espèces.
 » Ainsi après avoir mûrement pesé ces
 » considérations & plusieurs autres ,
 » il nous paroît que cette société est
 » dangereuse en ce qui concerne la
 » Foi , propre à troubler la paix de
 » l'Eglise , propre à ruiner l'ordre mo-
 » nastique , en un mot plus capable
 » de détruire que d'édifier. »

*Latroci, Hist.
 Coll. Nav.
 p. 296. 706.
 716.*

*Fleuri ,
 Hist. Eccl.
 T. XXX.
 p. 665.*

Lorsqu'Ignace de Loyola fut in-
 struit de ce décret , il pensa très pru-
 demment qu'il devoit prendre pa-
 tience , & attendre en silence un tems

plus opportun. Seulement, le cardinal de Lorraine étant venu l'année suivante à Rome, & y ayant amené quatre théologiens de Paris, Jean Benoît, Claude d'Espense, Jérôme de la Souchière moine de Citeaux, & Crispin de Brichanteau Bénédictin de S. Denys, le général des Jésuites ménagea une conférence, dans laquelle quatre de ses compagnons en présence du cardinal firent l'apologie de leur société contre les quatre docteurs de Paris. L'écrivain Jésuite qui rapporte ce fait, attribue sans doute la victoire à sa société. Il dit que le cardinal se déclara nettement pour cette cause, & que les théologiens eux-mêmes s'adoucirent beaucoup. Il est certain que le cardinal de Lorraine protégea toujours les Jésuites. Mais j'ai peine à croire que les théologiens qui étoient entrés en lice, aient abandonné si aisément leur poste. Ce qui est indubitable, c'est que la Faculté de Théologie n'a jamais révoqué son décret*, qui fit un si grand effet lorsqu'il parut, que les Jésuites de Paris,

* Nous la verrons en 1594 donner un décret qui s'accorde mal avec ce-
 lui-ci : mais il ne le révoque pas, & n'en fait aucune mention.

12 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
méprisés & détestés dans le public ;
se virent contraints de rentrer au
moins pour un tems dans leur obscu-
rité , & ne hazardèrent plus aucun
mouvement pendant cinq ou six an-
nées.

Exercices
littéraires
dans l'Uni-
versité. Que-
relle au col-
lège de Li-
sieux.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 481.

L'émulation des études étoit grande
dans l'Université , & entre les maîtres
& entre les écoliers : mais elle dégé-
néroit quelquefois en animosités & en
querelles indécentes. Un usage régnoit
fort propre pour l'entretenir. Les
classes semblables des différens collé-
ges se provoquoient par des défis lit-
téraires : & c'étoit une grande gloire
que de vaincre dans ces combats.
Suivant cet usage , les écoliers de la
Troisième classe du collège de Li-
sieux ayant proposé à la dispute , le
neuf Mai 1555 jour de S. Nicolas ,
des thèses dans leur genre , & sur les
matières qui étoient à leur portée ; le
régent de Troisième du cardinal le
Moine y amena ses écoliers , & la
dispute s'échauffa violemment. Elle
avoit commencé par les écoliers , &
les régens s'en mêlerent. Celui de Li-
sieux ne garda aucune mesure. Il pro-
digua à son confrère les épithètes les
plus injurieuses : des paroles on en

vinrent aux coups, & le régent du cardinal le Moine fut bien battu. Le Recteur, qui étoit alors du collège de Lisieux, entendant la querelle, descendit de son appartement pour y mettre ordre, & il n'y gagna que des insultes, dont l'accabla sans nul respect le régent qui étoit en faute. Il convoqua sur le champ un tribunal extraordinaire, & assembla chez lui les Doyens, les Procureurs, & * les Censeurs des Nations. Le régent du cardinal le Moine porta ses plaintes à ce tribunal, & il n'eut pas de peine à prouver les faits. Car, outre qu'ils étoient publics, le régent de Lisieux, jeune homme apparemment, que la fougue avoit emporté, mais qui n'avoit pas un mauvais fond, convint de tout. On le condamna à une amende d'un demi-écu d'or, au profit des deux collèges : & il lui fut ordonné de plus de demander pardon au Recteur. Le coupable se soumit à la satisfaction qui lui étoit imposée, & il remercia même ses juges, de ce qu'ils l'avoient plutôt châtié paternellement que traité à la rigueur.

* Le texte original porte *les Réformateurs de l'Université*. J'ai cru devoir entendre les censeurs.

14 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Procès, &
décret de la
Faculté des
Arts, au su-
jet des éxa-
minateurs.

Hist. Un.
Par. T. V I
p. 481-483.

Il y avoit alors de la mésintelli-
gence entre les chanceliers de Notre-
Dame & de sainte Geneviève : & il
en résulta un avantage pour le réta-
blissement de la bonne discipline &
des droits du Recteur & de la Faculté
des Arts. Il étoit dit par la réforme
d'Estouteville que les examinateurs de
ceux qui aspiraient à la licence ès
Arts, devoient avoir au moins six ans
de maîtrise. Le chancelier de sainte
Geneviève ayant contrevenu à cette
règle, & nommé pour examinateur
un jeune régent qui ne faisoit que
commencer, le chancelier de Notre-
Dame, qui n'avoit point d'intérêt à
la chose, lui intenta néanmoins pro-
cès à ce sujet, & le fit assigner au
châtelet. C'étoit un procès de mau-
vaise humeur. Car l'accusateur ne se
montrait pas plus exact que l'accusé à
observer le statut : & de plus il violoit
les prérogatives de la Faculté des Arts,
en ce qu'il ne lui présentait pas les exa-
minateurs qu'il choisissoit, quoique le
droit, au moins de les confirmer &
instituer, appartienne aux Nations.
L'action même intentée par lui contre
son confrère bleissoit la juridiction de
la Faculté des Arts, parce que ce n'é-

DE PARIS, Liv. XI. 175
toit point le prévôt de Paris qui devoit connoître d'une pareille matière, mais le Recteur & la Faculté. C'est ce que le chancelier de sainte Geneviève fit représenter à la Faculté des Arts, assemblée à S. Julien le Pauvre le vingt-&-un Juin, lui ayant député à cet effet Pierre Guérard, maître ès Arts, licencié en Droit, & avocat en parlement. Guérard, après avoir exposé les faits, demanda que la Faculté poursuivît l'évocation de la cause au parlement, & que sans attendre l'événement elle fit signifier aux deux chanceliers par l'un de ses bedeaux, qu'ils eussent à observer à la lettre le statut qui concerne le choix des examinateurs. Ces demandes n'avoient, comme l'on voit, rien que de très-convenable aux droits & à l'honneur de la compagnie. Le syndic de la Faculté des Arts, Philippe Louchard, les consentit par son réquisitoire: les Nations délibérèrent en conformité, & le Recteur conclut.

Il paroît que l'affaire fut suivie au parlement par la Faculté des Arts, & qu'elle obtint l'évocation désirée. Car je vois que l'année suivante, l'Université étant assemblée le huit Mai,

16 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Plainte du prévôt de Paris. Difficulté qui lui est faite, sur ce qu'il n'a voit pas prêté son serment.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 483.*

*Privilèges de
l'Université,
p. 288.*

le prévôt de Paris se présenta pour se plaindre d'un arrêt du parlement, qu'il disoit avoir été obtenu par le Recteur contre les privilèges de l'Université. Il entendoit sans doute, contre les privilèges de sa charge, auxquels il supposoit que l'on ne pouvoit porter atteinte sans blesser ceux de l'Université, dont il étoit conservateur. C'est ainsi que j'explique l'énoncé vague du prévôt, & je suppose qu'il se plaignoit d'un arrêt, qui interdisoit au châtelet la connoissance du procès entre les chanceliers. Duboullai propose une autre conjecture, qui me paroît moins bien appuyée.

Ce prévôt étoit Antoine du Prat, reçu au parlement le neuf Février 1554 en survivance de son père. Il n'avoit point encore prêté serment à l'Université : ce qui donna lieu à un incident. Car le Recteur prétendit que le prévôt n'avoit droit de prendre place & séance dans les assemblées de la compagnie, qu'après le serment prêté : & toute l'Université suivit le même sentiment. Pour ce qui est du fond de l'affaire, il fut dit que l'on en délibéreroit plus mûrement une autre fois.

Une contestation entre le principal du collège d'Harcourt & le régent de Septième au même collège, méritera lieu de faire ici quelques observations.

Détails de police académique.

Hist. Un.

Par. T. VI. p. 483-485

Premièrement ce régent ayant été destitué sur les plaintes de son principal par jugement du Recteur & des députés de la Faculté des Arts, en appella au parlement, & fut rétabli par arrêt. Ainsi ce régent de Septième jouissoit des mêmes droits que les autres régens de Grammaire, & comme eux il n'étoit pas amovible au gré du principal. Aujourd'hui il n'y a plus dans nos collèges de régens de Septième en titre. La profession de la Grammaire ne descend pas au dessous de la Sixième.

Je remarque en second lieu qu'alors un principal, muni surtout de l'autorité du Recteur & du tribunal académique, pouvoit instituer, suivant le besoin & les circonstances, une nouvelle classe dans son collège. Ainsi le substitut qui, durant l'intervalle entre la déposition & le rétablissement du régent de Septième dont je parle, avoit exercé la place, fut conservé lorsque le premier rentra. On rendit

18 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
à celui-ci la Septième classe, & une
Huitième fut établie pour celui qui l'a-
voit remplacé.

J'observe enfin, qu'à l'occasion de
cette affaire la résolution fut prise de
présenter requête au parlement, pour
affermir la juridiction de l'Université
& de ses députés, par rapport à tout
ce qui concerne la police & la disci-
pline des collèges, & pour interdire à
tout autre juge la connoissance des
querelles & des procès de cette nature
& parmi les assesseurs du Recteur dans
l'examen & le jugement des contesta-
tions, sont nommés les censeurs.

Opposition
de l'Univer-
sité à une
nouvelle of-
ficialité, que
le cardinal de
Lorraine
vouloit éta-
blir à Paris.

*Hist. Un.
Par. T. I. I.
p. 483 &
485-487.*

L'Université se crut obligée dans le
même tems de prendre des précautions
contre un nouveau tribunal qui s'éle-
veoit, & qu'elle regardoit comme rival
de celui de son conservateur apostoli-
que. Le cardinal de Lorraine, en sa qua-
lité d'archevêque de Reims, jouissoit du
titre de légat né du S. Siège. C'est un
titre sans réalité. Il voulut lui donner
de la vertu, & y attacher des droits &
des fonctions. Pour mieux réussir dans
son dessein, il prit une couleur de
bien public, & sous prétexte de parer
aux inconvéniens & aux frais de
recours à Rome, il projeta d'étab-

DE PARIS , LIV. XI. 19
official de la légation à Reims &
à Paris , en telle sorte que leurs
bunaux représentassent ceux de Ro-
me , & terminassent sur les lieux les
difficultés , dont on alloit chercher fi-
n la décision. Il obtint des lettres
apostoliques , qui l'y autorisoient : il
eut des lettres patentes du roi : &
les unes & les autres furent portées
au parlement.

Dès que l'Université en eut con-
naissance , elle sentit le contre-coup
qu'en souffroit son tribunal de la
conservation , qui étoit uniquement
fondé sur des concessions apostoliques,
dont les fonctions alloient être en-
levées par l'official de nouvelle insti-
tution pour Paris. Le quinze Avril
1566 le Recteur assembla les députés
syndicaux , qui jugèrent que sur une
matière aussi grave , l'Université devoit
être convoquée. Elle le fut le vingt-
trois du même mois , & résolut de
mander au parlement communica-
tion de la bulle obtenue par le car-
dinal de Lorraine. Ce cardinal avoit
évité la difficulté , & tâché de la
éviter , en faisant insérer dans les
écrits une clause qui portoit , que
l'extension du nouveau tribunal ne pto-

10 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
judicieroit point à la juridiction des
conservateurs apostoliques de l'Uni-
versité de Paris. Mais l'Université ne
fut pas encore contente de cette ex-
ception trop générale, & elle forma
son opposition à l'enregistrement, sou-
haitant & demandant une explication
plus précise & plus expresse. Le car-
dinal de Châtillon, conservateur apo-
stolique, fit la même démarche.

Les oppositions furent jugées le
vingt-deux Juin, après que l'on eût
entendu les plaidoyers des avocats.
De * Thou parla pour le cardinal de
Lorraine, Canaye pour le cardinal de
Châtillon, & de la Vergne pour l'U-
niversité. La cause fut traitée avec
toute la décence & toute la modéra-
tion possibles : le cardinal de Lorraine
fut comblé d'éloges même par les
avocats qui plaidoient contre lui, &
l'Université par la bouche du sien se
félicita » d'avoir produit un tel per-
» sonnage, orné de telles lettres &
» humanité, que chacun en sçait l'é-
» stime. » Les gens du roi donnèrent
leurs conclusions pour l'enregistrement.

* Cet avocat de Thou
ne pouvoit pas être Chri-
stophe, qui étoit actuel-
lement président du par-

lement. Ce pouvoit être
Augustin, le plus jeune
de ses frères.

pur & simple. Mais le parlement accorda quelque chose à la délicatesse de l'Université, & s'expliquant en termes très précis, il n'ordonna la vérification qu'avec cette clause énergique, » sans toutefois déroger aucune-
 » ment à la juridiction des conserva-
 » teurs apostoliques de * l'Université
 » de cette ville, dont ils jouiront
 » tout ainsi qu'ils ont fait par ci-de-
 » vant. »

En la même année 1556 l'Université eut à faire l'élection de deux offi-
 ciers, savoir d'un procureur au par-
 lement pour ses causes, & d'un gref-
 fier de la compagnie : & dans l'une &
 l'autre occasion deux compétiteurs par-
 tagèrent les suffrages. La Faculté des
 Arts, appuyée de celle de Médecine,
 en chacune des deux élections, se dé-
 termina pour l'un, & les Facultés
 de Décret & de Théologie pour l'autre.
 Le Recteur s'étant rangé au premier
 sentiment, toute difficulté devoit être
 levée. Cependant il y eut appel au
 parlement de la part des deux sujets
 qui se voyoient déchûs de leur espérance.
 L'affaire fut même

Elections
d'officiers.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 487. 488.

* Je retranche ici la conjonction *et*, qui me paroît de trop dans le texte que je transcris.

22 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

suivie jusqu'à un certain point par Denys Cordonnier, notaire apostolique, qui avoit disputé la charge de greffier contre Simon Laffilé, frère du dernier possesseur. Après quelques procédures, Cordonnier comprit néanmoins que le titre de son rival étoit trop bon pour être attaqué : & de son consentement fut passé arrêt qui confirmoit l'élection de Laffilé. Le quinze Janvier suivant, le nouveau greffier demanda l'approbation de toutes les Facultés, & il l'obtint.

Les deux concurrens pour l'office de procureur de l'Université, avoient été Nicolas Malingre & Nicolas Blois. Ce fut Malingre qui emporta la préférence, & je ne vois pas que l'appel interjetté par l'autre ait eu aucune suite.

Régens mariés. Régens non mariés - Arts.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 438. 439.

Une affaire de discipline avoit été traitée, & décidée à l'unanimité dans l'assemblée du vingt-huit Novembre 1556. Un régent zélé pour le bon ordre représenta que les statuts excluient de la régence dans les collèges de la Faculté des Arts les gens mariés, & ceux qui n'avoient point encore acquis le degré de maître. Qu'actuellement néanmoins au col-

de Bourgogne régentoit un homme marié , & que de prétendus professeurs non maîtres ès Arts enseignoient publiquement dans les colleges de Cocqueret & de sainte Barbe. On conclut à ce que l'on vengeât les statuts violés , & que les principaux qui avoient souffert ou même autorisé l'infraction , fussent condamnés à une amende. Cette réquisition fut applaudie universellement, & suivie de point en point. Cependant les deux cas qu'elle comprend & confond , sont de nature différente. Il est sans doute contraire toute règle & tout principe , que celui qui se soit entreprenne d'enseigner les Arts , sans y avoir été reçu maître. Mais le mariage , étant honorable en soi , n'emporte point l'exclusion d'enseigner. Aussi Jacques Charantier , principal du collège de Bourgogne , obtint quelque tems après , que la question des régens mariés fût remise à un nouvel examen : & l'université a depuis longtems décidé en leur faveur.

Mort de
François le
Picart.

L'Université & la Faculté de Théologie perdirent en l'année 1556 un de leurs principaux ornemens par la mort de François le Picart , docteur

Launoi, Hist.
Coll. Nav.
p. 299
seqq.
p. 685
seqq.

24 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
en Théologie, & doyen de l'
de S. Germain l'Auxerrois. Ce
sire docteur étoit d'une naissan
stinguée, & possédoit un bien
dérable. Mais il est infiniment
recommandable par son ardeur
tude, qui a mérité les éloges de
laume Budé, & par son zèle po
fonctions de son ministère : pi
teur infatigable, qui, dans un
simple & proportionné à la po
commun des esprits, cherchoit
fruit de ses travaux, non une
réputation, mais l'instruction de
ples, & l'avancement de ses au
dans la piété Chrétienne. Il
fléau des hérétiques, qui s'en
rent bien par les invectives
fatyres, & qui lui attirèrent
quelques disgraces. L'amour &
nération des Catholiques le d
magèrent dès cette vie. Jamais
sastique ne fut plus respecté &
On admiroit & on aimoit
une piété exemplaire, une
abondante en aumônes, un nob
sintéressement, qui ne lui pern
point de recevoir aucun hon
pour ses prédications. Les sem
dont on étoit pénétré pour lui,

rent avec éclat à sa mort. Ses funérailles furent célébrées par un concours prodigieux. La Faculté de Théologie y assista, marchant à côté du chapitre de S. Germain. Plus de vingt mille bourgeois de Paris suivirent le corps, & ils avoient à leur tête le parlement, la chambre des comptes, & les magistrats de la ville. Il est enterré aux Blancs-manteaux dans le tombeau de sa famille.

Nous avons vu qu'il a souvent été ^{Projets} parlé de réforme par rapport à l'Uni- ^{réforme.} versité dans les années précédentes. ^{Hist. Uⁿ} Au commencement de 1557 il sembla ^{Par. T. V} ^{P. 439 C} ^{517. 518.} que les choses se disposassent pour y travailler sérieusement. Le roi adressa le sept Janvier une commission à deux présidens aux enquêtes, Arnaud du Ferrier & Nicole Prévôt, à deux conseillers, René le Févre & Jacques Verjus, & à ses avocats & procureur général au parlement, par laquelle il leur donne pouvoir, & les charge de s'informer des abus qui se commettent dans l'Université, en ce qui regarde les études & les mœurs, de chercher les remèdes que l'on peut & doit y apporter, & de lui en donner leur avis, pour y être pourvû par son

26 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

autorité. Il leur ordonne par les mêmes lettres d'associer à leur travail * Jean Hennuyer son confesseur , Pierre Da-

* L'auteur de la nouvelle histoire du collège royal tronque ce fait , & il y joint une réflexion aussi peu juste qu'elle est offensante pour l'Université. De tous les commissaires associés par le roi aux magistrats du parlement pour la réforme de l'Université , il ne nomme que les trois qui étoient professeurs royaux, Danès, Galland, & Ramus : & sur cet exposé peu fidèle il fonde l'observation que voici :
 » C'est ainsi que les professeurs royaux , tous jours vus de mauvais œil par l'Université , étoient cependant préférés que les seuls que l'on jugeoit capables de connoître les défauts de ce corps , & de les réformer. » Il est difficile de relever tous les vices qui se trouvent dans ce peu de lignes. Premièrement l'auteur assure gratuitement que les professeurs royaux étoient vus de mauvais œil par l'Université. Depuis l'affaire suscitée vingt-trois ans auparavant par Noël Beda aux professeurs en Grec & en Hébreu , je

ne vois point de querelle qui ait éclaté entre l'Université & les professeurs royaux : & quelques plaintes des principaux & professeurs de la Faculté des Arts , qui craignoient que les leçons d'Eloquence Latine par les professeurs royaux ne fussent désertées les leurs , plaintes sans effet & sans suite , n'autorisent pas à dire que les professeurs royaux étoient vus de mauvais œil par l'Université en général. En second lieu , il s'en faut bien que les professeurs royaux fussent jugés presque seuls capables de connoître & de réformer les défauts de l'Université. Ils ne sont nommés que trois dans la commission : & le roi établit six autres commissaires , sans compter les magistrats. Enfin par la manière dont le fait est présenté , il sembleroit que les professeurs royaux formassent un corps distinct & séparé de l'Université , duquel elle fût obligée de recevoir des réformateurs. Mais outre que les professeurs royaux appartenoient incontestablement à l'Uni-

nès confesseur du dauphin , l'abbé Duval , (que * je ne connois point) le grand-maître du collège de Navarre , (qui étoit alors Jean Pelletier) Jean Quintin , deux médecins , savoir Chapelain & Flexelles , Pierre Gallandius principal du collège de Boncour , & Pierre de la Ramée , (ou Ramus) principal du collège de Prêles. Il paroît que le cardinal de Lorraine devoit présider à tout l'ouvrage. Car ce fut lui qui fit passer au Recteur les ordres du roi.

L'Université s'assembla le vingt-huit Janvier , & ayant été instruite des intentions du roi , elle résolut de s'y conformer. Elle voulut même entrer en part de la conduite & de la direction de cette affaire : & aux commissaires de son corps nommés par le roi , elle joignit quelques dé-

versité , comme je l'ai observé ailleurs , ce n'est pas même sous cette qualité que les trois dont il s'agit ici sont nommés dans les lettres du roi. On n'y donne à Ramus que le titre de principal du collège de Prêles , & à Galland celui de principal de Boncour. Pour ce qui est de Danès , il avoit quitté longtems au-

paravant la chaire royale , & il ne paroît dans la commission qu'avec la qualité de confesseur du dauphin.

* Je soupçonne néanmoins qu'il pourroit être le même que Pierre Duval évêque de Séez , dont il sera parlé dans la suite , & qui avoit été précepteur de Henri I.^r

28 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ putés de chacune des Facultés.

Le tumulte & les excès qui se commirent dans le Pré aux Clercs au mois de Mai suivant, & dont je vais bientôt rendre compte, firent sentir de plus en plus la nécessité d'une réforme. Aussi le vingt-huit du même mois le roi adressa de nouvelles lettres aux mêmes commissaires, pour leur enjoindre d'assembler l'Université & les Facultés qui la composent, de prendre leurs délibérations, de recevoir même les avis par écrit que voudroient donner les particuliers.

La Faculté des Arts se prêta à ce louable dessein avec empressement : & le dix-neuf Juin chaque Nation nomma des députés pour y travailler. Les autres Facultés lui auroient sans doute disputé la gloire de concourir à l'exécution des volontés du roi. L'ouvrage se mettoit en train. Mais les malheurs de l'Etat attirèrent sur des objets plus pressans l'attention du ministère. Cette année 1557 est celle de la funeste bataille de S. Quentin, qui jeta le royaume dans une horrible consternation. Deux ans après arriva la mort malheureuse de Henri II. Sous les régnés de ses enfans les troubles

de Religion achevèrent de plonger la France dans le plus affreux désordre. Les playes de l'Université furent oubliées : & je ne vois point qu'il se soit rien fait de solide & de sérieux pour y remédier avant les arrêts du parlement de 1575 & 1577, dont je parlerai en son lieu. S'il se présente néanmoins sur la route quelques particularités intéressantes par rapport aux projets de réforme, je ne négligerai point d'en faire part au lecteur.

Au mois de Mars 1557 mourut le cardinal Louis de Bourbon, archevêque de Sens. Il étoit proviseur de Sorbonne, & cette maison se donna pour chef & supérieur en sa place le cardinal de Lorraine. J'ai observé ailleurs que l'élection du proviseur de Sorbonne est faite par ceux de la maison, & qu'elle doit être confirmée par le Recteur, assisté des Doyens des Facultés & Procureurs des Nations. L'acte ou procès verbal de la confirmation de l'élection du cardinal de Lorraine se trouve ici dans l'histoire de Duboullai.

Peu de tems après, l'Université éprouva le plus triste orage, dont jamais elle ait été battue : & elle y auroit succombé, si le roi, que l'on

Le cardinal de Lorraine
élu proviseur
de Sorbonne.

Hist. Un.
Par. T. VII.
p. 490.

Emotion
violente des
écoliers, qui
attire à l'U-
niversité les

30 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

plus fâcheux avoit d'abord irrité contre elle, ne fût
 ses disgrâces. revenu à écouter la voix de sa bonté.
Hist. Un. & de sa clémence, & n'eût désarmé
Par. T. VI. la rigueur des magistrats. Il y eut de
p. 490-517. grands torts de la part des écoliers,
Harangue de qui pourtant ne furent pas les premiers.
Ramus. à ensanglanter la scène : mais aucun
Hist. de Paris, T. II. des maîtres ne fut trouvé coupable,
p. 1052-1057, & Pr. quoique l'on ait voulu en rendre quel-
part. II. quesuns suspects ; & le corps fit plei-
p. 772-778. nement son devoir. Cependant le pre-
 mier président Gilles le Maître, & le
 procureur général Gilles Bourdin,
 personnages recommandables par bien
 des endroits, mais durs * dans leurs
 procédés, traitèrent presque l'Univer-
 sité en ennemie : & telle fut la cause
 du plus grand mal.

Un levain de mécontentement fer-

* Ils eurent tous deux
 grande part, suivant le
 témoignage de M. de
 Thou, à la redoutable
 mercuriale du 15 Juin
 1559, qui coûta la vie à
 Anne du Bourg, & la
 liberté à plusieurs des
 membres du parlement.
 Le procureur général
 Bourdin auroit eu d'au-
 tant plus de raisons d'être
 favorable à l'Univer-
 sité, qu'il étoit lui-même
 savant, non seule-

ment en jurisprudence,
 mais en littérature. Il
 possédoit le Grec jusqu'à
 être capable de compo-
 ser des scholies Grecques
 sur une comédie d'Aristo-
 phane, qui ont été pu-
 bliées pour la première
 fois en 1545, & qui re-
 paroissent dans l'édition
 de ce poète par Kuster.
 Scévole de Sainte Marthe
 parle de ces scholies dans
 l'éloge de Gilles Bour-
 din.

étoit dans l'Université au sujet du jugement rendu quelques années auparavant, touchant le Pré aux Clercs. Ce jugement lui avoit été favorable au fond. Mais elle ne croyoit pas avoir obtenu pleine justice. Les limites déterminées par l'arrêt du parlement lui paroissent resserrer l'ancienne étendue de son patrimoine : & de plus les écoliers ne voyoient qu'avec indignation s'élever sur le terrain du grand pré de nouveaux édifices, qui diminueoient d'autant l'espace & la liberté de leurs jeux & de leurs amusemens. Ils ne s'en taisoient pas sans doute : & il paroît même que ne pouvant souffrir ces maisons qui les gênoient, ils entreprirent plus d'une fois de les démolir. C'est ce qui donna lieu le 12 Mai 1557 à une querelle violente, dans laquelle le premier sang fut versé. Un écolier Breton, noble de naissance, & un avocat, se promenant sur le pré après leur souper, furent tués de coups de fusil, qui partoient de la maison d'un nommé Bailli, commissaire au châtelet : il y eut aussi quelques blessés.

Bailli fut mis en prison : mais, par quelque raison que ce puisse être, le parlement ne se hâta pas d'en faire

32 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

justice : le bruit même se répandit qu'il avoit été élargi. D'un autre côté le Recteur, les Procureurs des Nations, les principaux des collèges, avertis par le parlement de contenir leurs écoliers, ou ne s'acquittèrent pas de ce soin avec diligence, ou ne purent y réussir. Le fait est que cette jeunesse animée par le désir de venger la mort d'un camarade, se porta aux plus grands excès. Tous les jours depuis le meurtre du jeune Breton, c'étoient des attroupemens d'écoliers en armes sur le Pré aux Clercs, auxquels se joignoit une multitude de gens du bas peuple, toujours prêts aux actions de violence. Ils attaquent les maisons qui leur faisoient ombrage, ils les détruisent par le fer & par le feu, sans que la présence même du lieutenant criminel, accompagné de ses archers, puisse arrêter cette fureur.

C'est alors que se manifesta la sévérité rigoureuse du procureur général Bourdin. Le dix-sept Mai il donna des conclusions foudroyantes, dans lesquelles il requéroit que le pré fût mis en la main du roi, que l'on défendît à quelque personne que ce fût d'y mettre le pied, & que l'on plantât

des potences aux quatre coins. Il reconnoissoit qu'entre les écoliers de l'Université, il en étoit un grand nombre de la conduite desquels elle ne pouvoit pas répondre. Ce sont ceux que l'on appelloit *Martinets* , & que nous nommons aujourd'hui *Externes*, qui n'étant enfermés dans aucun collège , ni dans aucune pension , mais logeant en maison bourgeoise , sortent de dessous les yeux du maître dès que la leçon est finie , & par conséquent ne peuvent plus être contenus par son autorité. Et cependant le procureur général vouloit qu'il fût » en-
 » joint aux Recteur , maîtres & prin-
 » cipaux des collèges , sur peine de
 » privation de leurs privilèges & no-
 » minations , de contenir leurs écoliers
 » & leurs suppôts , tant demeurans
 » dedans les collèges que dehors. »
 Le parlement même l'ordonna ainsi , & il adopta les conclusions du procureur général , hors la confiscation du pré , & l'article souverainement odieux des potences. Pour assûrer l'exécution de son arrêt , il enjoignit au prévôt de Paris & au prévôt des marchands , de mettre en mouvement les archers & sergens qu'ils ont à leurs

94 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ordres : & il informa de toutes choses
le roi , qui étoit alors à la Fère en
Tardenois , occupé des soins de la
guerre qui se préparoit sur la frontière
de Picardie.

L'émotion & les violences ne cessant point , le parlement se crut obligé de faire un exemple. Baptiste Coquastre , écolier âgé de 22 ans , s'étoit distingué entre les plus séditieux , & il avoit le premier mis le feu aux maisons du pré. Ayant été arrêté avec plusieurs autres , il fut condamné , comme le plus coupable , à être pendu & brûlé : & quoiqu'il réclamât son privilège de clerc tonsuré , quoique l'évêque de Paris eût présenté requête pour le revendiquer comme son justiciable , le parlement n'eut aucun égard à ces représentations , & fit exécuter son jugement le jour même , qui étoit le vingt Mai. Le jeune homme fut pendu à une potence au milieu du Pré aux Clercs , & son corps livré aux flammes.

Depuis cette terrible exécution , je ne vois point qu'aucun tumulte se soit excité dans le Pré aux Clercs. Les esprits n'étoient pourtant pas encore calmés , & les écoliers exprimèrent

leur indignation par des placards féditieux & menaçans , qu'ils affichèrent de nuit aux carrefours du quartier de l'Université. Ils renversèrent même la barrière des sergens , qui étoit près de la croix des Carmes. C'étoient les restes d'un feu qui s'éteignoit , & d'une colère impuissante , que l'on pouvoit mépriser. Le procureur général n'en jugea pas ainsi. Il traitoit les placards de vrai crime de lèse - majesté , les insultes faites aux sergens de rébellion à justice. Il provoqua le vingt-&-un Mai un nouvel arrêt plus sévère contre l'Université que les précédens , & dont l'exécution opéra la continuation des mouvemens féditieux.

Cet arrêt , après l'injonction réitérée aux Recteur & Procureurs des Nations de faire cesser une émotion dont ils n'étoient point maîtres , & qui bravoit leur foible autorité , ordonnoit aux principaux des collèges de faire fermer les portes de leurs collèges dès six heures du soir ; de murer ou de griller toutes les fenêtres des chambres basses, qui regardent sur la rue ; de visiter toutes les chambres , & d'en enlever tout ce qu'ils y trouveroient d'armes offensives , pour

36 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
les envoyer à l'hôtel de ville.

On conçoit combien ces précautions , très sages en elles-mêmes , étoient de difficile exécution dans la circonstance. Comment espérer qu'une jeunesse échauffée par les violences commises & souffertes depuis plusieurs jours , effarouchée plus encore qu'intimidée par le supplice d'un camarade qui étoit dans la même cause, se soumettroit à une clôture rigoureuse , à des visites & à des perquisitions qui tendoient à la désarmer ? Aussi lorsque le Recteur fit lire cet arrêt dans l'assemblée de l'Université , les plus mutins des écoliers , qui s'étoient mêlés dans l'auditoire , élevèrent leurs voix , déclarèrent qu'ils n'obéiroient point, & répondirent aux exhortations du Recteur par des menaces contre sa personne. Il voulut faire exécuter l'arrêt dans le collège du Pleffis , où il demouroit. Les écoliers menacèrent d'y mettre le feu : & le principal , qui tenta de les ramener à l'obéissance , fut contraint de chercher sa sûreté dans la fuite. Les lieutenans civil & criminel , quoiqu'accompagnés de main forte , ne réussirent pas mieux. Ils allèrent avec une troupe

de sergens & d'archers , pour faire publier & exécuter l'arrêt du parlement dans l'Université. Un sergent fut tué , & les autres se trouvèrent heureux de pouvoir se retirer. Nouvelles plaintes des gens du roi : nouvel arrêt du parlement , qui , pour prévenir les attroupemens des écoliers , crut devoir même ordonner aux professeurs royaux d'interrompre leurs leçons : & les supérieurs des collèges de Cambrai & des Lombards , où se faisoient alors ces leçons , furent chargés de notifier aux professeurs les défenses du parlement , & l'ordre de fermer leurs classes. L'Université obéit : mais en attendant que l'affaire fût discutée , & qu'un jugement définitif mît au jour son innocence , elle demanda au parlement qu'il lui fût permis de continuer les leçons publiques , & singulièrement celles des professeurs royaux ; & elle ne pût l'obtenir.

Les choses en étoient là , lorsqu'arrivèrent les premiers ordres du roi , qui instruit par le parlement , prit d'abord une très fâcheuse impression de la conduite de l'Université. Il écrivit le vingt-deux Mai à cette cour ,

38 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
approuvant les procédures qu'elle avoit
faites , & lui enjoignant de les conti-
nuer jusqu'à ce que la sédition fût ap-
paîsée , & les coupables exemplaire-
ment punis. Il écrivit le lendemain à
l'Université une lettre , qui fut appor-
tée par le seigneur d'Angennes de
Rambouillet , & lûe par le Recteur &
les députés ordinaires assemblés aux
Maturins le vingt-quatre. Cette lettre
est mêlée de témoignages d'indigna-
tion & de bonté. Le roi y suppose que
l'Université n'est point innocente. Il
déclare qu'il a mis le Pré aux Clercs en
sa main. Il ordonne à l'Université d'ob-
server & exécuter ses volontés , & les
arrêts du parlement , & il annonce
qu'il envoie des troupes pour forcer
à l'obéissance ceux qui ne s'y soumet-
troient pas volontairement. Dans le
cas où l'opiniâtreté se soutiendrait , il
menace d'abord de la privation de tous
les privilèges accordés par les rois ses
prédécesseurs & par lui-même , & en-
suite , si cela ne suffit pas , » d'une si
» rude & si violente punition , que
» l'exemple fera de perdurable mé-
» moire. » Tout ce langage est bien
effrayant. Mais le commencement de
la lettre exprimoit les sentimens d'e-

time , dont le roi avoit toujours été rempli pour l'Université , en qui il loue singulièrement la fidélité à maintenir les maximes de l'obéissance dûe au prince par ses sujets , & fondée sur des principes de Religion. Il marquoit que sa lettre étoit un avertissement qu'il donnoit *comme prince benin & débonnaire* , afin que l'on évitât les effets de son juste mécontentement. Enfin il protestoit que si on le forçoit à en venir aux extrémités , ce ne seroit pas sans un très grand regret de sa part.

L'Université n'avoit pas attendu ces lettres du roi , pour se mettre en devoir d'adoucir sa colére , & de se le rendre favorable. Dès le vingt-deux le Recteur & les chefs des compagnies , après avoir enjoint à tous les principaux des collèges d'exécuter le dernier arrêt du parlement , avoient écrit au cardinal de Lorraine pour le prier d'accorder sa protection à l'Université opprimée & maltraitée pour un fait qu'elle n'avoit ni autorisé ni approuvé , qu'elle détestoit même , & auquel après tout avoit fourni quelque prétexte l'impunité des meurtriers d'un de ses écoliers. Le vingt-quatre , lors-

40 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qu'elle eut pris lecture de la lettre que le roi lui avoit adressée, elle ordonna une députation pour aller lui rendre compte de sa conduite, & tâcher de le fléchir. Les députés, que l'on avoit eu soin de choisir gens d'un mérite distingué & connus en cour, étoient Jean de * Salignac docteur en Théologie, Claude Dodier docteur en Droit, Philippe Alein médecin, Turnébe & Ramus professeurs royaux. On les fit partir sur le champ pour la Fère, où étoit le roi. Mais avant qu'ils eussent pû être entendus, survinrent de nouveaux ordres, qui marquoient de plus en plus la colère du roi, & qui amenèrent encore un nouvel incident de disgrâce.

Le jour même de leur départ, vingt-quatre Mai, le roi, toujours prévenu de ses premières impressions, & persuadé que l'Université ne faisoit pas tout ce qu'elle auroit pû pour appaiser les mouvemens séditieux de sa jeunesse, avoit adressé une lettre au parlement, par laquelle approuvant de nouveau la conduite que sa cour

* Je prens les noms de
ces députés dans la harangue de Ramus. Il y a | quelque différence dans
le récit de Duboullai.

avoit tenue, il l'avertissoit qu'il avoit donné ses ordres pour faire marcher vers Paris dix enseignes de gens de pied & deux cens hommes d'armes, qui viendroient loger dans l'Université; & en attendant il chargeoit le parlement de faire publier de sa part & en son nom, dans toutes les places & carrefours de Paris, que le roi avoit mis le Pré aux Clercs en sa main; qu'il défendoit à tout régent, écolier, & suppôt de l'Université, sur peine de confiscation de corps & de biens, d'aller & de se montrer sur ce pré; qu'il vouloit que tous les écoliers martinets, ou externes, eussent à se loger dans les collèges avant six jours, ou à vuidier Paris; & que tous les étudiants étrangers, de pays ennemis de la France, sortissent du royaume dans l'espace de quinze jours, sous peine d'être arrêtés & faits prisonniers de guerre, quelque privilège de scholarité qu'ils pussent alléguer. Et sous le terme d'*Etudiants* étoient compris aussi bien les * maîtres que les écoliers.

* C'est ce qui paroît par les lettres de mitigation & d'indulgence, qui furent accordées par le roi le 30 Mai, & dans les-

quelles sont exprimés les Recteur, maîtres, docteurs, régens, principaux, lecteurs.

42 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Le parlement reçut cette lettre du roi le vingt-cinq , & sur le champ il rendit un arrêt conforme aux ordres qui lui étoient envoyés , & enjoignit au lieutenant civil de le publier à son de trompe. Ce fut cette publication qui causa un nouveau malheur. Lorsque le lieutenant civil passa sur les neuf heures du soir dans la rue de la Harpe , devant les collèges de Bayeux & de Narbonne , il prétendit que de ces collèges on lui avoit jetté des pierres : en conséquence il y entra de force , & en enleva treize prisonniers, qu'il mena au châtelet. Cette exécution se fit avec beaucoup de violence : & c'est un des articles dont l'Université se plaignit le plus amèrement au roi par ses députés. En effet il paroît bien que ce n'est pas la résistance qu'éprouva le lieutenant civil , qui le mit dans le cas de vexer ces deux collèges, puisqu'il n'étoit pas en force , & avoit seulement vingt ou vingt-cinq hommes avec lui.

Ce fut là le terme des infortunes de l'Université : & il étoit tems : car le parlement avoit encore condamné à mort quelquesuns de ceux qui étoient dans les prisons. Heureusement il ne

Il n'âta pas de les faire exécuter.

Les députés de l'Université reçurent Le roi se lai
 en cour l'accueil le plus favorable. Le se fléchir ,
 cardinal de Lorraine , à qui ils s'adres- accorde à
 sèrent d'abord , se rendit attentif aux l'Université
 éclaircissimens qu'ils lui donnèrent sur la révocation
 l'arrêt du parlement , qui traitoit l'U- des ordres r
 niversité avec une rigueur extrême , goureux
 jusqu'à lui interdire les leçons publi- donnés con
 ques ; sur l'ordonnance du roi , qui tre elle.
 faisoit le Pré aux Clercs , & qui con-
 tenoit par rapport aux écoliers des
 dispositions , dont s'ensuivroit néces-
 sairement la désertion des collèges ,
 & la ruine de la compagnie. Le card-
 nal de Châtillon ne montra pas moins
 d'affection pour la cause de l'Univer-
 sité , & il procura aux députés accès &
 faveur auprès du connétable son oncle.
 La roi étoit , comme il le disoit lui-
 même dans sa lettre à l'Université ,
prince benin & debonnaire , facile à se
 laisser prévenir , facile aussi à revenir
 de ses préventions. Les seigneurs que
 je viens de nommer ayant adouci son
 esprit & calmé sa colère , il écouta
 avec bonté le discours de Jean de Sa-
 lignac , chef de la députation de l'U-
 niversité , qui lui protesta que ni la
 compagnie , ni même aucun de ceux

44 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qui y tenoient quelque rang d'autorité, n'avoient pris part aux mouvemens qui excitoient la juste indignation du roi; & que l'on ne pouvoit point non plus reprocher à l'Université dans un cas si important aucune négligence, mais seulement la plainte de ce que le pouvoir lui manquoit pour réprimer par des peines convenables l'audace & les excès d'effians indignes d'elle. » Si en un si grand nombre d'estudiantz, dit ce sage orateur, il y en a eu quelques uns qui prenantz faulxement le nom d' escoliers ayent eu le cœur rebelle & meschant, qu'ils soient punis de leur rebellion & meschanceté: les bons, qui n'en peuvent mais, soient maintenus en leur repos & tranquillité. Mais aujourd'huy toute l'Université, sans qu'on face aucune différence des bons & des mauvais, comme déclarée ennemye, est oppressée & tourmentée. On ne cherche pas, pour en faire la punition, ceux-là qui ont faict quelque esmeute au Pré aux Clercs: mais les collèges mesmes, qui sont les temples du repos & de la paix, sont enfoncés à force d'armes, sont pillés & sac-

les informations. Qu'attendu le dommage inestimable que la cessation des lectures porteroit non seulement aux escoliers & supposés de l'Université, mais aussi par conséquent à la chose publique de ce Royaume, voire à toute la Chrestienté, les lecteurs publics reprendroient leurs fonctions. Que * les ordres donnés aux étudiants étrangers de sortir de Paris, ne seroient exécutés que par rapport à ceux des pays ennemis, auxquels étoit même accordé un plus long délai, afin qu'ils pussent plus commodément prendre leurs arrangemens. Encore par arrêt interprétatif du 4 Juin suivant, rendu sur les représentations du cardinal de Lorraine, les jeunes écoliers, sujets d'Espagne ou d'Angleterre, qui résidoient dans les collèges, furent-ils exceptés de la loi. L'arrêt du 30 Mai portoit de plus, que les ordres sévères qui changeoient les collèges en prisons, en exigeant que les portes

* Ces ordres n'exprimoient que les étudiants des pays ennemis. Mais il paroît qu'ils avoient été interprétés de manière qu'ils comprenoient sous les étrangers indi-

stinctement : en sorte que l'Université se crut obligée de demander, & le roi voulut bien accorder la modification qui est ici exprimée.

48 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 fussent fermées à six heures du soir ;
 & les fenêtres basses murées , demeu-
 reroient sans exécution. Que les ar-
 mes qui pourroient se trouver entre
 les mains des écoliers seroient , non
 pas portées à l'hôtel de ville , mais
 remises au pouvoir des principaux &
 supérieurs. Que les écoliers externes ,
 qu'il n'étoit pas possible d'obliger à
 se renfermer dans les collèges , sans
 forcer plusieurs d'entre eux , dont les
 facultés étoient trop modiques , à in-
 terrompre leurs études , pourroient
 comme auparavant demeurer dans des
 maisons particulières.

Je ne vois point que cet arrêt si
 favorable lève la saisie & confiscation
 du pré. Apparemment on vouloit ju-
 ger ensemble tous les intérêts civils
 de l'Université en cette partie. Mais
 les prétentions à vuider avec les moi-
 nes de S. Germain , & avec divers
 particuliers , faisoient de cette affaire
 prise dans sa totalité une hydre de
 procès & de chicanes. On prit sans
 doute le parti de rétablir l'Université
 dans tous les droits dont elle étoit
 en possession avant la saisie. Il est cer-
 tain qu'elle en a toujours joui depuis :
 & dès l'année suivante le Recteur alla
 au

au pré, suivant la coutume, le lundi de Pâques, pour en faire la visite seigneuriale.

Sur l'arrêt du trente Mai furent données des lettres patentes, que le ^{Hist. Uni.} parlement refusa de vérifier. ^{Par. T. VI.} Il or- ^{p. 516.}
 donna le douze Juin des remontrances, qui d'abord firent effet. Les gens du roi présentèrent au parlement le vingt-&-un du même mois de nouvelles lettres patentes, qui ordonnoient qu'il fût sursis à l'exécution de celles du trente Mai, si ce n'est en ce qui concerne le rétablissement des leçons publiques. En conséquence le parlement se dispoisoit à continuer les procès des prisonniers. L'Université allarmée eut de nouveau recours au roi, afin que ses écoliers pussent jouir du bénéfice de la remission par lui accordée. Elle réussit, & obtint le vingt-cinq Juin des lettres confirmatives de celles du trente Mai, avec défenses au parlement de pousser plus loin les procédures. Ainsi fut terminée heureusement cette triste affaire, qui outre les événemens funestes & sanglans qu'elle amena, eut encore l'inconvénient fâcheux de commettre l'Université avec le parlement.

Quoique le succès final ait été avantageux , néanmoins si on le compare avec les réparations autrefois obtenues par l'Université dans des cas semblables , on verra combien son crédit étoit déchu sous Henri II. Dans les affaires de Savoisi & de Tignonville , les auteurs des injures avoient été punis par le bannissement & la destitution de leurs charges. Les moines de S. Germain avoient expié , par des fondations de chapelles , par la perte de plusieurs beaux droits , la mort des écoliers tués par leurs serviteurs ou vassaux. Ici l'écolier dont le meurtre enflamma la querelle , n'est point vengé par l'autorité publique : un autre écolier périt même par un supplice honteux , & sa mémoire n'est point rétablie. Tout ce que l'Université obtint , c'est la cessation des traitemens rigoureux qu'elle avoit éprouvés. J'observe encore , qu'autrefois l'Université , pour se faire rendre justice , interrompoit ses leçons & les prédications de ses théologiens : & dans l'occasion dont il s'agit , c'est par forme de punition que l'on imposa silence à ses professeurs. Je ne prétens point faire des plaintes si

le changement arrivé dans le pouvoir dont l'Université avoit joui en des tems plus reculés. Il lui suffit d'être protégée par la puissance publique dans ses utiles & pacifiques fonctions. Je rapproche seulement les faits qui montrent par leur contraste le caractère & l'esprit différent des différens siècles.

L'Université sentoît parfaitement tout ce qu'elle auroit pû désirer au delà de ce qui lui étoit accordé. Les observations que je viens de faire , sont toutes tirées d'une harangue qui fut prononcée dans le tems même par Ramus. Elle n'en fut pas moins reconnoissante envers le roi , & envers tous ceux qui l'avoient servie de leur crédit dans cette malheureuse affaire. Sans attendre que les difficultés qu'apportoit le parlement à l'exécution des lettres patentes du trente Mai fussent entièrement levées , dès le onze Juin *Hist. v* elle rendit de solennelles actions de *Par. T. 1* grâces à Dieu par une procession gé- *p. 513-5* nérale ; & dans les discours qui accompagnèrent cette cérémonie , la bonté du roi , & le zèle obligeant des seigneurs dont l'Université avoit éprouvé l'affection , furent loués & célébrés dignement.

42 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

L'Université donna en ce jour la même une preuve signalée de sa fidélité à entrer dans les intentions du roi , & de sa vigilance pour maintenir la paix & le bon ordre. Au retour de la procession , la nouvelle vint qu'une troupe d'insolens s'étoient encore ameutés dans le Pré aux Clercs , & y faisoient actuellement le dégât dans quelques maisons. Aussitôt le Recteur , accompagné des doyens , des procureurs , & de quelquesuns des principaux des collèges , se transporta sur le lieu , & par sa seule présence il dissipa cette troupe turbulente. Il en fit même prendre huit , qui furent moins diligens que les autres à s'enfuir , & dont sept étoient des manouvriers de différens métiers , & furent renfermés dans la prison de l'abbaye. Le huitième dit qu'il étoit écolier du collège d'Autun. On l'y mena sur le champ , & l'on apprit qu'il en étoit cuisinier. Car telle étoit alors la cuisine des collèges de l'Université , qu'un écolier pouvoit la faire. Il subit le châtiment des écoliers , & fut frappé de verges rigoureusement.

Cet événement entre pour beaucoup dans les lettres que l'Université

écrivit dès le jour même au roi, au connétable, aux cardinaux de Lorraine & de Châtillon, & au cardinal Jean Bertrandi archevêque de Sens & garde des sceaux. Le premier objet de toutes ces lettres consistoit en des remerciemens, variés pour le style suivant la différence des états & des personnes. Ensuite l'Université rendoit compte du commencement d'émeute dissipé par son Recteur : & elle n'oublioit pas de remarquer que l'écolier du collège d'Autun avoit été puni, & d'exprimer, suivant la simplicité de ces tems anciens, le genre de la punition. Dans les trois lettres aux cardinaux elle eut de plus attention à tirer avantage de la facilité, avec laquelle le Recteur, accompagné seulement de dix ou douze personnes sans armes, avoit arrêté le désordre, pour faire voir combien le lieutenant civil avoit grossi les objets, lorsqu'il représentoit les émeutes des écoliers sous une face terrible, qu'il demandoit main forte au parlement, & qu'il ravageoit les collèges de Bayeux & de Narbonne comme des places ennemies, dont il eût fallu vaincre la résistance par des assauts redoublés.

54 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

La reconnoissance de l'Université & la droiture de ses sentimens bien manifestées , contribuèrent sans doute à affermir le roi dans la résolution de la faire jouir du bienfait qu'il lui avoit accordé , & d'arrêter , comme je l'ai raconté d'avance , le zèle trop ardent du procureur général.

Observa-
is parti-
ères.

Il ne me reste plus qu'à placer ici , suivant mon usage , quelques remarques particulières , qui n'ont pas pu entrer commodément dans le récit que je viens de tracer.

J'observe d'abord que l'Université conservoit encore en plein son ancien style , en parlant & en écrivant au roi , s'appelloit sa fille , & le traitoit de père. Jean de Salignac commence sa harangue par ces termes : » Sire , je
» vous supplie de croire que vostre
» Université de Paris a porté , & por-
» tera tousjours envers vostre majesté
» toute l'affection , que la fille plus
» obéissante doit selon son devoir
» porter à son père , qui l'ayme & luy
» fait toute libéralité. » Ce même
style se retrouve dans les lettres que
l'Université écrivit au roi les vingt-six
Mai & onze Juin.

Harang. de
nos.

Hist. Un.
T. VI.
502. 513.

En second lieu je crois devoir ré-

marquer que les lettres écrites en Latin , que rapporte Duboullai dans le cours de cette affaire , ne se ressentent plus de la barbarie antique , & sont d'un langage pur & correct. Mais surtout celles du cardinal de Châtillon montrent un goût exquis de latinité. Ce prélat avoit de bons secrétaires. On sait qu'il a été toute sa vie très lié avec les Calvinistes , parmi lesquels florissoient alors les bonnes études.

Je dirai enfin que Ramus , qui avoit été l'un des députés de l'Université en cour , rendit compte de son ambassade à la compagnie par une harangue , qu'il ne se contenta pas de prononcer , mais qu'il fit imprimer , & qui m'a fourni plusieurs circonstances , & de bonnes observations. J'y trouve encore deux traits remarquables. Ramus nous donne lieu de penser que les places de régens étoient alors d'un grand produit. » Il y a autant de brigue , dit-il , à gagner la place de » régent aux plus fameux collèges de » l'Université, comme d'impêtrer quelque bon & gros bénéfice de quelque évêque ou abbé. » Un autre trait tout-à-fait singulier dans nos mœurs ,

56 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

c'est que le même Ramus loue la générosité du secrétaire d'Etat Jean du Thiers , qui ayant été chargé d'expédier les ordres du roi en faveur de l'Université , » ne voulut , dit-il , autre salaire de sa peine , sinon que l'Université luy en sceust gré , & en eust souvenance. » Ainsi les secrétaires d'Etat se faisoient payer alors de leurs expéditions , comme les greffiers des cours de justice *.

* On a vu , dans le récit que jé viens de donner de la malheureuse affaire du Pré aux Clercs , l'Université & les professeurs royaux agir avec un concert parfait. Parmi les députés de l'Université au roi se trouvent deux professeurs royaux , Ramus & Turnébe. Après l'interruption des leçons de ces professeurs ordonnée par le parlement, l'Université , comme faisant cause commune avec eux, demande & au parlement & au roi le rétablissement de leurs leçons. Ces faits clairs & décisifs démontrèrent que l'on ne doit point mettre sur le compte de l'Université les chagrins que les professeurs royaux , au rapport de Pierre Galland dans la vie de Pierre du Chatel ,

(n. 34.) éprouvèrent à l'occasion du tumulte des écoliers. Il dit que l'on voulut les en rendre responsables , & que l'on conseilla au roi ou d'abolir entièrement leurs leçons , ou de les renfermer dans l'enceinte des collèges particuliers , dans lesquels s'instruisoit la jeunesse suivant l'ancien usage. Il ajoute que cet orage fut dissipé par les prudentes & fortes représentations de Pierre du Chatel : mais il n'en attribue la cause qu'à ceux à qui , dit-il , ne plaît point l'élégance de la doctrine introduite de notre temps. Ces termes , comme l'on voit , n'expriment point l'Université , mais désignent seulement quelques particuliers d'un sé-

Le calme étant rétabli dans l'Université, les exercices des études & le train courant des affaires reprirent leur ordre accoutumé.

Le vingt-trois Juillet il fut question de pourvoir à la cure de S. André des Arcs actuellement vacante : & il y eut contestation sur ce point entre la Faculté de Médecine & la Nation de France. Deux bénéfices fort inégaux vaquoient à la fois, une chapelle de Savoisi & la cure de S. André. La

Nomin
à la cui
S. And
Contest
sur ce p
Hist.
par. T.
p. 519.

le plus pieux qu'éclairé.

Je ne puis donc deviner sur quel fondement il a plu à l'auteur du Mémoire Historique sur le Collège Royal, de parler d'une requête présentée au roi par l'Université contre les professeurs royaux, & d'ériger en querelle de corps ce qui n'est donné par l'auteur original que pour un projet insinué dans le cabinet par quelques particuliers, & aussitôt rejeté que proposé. Ce n'est pas tout encore. L'auteur du Mémoire, à la probité duquel il conviendrait d'estimer & de respecter une compagnie telle que l'Université, la décrie ici d'une manière intolérable. Il la prétend cou-

pable, au moins en partie, de l'émeute de ses écoliers, & il l'accuse d'avoir cherché à faire retomber ses torts sur des innocens. De pareilles imputations ne peuvent que décréditer celui qui les avance sans preuves. Je dis sans preuves. Car les deux sources qu'il allégué, Duboullai & la vie de Pierre du Châtel, ne contiennent que ce qu'on a lu dans mon récit, & dans cette note. L'exactitude, contre laquelle il pèche dans toutes les parties de sa narration, comme il me seroit aisé de le faire voir, est toujours de devoir être étroite, mais surtout lorsqu'il s'agit de la réputation d'un corps célèbre.

58 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
chapelle avoit vaqué la première , &
par conséquent c'étoit à la compagnie
qui étoit la première en tour , c'est-à-
dire , à la Faculté de Médecine , qu'il
appartenoit d'y nommer. Mais cette
Faculté , à dessein ou autrement , avoit
différé sa nomination : & la cure étant
venue à vaquer avant qu'elle eût con-
sommé son droit , elle prétendoit l'ex-
ercer sur le plus important des deux
bénéfices vacans. La Nation de France,
qui entre en tour après la Faculté de
Médecine , vouloit que l'ordre des
vacances fût suivi , & elle s'attribua
conséquemment la nomination de la
cure. On a coupé pied de nos jours à
ces sortes de contestations par un ré-
glement , qui , suivant que je l'ai re-
marqué ailleurs , distingue les béné-
fices en deux classes , grands & petits ,
& établit un double tour à raison des
classes différentes. Mais alors , faute
de cette loi judicieuse , les deux com-
pagnies contendantes ayant chacune
de son côté une couleur , poussèrent
la querelle aussi loin qu'elle pouvoit
aller. La Faculté de Médecine & la
Nation de France nommèrent toutes
les deux à la cure , l'une Froideval
médecin , l'autre Pierre Hodicq ba-

chelier formé en Théologie & doyen de la Tribu de Paris. Toutes deux présentèrent leur nomination à l'Université, & il fallut décider laquelle devoit être reçue. Il y eut encore partage. La Faculté de Droit se joignit à celle de Médecine : la Faculté de Théologie & celle des Arts se déclarèrent pour la nomination de la Nation de France. Le Recteur débarra pour le parti qu'avoit embrassé la Faculté des Arts *sa mère*, & il conclut en faveur de Hodicq. Le doyen de Médecine déclara qu'il prenoit cette conclusion pour un acte de refus, & qu'il se pourvoiroit où besoin seroit pour la conservation du droit de sa compagnie. Ce procès fut terminé l'année suivante, non par un jugement, mais par la cession volontaire des deux sujets nommés, qui de concert résignèrent leur droit à François le Court : & leur résignation fut admise par l'Université le vingt - & - un Février 1558.

Celui qui avoit laissé la cure de S. André vacante par sa mort, étoit Pierre le Clerc, que j'ai souvent nommé dans cette histoire comme vice-gérant du conservateur apostolique.

Martin Se-
guier, vice-
gérant du
conserva-
teur.

*Hist. Un.
Par. T. VI
p. 519.*

60 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

La commission de vicegérant fut donnée par le cardinal de Châtillon à Martin Segulier licencié en Droit & doyen du chapitre de S. Marcel , frère de Pierre Segulier , d'abord avocat général en parlement & ensuite président à mortier. Martin Segulier fut mis en possession de l'emploi de vicegérant le seize Août 1557 par le Recteur , accompagné du Doyen de la Faculté de Théologie , & des quatre Procureurs des Nations.

**Mouvemens
des écoliers ,
prompte-
ment arrêtés.**

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 521.*

*Hist. de Pa-
ris , T. II.
p. 1058.*

Dans le même mois d'Août il se fit encore des attroupemens d'écoliers , hors les portes S. Jacques & S. Michel : & dans le mois de Janvier suivant des mouvemens semblables se renouvelèrent dans le Pré aux Clercs. Mais le Recteur , averti * par le parlement , y mit si bon ordre que ces étincelles d'un feu qui avoit peine à s'éteindre tout-à-fait , furent prompt-

* L'auteur de l'Histoire de Paris , en rendant compte de l'avertissement donné au Recteur dans le mois d'Août , s'exprime dans son texte d'une façon qui laisse incertain si les reproches & les menaces du parlement s'adressent seulement aux

écoliers , ou même aux maîtres. Mais dans l'acte original , rapporté par le même auteur , (*Preuv. part. II. p. 779.*) il n'y a aucune équivoque , & toutes les expressions désagréables tombent uniquement sur les écoliers.

ement amorties , sans avoir produit aucune suite fâcheuse.

Tout le monde fait que c'est le jour ^{Procession} de S. Laurent , au mois d'Août 1557, ^{sainte Ge} qu'arriva la funeste bataille de saint ^{viève.} Quentin , qui plongea la France dans ^{Hist. U} un deuil universel. Pour comble de ^{Par. T. I} disgrâce , la récolte fut mauvaise , & ^{p. 520.} les vivres montèrent à un prix excessif. On recourut à la miséricorde divine par des prières publiques , & le dix-neuf Septembre se fit la grande procession de sainte Geneviève , qui ne se célèbre que dans les plus tristes calamités. L'Université ne put y tenir le rang dont elle étoit en possession : dans les processions générales , c'est-à-dire , marcher sur la même ligne que le chapitre de Notre-Dame , à gauche. En effet l'arrangement de cette procession y répugne , vû que les chanoines de sainte Geneviève y tiennent la droite , & ont à leur gauche le chapitre de la cathédrale. L'Université ne voulut pas pourtant s'abstenir d'une cérémonie , qui étoit en même tems acte de piété chrétienne & devoir de patriotisme. Elle consentit donc à marcher devant les chanoines de Notre-Dame & de sainte

62 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Geneviève , & elle se contenta d'un arrêt du parlement , qui déclaroit que cet ordre de marche ne préjudicieroit point à ses droits. Mais on fait que ces sortes de précautions n'ont pas grande vertu , & que celui qui cède , perd son procès. C'est apparemment sur cette difficulté que l'Université a cessé de paroître aux processions de sainte Geneviève.

L'Université
ne peut jouir
en plein de
son privilège
d'exemption.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 520. 521.

J'ai parlé ailleurs de la déclaration du douze Mai 1557 , par laquelle le roi maintenoit l'Université dans la jouissance de son exemption de tout droit imposé sur le vin. La cour des aides n'avoit pas encore enregistré cette déclaration au mois d'Octobre suivant, & l'Université fit bien des mouvemens, non auprès de cette cour, qu'elle trouvoit intraitable , mais auprès du roi , pour obtenir que l'affaire fût terminée selon ses souhaits. Elle ne réussit qu'imparfaitement. Les circonstances où l'Etat se trouvoit , ne favorisoient pas les exemptions. La réponse finale donnée par le roi le deux Novembre fut que son intention étoit que les principaux , régens , professeurs & écoliers dans toutes les Facultés , jouissent de l'exemption : que par

rapport aux autres suppôts il s'expliqueroit en tems & lieu. Cette réponse excluoit du privilège les messagers , parcheminiers , papieriers , libraires , & même les docteurs en Médecine qui ne régentoient pas actuellement. L'Université résolut d'insister par une nouvelle députation au roi , & de lui représenter le droit qu'ont tous ses suppôts , sans exception , à la jouissance de ses privilèges. Mais je ne vois pas qu'elle ait obtenu une explication plus favorable. En conséquence il est vraisemblable qu'elle cessa de poursuivre l'enregîtement de la déclaration du douze Mai. Cet enregîtement, que je ne trouve en effet nulle part, n'eût pu lui être accordé qu'avec les limitations portées par la réponse du roi : & en cet état il auroit préjudicié à ses privilèges , & fait titre contre elle.

L'Université témoigna dans ces mêmes tems quelque attention pour faire rapporter dans ses archives les pièces , actes , & monumens , que des particuliers en avoient tirés , & qu'ils négligeoient de restituer au dépôt. Je ne puis dire si l'exécution suivit. On n'a jamais eu parmi nous tout le soin

Archiv

Hist. L

Par. T.

p. 520.

64 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 qu'exige un intérêt si précieux. Actuellement, pendant que j'écris ceci, un ancien livre de la Nation de France est entre des * mains étrangères : & quoique j'aie employé les avertisse-
 mens & les exhortations auprès de ceux qui sont en place dans la Nation, il n'est pas encore retiré.

Messagers. Le vingt-&-un Février 1558 l'Université porta un décret touchant les messagers, pour les astreindre à avoir leur domicile dans Paris, & non dans les villes avec lesquelles leur ministère les met en correspondance. C'est l'ancienne institution.

Service pour la reine Eléonor. Les treize & quatorze Avril fut célébré dans l'Eglise de Notre-Dame un service pour la reine Eléonor d'Autriche, seconde femme de François I. L'Université y fut invitée par lettres du roi, & y assista.

Assemblées des hérétiques sur le Pré aux Clercs. Procession extraordinaire de l'Université. Le vingt Mai elle signala son zèle pour l'ancienne Religion, en ordonnant une procession extraordinaire, dont l'objet étoit d'expier & de purifier son pré, profané par les assemblées qu'y tenoient les nouveaux hérétiques.

Hist. Un. Par. T. V l. f. 483. 522. * Ce livre étoit perdu. Feu M. Prévôt, célèbre avocat au parlement, le recouvra & l'acheta. A la mort de M. Prévôt il a été aisé à la Nation de France de le retirer.

Thuan. Hist. l. XX,

Le Pré aux Clercs avoit été comme le berceau de la secte à Paris. C'est dans une maison voisine de ce pré , qu'au mois de Septembre 1555 les Religionnaires avoient commencé à tenir des assemblées réglées , & à établir entre eux un ordre de ministère. Ils s'étoient accoutumés à se rendre pendant la nuit sur le pré , pour y chanter les pseaumes de Marot : & cette nouveauté attiroit la curiosité de plusieurs Catholiques , & devenoit pour eux un piège de séduction , surtout depuis que le roi de Navarre & la reine sa femme n'avoient ni dédaigné , ni craint , de fréquenter ces assemblées nocturnes. Henri II étant informé de ce scandale , s'empressa d'y mettre ordre. Il défendit sur peine de la vie ces attroupemens de dévotion séditieuse , & la récitation publique des pseaumes en langue vulgaire : & l'Université , imitant le zèle de son roi , indiqua & célébra la procession dont j'ai parlé.

Nous avons déjà vû plusieurs réglemens portés par le parlement pour réformer les abus du Lendit, & des autres fêtes académiques de cette espèce, qui souvent étoient accompagnées de tumultes & de violences. Les fêtes du

Arrêt du p.
lement qu
supprime l
petit Lend

Privilèges
l'Universit
p. 213 &
suiv.

Hist. Un
Par. T. V
p. 522.

66 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Lendit, comme j'ai l'ai observé ailleurs, étoient chères & aux écoliers & aux maîtres : aux écoliers, parce qu'elles leur procuroient une occasion de dissipation, dont cet âge est avide ; aux maîtres, parce que c'étoit dans ces célébrités joyeuses que l'honoraire leur étoit apporté par leurs disciples : ce qui se faisoit avec une sorte de pompe. Les écus d'or se mettoient dans une bourse, ou dans un gobelet de crystal, ou on les faisoit entrer dans un citron ; & on venoit, au son des fifres & des tambours, les présenter au régent. Une des fêtes dont il s'agit, étoit affectée au mois d'Août, & on l'appelloit le *petit Lendit*, à la différence du *grand*, qui se rapportoit au voyage de saint Denys dans le mois de Juin. Le vingt-six Juillet 1558, aux approches du petit Lendit, le parlement, attentif à écarter tout ce qui pouvoit causer du trouble, surtout dans un tems où les esprits s'échauffoient pour les disputes de Religion, rendit un arrêt pour interdire de nouveau, sous les plus grandes peines, ces fêtes nombreuses. L'arrêt fut lu le deux Août dans l'assemblée de l'Université, & unanimement applaudi. Cependant l'abus q

DE PARIS , LIV. XI. 67
proscrivoit , ne cessa pas entièrement ,
& il ne s'est aboli que par le laps de
tems & désuétude.

C'est l'usage parmi nous que cha-
que Recteur en sortant de charge de-
mande des lettres de recommanda-
tion. Aujourd'hui c'est une formule de
style , qui n'a nul effet réel. Autrefois
il s'agissoit de vraie recommandation
auprès de quelque grand prélat , qui
étoit prié par l'Université de gratifier
d'un bénéfice le Recteur dont elle avoit
été contente. Audebert Macéré , qui
avoit géré le rectorat durant le tri-
mestre du vingt-quatre Mars au vingt-
trois Juin , donna à cet égard un exem-
ple de modération , que je ne dois pas
passer sous silence. L'Université vou-
lut lui dresser une lettre de recom-
mandation auprès du cardinal de
Lorraine. Macéré déclara qu'il étoit
content : que les bienfaits de son il-
lustre patron avoient comblé ses dé-
sirs : & qu'au lieu d'une nouvelle de-
mande en sa faveur , il ne souhaitoit
qu'une lettre d'actions de grâces. Et ce
n'étoit pas un compliment. L'Uni-
versité fut réellement obligée de chan-
ger pour lui le style des lettres qu'elle
donnoit en pareil cas.

*Lettres de re-
commanda-
tion en fa-
veur du Re-
cteur. Modé-
ration d'Au-
debert Macé-
ré.*

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 523.*

Reproches à La Faculté de Médecine essuya p
 la Faculté de de tems après un désagrément , q
 Médecine.

Hist. Un. l'on ne peut pas lui plaindre si elle
Par. T. VI. méritoit : mais je m' imagine que
 523. chose auroit pû être traitée plus de

cement. Les gens du roi représen
 rent le treize Octobre à la chambr
 des vacations, qu'il régnoit entre
 médecins de Paris une telle animosi
 un tel esprit de contention & de
 jalousie, qu'il suffisoit que l'un prît
 parti dans la cure d'une maladie p
 déterminer son confrère à embras
 l'avis diamétralement opposé. Q
 chacun avoit sa cabale, & ne voul
 consulter qu'avec ceux qui lui con
 noient, & non se conformer au cha
 du malade. Qu'il falloit mettre ord
 à un abus qui tournoit au grand
 avantage des citoyens. Le doyen
 la Faculté de Médecine fut mand
 & le président l'instruisit des plain
 des gens du roi, & lui enjoignit
 les notifier à sa compagnie, &
 l'avertir de remédier au mal, si e
 ne vouloit que le parlement y pou
 vût par son autorité. Je ne dou
 point qu'il n'y eût fondement a
 plaintes du ministère public. Mais j
 voue-que j'ai peine à croire que tou

res. La dureté connue du pro-
général Bourdin autorise ma-
ture.

iel n'eut pas le chagrin de voir Mort de Fern
lité, dont il étoit la gloire, trai- nel.
ec si peu de ménagement. Il Thuan. Hist.
mort au mois d'Avril précédent, l. XXI.
réputation du plus grand mé- Bayle, Dict.
qui eût paru depuis Hippocrate. art. Fernel.
it apporté en naissant un riche
reux fond de génie : mais il
pas de ceux qui pensent qu'avec
sprit on est capable de tout. Il
cultivé ses avantages naturels par
ude courageuse & persévérante.
de cette façon que se forment
ands hommes. Il ne se rendit
ilement utile à son siècle. Il a
la postérité par des ouvrages im-
ls, dont le moindre mérite est

70 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
servir de guides révéérés aux maîtres
aux étudiants.

Faits seule-
ment indi-
qués.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 524. 525.

Depuis le mois d'Octobre 1559 jusqu'à la mort de Henri II, qui arriva au mois de Juin de l'année suivante Duboullai m'offre peu de faits détaillés & circonstanciés. Dans les délibérations de l'Université il fut question du droit rectoral sur le parchemin de la nouvelle méthode de Ramus grand amateur de la nouveauté en tout genre ; du Pré aux Clercs , dont falloit écarter & les mouvemens importuns des écoliers , & l'injuste avidité des voisins ; de l'appui qu'il étoit nécessaire de donner aux libraires & aux messagers , pour leur assurer la jouissance des privilèges académiques ; la manutention de la police de l'Université contre ceux de ses membres qui portoient à d'autres juges des causes de son ressort ; des mesures qu'il convenoit de prendre pour assujettir les décrétistes à l'obligation de prêter serment au Recteur & à l'Université. Tous ces faits ne sont qu'indiqués par l'historien de l'Université. En voici un sur lequel il me fournit de plus amples éclaircissements.

Le vingt-quatre Mai 1559 le Re

leur Pierre Ravin , régent & principal du collège de la Marche , se plaignit à l'Université assemblée de l'insulte qui lui avoit été faite par un maître ès Arts , & en demanda réparation. Sa plainte étoit très légitime. Par ordre du premier président il avoit publié un mandement ; portant défenses à tout écolier d'aller en armes sur le Pré aux Clercs pour y exciter sédition. Ces défenses déplurent à Denys Vallin , maître ès Arts , apparemment l'un des plus insignes séditieux : & il eut l'audace de venir au collège de la Marche élever des cris , & vomir des injures contre le Recteur. On le chassa. Mais obstiné dans le mal , Vallin revint au bout de huit jours , & trouvant le Recteur revêtu des ornemens de sa dignité , & accompagné des quatre procureurs , il réitéra ses cris insolens , apostropha le Recteur par des termes injurieux , & enfin le frappa d'un coup de poing. Il fut saisi sur le champ : & d'abord le procureur général le fit mettre en prison : mais peu de tems après il consentit que le prisonnier fût élargi sous caution de se représenter.

Le Recteur
insulté , &
vengé.

Hist. Un.
Par. T. V
p. 524. 52

Sur le récit du Recteur , toute l'U-

72 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 niversité fut pénétrée d'indignation ;
 & d'une voix unanime il fut dit que
 le coupable seroit chassé de la compa-
 gnie , & son nom effacé des registres ;
 & que le syndic de l'Université pour-
 suivroit au parlement une plus ample
 réparation de l'offense au nom & aux
 frais de la compagnie , & même de
 chacun des suppôts , s'il en étoit be-
 soin. La Nation d'Allemagne vouloit
 de plus que l'on demandât permission
 au parlement d'ériger dans le lieu où
 le Recteur avoit reçu l'insulte , un
 monument en bronze ou en fer , pour
 perpétuer la mémoire du juste ressen-
 timent de l'Université.

L'affaire n'ayant pû être terminée
 avant le vingt-trois Juin , fut recom-
 mandée spécialement au Recteur qui
 succéda à Ravin. Mais l'accident fu-
 neste , qui enleva peu de jours après le
 roi Henri II à la France au milieu des
 fêtes pour le mariage de sa sœur ,
 donna bien d'autres soins & au parle-
 ment , & à tout le royaume.

Pour achever ce que me fournit le
 règne de ce prince par rapport à l'U-
 niversité , je ne dois pas omettre que
 le seize Juin 1559 fut présenté à la
 Faculté de Théologie un catalogue des
 livres

Mort de
 Henri II.

Catalogue
 des livres
 condamnés
 par le pape.

D'Argentré,
 Coll. jud. de
 nov. error.
 T. I I.
 p. 278.

livres récemment condamnés par le souverain pontife, afin qu'elle jugeât s'il étoit à propos de l'imprimer à Paris. La chose parut mériter d'être discutée : & la Faculté nomma des députés pour lire le catalogue avec soin, & lui en faire leur rapport.

Au convoi funébre de Henri II, ^{Obsèques} l'Université marcha, suivant la cou- ^{Henri II} tume, à côté du chapitre de Notre- ^{Hist. 2} Dame, avec lequel étoient entremêlés ^{Par. T. 1} les chanoines de la sainte Chapelle. ^{p. 525.}

Au service qui se fit à S. Denys le treize Août, assista le Recteur avec les ^{Egalité} doyens & les procureurs, & les ad- ^{procureur} joints des uns & des autres. C'est l'u- ^{aux doye} sage que l'Université paye à ceux qui ^{Ibid.} la représentent dans ces cérémonies, leur droit d'assistance. Duboullai rapporte l'acte qui régla, dans l'occasion dont il s'agit ici, la différence des *sportules*, comme nous les appellons, suivant la différence de la dignité des personnes : & les procureurs reçoivent autant que les doyens. C'est ainsi que les chefs des Nations maintenoient leur égalité avec ceux des Facultés supérieures, pendant que les Nations elles-mêmes laissoient souvent prendre un grand avantage aux Facultés dans les

74 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
délibérations communes. Cette incon-
séquence est levée aujourd'hui : & les
Nations depuis plus de cent ans se sont
montré très vigilantes à conserver leur
égalité avec les Facultés , & leur droit
des quatre voix.

Régné de François II. On sait que le régné de François II,
fils & successeur de Henri II , fut très
court , & néanmoins signalé par de
grands , mais tristes événemens , &
dont les suites se sont fait longtems
& violemment sentir à la France. Les
premiers coups se donnèrent entre les
Grands , & n'atteignirent pas jusqu'à
l'Université.

Jeux & di- Elle s'occupoit de sa discipline : &
vertissemens la fête des Rois , qui se célébroit dans
de la fête des ses collèges avec beaucoup de tumulte
Rois , abolis & de licence , & que l'on avoit sou-
dans l'Uni- vent tenté de réduire aux justes bor-
versité. nes de la modestie , fut au mois de
HIST. UN. Décembre 1559 entièrement rayée
PAR. T. I. des fêtes académiques. Le Recteur
p. 520. étoit dans l'usage de l'annoncer par un
mandement : il en faisoit la disposi-
tion & l'ouverture suivant un céré-
monial réglé. Tout cet ordre fut abolis
& l'Epiphanie redevint pour l'Uni-
versité une fête simplement religieuse ,
comme elle doit l'être pour tous les
Chrétiens.

l'Université étoit intervenue dans le procès où il s'agissoit de l'élection de Pierre Ramat à la charge de professeur en Droit , & qui fut jugé le dix-neuf du même mois de Décembre. Le fond de la contestation étoit trop long à expliquer ici. Voici l'arrêt que l'Université y prenoit. Le roi étoit venu à Paris & avoit professé le Droit à Toulouse & à Poitiers : mais il étoit venu à l'Université de Paris. Lorsqu'il se mit sur les rangs pour la régence en Droit dans la Faculté de cette ville , l'Université le somma de lui prêter serment , & de se faire immatriculer sur ses registres : & comme il refusa de s'y soumettre , elle le déclara incapable de parvenir à aucun grade dans la compagnie. Et néanmoins la Faculté de Décret , qui avoit sans doute autorisé , & peut-être exigé le refus dont se plaignoit l'Université , à l'ouïe , & mit Ramat en place. L'Université réussit dans ce qu'elle demandoit au parlement , & elle obtint que Ramat fût condamné à se faire immatriculer sur ses registres. Je ne sais pas comment un arrêt si solennel & si judiciaire n'a pas acquis force de durable & permanente. Mais le

Contestations entre la Faculté de Droit & l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 526-530.*

76 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fait est qu'aujourd'hui, & depuis long-
tems, il n'est point observé par les
suppôts, docteurs, & régens en la
Faculté de Droit.

L'Université comprenoit dans sa
requête encore un autre article. Elle
trouvoit mauvais que les professeurs
en Décret expliquassent dans leurs le-
çons les Institutes, & autres livres du
Droit civil, & négligeassent le Droit
canon, qui étoit leur objet. Elle de-
mandoit donc que les statuts fussent
observés, & que les leçons de Droit
canon demeurassent en possession des
jours & heures que la loi leur attri-
buoit : & le parlement l'ordonna ainsi.
Il est remarquable que ni la requête de
l'Université, ni l'arrêt du parlement,
ne contiennent aucune prohibition des
leçons de Droit civil aux jours & heu-
res qui peuvent être libres. C'étoit un
peu de terrain que gagnoit cette étude
dans Paris.

Hist. Ur.
Par. T. VI.
p. 530-534. Un autre procès, qui intéressoit
encore la Faculté de Décret, fut jugé
au parlement le sept Mars 1560. On
se souvient de la transaction qui avoit
été passée en 1538 entre cette Faculté
& les trois autres, touchant le nombre
des nominations aux bénéfices. Cette

transaction fut attaquée , non pas directement par les docteurs & professeurs en Droit , qui ne pouvoient revenir honnêtement contre leur fait , mais par leurs écoliers. Les premières tentatives commencèrent en 1552. Plusieurs étudiants en Droit s'adressèrent au Recteur pour obtenir des lettres de nomination , sans constater s'ils fussent du nombre des quarante que la Faculté avoit pouvoir de présenter : & le Recteur les refusa. De là suivirent des contestations , qui se terminèrent d'abord dans l'Université , mais qui éclatèrent enfin au dehors , & produisirent un procès , pour la poursuite duquel les écoliers de droit se nommèrent , comme ils avoient fait en d'autres occasions , un syndic. Les parties dans le procès étoient donc d'une part le syndic & les écoliers de la Faculté de Droit , & de l'autre le Recteur & Université.

Je ne déduirai point ici les moyens des parties , qui sont les mêmes que j'ai déjà exposés en parlant de la transaction de 1538. L'événement fut tel qu'il ne pouvoit manquer d'être. La transaction étoit homologuée en Parlement , & l'exécution en fut ordonnée.

donnée. La Faculté des Arts demeura, comme elle l'avoit toujours été, illimitée pour le nombre de ses nominations. Les Facultés de Théologie & de Médecine, sans avoir aucune loi écrite sur ce point, se faisoient justice à elles-mêmes, & par l'usage elles s'étoient restreintes à présenter, l'une vingt-cinq sujets, l'autre dix. Quant à la qualité abusive de syndic des écoliers de Droit, l'arrêt n'en fait point mention : mais elle fut contestée par Montholon * avocat de l'Université, & improuvée par l'avocat général Baptiste Dumesnil. Je ne crois pas que depuis il se trouve aucun exemple, qu'on ait entrepris de la renouveler.

Règlement
touchant les
prédicateurs.

Hist. de Paris, T. II.
p. 1071, &
Pr. part. II.
p. 793 &
794.

La Faculté de Théologie avoit eu à défendre dans ce même tems un intérêt extrêmement précieux. Ses docteurs, licenciés, bacheliers formés, étoient en possession de prêcher dans Paris par le pouvoir attaché à leurs degrés. Mais comme quelques prédicateurs abusoient du ministère pour tenir des discours tendans à la sédition, le parlement, pour réprimer cette licence, ordonna par arrêt du

* François II du nom, fils de celui dont il a été parlé précédemment.

Décembre 1559, que nul ne pour-
 : monter en chaire dans les Eglises
 Paris , qui n'eût été présenté à
 èque , & agréé par lui. Cet arrêt
 :oit que provisoire : & sur les re-
 sentations de la Faculté de Théo-
 ie & des religieux mendiens , aux-
 els se joignit l'Université , le par-
 ient , après avoir ouï toutes les
 ties , modifia le vingt Février 1560
 arrêt précédent , & statua qu'à
 venir la Faculté de Théologie don-
 oit à l'évêque de Paris la liste des
 aliers de son corps qui seroient
 ités à prêcher , en certifiant de leur
 ne vie & saine doctrine ; & que
 ce certificat ils prêcheroient sans
 re licence ou permission de l'é-
 que. La même chose fut ordonnée
 ur les réguliers , moyennant le cer-
 cat de leurs supérieurs. Et quant à
 x dont les noms ne seroient point
 npris dans ces listes , si les curé &
 guilliers d'une paroisse vouloient
 faire prêcher quelqu'un dans leur
 ise , il leur étoit enjoint de s'en
 uerir à l'évêque , avant que de met-
 leur prédicateur en fonction.

Je ne dirai qu'un mot d'une ché-
 : & mince affaire , qui regardoit

Faits moins
 importants.

Hist. Un.

Par. T. V. B.
p. 534.

80 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 les bedeaux des religieux mendiants,
 & qui fut néanmoins l'objet de deux
 arrêts du parlement des trois Avril &
 vingt-sept Mai 1560. Ces bedeaux
 étoient en possession de faire dans les
 actes théologiques des religieux de
 la maison qu'ils servoient, les fon-
 ctions que faisoient dans ceux des sé-
 culiers les appariteurs de la Faculté de
 Théologie. Ils y furent troublés par
 le second de ces appariteurs, qui leur
 en envioit le petit émolument. Les
 deux arrêts les y maintinrent.

*Hist. Un.
 Par. T. VI.
 p. 535.*

p. 536.

*Accroisse-
 ment & cha-
 leur des dis-
 sensions sur
 la Religion.*

Je me contenterai pareillement d'in-
 diquer deux faits d'une médiocre im-
 portance, qui se passèrent dans l'U-
 niversité durant le cours de cette mê-
 me année 1560. L'un est l'injonction
 faite aux moines de S. Germain des
 Prés & de sainte Croix, d'assister aux
 processions de l'Université, sous peine
 d'être dépouillés des privilèges aca-
 démiques. L'autre est la nomination
 de Nicolas le Camus, notaire au châ-
 telet, à l'office d'écrivain de l'Uni-
 versité. Je viens à des objets plus
 grands & plus intéressans.

Les dissensions sur le fait de la
 Religion s'augmentoient, & s'échauf-
 foient de plus en plus dans le royaume.

me, & les esprits s'aigrissoient étrangement. Le pouvoir énorme des Guises, oncles du roi par son mariage avec Marie Stuart leur nièce, mécontentoit & allarmoît les princes du sang, & devenoit insupportable aux Huguenots *, dont les princes Lorrains étoient les ennemis déclarés. Ainsi se formèrent ces factions, mêlées de zèle de Religion & d'intérêt politique, qui déchirèrent la France pendant quarante ans. Le premier coup d'éclat de ces divisions furieuses fut la conjuration d'Amboise, qui devoit s'exécuter au mois de Mars 1560, & qui ayant été découverte, n'eut d'autre effet que le supplice d'un très grand nombre des conjurés, & le désir de la vengeance enflammé dans le cœur du parti malheureux.

Les placards & les libelles contre les Guises se multiplioient à l'excès. Paris en étoit inondé : & le parlement, pour y mettre ordre & en arrêter le cours, manda le vingt Avril le Recteur, sous la juridiction immé-

Licence
libelles. L
niversité
libère sur
moyens de
réprimer.
Hist. V
Par. T. I
p. 535.

* C'est dans ces tems-ci que s'est introduit l'usage du nom de *Huguenots*, dont l'origine étoit incertaine lors même qu'il

le avoit peu d'antiquité. Pasquier, dans ses Rech. l. VIII. c. 55. en donne cinq ou six étymologies;

§² HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
diète duquel étoient l'imprimerie & la
librairie. Il lui enjoignit d'assembler
l'Université, pour délibérer s'il n'é-
toit pas à propos de fixer le nombre
des imprimeurs dans Paris, & pour
donner son avis sur les moyens les
plus propres à arrêter la licence des
impressions furtives. L'Université s'as-
sembla le vingt-trois, & délibéra :
mais je ne vois point quel fut le ré-
sultat de la délibération. Les objets
en étoient néanmoins très importants :
Il s'agissoit de prendre les mesures
convenables pour découvrir les im-
primeurs des libelles, pour réprimer
ceux qui faisoient métier de les étaler
& distribuer, pour réduire sous la dé-
pendance des vingt-quatre libraires
jurés les nouveaux imprimeurs, qui
s'étoient établis comme créés par le
roi, sans être obligés de prêter serment
à l'Université. Dès les tems les plus
anciens l'Université * avoit joui du
droit de donner des loix à ceux-mê-
mes qui, sans lui avoir prêté serment,
se mêloient du commerce des livres,
& qui dans l'origine tenoient un état
peu considérable. Cette recrue a bien
fructifié, & a écrasé l'ancienne com-

* Voyez T. II, p. 284-288.

munauté, à laquelle elle doit sa naissance. Aujourd'hui les deux n'en font qu'une, toujours associée à nos privilèges, toujours par conséquent dépendante de l'Université, mais moins étroitement; parce que le gouvernement a jugé l'objet de la librairie assez important pour le diriger par lui-même.

Si l'Université en 1560 prit une résolution par rapport à chacun des points proposés, & donna au parlement son avis par écrit, comme il lui étoit enjoint, c'est sur quoi j'ai déjà reconnu n'avoir aucunes lumières. Ce qui est bien certain, c'est qu'elle ne réussit pas. L'entreprise d'arrêter une licence qui trouve son aliment dans la fureur des partis & dans l'appas du gain, est de nature à passer non seulement les forces de l'Université, mais souvent toutes celles de la puissance souveraine. Un libraire qui fut trouvé saisi d'un exemplaire d'un libelle satyrique contre les Guises, intitulé *le Tigre*, fut pendu: & cet exemple de rigueur n'empêcha ni les esprits échauffés d'écrire, ni les libraires de vendre.

Thuan. Hist. l. XXV. Bayle, Diction. art. Guise, (François) not. I.

Les maux de l'Eglise étoient ex-

84 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Articles ré-
digés par
l'Université,
pour être
portés aux
Etats d'Or-
léans.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 536.*

trêmes , & en France ils influoient violemment sur l'Etat. Pour y chercher un remède , les grands du royaume convoqués à Fontainebleau dans le mois d'Août proposèrent l'assemblée des Etats généraux ; & de leur avis ils furent indiqués pour le mois de Décembre à Orléans. Le dix Octobre le Recteur reçut une lettre de l'évêque de Paris , qui notifioit à l'Université cette résolution , & qui l'invitoit à préparer & digérer les matières sur lesquelles elle devoit faire ses représentations , & donner son avis dans les Etats. Tout le monde étoit persuadé que la source du mal résidoit dans la corruption de la discipline ecclésiastique & des mœurs. On sentoît la nécessité de défendre la doctrine attaquée : mais on pensoit unanimement, que les erreurs sur le dogme ne devoient leur naissance & leurs progrès qu'aux abus introduits par la cupidité , par l'avarice, & par le luxe, dans l'administration des sacremens , dans la collation des bénéfices , dans la vie & les mœurs de ceux qui en étoient revêtus. Ainsi tous les cœurs des gens de bien soupiroient après une réforme. C'étoit le prétexte qu'a-

voient pris les novateurs. C'étoit aussi le moyen que devoient employer ceux qui prétendoient les décréditer, & leur fermer la bouche. La réforme de la discipline fut donc l'unique objet sur lequel roulèrent les articles dressés par les Facultés de Théologie & de Droit canon, pour être portés aux Etats d'Orléans. Celui de ses articles qu'il convient le mieux à mon sujet de remarquer ici, est la demande de l'abolition du Concordat, & du rétablissement de la Pragmatique. Comme l'assemblée des Etats est par son essence une assemblée politique, dans laquelle il doit être délibéré de ce qui intéresse l'ordre civil, la Faculté de Théologie demandoit encore que l'on ôtât la vénalité des charges.

Personne n'ignore le sanglant préliminaire qui devoit précéder les Etats, le procès criminel fait au prince de Condé, & l'arrêt de mort prononcé contre lui, & qui auroit été exécuté, si le roi eût vécu. Ce fut dans ce tems que la reine Catherine de Médicis forma le projet d'un formulaire de foi, que son intention étoit de faire signer par tous les sujets du roi : & ce formulaire n'étoit autre que le dé-

Projet d'un
formulaire
de foi.

Daniel, H
de France
François.

86 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
cret donné par la Faculté de Théologie en 1543, pour fixer la croyance des Fidèles sur tous les points controversés. Mais le projet fut rompu par la mort de François II, qui étoit d'une constitution peu saine, & qu'une maladie de peu de jours emporta le cinq Décembre. Sous le règne de Charles IX. son frère, qui lui succéda âgé de dix ans & demi, le pouvoir des Guises baissa, & les choses prirent d'abord une face plus douce pour les Religionnaires.

Mort de
François II.
Règne de
Charles IX.

La mort du roi qui avoit convoqué les Etats, n'en empêcha pas la tenue, & ils s'ouvrirent le treize Décembre.

Discours de
Jean Quintin
aux Etats.
Chagrins
qu'il éprouva
à ce sujet.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 537.*

*Thuan. Hist.
l. XXVII.*

*Bayle, Dict.
art. Quintin.*

Jean Quintin professeur en Droit canon y fit un rôle considérable. Il fut choisi pour orateur du clergé : & comme les orateurs du tiers état & de la noblesse s'étoient permis une forte censure contre les vices des prélats & des autres ecclésiastiques, Quintin se crut en droit d'y répondre par une invective des plus véhémentes contre les Protestans *. L'amiral de Coligni, dans

* Ce nom a d'abord été pris par les Luthériens d'Allemagne, qui protestèrent en 1529 contre un décret de la diète de Spi-

re touchant la Religion. Il s'est ensuite étendu même aux Calvinistes de France, & à presque tous les nouveaux sectaires.

l'assemblée des grands du royaume à Fontainebleau , avoit présenté une requête pour demander en faveur de ceux qui étoient attachés à la Religion réformée la liberté de conscience , l'exercice public de leur culte , & le droit d'ériger des temples , où ils pussent s'assembler sous la protection des loix : & cette demande venoit d'être renouvelée par Jacques de Silli de Rochefort , orateur de la noblesse. Quintin attaqua ces requêtes , & dit que ceux qui les avoient présentées , devoient être regardés & punis comme auteurs de sectes & d'hérésies , même comme sectaires & hérétiques. Or la peine que méritoient , selon lui , les hérétiques , étoit la mort & le supplice. Il s'en expliqua en termes formels , suivant la maxime alors constamment reçue , & pratiquée récemment par Calvin lui-même contre Servet , il demanda que ceux qui faisoient profession d'une secte impie & détestable , autant ennemie de l'Erat que de la Religion , fussent punis de mort.

Ce discours irrita & révolta les Protestans , d'autant plus que les supplices contre eux depuis la mort de François II avoient été suspendus. L'ami-

88 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ral, qui s'y trouvoit offensé personnellement, demanda hautement une réparation. Quintin, ainsi que le reconnoît M. de Thou, qui d'ailleurs ne lui est pas favorable, pouvoit aisément se justifier, comme ayant suivi ses ordres, & exposé le sentiment de ceux qui le députoient. Mais l'autorité royale étoit foible : les grands donnoient souvent la loi : & il fallut que Quintin, dans une seconde harangue qu'il prononça pour demander au roi la clôture des États, fît des excuses à l'amiral, en protestant qu'il n'avoit eu dessein d'offenser personne, ni de manquer au respect dû à la noblesse, mais seulement de proposer avec liberté, selon sa conscience, ce qu'il croyoit utile au roi & au royaume.

Ce ne fut pas la seule mortification que Quintin essuya à l'occasion de sa remontrance. Il se vit en butte aux railleries, aux satyres, aux libelles des amateurs de la nouvelle réforme : & il y donnoit lieu, s'il est vrai qu'il eût autrefois incliné pour ce parti, & que dans le tems qu'il faisoit ses études à Poitiers, il s'en fût assez nettement & assez publiquement expliqué pour se mettre en danger d'être poursuivi à ce

sujet, s'il n'eût pourvû à sa sûreté par la fuite. Il mourut peu de tems après son aventure des Etats d'Orléans : & l'on pensa que le chagrin qui lui en étoit resté dans le cœur, n'avoit pas peu contribué à sa maladie & à sa mort.

Le résultat des Etats d'Orléans fut ^{Ordonnai} une ordonnance en plusieurs articles, ^{d'Orléans} dans laquelle il est aisé de reconnoître l'esprit & les maximes du chancelier de l'Hopital, qui la rédigea : beau-^{Fleuri,} ^{Hist. Ecc.} ^{T. XXX} ^{p. 550} ^{suiv.} coup de zèle pour le bien public, une grande sagesse dans le choix des moyens pour remédier aux abus, une impression de respect pour les réglemens & les décisions des conciles de Constance & de Bâle, qui ne sont pourtant pas nommés, peu de disposition à favoriser les ecclésiastiques. Le premier article est le plus remarquable. Il rétablit les élections canoniques, dans lesquelles il fait même intervenir des députés du peuple, sauvant en même tems les droits du roi, à qui seront présentés trois sujets, afin qu'il en choisisse un. Le zèle pour la propagation de la science, & pour les écoles, qui en sont l'instrument, se manifeste dans plusieurs articles de

90 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de cette loi. Elle comprend d'ailleurs
des réglemens touchant l'administra-
tion de la justice , la noblesse , & le
commerce : beaux projets , s'ils eus-
sent eu leur exécution.

*Plan de ré-
me de l'U-
ersité pré-
té au roi
Ramus.
ert. de Ra-
s, chez An-
Wéhel ,
52.*

Pierre Ramus , dans un discours
adressé au roi Charles IX , & imprimé
en 1562 , atteste qu'à la requête des
trois * Etats du royaume , il avoit été
ordonné que l'on travailleroit à réfor-
mer l'Université de Paris. Il fournit
lui-même dans ce discours un plan de
réforme , duquel je crois devoir tracer
ici une idée , parce que cette pièce est
peu connue , & qu'elle renferme bien
des choses curieuses & intéressantes.

Le plan de Ramus embrasse deux
objets , la diminution des frais des
études , & plusieurs changemens à
faire dans la méthode d'étudier & d'en-
seigner.

Pour prouver la nécessité de dimi-
nuer ou même de retrancher les frais ,
il évalue les sommes que les étu-
diens étoient obligés de payer sous
divers titres , depuis leurs premiers
actes jusqu'à celui par lequel ils ac-
quéroient le degré de maître ou do-
cteur en chaque Faculté.

* Il entend sans doute les Etats d'Orléans.

lle de Droit ne lui offre aucun
 le plainte à cet égard. Elle s'en
 à la fixation portée par l'arrêt
 eize Juin 1534 , qui taxoit tout
 oraire que peut devoir le disci-
 son régent , depuis le commen-
 e jusqu'à la fin du cours de son
 , à la somme de vingt-huit écus.
 nulle réforme à faire sur cet

r'en étoit pas de même des au-
 acultés. Pour parvenir à la maî-
 ès-Arts , il en coûtoit 56 livres
 ls ; au doctorat en Médecine ,
 livres 5 sols ; au doctorat en
 logie , 1002 livres : le tout sans
 ter le prix du premier lieu de
 ence , qui se mettoit à l'en-
 , & qui se vendoit à pro-
 on de l'estime qu'en faisoient les
 irrens. Le vœu de Ramus est que
 xactions soient supprimées , &
 les gages des professeurs soient
 és *sur tant de rentes & tant de re-*
 , dit-il , *que tiennent les moines ,*
ianoines , abbés , & évêques.

r rapport au second objet , qui
 méthode d'étudier & d'ensei-
 , Ramus , exceptant toujours la
 té de Droit , pour laquelle il

52 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

semble avoir une prédilection particulière, relève deux grands abus de les autres Facultés : premièrement défaut de professeurs ordinaires & publics * ; & en second lieu le mauvais goût, selon lui, soit des leçons, si des exercices préparatoires à l'acquisition des degrés.

Dans la Faculté des Arts il blâme les leçons de Philosophie, introduites & établies dans les collèges : & veut que l'on remette sur pied les leçons publiques, telles qu'elles seroient données pendant des siècles dans la rue du Fouarre, & qui n'étoient interrompues que depuis peu d'années que huit professeurs en titre y enseignent les Mathématiques, la Physique, & la Morale, & que l'on ne les donne aux collèges que les leçons de Grammaire, de Rhétorique, & de Logique.

Dans les Facultés de Médecine de Théologie, il n'y avoit point de professeurs ordinaires. Tous docteurs sont astreints par état à enseigner, comme le marque le titre même qu'ils portent. Mais depuis long-

* Il ne regardoit point comme leçons publiques les qui se donnoient dans les collèges.

ls s'en dispensoient, & ils laissoient les leçons à faire aux bacheliers, qui étoient obligés de s'y assujettir pour obtenir la licence. Ramus propose donc que l'on établisse dans ces deux Facultés des leçons ordinaires, qui soient faites par des docteurs : & en ce point son plan a été suivi, comme nous le voyons de nos yeux.

Pour ce qui regarde le goût dans lequel se doivent faire les leçons des maîtres & les exercices des élèves, c'est là que Ramus signale le plus son génie réformateur. Les seules écoles dont il loue la méthode sans restrictions sont celles de Grammaire & de Rhétorique, qui, dit-il, *comme elles ont esté par les loix anciennes presque mesprisées, ainsi ont-elles esté les premières qui se sont bravement remises en honneur.* La lecture des bons auteurs & la composition remplissoient presque tout le tems des écoliers : & sur huit heures d'étude par jour, une seule étoit laissée aux règles & aux préceptes. Cette méthode, qui s'est toujours conservée parmi nous, plaisoit beaucoup à Ramus, amateur décidé des textes originaux, & contempteur de tout ce

24 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qui ressent la barbarie scholastique.

Il approuve aussi d'assez bonne gr
la méthode pratiquée dans les éc
les de Droit : seulement il souh
toit que l'on y introduisît l'étude
Droit civil.

Mais quant à ce qui touche la Pl
osophie, la Médecine, & la The
logie, il y propose un changem
presque universel. Il fait main ba
sur tout ce qui est dispute & arg
mentation, qu'il traite avec un se
verain mépris. Ainsi plus de thèse
plus d'examens, au moins en la f
me suivant laquelle il se pratique. On
ne voit pas bien ce qu'il substitue
ces exercices dans le cours de Phil
sophie. En Médecine il propose
pratique actuelle de l'art sous les ye
des professeurs : en Théologie,
conférences & les sermons, conf
mément aux loix anciennes, qui étoie
à cet égard tombées dans l'oubli.

Sur les leçons philosophiques il
s'explique pas nettement. Il prése
pour modèle celles des professe
royaux. Il sembleroit même souhait
que le tems d'études sous ces professe
fut compté dans l'Université pour l'a
quisition des degrés. Il est difficile

de son discours , en cet endroit ,
de chose de clair & de précis. La

de cet embarras est aisée à de-
Il ne pouvoit ni nommer Ari-
comme le guide que les pro-
rs de Philosophie devoient sui-
ns leurs leçons , parce qu'il l'a-
utrefois censuré avec aigreur ; ni
are , parce qu'il auroit contre-
à un arrêt émané de l'autorité
e. C'est pour cela qu'il s'enve-
dans des expressions assez va-
Il parle pourtant d'Aristote avec
e , mais incidemment , & sans le
er pour texte aux explications des
sophes.

our la Médecine & la Théologie ,
rprime sans ambiguité. Hippo-
& Galien d'une part , de l'autre
ien Testament en Hébreu , le nou-
en Grec , sont les textes qu'il
que les professeurs expliquent
leurs leçons.

el est le plan de réforme proposé
Ramus , dans lequel se trouvent
eurs bonnes idées , dont on a pro-
dans la suite. Il est aisé d'y re-
noître un homme d'esprit , mais
esprit libre , portant l'estime des
ères de son siècle jusqu'au mépris

86 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

outré de tout ce qui se pratiquoit avant lui : sans compter un fureur de protestantisme , qui se fait sentir aux lecteurs attentifs.

Privilèges de l'Université. Les privilèges de l'Université sont, comme on l'a vû , renouvelés & confirmés à chaque mutation de règne. *Hist. Un. Par. T. VI. p. 536. 537. 539. 540. 656. 674. &c.* Le règne de François II fut si court & si agité, que le tems manqua pour obtenir cette confirmation. Jean Quintin, en partant pour les Etats d'Orléans, avoir été chargé du soin de la solliciter. Il l'obtint de Charles IX, comme il en assûra lui-même l'Université à son retour. Ce ne fut cependant que le trente Mars 1561, que furent expédiées les lettres confirmatives de nos privilèges par Charles IX, dans lesquelles il est fait une mention spéciale du droit de *committimus*. Elles furent enregistrées au parlement le trois Mai, aussi bien que des lettres particulières que la Faculté de Médecine avoit obtenues, pour assûrer à tous les docteurs la jouissance des privilèges académiques. On la leur avoit contestée en certaines occasions, comme je l'ai remarqué : & c'étoit pour éviter ces chicanes, qu'ils furent curieux d'acquérir un nouveau titre, qui

qui leur fût propre & spécial.

L'Université , malgré son exemption , consentit en 1568 ou 1569 , que ses suppôts payassent leur part d'un don gratuit accordé au roi par la ville pour la guerre contre les Calvinistes. Mais vexée vers le même tems pour une imposition que l'on prétendoit lever sur les chapelles , écoles , & autres édifices publics appartenans aux Facultés & aux Nations , elle implora la justice du roi par une requête , dans laquelle elle n'oublia pas de faire mention de sa facilité à se soumettre à la taxe du don gratuit. Le roi reçut favorablement cette requête. Il accorda ce qui lui étoit demandé , & voulut bien même rendre grâces à l'Université , de ce qu'elle avoit préféré à l'intérêt de ses privilèges celui de la Religion & du royaume.

Il reçut aussi avec bonté les représentations que lui fit l'Université en 1572 , pour être déclarée exemte du droit de *nouveaux acquêts*. *Hist. v*
Par. T. 1
p. 727. 7
732.

Le recueil de Duboullai sur la matière des privilèges , contient plusieurs autres pièces , soit ordonnances de Charles IX , soit requêtes à lui présentées , relatives à différens objets

98 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
d'exemption, pour le guet, pour les
droits sur le vin, pour l'arrière ban,
& ainsi du reste. Je me contente de
les indiquer, afin d'éviter les répétitions.
Il me suffira de placer ici deux
remarques.

La première est que l'Université,
dans une requête, se plaint d'avoir
perdu une grande partie de ses privilèges
d'exemption, & demande qu'au
moins le peu qui lui en reste, lui soit
conservé. En effet, non seulement les
gens de finances, nation de tout temps
avide & tyrannique, mais les cours,
& surtout celle des aides, par esprit
de rigide observation des loix, ont
toujours inquiété l'Université dans la
jouissance de ses privilèges, & lui ont
causé de grands torts à cet égard.

Je remarque en second lieu, que
dans une autre requête l'Université,
bien loin de rougir de sa pauvreté &
de celle de ses suppôts, la représente
en termes énergiques, & y insiste
fortement pour obtenir une modération
des droits du sceau. Je fais que ceux
qui estiment les richesses, ceux-mêmes
qui croient devoir donner quelque
chose à une prétendue décence
de mode & de goût régnant, peuvent

aujourd'hui être scandalisés d'un tel langage, & l'interpréter à bassesse. Mais rien n'est bas que le faux & l'injuste : & lorsque l'on n'exagère point son indigence, & que les demandes sont légitimes & fondées en titres, c'est noblesse que de parler vrai.

Le huit Janvier 1561 il s'éleva une légère contestation dans la Nation de France. Ce jour est celui où cette Nation choisit ses examinateurs pour le baccalauréat ès Arts, un de chaque Tribu. Il se trouva deux aspirans à cette charge dans la Tribu de Paris, qui partagèrent les suffrages. L'affaire fut portée devant le Recteur, qui la jugea le lendemain, assisté des quatre Procureurs des Nations & des quatre Censeurs. Comme l'un des deux contendans n'étoit pas dans le cas du statut d'Estouteville, qui déclare non éligible pour la place dont il s'agissoit, quiconque n'est pas dans la troisième année de sa maîtrise ès Arts, la question ne fut pas difficile à décider; & celui qui étoit en règle, fut confirmé & mis en possession.

Procès pour la charge d'examineur.

Hist. Un.
Par. T. V.
p. 537.

Le trente-&-un du même mois fut exécuté un jugement singulier, & mêlé de peines judiciaires & schola-

Jeune homme condamné à avoir la salle par arrêt du parlement.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 338.

stiques, rendu par le parlement contre un certain Thomas de la Ferrière, à qui je ne vois point d'autre qualité attribuée que celle de clerc, & qui, dans les attroupemens séditieux, renouvellés aux mois de Juillet & Août de l'année précédente, avoit maltraité de parole & de fait Jean Stuart, principal du collège de Boncour. La Ferrière ayant été arrêté sur le champ, fut condamné au châtelet à faire amende honorable devant la chapelle du collège de Boncour. Le procureur général appella de cette sentence à *minimâ* : & sur ses conclusions, par arrêt de la chambre des vacations, les peines furent aggravées. Outre l'amende honorable, il fut dit que Thomas de la Ferrière *auroit la salle*, c'est-à-dire, seroit fouetté, en présence & à la discrétion du Recteur, & banni ensuite pour neuf ans. Cet arrêt fut rendu le deux Octobre, & il demeura plus de trois mois sans être exécuté. Peut-être plusieurs membres du parlement en improuvoient-ils la sévérité. Enfin néanmoins l'exécution en fut ordonnée par un nouvel arrêt du vingt-quatre Janvier suivant, & il y fut procédé le trente-&-un. Le Recteur accompagné

DE PARIS , LIV. XI. 101
des doyens & des procureurs se transporta au collège de Boncour avec le lieutenant criminel : & là le coupable subit les peines auxquelles il étoit condamné.

Si l'on se propoſoit de faire un exemple qui contiât la jeunefſe dans le devoir , l'événement fit voir que l'on ſe flattoit d'une fauſſe eſpérance.

Le mal étoit plus fort que les remèdes , parce que la Religion , motif ſi puiffant ſur les eſprits , ſe mettoit de la partie. Au mois d'Avril le ſeigneur de Longjumeau ayant tenu , dans une maiſon qui lui appartenoit ſur le Pré aux Clercs , des aſſemblées de gens de la nouvelle ſecte , dont il étoit lui-même , les habitans du voiſinage en furent indignés ; & les écoliers ſe joignant à eux , tous enſemble ils attaquèrent la maiſon , & ils ſe diſpoſoient à la détruire. Le ſeigneur de Longjumeau ſe défendit , & dans le combat quelquesuns furent tués de part & d'autre. Le parlement eut bien de la peine à apaiſer les ſuites de ce tumulte. Il donna ordre au ſeigneur de Longjumeau de ſe retirer de Paris , & au Recteur de contenir les écoliers , & de les empêcher d'aller en armes ſur le pré.

Nouveau
multe ſi
Pré aux
Clercs.

Hiſt. Par. T.
p. 539.

Hiſt. Paris, T.
p. 1074.

Le roi même & la reine écrivirent à l'Université pour ce sujet. Le calme fut rétabli dans le moment : mais la cause des troubles subsistoit.

Appui donné
par la reine
aux Prote-
stants. Les re-
montrances
du Recteur
mal reçues.

Les Protestans gagnoient du terrain. Non seulement ils avoient de puissans protecteurs dans le prince de Condé & l'amiral de Coligni , mais ils trouvoient même de la faveur auprès de la reine , qui craignant de voir son autorité écrasée par le triumvirat , cherchoit l'appui de la faction ennemie. Le triumvirat dont il s'agit , étoit , comme tout le monde sait , l'union formée entre le duc de Guise , le connétable de Montmorenci , & le maréchal de S. André , qui ne mon- troient que le dessein de soutenir l'an- cienne Religion , mais que l'on soup- çonnoit avec raison de tendre à s'em- parer du gouvernement. Pour leur ré- sister , la reine se croyoit obligée de se ménager l'amitié du prince de Condé & de l'amiral : & toute la cour entroit si bien dans sa façon de pen- ser , que le Recteur ayant voulu dans ces circonstances présenter une requête de l'Université au roi , pour le sup- plier de protéger & de conserver la Religion Catholique , eut bien de la

peine à obtenir audience, & n'ayant reçu qu'une réponse vague fut sifflé, lorsqu'il se retiroit, par les courtisans.

Ce fut dans ce même esprit de complaisance pour l'amiral, que la reine approuva, & fit passer au conseil, le projet de cette conférence fameuse entre les prélats & théologiens Catholiques d'une part, & les ministres Protestans de l'autre, connue dans l'histoire sous le nom de *colloque de Poissi*. Ce plan n'étoit point du tout goûté de la plupart des Catholiques, qui instruits par les exemples anciens & modernes, savoient que de ces sortes de conférences il n'avoit jamais résulté aucun bien; & qui craignoient même que les Protestans, admis à disputer contre ceux qui devoient être leurs juges, n'en devinssent, comme il arriva, plus fiers, plus présomptueux, & plus entreprenans. Mais par cette raison là même l'amiral, aux vûes duquel il convenoit de rehausser le courage de son parti, souhaitoit passionnément la conférence. La reine voulut lui donner cette satisfaction, & malgré l'opposition du cardinal de Tournon, zélé

Colloque Poissi.

Tbuau. Hist. l. XXVII

Daniel, Hist. de France Charles I

Fleuri, Hist. Eccl. T. XXXI

Hist. U. Par. T. I. p. 541.

104 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 défenseur de la Religion de ses pères,
 elle fit réussir un dessein si mal en-
 tendu. Lorsque la conférence fut ré-
 solue, on mit en question si le roi
 devoit y assister. Les mieux intention-
 nés & les plus sages pensoient, qu'il
 n'étoit nullement à propos d'exposer
 un prince enfant au danger d'être
 ébloui par le savoir & l'éloquence d'ar-
 tificieux docteurs d'erreur, qui sa-
 voient parfaitement donner à leur cau-
 se les couleurs les plus favorables.
 C'est ce que l'Université remontra à
 la reine avec liberté, & sans fruit.

La Faculté
 de Théolo-
 gie en im-
 prouve le
 dessein-

D'Argentré,
Coll. jud. d.
novis error.

T. I I.
 p. 292 &
 296.

La Faculté de Théologie influa sans
 doute beaucoup dans cette conduite
 de l'Université. Elle étoit très opposée
 au projet de la conférence. Elle se dis-
 pensa d'y députer, quoi qu'invitée à le
 faire par lettres du roi : & elle présenta
 même au roi le cinq Juillet une re-
 quête, dont l'objet étoit de le sup-
 plier de maintenir dans ses Etats la
 pureté de la Religion Catholique &
 la simplicité de la Foi, & de ne
 point souffrir que les auteurs & pré-
 dicateurs d'hérésies eussent *aucune au-*
dience : parole énergique, qui em-
 portoit l'improbation expresse d'une
 conférence, où les ministres Prote-

is devoient être entendus.

Il y eut pourtant des théologiens de Poissis, qui parurent au colloque de Poissi, mais comme particuliers, & non comme députés de leur compagnie. Ces docteurs y furent menés : le cardinal de Lorraine, & ils voient ses principes, qui alors ne loignoient pas d'accorder quelque chose aux partisans des nouvelles opinions. Ils étoient tous gens d'esprit de savoir : Claude d'Espense, déjà connu dans cette histoire, & dont le mérite eut un tel éclat à Rome, où avoit fait un voyage quelques années auparavant, que le pape Paul IV eut la pensée de le faire cardinal ; Claude de Saintes, qui fut dans la suite évêque d'Evreux ; Jean de Salicac, qui en 1544 avoit été l'un des juges de Ramus ; Louis Boutillier, & peut-être quelques autres.

Le colloque de Poissi s'ouvrit le 14 Septembre. Ce fut le roi lui-même qui en fit l'ouverture par un court discours, après lequel le chancelier de l'Hopital prit la parole, & expliqua les intentions que le roi avoit eues en ordonnant la conférence. Tout ce qu'il convient à mon sujet de

Théologiens de Paris, qui y assistèrent. Thuan. Dange Fleuri.

Idee abrégée de ce qui se passa au colloque de Poissi sur le fait de la Religion.

dire ici sur cette fameuse dispute , c'est que Théodore de Bèze y signala plus son éloquence , qu'il ne fit paroître de sagesse & de retenue ; que le cardinal de Lorraine lui répondit d'une manière également solide & modérée ; qu'après ce cardinal, Claude d'Espense est celui qui brilla le plus dans la réfutation des adversaires de la doctrine catholique ; qu'une confession de foi présentée par les Protestans sur l'Eucharistie , fut envoyée par les prélats de Poissi à la Faculté de Théologie , qui en fit la censure ; enfin qu'après bien des contestations & des explications , on se sépara avec moins de disposition que jamais à se réunir.

Jacques Laynès , successeur de saint Ignace , & second général des Jésuites , fut aussi un de ceux qui défendirent la Foi catholique dans le colloque de Poissi. Il ne ménagea pas les termes à l'égard des Protestans , qu'il traita de singes & de renards. Il s'exprima même d'une façon peu mesurée par rapport à la reine , à laquelle il ne craignit point de dire en pleine assemblée , qu'elle avoit passé ses pouvoirs en ordonnant une conférence pour

traiter d'une affaire, qui étoit du ressort du pape, & du concile général actuellement indiqué. En effet Pie IV avoit donné sa bulle d'indiction le vingt-neuf Novembre de l'année précédente. La hardiesse de Laynès déplut à la reine : mais elle étoit agréable à tous ceux qui avoient blâmé le projet de la conférence : & elle ne l'empêcha pas de profiter du décret, par lequel son institut venoit d'être approuvé & admis dans le royaume. C'est ce que je dois exposer ici avec quelque détail, & reprendre par conséquent l'histoire des Jésuites où je l'ai laissée.

Arrêtés par l'opposition qu'ils avoient trouvée en 1554, de la part de l'évêque de Paris & de la Faculté de Théologie, les Jésuites gardèrent le silence, & se tinrent en repos pendant tout le reste du règne de Henri II. La cour, qui leur avoit toujours été favorable, devint encore sous François II plus disposée à les protéger. Les Guises y pouvoient tout, & le zèle des Jésuites contre les nouveaux sectaires plaisoit infiniment à ces princes. La société n'eut donc aucune peine à obtenir de premières & de

L'institut d
Jésuites y
approuvé
admis.

*Hist. Un
Par. T. V
p. 573-58
Thuan. Hi
l. XXXV*

108 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
secondes lettres du roi au parlement
en 1560, pour lui ordonner de pro-
céder à la vérification des bulles par
lesquelles elle étoit établie & douée
des plus grands privilèges. Le parle-
ment, plein de respect pour les or-
dres du roi, mais fidèle à ses maxi-
mes, crut devoir dans une affaire de
cette conséquence agir avec une gran-
de maturité, & par arrêt du dix Juil-
let il ordonna que toutes les pièces
en seroient communiquées à l'évêque
de Paris, » pour, luy ouy, estre ordon-
né ce que de raison. »

L'affaire devenoit sérieuse : & vû le
danger pressant, l'Université en corps
s'expliqua pour la première fois sur
le compte des Jésuites. Assemblée
dans le mois suivant aux Maturins,
elle conclut à refuser à cet institut son
approbation.

Pour applanir les difficultés, les
Jésuites donnèrent au conseil du roi
une déclaration, par laquelle ils pro-
testoient que par leurs privilèges ils
ne prétendoient préjudicier ni aux loix
royales, ni aux libertés de l'Eglise,
ni au Concordat, ni aux droits des
évêques, des curés, & des chapitres.
Sur cette déclaration le roi fit expé-

dier le 31 Octobre de nouvelles lettres au parlement , qui ordonnoient l'enregîtrement depuis si long tems poursuivi. La reine mère y joignit sa recommandation spéciale. Les gens du roi au parlement relâchèrent quelque chose de leur première sévérité , & consentirent l'enregîtrement avec les limitations & restrictions offertes par les Jésuites eux-mêmes. Cependant le parlement ne jugea pas à propos d'accorder encore ce qu'on lui demandoit : & ne voulant pas prendre sur lui les suites que pouvoit avoir l'établissement des Jésuites en France , il leur ordonna par arrêt du 22 Février 1561 , de se retirer pardevers le concile général , ou l'assemblée des prélats du royaume , pour en obtenir l'approbation & confirmation de leur institut.

Au mois d'Octobre précédent étoit mort Guillaume du Prat évêque de Clermont , qui par son testament léguoit aux Jésuites des sommes très considérables , pour construire trois collèges sous leur direction , l'un à Paris , & les deux autres en Auvergne , à Billon & à Mauriac. Comme ils n'avoient point encore été autori-

sés ni reçûs par lettres parentes enregistrées dans les cours , ils n'étoient point parties capables pour recueillir un legs testamentaire. Aussi les gens du roi au parlement donnèrent-ils le 26 Mars 1561 , leurs conclusions pour distribuer aux quatre Ordres mendiants établis à Paris les sommes léguées par l'évêque de Clermont aux Jésuites. Le parlement , avant que de prononcer sur cet incident , prit le parti d'attendre quel seroit le jugement des prélats de France sur l'article principal.

Les Jésuites se présentèrent donc au colloque de Poissy , où toutes les circonstances leur annonçoient un heureux succès. Le cardinal de Tournon , président de l'assemblée du clergé , prélat d'une très grande autorité , les chérissoit comme des défenseurs zélés de la doctrine catholique contre les Protestans. L'Université & la Faculté de Théologie n'auroient pas manqué de s'opposer à leur demande , d'autant plus qu'ils venoient d'obtenir récemment du pape Pie IV une bulle confirmative de toutes celles que leur avoient accordées ses prédécesseurs , & par laquelle ils étoient autorisés de nouveau

à conférer dans leurs collèges les degrés académiques. Mais ni l'Université ni la Faculté de Théologie n'avoient de députés à Poissi. Les Jésuites furent donc admis , avec des clauses néanmoins qui les auroient infiniment gênés , s'ils les eussent observées. Voici les propres termes de la délibération des prélats.

» L'assemblée. . . a reçu & reçoit,
 » a approuvé & approuve ladite so-
 » ciété & compagnie , par forme de
 » société & collège , & non de Reli-
 » gion nouvellement instituée , à la
 » charge qu'ils seront tenus prendre
 » autre titre que de *Société de Jé-*
 » *sus* ou de *Jésuites* , & que sur icelle-
 » dite société ou collège l'évêque dio-
 » césain aura toute superintendance ,
 » juridiction, & correction, de chasser
 » & ôter de ladite compagnie les for-
 » faitteurs & mal vivans. N'entrepre-
 » dront les frères d'icelle compagnie ,
 » & ne feront , ne en spirituel , ne en
 » temporel , aucune chose au préju-
 » dice des évêques, chapitres , curez,
 » paroisses , & *Universitez* , ne des au-
 » tres Religions : ains seront tenus de
 » se conformer entièrement à la dis-
 » position du droit commun , sans

112 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» qu'ils ayent droit ne juridiction au-
» cune , & renonçans au préalable &
» par expès à tous privilèges portez
» par leurs bulles aux choses susdites
» contraires. Autrement , & à faute
» de ce faire , ou que pour l'avenir
» ils en obtiennent d'autres , les pré-
» sentes demeureront nulles & de nul
» effet & vertu. » L'acte est daté du
15 Septembre 1561.

Munis de cette approbation , les Jésuites présentèrent requête au parlement, le 14 Janvier 1562 , demandant l'exécution de ce qui avoit été réglé en leur faveur par les prélats assemblés à Poissi. Le parlement ne put se dispenser d'avoir égard à la décision des juges devant lesquels il les avoit lui-même renvoyés. Ainsi par arrêt du 13 Février suivant, il ordonna l'enregistrement & l'exécution de l'acte de réception & approbation des Jésuites par l'assemblée de Poissi , mais en réitérant & répétant dans les mêmes termes les conditions sous lesquelles ils avoient été reçus. Il leur accorda en même tems la délivrance du legs de l'évêque de Clermont. Et comme le clergé en leur interdisant le nom de *Société de Jésus* , n'avoit

oint déterminé celui qu'ils devoient rendre , le parlement leur attribua le nom du diocèse de leur bienfaiteur , & leur enjoignit de se faire appeller *Collège de Clermont*.

C'est ainsi que les Jésuites après douze ans de poursuites, furent admis en France & à Paris , mais avec des restrictions qui marquent bien la défiance & les ombrages que donnoit leur institut. Ils se soumirent aux loix que l'on vouloit leur imposer , sachant parfaitement , que dès que l'entrée leur étoit une fois permise , tout étoit fait pour eux. Nous verrons bientôt quels ressorts ils mirent en œuvre , pour se faire adopter dans le corps de l'Université , & comment n'ayant pu y réussir , ils ont trouvé le moyen de s'en passer.

Le projet du colloque de Poissy n'avoit été moins goûté de personne , que du pape , qui étoit alors , comme je viens de le dire , Pie IV. Ce pontife , en vûe de rompre un dessein qui lui paroissoit contraire au bien de la Religion , envoya légat en France le cardinal de Ferrare , Hippolyte d'Est , dont le duc de Guise avoit épousé la nièce. Mais la cour s'étoit hâtée d'ou-

Le cardinal
d: Ferrare lé-
gat en Fran-
ce. Difficul-
tés qu'il é-
prouve pour
la vérifica-
tion de ses
pouvoirs.

Fleuri ,
Hist. Eccl.
T. XXXII
p. 101. 102

Thuan. Hist.
l. XXVIII

Hist. Un.
par. T. VI
p. 550.

vir le colloque , & il étoit en train lorsque le légat arriva.

Ce ministre éprouva de grandes difficultés pour la vérification de ses pouvoirs. Le parlement fit à ce sujet des remontrances : il ordonna un premier enregistrement , qui ne satisfit point la cour ; & sur les jussions réitérées du roi , il en dressa un second , plus favorable au légat ; mais il différoit de publier son arrêt. On sçut en cour que le Recteur prétendoit s'opposer à la publication : ce qui engagea le roi à écrire au maréchal de Montmorenci gouverneur de Paris , pour le charger d'empêcher le Recteur de faire l'opposition projetée. Le roi fut obéi : l'arrêt d'enregistrement fut publié : mais ce n'étoit qu'une formalité pour sauver l'honneur du légat , de qui l'on avoit tiré parole qu'il n'useroit point de ses pouvoirs.

Affaires particulières de l'Université.

Hist. Un.

Par. T. I.

p. 541-544.

Quelques affaires particulières de l'Université ne doivent point être omises ici.

J'ai parlé ailleurs du dessein agité quelques années auparavant de donner à ferme le droit sur le parchemin , qui est le seul revenu fixe du

rectorat. Le recouvrement manuel de ce droit causoit quelquefois de l'embarras , & sembloit peu séant à la dignité du Recteur. L'idée de le donner à ferme fut exécutée le 30 Avril 1561 , dans une assemblée de la Faculté des Arts. Le premier fermier fut Jean Lalleman , serviteur de Pierre Méresse , grand bedeau de la Nation de France.

Le 21 Juin de la même année , il y eut contestation entre le Recteur & les Procureurs , au sujet de la nomination d'un parcheminier. Etienne Ancher , dont j'ai fait mention en un autre endroit , ayant résigné son office à Pierre Tanneau , le Recteur avoit pris sur lui de nommer Tanneau de sa seule autorité , & il le présentoit aux chefs des compagnies assemblés dans la maison des Maturins , afin que sous leurs yeux & de leur consentement le récipiendaire fût admis à prêter son serment. J'ai déjà remarqué plus d'une fois que le gouvernement de l'Université est très républicain , & que le Recteur , lorsqu'il agit seul , a bien peu de pouvoir. Les Procureurs improuvèrent hautement la nomination clandestine du parcheminier.

& exigèrent qu'il en fût faite une nouvelle par voie d'élection. On évita néanmoins de mortifier trop durement le chef de l'Université, & dans l'assemblée qui se tint le lendemain, le même sujet qu'il avoit présenté fut élu.

Cet avertissement ne corrigea pas le Recteur en place. Le jour même qu'il sortoit de charge, il fit encore un acte d'autorité privée, qui fut cassé & annullé par la Faculté des Arts. La matière n'étoit pas fort grave, & je ne la trouve point suffisamment expliquée. Je me contente de remarquer la forme, qui seule a droit d'intéresser.

Un écrivain de l'Université fut reçu le 30 Juin régulièrement & sans difficulté.

La nomination d'un papetier dans le mois de Septembre ne se passa pas si tranquillement. Le possesseur de l'office le résignoit à un sujet avec lequel il étoit apparemment convenu d'une somme d'argent. Lorsque cette résignation fut proposée à l'Université, le doyen de Droit blâma fortement une telle forme de procéder, & la traita de simoniaque : & les au-

es doyens se rangèrent à son avis. Il fallut que le résignant donnât une commission pure & simple de son office entre les mains de la compagnie. La chose réussit néanmoins au fond suivant son projet. Son résignataire fut lui, parce qu'il ne se présenta aucun compétiteur.

Les censeurs des Nations qui sortirent de charge le 27 Octobre 1561, avoient fait durant le cours de leur magistrature un règlement, à l'occasion duquel il s'excita quelque trouble dans la Faculté des Arts. Ce règlement portoit qu'à l'avenir les seuls régens jouiroient des fruits & émolumens de leur Nation : & au premier coup d'œil on ne paroît plus raisonnable. L'Université est par sa constitution essentielle une compagnie enseignante : & par conséquent ceux qui enseignent sont les seuls qui en remplissent la destination : d'où il est naturel de conclure, que les régens doivent donc être les seuls qui en recueillent les fruits. Mais toutes choses ont deux faces. L'exécution du règlement des censeurs emportoit la ruine de l'une des compagnies qui composent l'Université. La Nation d'Allemagne, qui

ne renferme que des étrangers , est devenue bien moins nombreuse que les autres, depuis la multiplication des Universités dans les pays situés hors la France. Parmi ce petit nombre de ses suppôts , encore moins de régens. Dans le tems dont je parle , souvent à peine en avoit-elle deux. Ainsi la réduire aux régens seuls , c'étoit l'anéantir. Par cette considération si pressante , la Nation d'Allemagne , lorsqu'il fut question d'approuver & de ratifier , dans l'assemblée du 27 Octobre, tout ce que les censeurs avoient fait & réglé pendant leur magistrature, excepta le règlement qui regardoit les régens , & elle déclara qu'elle étoit résolue d'en empêcher l'exécution. Il paroît qu'il y eut du trouble & de la confusion dans la délibération de la Faculté des Arts. Car le Recteur conclut en ces termes : » Autant que je puis voir , la » pluralité des Nations est pour la » confirmation du règlement concernant les régens ; & je conclus avec » la pluralité. »

La Nation d'Allemagne n'acquiesça point à cette conclusion. Au contraire, le 16 Décembre , lorsque le Recteur demanda l'approbation de tous les

le la magistrature , le Pro-
d'Allemagne la refusa quant à
concernoit le règlement des
s , qu'il prétendit être contraire
écrites , & à l'usage vivant de
on. Non contente de cette ré-
on , la Nation d'Allemagne ,
sieurs délibérations prises dans
is de Décembre & de Janvier ,
ella ses anciens statuts à l'égard
nt contesté : & conformément
il avoit été précédemment sta-
de tout tems observé dans la
gnie , elle ordonna que tous
its fussent égaux entre tous ses
s , régens ou non régens , soit
lemeurassent dans les collèges ,
ls eussent une autre habitation.
onner plus de force à ce dé-
n prit la précaution de le faire
par tous les membres de la Na-
& il fut même dit que tous
si se présenteroient pour la maî-
s-Arts le signeroient avant que
voir le bonnet.

Observation s'en est maintenue en
vigueur. Les simples maîtres-
s sont admis dans la Nation
magne , & y jouissent des mê-
toits que les régens & les bache-

120 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 liers des Facultés supérieures. Néant-
 moins , comme la prééminence des
 régens est incontestable , on leur a
 conservé la prérogative d'être seuls
 capables du décanat : & depuis la
 fixation des suppôts de la Nation au
 nombre de vingt , un régent qui sur-
 vient lorsqu'il n'y a point de place va-
 cante , ne laisse pas d'entrer dans la
 compagnie, & le dernier reçû des maî-
 tres-ès-Arts ou bacheliers se retire,
 jusqu'à ce qu'une nouvelle place vienne
 à vaquer.

Affaire de Tanquerel. Un objet bien plus important que
 ceux que je viens de traiter en der-
 Hist. Un. nier lieu , & sur lequel la Faculté de
 Par. T. VI. Théologie avoit manqué au moins de
 p. 545-547. vigilance , lui attira l'animadversion
 D'Argenté, des magistrats. Jean Tanquerel ba-
 Coll. jud. de chelier en Théologie , avoit soutenu
 novis error. le 6 Novembre sa thèse appelée *Ma-*
 T. II. jeure au collège d'Harcour , dans la-
 p. 301-305. quelle il avançoit cette proposition :
 » Le pape vicaire de J. C. & monar-
 » que possède les deux puissances ,
 » spirituelle & temporelle , & il peut
 » priver de leurs royaumes & Etats les
 » princes rebelles à ses ordres. » Une
 doctrine si dangereuse, surtout dans des
 circonstances critiques , alarma le zèle
 du

chancelier de l'Hopital & des gens
 roi , & le parlement en ayant été in-
 formé par Baptiste Dumefnil avocat
 général , chargea sur le champ le pré-
 sent de Thou , de prendre une plus
 particulière connoissance du fait , afin
 qu'il y fût pourvû. Le chancelier
 vint aussi recommander cette affaire
 au parlement , dans un voyage qu'il fit
 à Paris : & de retour à S. Germain ,
 étoit la cour , ce fut lui sans doute
 qui fit encore expédier , & qui dicta
 aisemblablement une lettre très éner-
 gique du roi au parlement sur cette
 matière. » Il s'est soutenu en Théolo-
 gie , disoit le roi , une certaine pro-
 position de très grande importance ,
 & qui touche & préjudicie si avant au
 salut de nostre Estat, qu'il n'est possible
 de plus. » En conséquence il prioit
 le parlement & lui enjoignoit d'ap-
 porter promptement & efficacement
 remède à une telle licence. Cette let-
 tre fut reçûe & lûe en parlement le
 3 : & pour y satisfaire il fut dit &
 arrêté que Tanquerel , & Jacques Ca-
 um , qui avoit présidé à la thèse , se-
 roient constitués prisonniers dans les
 collèges d'Harcour & des Cholets ,
 où ils demeuroient : & que le doyen

§ 22 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de la Faculté de Théologie & quatre
docteurs se présenteroient au parle-
ment le lundi suivant à sept heures de
matin.

Dès le jour même le président de
Thou , accompagné de Charles de
Dormans conseiller , manda en sa mai-
son Tanquerel , Cahun, & le doyen de
Théologie. Tanquerel interrogé avoua
le fait , reconnut son tort , supplia le
roi de lui pardonner, protestant « qu'il
« a désiré , & désirera toute sa vie , de
« demeurer très humble & très obéissant
« serviteur & sujet de sa majesté , &
« sera toujours prest d'en faire telle
« déclaration qu'il lui sera ordonné,
« soit en privé , soit en public : » & il
signa ses réponses.

S'il parloit de bonne foi , ou si la
crainte seule lui dictoit ce langage ,
c'est ce qu'il n'est pas aisé de décider,
vû qu'il prit le parti de disparaître,
& de se dérober par la fuite au chi-
riment qu'il appréhendoit. L'absence
de Tanquerel prolongea apparemment
la procédure. Ce qui est certain , c'est
que l'arrêt définitif ne fut rendu que le
2 Décembre.

Ce jour , Nicolas Maillard doyen
de Théologie, Jacques Cahun , & qua-

tre autres docteurs ayant été mandés au parlement, l'avocat général Baptiste Dumesnil leur fit une grave & sévère réprimande, sur ce qu'ils avoient souffert qu'une proposition d'une aussi périlleuse conséquence que celle dont il s'agissoit, eût été soutenue dans leur école. Il déclara qu'il auroit pris contre eux des conclusions rigoureuses, si le roi, la reine, les princes, & le conseil du roi, n'avoient témoigné vouloir user de clémence, » plus » ayant aspect au lieu & degré d'honneur que icelle Faculté a tenu un » temps en France, & à l'espérance de » ce que l'on en peut cy-après espérer, que non pas au temps & au fait » qui se présente. »

Après qu'il eut donné ses conclusions & fini son discours, le doyen de Théologie se mit en devoir de disculper sa compagnie, mais d'une manière & en des termes qui eussent fourni matière à une nouvelle censure, si on eût voulu les peser. Les voici : » Quant à ce qu'ont dit les gens » du Roy, encore que la question soit » problématique, aiment trop mieux » pour le Roy, duquel ils sont très » humbles & très obéissans serviteurs

124 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» & subjects , tenir le contraire ;
» tout ainſy que l'un a eſté autrefois
» diſputé , auſſi a eſté le contraire ;
» toutefois ſont tous preſts d'obéir à
» ce qui leur ſera enjoint. »

Le parlement ne ſe contenteroit pas
aujourd'hui d'une pareille déclaration.
Alors il ſe déterminâ à ne faire atten-
tion qu'au dernier article , qui pro-
mettoit ſoumiſſion & obéiſſance. Par
l'arrêt qui intervint il fut dit que le
président de Thou , Charles de Dor-
mans & Barthélemi Faye conſeillers ;
& le procureur général Gilles Bourdin ,
ſe transporteroient en Sorbonne ; &
que là en préſence des doyen, docteurs,
& bacheliers en Théologie , aſſem-
blés pour cet effet , le bedeau de la
Faculté , vû l'abſence de Tanquerel ,
prononceroit au nom du coupable
une rétractation formelle de la pro-
poſition témérement avancée dans
la thèſe ſoutenue le 6 Novembre ;
qu'il ſeroit fait déſenſe aux docteurs
en Théologie de ſouffrir que jamais
une pareille doctrine fût propoſée dans
leur école , ſous peine de cent mares
d'or , & de privation de leurs privilè-
ges ; & qu'il leur ſeroit ordonné de dé-
puter deux d'entre eux au roi , pour

DE PARIS , LIV. XI. 129
supplier d'oublier & de pardonner
ur offense , & de leur accorder ses
onnes graces.

L'arrêt fut exécuté le 12 du mois :
après la rétractation prononcée par
bedeau , le président de Thou ayant
stimé aux docteurs les ordres du par-
ment , le doyen de Théologie ré-
ndit : » Messieurs , la Faculté de
Théologie est toujours très humble
obéissante au roi & à la cour , & fera
en telle sorte que le roi & la cour
se devront contenter. »



§. I L.

Fidélité de
l'Université
à conserver la
pureté de la
Foi.

L'UNIVERSITÉ de Paris a tous jours été fidèle à la Religion de ses pères ; & dans les tems orageux dont je parle actuellement , elle n'a jamais fait en corps aucune démarche qui ne tendît à conserver & à défendre ce précieux dépôt. Mais une compagnie aussi nombreuse , & dans laquelle l'entrée est ouverte à tous , admet nécessairement une grande diversité d'esprits & de caractères : & lorsque les divisions sur la Religion naissent autour d'elle & l'assiègent , il n'est pas possible d'espérer qu'elle en soit totalement exemte , & que tous les particuliers suivent docilement les sentimens & les impressions du corps. L'Université enfermoit donc dans son sein plusieurs suppôts prévenus des nouvelles opinions , qui se tenoient cachés , mais qui , dès que l'espérance de la liberté de conscience brilla à leurs yeux , levèrent le masque , & se déclarèrent ouvertement.

Le colloque de Poissi avoit enflé le courage des hérétiques , & leur

embloit une asûrance de voir bientôt leur culte autorisé par les loix, comme il arriva en effet au mois de janvier suivant. Ils se hâtoient de goûter d'avance cette douce satisfaction. Déjà le prêche se faisoit publiquement à la cour & à la ville : & quelques maîtres de l'Université ne se contentoient pas d'y aller eux-mêmes ; ils y menaient leurs écoliers. Le Recteur instruit de ce scandale, assembla aux Maturins le trente Novembre 1561 les principaux des collèges, pour leur en faire des reproches, mais avec de grands ménagemens, parce qu'il ne se sentoit pas appuyé. Il supposa que les principaux ne commettoient pas eux-mêmes cette faute énorme, & qu'ils n'étoient coupables que de trop de facilité à placer dans leurs collèges des régens & des pédagogues suspects, & de peu de vigilance sur leur conduite. Il ne nomma personne, & il protesta seulement que si l'on ne se corrigeoit pas, il renonceroit à l'Université les prévaricateurs, qui seroient infailliblement dépouillés des privilèges académiques. Il ne pouvoit pas faire plus : & les auteurs de l'erreur craignirent peu les

*Hist. Univ.
Par. T. VI.
p. 545.*

128 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

menaces , qu'ils savoient bien être
impuissantes. Leurs espérances furent
réalisées par l'édit de Janvier 1562 ,
qui accorda aux Religionnaires la
permission de s'assembler hors l'en-
ceinte des villes , pour l'exercice pu-
blic de leur culte.

Edit de Jan-
vier, qui per-
met l'exerci-
ce de la Reli-
gion Prote-
stante. L'U-
niversité
s'oppose à la
vérification.

*Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 548. 549.*

*Thuan. Hist
L. XXXIX.*

*Fleuri ,
Hist. Eccl.
T. XXXII.*

Cet édit éprouva de grandes diffi-
cultés au parlement , qui avoit peine
à se familiariser avec l'idée de deux
Religions autorisées dans le royaume.
Pendant que le parlement délibéroir,
& avant qu'il eût pris son parti , l'U-
niversité & le clergé de Paris se pré-
sentèrent le vingt-quatre Janvier pour
faire opposition à l'enregistrement. Le
Recteur parla en Latin suivant l'usage,
& il supplia la cour de ne point pu-
blier l'édit, ni permettre qu'il fût im-
primé. On lut la requête du chance-
lier de l'Eglise de Notre-Dame , syn-
dic du clergé de Paris , qui deman-
doit communication de l'édit , pour
pouvoir représenter l'intérêt que ce
clergé devoit y prendre. Les conclu-
sions des gens du roi ne furent pas
favorables aux projets d'opposition.
Ils requièrent que l'on n'en reçût au-
cune , remontrant que si la cour s'y
rendoit facile, elle en verroit arriver

de toutes parts , » & que sans les ouïr
 » elle entendoit trop mieux ce qu'elle
 » avoit à faire. » Il paroît que néant-
 moins le parlement admit les requê-
 tes de l'Université & du clergé , &
 qu'il étoit même bien aise de s'en
 servir comme d'un moyen pour tirer
 l'affaire en longueur.

Pendant ces délais le maréchal de
 Montmorenci, gouverneur de Paris,
 ayant fait imprimer l'édit, le parle-
 ment en ordonna la suppression : & sur
 les ordres qu'il reçut du roi de lui ren-
 dre compte des motifs de sa conduite ,
 il lui envoya d'abord les requêtes du
 Recteur & des autres opposans : &
 peu après il chargea le président de
 Thou, & Viole conseiller, d'aller lui
 remontrer les inconvéniens que l'exé-
 cution de l'édit entraîneroit après soi.
 Enfin obligé de se décider, il refusa
 l'enregistrement, en déclarant qu'il ne
 pouvoit, ni ne devoit y consentir.

Le conseil du roi vouloit pourtant
 absolument que l'édit passât : & après
 trois lettres de jussion, dont la der-
 nière fut apportée par le prince de la
 Roche-sur-Yon, le parlement se ren-
 dit, & par arrêt du six Mars il enre-
 gîtra l'édit, mais en exprimant qu'il

230 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ne cédoit qu'à la volonté expresse du roi & à la nécessité des tems. Que sa soumission ne devoit point être regardée comme une approbation de la nouvelle Religion ; & que l'édit ne subsisteroit que jusqu'à ce que le roi en eût autrement ordonné. Ces modifications faisoient bien sentir la répugnance du parlement. Mais enfin l'édit étoit enregistré : & les Protestans en triomphèrent.

Ramus Ico-
nelaste.

Hist. Un.
7. T. V 1.
549. 550.

Ils n'avoient point attendu , comme je l'ai déjà observé , que l'affaire fût consommée , pour se mettre au large , & tenir publiquement leurs assemblées. J'ai dit que dès l'année précédente quelques maîtres de l'Université , dévoués à la nouvelle secte , alloient au prêche , & y menoient leurs disciples. Ramus fit plus : & dès qu'il fçut que l'édit de Janvier étoit donné , il * brisa les images qui étoient dans la chapelle de son collège de Prêles , ajoutant la moquerie au sacrilège , &

* Quelquesuns disent qu'il les cacha seulement. Mais Nancelius , dans la vie de Ramus son maître , p. 71 , convient qu'il y en eut de brisées , soit par vétusté , qui ne pouvoit souffrir le transport ,

soit par l'inadvertance ou même la mauvaise volonté des écoliers qui les transportoient. Il est aisé de voir que ce récit est celui de Ramus , qui tâchoit de diminuer l'indignité de son action.

DE PARIS , LIV. XI. 131
nt qu'il n'avoit pas besoin d'au-
urs sourds & muets. Cet acte de
Protestant étoit une contraven-
à l'édit même de Janvier , qui
ndoit tout semblable excès sous
e de la vie. Mais des loix ac-
lées par un gouvernement foible à
parti puissant , n'ont de force &
écution que dans les articles fa-
ables à ce parti. L'attentat de Ra-
s fit quelque bruit dans l'Univer-
Il en fut parlé le vingt-trois
vier dans l'assemblée des députés
inaires : on chargea le Recteur d'in-
mer du fait ; & s'il étoit constaté ,
décida que le principal Iconoclaste
roit être dénoncé à l'assemblée gé-
ale, pour y être déclaré déchû de tous
privileges académiques. Mais c'est
t ce qui en arriva. Ramus n'étoit
même nommé dans le décret du
unal du Recteur : & il en fut si
effrayé , que trois jours après ,
is une assemblée de l'Université aux
turins , où il fut résolu de dé-
ter au roi pour le supplier de dé-
dre la Foi en danger , seul entre
is les maîtres il s'opposa à l'exécu-
n de cette délibération , à moins
e préalablement on n'arrêtât dans

132 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 une assemblée générale les articles, sur
 lesquels devoient rouler les représen-
 tations qu'il s'agissoit de faire au roi :
 & le même jour s'étant présenté au
 tribunal du Recteur avec Nicolas *
 Charton, docteur en Médecine & prin-
 cipal du collège de Beauvais, & avec
 Guillaume Galland, neveu de Pierre,
 & son successeur dans la principalité
 du collège de Boncour, il eut l'au-
 dace de réclamer contre le discours
 que le Recteur avoit fait le vingt-
 quatre au parlement, pour s'opposer à
 l'enregistrement de l'édit de Janvier.

Bayle, Diss. Il en écrivit sur le même ton à la
art. Ramus, reine, défavorant le Recteur, tant en
not. H. son nom qu'en celui de quelques au-
 tres suppôts, infectés comme lui des
 nouvelles erreurs. Et avec tout cela,
 ce ne fut pas un jugement de l'Uni-
 versité rendu personnellement contre

* Il n'y a pas lieu de s'é-
 tonner que Charton mar-
 chât de concert avec Ra-
 mus. Il avoit été son dis-
 ciple, & il avoit professé
 sous sa direction & dans
 ses principes la Rhéto-
 rique & la Philosophie
 au collège de Prêtres.
 C'est ce que j'apprens de
 deux discours Latins qu'il
 fit imprimer en 1551, &

qui prononcés dans un
 tems où le Calvinisme
 n'osoit pas encore se
 montrer à visage décou-
 vert, marquent néan-
 moins un penchant dé-
 cidé pour les nouvelles
 opinions, par quantité
 de traits de mépris & d'a-
 version contre les théo-
 logiens, que l'orateur at-
 taque sans les nommer.

lui , mais la commotion générale causée par la guerre civile , qui l'obligea de quitter son poste , & d'abandonner Paris. Le roi lui-même lui donna un asyle à Fontainebleau.

Les images , par le renversement desquelles Ramus avoit hautement manifesté son attachement à la nouvelle secte , étoient alors un point de controverse sur lequel certains théologiens Catholiques entroient assez en composition avec les Protestans. Le quatorze Février il se tint une conférence sur cette matière à S. Germain-en-Laie , & non seulement Jean de Montluc , évêque de Valence , & Pierre Duval , évêque de Séez , prélats plus que suspects de dévouement au Protestantisme, mais les docteurs d'Espeuse, Salignac, Boutillier, Picherel , approuvèrent un règlement , qui ne laissoit sur les autels que la croix , & qui , en permettant l'exposition des images sur les murailles des Eglises , interdisoit tout culte extérieur à leur égard. Ce règlement ne passa pas , parce que Théodore de Bèze ne voulut pas faire grace même à la croix. Mais de plus , entre les théologiens de Paris appelés à la conférence , plusieurs im-

Conférence sur les images. Projet de conciliation , qui échoue.

Thuan. Hist. l. XXIX.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 550.

244 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

prouvèrent par une raison toute contraire le projet de conciliation. Ils vouloient le retranchement des abus, & fouhaitoient que l'on écartât les peintures qui ne seroient pas assez modestes, ou les représentations d'histoires apocryphes. Mais ils vouloient que l'on conservât tout le cérémonial & le rit ancien pour la vénération des images : & leur système est celui de l'Eglise Catholique. M. de Thou ne nomme que Nicolas Maillard, doyen de la Faculté de Théologie, comme auteur de la contradiction qu'éprouvèrent les mitigations du règlement De Mouchi, qui l'accompagnoit, suivant Duboullai, & dont le zèle Catholique est très connu, fut certainement du même avis que son doyen : & on peut leur associer encore, sans craindre de se tromper, Jean Pellerier grand maître de Navarre, & Simon Vigor, qui étoient pareillement du nombre de ceux que le conseil du roi consulta sur cette affaire.

Université
raque Fran-
is Bau-
uin.

Hist. Un.
v. T. P^{re}.
549.

L'Université continua de se montrer fidèle observatrice de l'ancienne doctrine, & remplie de zèle contre tous ceux qui l'altéroient. Dans la délibération où il fut question du fa-

l'athéisme de Ramus contre les images, la résolution fut prise aussi de déférer au procureur général le jurisconsulte François Baudouin, espèce de chaméleon en fait de Religion, qui ayant d'abord embrassé le Calvinisme, avoit pris en dernier lieu le personnage de conciliateur, & qui dans les leçons qu'il donnoit actuellement à Paris, enseignoit plusieurs erreurs. Il étoit peu connu dans l'Université de Paris, malgré son mérite, qui étoit grand dans les genres de jurisprudence & de littérature. Le registre le désigne en ces termes peu flatteurs, » un certain homme nommé Baudouin : *vir quidam cognominatus Bolduinus.*

Bayle, Diction.
art. Bau-
douin.

Le vingt-trois Juin 1562 Claude Arnoul fut élu Recteur de l'Université, & dans son instruction son prédécesseur l'avertit & l'exhorta de s'occuper beaucoup du soin de conserver la pureté de la doctrine Catholique. Arnoul fut docile à cette leçon : & c'est sous son réctorat que fut souscrite dans l'Université une formule de Foi, qui en astreignoit tous les membres à la profession de l'orthodoxie, & qui tendoit à purger la compagnie du mauvais levain des erreurs.

Les articles
dressés par la
Faculté de
Théologie
en 1543, sont
jurés & si-
gnés par le
parlement.

Hist. Un.
Par. T. V L.
p. 551.

Alors toute la France étoit en armes pour le fait de la Religion. Le massacre de Vassi, arrivé le premier Mars, avoit été comme le signal de la guerre. Le triumvirat ne vouloit point souffrir l'exécution de l'édit de Janvier, & le prince de Condé l'exigeoit à main armée. Ainsi la division étant trop bien décidée, & le parti Protestant se formant en corps ennemi, les Catholiques redoublèrent de zèle pour s'unir entre eux, & pour exclure de leur société ceux qui ayant commencé par attaquer la Religion, en étoient venus à porter leurs coups violens contre l'État, & à opposer la force à l'autorité

*B^e Argentré,
Coll. jud. de
novis error.*

T. II.

p. 319-331.

royale. Les articles dressés en 1543 par la Faculté de Théologie, & autorisés par les ordonnances des rois François I & Henri II, furent le symbole que l'on adopta, & comme le mot de ralliement entre les Catholiques. Nous avons vu que le projet de les faire jurer & signer par toute la France, avoit déjà été agité dans les derniers jours de la vie & du règne de François II. Ici il fut exécuté, au moins en partie. Le parlement donna l'exemple, & s'en imposa à lui-même la loi par arrêt du six Juin 1562.

L'arrêt portoit que tous les officiers du parlement , présidens , maîtres des requêtes , conseillers , avocats & procureur général du roi , substitués , greffiers , secrétaires de la cour , huissiers , & enfin les avocats & les procureurs , appelés chacun en son rang suivant l'ordre du tableau , jureroient l'observation & croyance des articles dont je viens de parler , & en souscriroient la formule , sous peine de privation de leurs états & offices. C'est ce qui fut exécuté les neuvième , dixième , & douzième jours de Juin : & il fut dit que les absens ne pourroient être reçus à exercer leurs charges , qu'ils n'eussent satisfait à ce devoir.

Je remarquerai , à cause de la célébrité du nom , que Michel de Montagne , alors conseiller au parlement de Bordeaux , se trouvant à Paris , & désirant prendre séance & avoir voix délibérative dans la première cour du royaume , fit le douze Juin la profession de foi prescrite par l'arrêt du six.

La Faculté de Théologie , qui avoit dressé les articles , ne témoigna pas moins de zèle , que le parlement. Le quinze Juin , dans une assemblée qui se tint au collège de Sorbonne , tous

Par la Faculté de Théologie.
p. 318.

138 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
les docteurs jurèrent qu'ils voulo
vivre & mourir dans la croyanc
profession de ces articles , & il
signèrent leur déclaration.

Par toute
l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 551.*

L'Université en corps devoit
faire autant. Mais vraisemblabler
le crédit & le nombre des partisan
l'erreur l'en empêchoient. Le parler
vint à son secours , & il rendit le
Juillet un arrêt , par lequel il en
gnoit au Recteur de convoquer
Facultés de Droit , de Médecine
des Arts , & les collèges & com
nautés qui dépendoient de l'Uni
sité , & de leur faire souscrire la
fession de foi : & si quelquesuns
fusoient ou différoient , le Rec
étoit chargé d'en informer la cor

Je ne vois point que l'Universi
été assemblée pour entendre la le
de cet arrêt , & s'y soumettre par
délibération commune. On prit
voie qui faisoit moins d'éclat.
Recteur convoqua le tribunal ou
seil des députés ordinaires , & il
résolu que les doyens de Droit &
Médecine recevroient le sermen
la signature des suppôts de leur
cultés , & en apporteroient les
au Recteur. Quant à la Faculté

Arts, comme elle est extrêmement nombreuse, on aima mieux la prendre par parties, & appeller successivement les maîtres des différens collèges, pour recevoir leurs souscriptions. Le vingt du mois le Recteur, accompagné des députés qui forment son conseil, manda aux Maturins où il étoit, les principaux & régens des collèges de Navarre, de Bourgogne, & d'Harcour : le jour suivant, ceux des collèges de Reims, du Plessis, de Justice, & du Mans : & ainsi de suite. Lorsque le tour fut achevé, l'Université s'assembla le premier jour d'Août, & par un décret elle priva de leurs places tous ceux qui n'avoient point souscrit la formule de foi, & ordonna qu'on leur substituât des sujets de bonne & saine doctrine. Ramus, supposé qu'il n'eût pas été obligé dès auparavant de prendre la fuite, & le médecin Charton, perdirent leurs charges en conséquence de ce décret. Mais ils n'étoient pas seuls dans le cas. Il paroît que le nombre des déserteurs de la Foi Catholique étoit grand dans la Faculté des Arts, puisqu'au mois d'Octobre elle craignoit de se voir ruinée, & qu'elle prioit son nouveau Recteur de la sau-

Hist. Un.

Par. T. V.

p. 552.

ver du péril , en veillant au choix des successeurs de ces apostats.

Par les cliens
de l'Univer-
sité.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 551.

Les cliens de l'Université, libraires, parcheminiers, relieurs, enlumineurs, écrivains, & messagers, avoient été cités dès le dix-huit Juillet à comparoître devant le docteur de Mouchi, pour prêter pareillement leur serment & faire leur profession de Foi. Plusieurs s'en dispensèrent, & furent par conséquent privés de leurs offices par le décret du premier Août.

Affaire du
docteur
Claude d'Es-
pense.

*D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.*

T. I I.

p. 332--334.

Un personnage plus important eut quelques chagrins à essuyer à l'occasion de la signature des articles de la Faculté de Théologie. Claude d'Espense ne s'étoit point trouvé, par quelque raison que ce puisse être, à l'assemblée du quinze Juin, où ses confrères les avoient jurés. Il se présenta à celle que tint sa Faculté suivant l'usage le premier Août, & demanda à joindre sa signature aux signatures des autres docteurs. De Mouchi, qui faisoit la fonction de syndic, s'y opposa, & prétendit que d'Espense ne devoit point être admis à signer, qu'il n'eût rétracté le projet de règlement proposé à la conférence de S. Germain sur les images. Ce réquisitoire fut adopté par la

DE PARIS , LIV. XI. 141
culté , & d'Espense se retira. Il ne
vuloit point rétracter le projet de
Germain , parce qu'il ne le recon-
noissoit point pour son ouvrage. Il
savoit que c'étoit la reine qui le lui
avoit remis , & qu'il n'en avoit été
que le porteur. On ne peut pourtant
sûrement douter qu'il n'en approuvât le
contenu , mais apparemment comme
un mieux , qui n'étoit pas nécessaire,
ou même simplement comme un
moyen licite de conciliation : sans
approbation néanmoins de la doc-
trine commune. Car il offroit de signer
ces articles , dont le seizième exprime
en termes formels , » que c'est une
bonne œuvre de fléchir le genou de-
vant le crucifix & devant les images
de la sainte Vierge & des saints ,
pour prier J. C. & les saints. » Le
cardinal de Lorraine , qui le proté-
geoit , & qui au fond pensoit comme
lui , s'entremet d'accommoder cette
affaire. Il ne jugea pas qu'il fût raison-
nable d'exiger de d'Espense la rétra-
ction d'un écrit , dont ce docteur ne
vouloit pas l'auteur : mais il lui
offra & écrivit de sa main une for-
mule de déclaration sur la matière
des images , afin que d'Espense la lût

§ 42 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dans l'assemblée de la Faculté, & en
conséquence admis à signer les arti-
cles. Cet arrangement passa au moyen
du crédit de celui qui le proposoit ;
sans un tel appui il n'auroit peut-être
pas réussi.

Pieux & do-
cte emploi
qu'il fait de
son loisir jus-
qu'à la mort.

Lamoi, Hist.
Coll. Nav.

p. 707 &
seqq.

Depuis ce tems d'Esperance cessa de
faire un rôle dans les affaires pu-
bliques. Rebuté vraisemblablement
des dégoûts qu'il y avoit essuyés, &
fatigué par les infirmités, qui en lui
prévinrent l'âge, il s'excusa d'accom-
pagner le cardinal de Lorraine au con-
cile de Trente, & il se renferma
dans son cabinet pour le reste de sa
vie. Mais incapable de se livrer à l'oi-
siveté, il suppléa par des écrits pleins
de piété & de doctrine aux services
qu'il ne pouvoit plus rendre à l'Eglise
par la prédication & par les actions
d'éclat. Son zèle contre les hérétiques
ne fut point amer. Il convenoit des
abus, & en désiroit la réforme. Il pa-
rut même quelquefois disposé à ac-
corder aux adversaires un peu plus
peut-être qu'il ne convenoit. Mais dans
les tems où les disputes s'agitent, &
où les esprits ne sont point encore
fixés par des décisions expresse, il n'y
a pas lieu de s'étonner que les car-

amis de la paix ne soient pas
 rs également fermes sur toutes
 ries de la doctrine. Claude d'Es-
 mourut en 1571, & il est en-
 lans l'Eglise de S. Côme.

l'année 1562 la Faculté de Théo- Catalogue
des livres
censurés par
la Faculté de
Théologie.
D'Argentré :
Cell. jud. de
notis error.
2. II.
p. 332. 334.
296-301.
 , conformément à un arrêt du
 ment, qui le lui enjoignoit,
 & fit imprimer un catalogue
 res qu'elle avoit jugé dignes de
 e : & tout le crédit de l'évêque
 lence Jean de Montluc, ne put
 de cette note plusieurs de ses
 ns & autres ouvrages. Ils avoient
 nsurés, & ils furent mis dans le
 gue.

guerre se faisoit en France avec Déclaration
du roi pour
l'abolition
du passé.
L'Université
s'oppose à
l'enregistre-
ment.
 entre les deux partis : grand fu-
 douleur pour tous les bons ci-
 s ; & singulièrement pour le
 elier de l'Hopital, qui ne respi-
 que la paix, le rétablissement du
 rdre, & le maintien des loix. Il
 gea la reine, après la prise de
 n & la mort d'Antoine roi de Thuan. Hist.
l. XXXI, l. I.
 re, à faire accorder aux Pro-
 s par une déclaration du roi l'a-
 on de tout le passé, sous la condi-
 le reprendre l'exercice de la Re-
 Catholique. Cette déclaration

244 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ayant été portée au parlement, l'Université, qui en fut avertie, en prit l'allarme. Le 15 Janvier 1563 le Recteur, en vertu d'une délibération des députés ordinaires assemblés par lui au collège de Sorbonne, présenta requête au parlement, pour demander que l'Université fût entendue avant qu'il fût procédé à la publication d'une ordonnance rendue *au profit des hérétiques séditeux & perturbateurs du repos public, grandement pernicieuse à la dite Université & à toute la République Chrestienne*. C'est ainsi que pensoit & s'exprimoit l'Université touchant une déclaration, qui regardée sous une autre face, & considérée comme un remède nécessaire aux maux publics, plaisoit à plusieurs : & tel est l'inévitable partage de sentimens, même avec de bonnes intentions de part & d'autres, dans les tems de divisions & de troubles. Le parlement suivoit le même système que l'Université, & il reçut sans doute favorablement sa requête. J'apprens d'une lettre écrite dans * le tems, & publiée par Lau-

* Cette lettre est rapportée par Launoi sous l'an 1582. Mais les faits

qu'elle contient ne peuvent compatir avec cette date, & ils marq-

boi, que la reine après quinze jours d'instances n'avoit pas pû encore obtenir que la déclaration fût vérifiée. *Hist. Coll. Navarre* p. 360. 361

Ramus , qui se tenoit alerte pour profiter de toutes les ouvertures d'espérance , fit des mouvemens à l'occasion de la déclaration d'amnistie , & tenta le rétablissement dans son poste. L'Université assemblée le dix Février, en fut instruite par le souprincipal du collège de Prêles , & elle décida que Ramus ne devoit point être reçu. *Hist. Un. Par. T. VII* p. 552

Mais bientôt la face des affaires changea totalement à la cour par l'assassinat & la mort du duc de Guise au siège d'Orléans. Ce prince blessé d'un coup de pistolet par Poltrot le dix-huit Février , étant mort le vingt-quatre , la reine ne songea plus qu'à faire la paix avec le prince de Condé , qui de son côté étoit bien las de la guerre. Ainsi la négociation ne fut pas longue. Le dix-neuf Mars fut donné à Amboise un édit de pacification , qui restreignoit en quelques parties celui de Janvier 1562, mais qui néanmoins permettoit avec certaines clau-

visiblement le mois de Janvier 1562, comme l'on composoit alors , c'est-à-dire , suivant notre calcul d'aujourd'hui , 1563.

146 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ses le libre exercice de la nouvelle
Religion. Cet édit fut publié & en-
regîtré au parlement de Paris , &
dans toutes les cours souveraines du
royaume.

Les pros crits
sont rétablis
dans l'Uni-
versité.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 553.*

Ce fut une nécessité pour l'Univer-
sité de se plier aux circonstances. Ainsi
le vingt-neuf Mars le Recteur propo-
sant à la compagnie assemblée de
délibérer sur le rétablissement de ceux
qui avoient été chassés pour cause de
Religion, ne demanda plus que l'on
s'y opposât , mais que l'on prît par
rapport à eux certaines précautions :
& l'affaire fut remise au jugement des
députés ordinaires , assistés du conseil
des avocats. Il n'étoit pas possible
d'empêcher l'effet de la loi du prince,
& il doit passer pour constant que tous
les pros crits furent rétablis. La preuve
nous en est fournie par l'exemple de

*Bayle, Diff.
art. Ramus.*

Ramus , qui reprit alors les fonctions
de ses charges de principal du col-
lège de Prêles , & de professeur royal,
& qui s'y maintint pleinement pen-
dant plusieurs années.

Elle est plus
sévère à l'é-
gard de ses
cliens.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 555.*

L'Université tint plus ferme à l'é-
gard de ceux qui ne lui appartenoi-
ent que comme cliens. Je vois que le neu-
vième Mars de l'année suivante 1564, le

deux places d'écrivains vacantes pour raison de * l'incapacité de ceux qui les possédoient, c'est-à-dire , à cause de leur changement de Religion , furent données à Antoine Périer & à Jacques Fustel , dont l'un devoit enseigner son art dans le quartier de l'Université, *Hist. Un* & l'autre au-delà des ponts. Et le *Par. T. V* seize Décembre de la même année , *p. 558.* cinq libraires & un relieur ayant demandé d'être rétablis , en vertu de l'édit de pacification , l'Université au lieu d'admettre leur requête , y répondit seulement qu'elle prendroit conseil de ses avocats. Néanmoins le premier Janvier suivant , elle se déchargea de l'odieux du refus : & sans consentir d'une façon expresse à leur rétablissement , elle déclara qu'elle laissoit à ceux qui étoient intéressés à l'empêcher , le soin & l'embarras de soutenir le procès.

Le concile de Trente avoit tenu ses *Concile* sessions sous Pie IV pendant les an- *Trente* nées où les troubles de Religion com- *Pie IV.* mencèrent à désoler la France , & il fut terminé le quatre Décembre 1563. Comme la part qu'y prit l'Université de Paris fut très médiocre , j'ai ré-

* Per incapacitatem.

248 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

servé à placer ici le peu que j'ai à dire de ce concile.

*Hist. Un.
F. T. VI.
p. 336.* L'Université en corps n'y eut point de députés. Tout ce que je vois s'être conservé de l'ancien usage à cet égard, c'est qu'avant même que la bulle d'indiction eût été donnée par le pape, mais dans un tems où la France la sollicitoit & l'attendoit, le trente Octobre 1560, le Recteur fut invité par une lettre de l'évêque de Paris à préparer & former une députation de l'Université au concile que l'on espéroit devoir se tenir à Trente. Aucun acte ne m'apprend si cette proposition eut quelque suite.

*La Faculté
de Théologie
y envoie
douze do-
cteurs* La Faculté de Théologie s'intéressa plus efficacement, que le corps de l'Université, au grand & important objet du concile. Le cardinal de Lorraine se disposant à partir pour s'y rendre vers la fin de l'année 1562, à la tête de quarante évêques de France, elle reçut ordre du roi d'y envoyer pareillement douze de ses docteurs. L'autorité du cardinal de Lorraine étoit si grande, que la Faculté s'en rapporta à lui pour le choix de ceux de ses membres qui assisteroient de sa part au concile. Les plus célèbres des douze

*D'Argentré.
Coll. jud. de
novis error.
T. I I.
p. 334.*

docteurs sur lesquels il jetta les yeux, sont Nicolas Maillard doyen, Jean Pelletier grand maître du collège de Navarre, Simon Vigor, & Claude de Saintes.

Les docteurs de Paris jouirent dans le concile du premier rang entre tous les théologiens des différentes nations, après néanmoins ceux du pape. L'Espagne, qui, par une prétention dont la nullité a été depuis reconnue & déclarée de la manière du monde la plus authentique, disputoit alors la prééminence d'honneur à la France, fut jalouse de la distinction accordée aux théologiens François. Elle en fit du bruit : & les légats, qui conformément aux dispositions du pape penchoient beaucoup à satisfaire Philippe II roi d'Espagne, prirent un tempérament, duquel après tout il résulta que le doyen de la Faculté de Paris parla immédiatement après le premier théologien du pape.

Ils y jouissent du premier rang entre tous les théologiens.

Fra Paolo, Concile de Tr. l. VII. p. 643.

Fleuri, Histoire Eccl. T. XXXII L. p. 229.

Les maximes de l'Eglise de France sur l'institution divine des évêques, fut la supériorité du concile au dessus du pape, n'ont point triomphé, comme l'on fait, au concile de Trente, mais elles n'y ont souffert aucune at-

Ils y défendent les maximes de l'Eglise Gallicane.

250 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
teinte. Nos théologiens de Paris &
nos prélats François, tous instruits
dans la même école, & nourris des
mêmes principes, opposèrent une
barrière insurmontable aux entreprises
que tentèrent les Ultramontains, pour
établir la domination absolue de la
cour de Rome.

Il est beau de voir avec quelle
énergie le cardinal de Lorraine s'op-
prime sur ces matières dans une lettre
qu'il écrivit de Trente à son secrétaire
à Rome, pour être lûe au pape. Il y
avoit alors de grandes difficultés dans
le concile sur la question, si l'insti-
tution des évêques est de droit divin,
& sur la qualité de *pasteur de l'Eglise*
universelle attribuée au pape par le
concile de Florence, & que l'on vou-
loit renouveler dans celui de Trente,
pour en inférer que le pape est au
dessus de l'Eglise, & que les évêques
tiennent de lui leurs pouvoirs, & en
sont que ses vicaires. C'est sur ces
deux points si importans & si délicats
que le cardinal de Lorraine veut faire
connoître ses sentimens au pape Pi-
IV. Je confesse, dit-il, que je * sui

être du
linal de
ruine sur
e matiè-

nos, Niff.
N. v.
132.

* Je transcris les pro- | si ce n'est que je tradui
pres termes de la lettre, | en François ce que le en

» entièrement éloigné de penser, &
 » de dire, que le pape est seul vrai
 » vicaire de Jesus-Christ. Au contraire
 » tous les évêques & les curés sont
 » vicaires de Jesus-Christ, comme
 » l'ont enseigné les saints martyrs &
 » pontifes successeurs de S. Pierre. Je
 » ne confesserai jamais aussi, si l'E-
 » glise ne le définit, qu'il n'y ait
 » qu'un * seul évêque, que Pierre ait
 » été seul institué évêque par Jesus-
 » Christ, & que les autres apôtres ne
 » l'aient été que par Pierre. Je regarde
 » ces propositions comme fausses, &
 » jamais je n'y donnerai mon consen-
 » tement Reste le dernier des
 » titres que l'on veut mettre pour
 » notre saint Père, pris du concile de
 » Florence : & ne puis nier que je
 » suis François, nourri en l'Université
 » de Paris, en laquelle on tient l'au-

dinal a exprimé en La-
 tin, mêlant les deux lan-
 gues suivant l'usage de
 son temps.

* Le texte imprimé par
 Launoi porte *Episcopatus
 unus est*, ce que j'ai re-
 gardé comme une faute.
 Tout le monde connoît
 la célèbre maxime de S.
 Cyprien, *Episcopatus unus
 est, cuius pars à singu-*

lis in solidum tenetur.

Certainement le cardinal
 de Lorraine n'a pas voulu
 nier cette proposition,
 sortie de la plume d'un
 père de l'Eglise si respec-
 té, & qui est également
 avantageuse & honorable
 à la dignité épiscopale.
 Ainsi j'ai cru, au lieu du
 mot *Episcopatus*, devois
 lire *Episcopus*.

152 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» autorité du concile par-dessus le pape,
 » & sont censurez comme hérétiques
 » ceux qui tiennent le contraire. Qu'en
 » France on tient le concile de Con-
 » stance général en toutes ses parties,
 » que l'on suit celui de Bâle, & l'on
 » tient celui de Florence pour non
 » légitime, ni général : & pour ce,
 » l'on fera plustost mourir les Fran-
 » çois, que d'aller au contraire. Les
 » hérétiques sont déjà assez offensés :
 » les Catholiques sont tous gouvernés
 » par les théologiens, qui crieront
 » jusques au ciel : les privilèges du
 » royaume sont tous fondez & appuyez
 » sur cette vérité : & pour ce, telle
 » dispute, si elle se propose, ne ser-
 » vira qu'à scandalizer ceux qui en
 » entendront parler, & à la séparation
 » du royaume, qui sera son entière
 » désolation. Car de penser que nul
 » prélat François s'y accorde, c'est une
 » folie. »

Décret du
 concile sur la
 hiérarchie.

C'étoit avec cette fermeté que par-
 loit alors le cardinal de Lorraine.
 Mais la mort du duc de Guise son
 frère, & l'édit de pacification, qui le
 suivit de près, l'obligèrent de relâcher
 quelque chose de sa première roideur.
 Son changement n'alla pourtant pas

jusqu'à trahir les maximes, pour lesquelles il avoit montré tant de zèle. Il agit toujours de concert avec les autres prélats & théologiens François, pour empêcher que les opinions contraires ne prévalussent : & il réussit. Le décret de la vingt-troisième session du concile de Trente, qui traite de la hiérarchie, est la preuve de ce que j'avance. Ce décret ne contient point l'expression suspecte de *pasteur de l'Eglise universelle* ; & la doctrine de l'institution divine des évêques, si elle n'est point décidée, du moins n'est pas attaquée : le tour même des expressions semble la favoriser.

Avant que de passer à ce qui regarde le premier procès que les Jésuites suscitèrent à l'Université en 1564, & qui a été suivi de tant d'autres, j'ai à reprendre ici quelques faits, qui sont restés un peu en arrière.

Un projet fort extraordinaire fut mis en avant au mois d'Avril 1562, par rapport à l'Université. Quelqu'un s'avisa de vouloir la réduire à trois collèges, & fit goûter sa pensée à la reine : en sorte que les ordres furent expédiés au procureur général pour y travailler. De quelle main partoit ce

Projet de réduire l'Université à trois collèges.

Hist. Un.
Par. T. VI
p. 550.

154 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
coup , c'est ce que Duboullai n'ex-
plique pas. Mais il me paroît très-
vraisemblable , que les Jésuites y
avoient grande part. Ce qui me le per-
suade , c'est que dans un mémoire pu-
blié longtems après au nom de l'Uni-
versité , le renouvellement de ce pro-
jet leur est nettement attribué en 1614.
« Ils ont voulu , » est-il dit dans un
écrit intitulé *Défenses de l'Université
de Paris & du collège du Mans* contre
les Jésuites , « ils ont voulu en 1614 ,
» sous main , faire réduire tous les
» collèges de l'Université à cinq ou six ,
» & sont venus jusques-là , qu'il a esté
» expédié des lettres par lesquelles le
» sieur de Marillac estoit commis avec
» quelques autres pour faire cette ré-
» duction. » Il est naturel de mettre
la première tentative sur le compte de
ceux qui ont été les auteurs de la
seconde. Quoi qu'il en soit , lorsqu'en
1562 le Recteur eut connoissance d'un
projet si fatal , il en fut allarmé. Il
convoqua le seize Avril les députés
ordinaires & les principaux des collé-
ges , & deux jours après toute l'Uni-
versité. Il exposa le fait : il déplora le
malheur de la compagnie , que l'on
vouloit anéantir. Plusieurs en furent

DE PARIS , LIV. XI. 155
 ement frappés, qu'ils souhaitoient
 l'on recourût au dernier remède,
 que l'on ordonnât une cessation de
 ces leçons. Mais les plus sages fu-
 rent d'avis d'éviter un éclat, qui au-
 roit irrité la cour, & de se contenter
 de députer à la reine pour lui remon-
 trer les inconvéniens qui suivroient
 l'exécution du projet, & quel tort il
 résulteroit non seulement contre
 l'université, mais contre l'Eglise &
 contre l'Etat, à qui l'Université rend
 si importans services. Le projet
 passa pour lors, jusqu'à ce qu'il fut
 révoqué en 1614 avec un pareil succès.

Au mois de Septembre de la même
 année 1562, la Faculté de Décret fit
 de nouveaux efforts pour obtenir que
 l'étude du Droit civil fût autorisée
 par l'Université de Paris. Pillaguet,
 docteur en Droit, représenta dans une
 assemblée générale qui se tint le quinze
 Septembre aux Maturins, qu'un grand
 nombre de jeunes étudiants, obligés
 par les malheurs de la guerre civile
 d'abandonner les villes d'Orléans,
 Angers, & de Bourges, & de se
 retirer à Paris, souhaitoient d'y trou-
 ver les secours que les Universités de
 ces villes leur auroient fournis, pour

Tentative
 pour établir
 les leçons de
 Droit civil.
 Hist. Un.
 ar. T. VI.
 p. 551.

156 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
s'instruire du Droit civil : & qu'ils
entraînoient dans le même vœu toute
la jeunesse qui fréquentoit les écoles
de Décret. » Nous trouvons, ajouta-
» t-il, leur désir raisonnable : mais la
» défense qui subsiste dans l'Univer-
» sité de Paris à cet égard, nous a ar-
» rêtés. Nous leur avons conseillé de
» s'adresser aux magistrats de la ville,
» qui ont agréé leur demande. La Fa-
» culté de Théologie, que nous avons
» consultée, nous a renvoyés à l'Uni-
» versité. Je requiers donc au nom de
» la ville, que l'Université se joigne
» à elle & à nous, pour obtenir la le-
» vée des défenses qui nous ont em-
» pêchés jusqu'ici d'enseigner le Droit
» civil. »

Rien n'étoit mieux entendu, ni
plus conforme à l'institution primitive
de l'Université, dont le plan embrasse
toutes les belles connoissances. Mais
les vieilles maximes dans les com-
pagnies s'oublient difficilement. On
craignoit toujours qu'une école de
Droit civil une fois ouverte ne fît
déserter toutes les autres. & singu-
lièrement celles de la Théologie. Le
syndic de l'Université, Martin Mes-
nard, pensa que la requête des pro-

seurs en Droit canon demandoit à être discutée & pesée mûrement : & ses conclusions furent suivies. Il fut dit que l'on prendroit conseil des avocats : & l'affaire échoua encore pour cette fois. Mais nous verrons que proposée de nouveau au bout de peu d'années, elle eut un meilleur événement.

Le vingt-trois Janvier 1563, il fut encore parlé de cette ancienne rente de quatorze livres, due à l'Université par les moines de St. Germain. Un si petit objet, lorsque l'idée en étoit réveillée, ne laissoit pas de frapper. On faisoit quelques mouvemens. Mais d'autres intérêts plus importans venoient à la traverse, & faisoient oublier celui-ci.

L'Université délibéra le dix Février sur ce qu'elle avoit à faire par rapport à un édit récent, qui ordonnoit une vente & aliénation de biens-fonds de l'Eglise jusqu'à la concurrence de cent mille livres de rente. Le roi avoit besoin d'argent, & son conseil avoit imaginé cette ressource. L'Université résolut simplement de consulter l'affaire : & elle fit bien de ne pas entreprendre de s'opposer à ce que tour

Rente de
quatorze li-
vres.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 552.

Délibération
de l'Universi-
té sur une af-
faire concer-
nant les biens-
ecclésiasti-
ques.

Ibid.

le crédit du clergé ne put empêcher.

Un différend entre un écolier de Philosophie & son principal ne mériteroit pas de nous arrêter, si la manière dont cette querelle fut jugée, n'intéressoit la police du corps. Guillaume Galland, principal du collège de Boncour, refusoit à Jean Monuel étudiant & bachelier ès Arts, de signer ses attestations de tems d'études, l'accusant de défaut d'assiduité aux leçons de son professeur, & d'une conduite peu réglée. Monuel prétendit que les allégations étoient fausses, & le refus par conséquent injuste. Il prouvoit son assiduité & sa bonne conduite par un certificat de trois de ses condisciples : & muni de cette pièce, il se pourvut au tribunal de la Faculté des Arts, qui étoit composé du Recteur, des Procureurs, & probablement des Censeurs. Galland ne comparut point, mais il fit présenter à ce tribunal une lettre, dans laquelle il exposoit les motifs de son refus. Monuel se défendit par le certificat des trois écoliers jurés, & il gagna son procès. Le tribunal, par sentence du quatorze Mars, commit pour signer son attestation de tems d'études le censeur de la Nation.

bunal de
Faculté
Arts.
liff. U.
T. I
553.

Le Pré aux Clercs fournit matière dans cette même année & dans les trois suivantes à plusieurs délibérations de l'Université. Le dix Octobre 1563 il s'agissoit de donner à loyer une partie du petit pré. Le seize Décembre le syndic Martin Mesnard renouvella les anciennes prétentions de la Faculté des Arts par rapport au Pré aux Clercs. Il avança & soutint que la dispensation d'une somme qui provenoit de ce fond, devoit appartenir à la Faculté des Arts, & non à l'Université. Ces prétentions pourroient être fondées, si l'on remonte à l'origine des choses. Mais elles ont reçu dans l'usage beaucoup de fortes atteintes. Aujourd'hui l'Université est en pleine jouissance de tous les droits & revenus que produit le Pré aux Clercs.

Je ne puis deviner ce qui fit naître dans l'esprit de la reine le dessein de demander à l'Université qu'elle cédât son pré au roi, moyennant un échange convenable & commode. Duboullai soupçonne que la vûe de la reine étoit d'ôter aux Religioneux la liberté d'un espace, où ils avoient souvent leurs assemblées. Mais de quel-

Pré aux
le. cs.

Hist. Un.
Par. T. VI
p. 553.

Mémoires si
le Pré aux
Clercs,

p. 264-265

Hist. Un.
Par. T. VI
p. 554.

que côté de Paris que l'on eût rendu à l'Université un emplacement destiné aux jeux & aux divertissemens de ses écoliers, l'inconvénient étoit toujours à peu près le même. Je ne vois pas non plus que la construction du palais des Tuilleries, que la reine projettoit actuellement, ait pû être une occasion pour elle de désirer la possession du Pré aux Clercs, qui est de l'autre côté de la rivière. Quelque but qu'elle envisageât, il est certain que la proposition de convenir avec le roi d'un échange pour ce pré fut faite à l'Université le vingt Janvier 1564. L'affaire fut renvoyée aux députés ordinaires, qui, dès le jour même, ayant pris conseil des avocats, décidèrent que l'on devoit consentir de bonne grace au désir du roi. Mais il falloit trouver dans le voisinage de Paris un champ, qui pût dédommager l'Université de celui qu'elle cédoit. Je vois que cette matière fut agitée dans plusieurs assemblées durant les années 1564, 1565, & 1566. Enfin le projet fut abandonné par la cour, & les choses demeurèrent dans l'ancien état.

Louis Bonneau, receveur général

niversité, voulut le vingt-trois
 564 faire admettre par l'Uni-
 la résignation de son office en
 de Pierre le Goux, second ap-
 pr de la Faculté de Théologie.
 position fut rejetée, tant parce
 l'avoit pas rendu ses comptes,
 our raison d'incompatibilité en-
 mploi qu'exerçoit le Goux, &
 ge qu'il s'agissoit de lui con-
 bonneau résigna peu de tems
 avec l'agrément de l'Univer-
 Nicolas Pellerier.

Office de re-
 ceveur géné-
 ral, résigné.

Hist. Un.
 Par. T. VII.
 P. 555.

célébra au mois de Septembre
 chœur de Notre-Dame les ob-
 de l'empereur Ferdinand, qui
 mort le vingt-cinq Juillet pré-
 . L'Université y fut invitée, &
 a suivant l'usage. Son trésor
 un, qui n'a jamais été fort
 érable, étoit alors tellement
 , qu'elle ne put payer le droit
 ance à ceux qui la représen-
 Il fallut que chacune des com-
 s fournît la sportule de ses dé-

Obsèques de
 l'empereur
 Ferdinand.

Ibid.

npressement des religieux men-
 avoit toujours été grand pour
 dans la Faculté de Théologie :
 il semble avoir redoublé de

Mendians re-
 commandés à
 la Faculté de
 Théologie,
 par les prin-

162 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ques & par le roi même. vivacité dans les tems dont je fais actuellement l'histoire. Ils avoient une couleur favorable, qu'ils employoient avec succès auprès des princes & des grands. Tous les docteurs en Théologie prêchoient par état : & c'étoit du sein de la Faculté que sortoient presque tous les prédicateurs qui remplissoient les chaires sacrées de la cour & de la ville. Ainsi il paroissoit que multiplier le nombre des docteurs, c'étoit multiplier les secours en faveur de l'Eglise, dans des circonstances malheureuses où l'hérésie acquéroit des forces & du crédit de jour en jour. Cette considération donnoit du poids aux sollicitations que faisoient les Mendians auprès des seigneurs & du roi même, pour obtenir des recommandations, au moyen desquelles ils fussent admis dans la Faculté de Théologie, au-delà du nombre prescrit par les loix. Je trouve sept sujets des ordres de S. François & de S. Dominique qui demandent cette grace extraordinaire dans le cours des années 64, 65, & 66, & qui se présentent avec des lettres de recommandation du duc d'Aumale, du duc de Bourbon-Montpensier, du duc de Nevers, du

*Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 556-558.
D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.
T. I I.
p. 335-340.*

DE PARIS, LIV. XI. 163

Longueville, du cardinal de
de, du connétable de Montmo-
& enfin du roi. Charles IX
successivement six lettres de
à la Faculté, toutes plus fortes
que les autres, & les derniè-
à style menaçant, en faveur de
Jacobins. Les docteurs étoient
ement attachés à leurs règles,
regardoient comme si impo-
, que nulle autorité ne put les
à y donner atteinte. Un auteur *D'Argentré*
instruit de ces matières atteste
ne paroît point par les regîtres
Faculté, qu'aucun de ceux qui
oient recommandés si énergi-
ent, ait été admis.

mois de Novembre 1564 le roi
a par édit un nouveau droit sur
ier. C'étoit à l'instigation des
s Italiens, introduits à la cour
s le royaume par la reine Ca-
e, que ce prince agissoit contre
osition expresse d'une ordon-
du roi Henri II son père, qui
13, à l'occasion d'une difficulté
ir ce point dans la ville de
s, avoit déclaré que *la mar-*
se de papier a toujours été exemte
s péages & subsides. L'Univer-

Exemption
de tous droits
sur le papier.

Hist. Un.

Par. T. VI.
p. 558. 649.

Privilèges de
l'Université

p. 217
suiv.

164 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fité, qui avoit obtenu cette déci-
sion de Henri, se hâta, dès que l'édit
Charles IX fut venu à sa connoissance,
de prendre les mesures nécessaires
pour en empêcher la vérification.
Une chose lui parut si pressante, qu'il
s'assembla le premier jour de Janvier
pour en délibérer. Elle fit son office
au parlement, à laquelle se joignirent
les 24 libraires jurés, & les
maîtres gardes de la marchandise
papier. L'affaire fut plaidée le 15
mois. Montholon parla pour l'univer-
sité, de Thou pour les libraires
& Verforis pour les gardes des
marchands. Leurs moyens, tirés prin-
cipalement de l'excellence de l'usage
auquel le papier est destiné, & de
l'impression sur les juges, qui or-
donnèrent qu'il en fût dressé un mé-
moire par écrit en forme de remontrance.
Sur ce mémoire, que le parlement
eut soin de transmettre au roi, il
vint des lettres patentes du 14
de la même année 1565, qui con-
tinrent cette marchandise privilégiée
dans son exemption de tout tribut
impôt. Henri IV en 1595 confirma
cette franchise.

Les Jésuites commencèrent à

PARIS , LIV. XI. 165

de l'exercice à l'Université de l'année 1564, & dans
iers mois de la suivante. Ils

Trouble causé à l'Université par les Jésuites.

admis en France par le col-
: Poissi. Ils avoient un col-
pour la fondation duquel l'é-
: Clermont leur avoit donné
des sommes considérables. Il

manquoit plus que la per-
de l'Université pour ouvrir ce
& y faire des leçons publi-
lais ils ne pouvoient guères
l'obtenir cette permission. La

e de l'Université s'y opposoit.
admettoit les réguliers depuis
siècles , que dans les Facultés
: canon & de Théologie : nul
n'enseignoit publiquement les
est-à-dire , la Grammaire , la
que , & la Philosophie : & les
, qui savoient combien il est
nt de donner les premières

ons à l'âge le plus tendre ,
oient enseigner les Arts aussi
e la Théologie. Ils trouvèrent
eur disposé à leur rendre ser-
: dépens de toutes les loix de

Lettres de
scholarité
obtenues par
eux du Rec-
teur Julien
de S. Ger-
main.

ps. Julien de S. Germain ,
de naissance, bachelier de la
de Sorbonne , étoit Recteur

Hist. Un.
Par. T. VII.
p. 383.

466 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
au commencement de l'année 1564.
Les Jésuites le gagnèrent, je ne puis
dire par quels moyens : & ce Recteur
sans assembler la compagnie, &
même consulter les députés ordinaires,
de son propre mouvement, son
autorité seule, leur accorda le
neuf Février 1564 des lettres de
sélarité. Cet acte fut passé si furtivement
que le greffier même de l'Université
qui devoit le contresigner, n'en
pas instruit : au moins son nom
paroît pas. L'acte est signé du Recteur
& contresigné par un notaire apostolique
nommé Cordonnier, le même
apparemment, qui, quelques années
auparavant, avoit recherché & puis
suivi la charge de greffier de l'Université,
mais sans succès.

Tel est donc le titre primordial
fondamental de l'enseignement public
exercé par les Jésuites depuis deux
cents ans dans Paris : acte vicieux
foi, par défaut d'autorité dans ce
qui l'accorde, puis qu'un Recteur
comme il paroît par tous les momens
de cette histoire, n'a pas
droit de se décider seul en matière
grave, & qu'il est tenu de consulter
ou les chefs des compagnies, ou le

DE PARIS , LIV. XI. 167
 et même l'Université entière , & de
 conformer à la pluralité des suf-
 frages : acte vicieux dans la forme ;
 jusqu'il y manque une formalité aussi
 essentielle que la signature du greffier.
 Aussi les Jésuites le gardèrent-ils
 avec une si grande négligence dans le secret , jusqu'à
 qu'il fût tems d'en faire usage. Ils
 en dirent le mois * d'Octobre &
 S. Remi , tems consacré au renou-
 vellement du cours des études scho-
 lastiques. Alors , pour étayer de la
 session un titre caduc par lui-même,
 et d'un coup ils ouvrent leur col-
 lège , & mettent au-dessus de la porte
 une inscription , COLLÈGE DE LA
 COMPAGNIE DE JESUS : ne se souvenant
 ni des défenses qui leur avoient
 été faites de prendre ce nom en France,
 ni de la promesse qu'ils avoient don-
 née de s'y soumettre. Ils joignoient

Ils ouvrent
 leur collège,
 & deman-
 dent d'être
 admis dans
 l'Université.

*Hist. Un-
 Par. T. VI.
 p. 583.*

Les Jésuites , dans
 la requête présentée au
 Parlement le 20 Février
 1665 , (*Hist. Un. Par.
 VI. p. 591.*) disent
 qu'ils ont commencé à
 enseigner en leur collège le
 1^{er} Février 1564 , sur la
 permission du Recteur Ju-
 riste de S. Germain. Il
 est que ces leçons aient
 été faites à petit bruit ,

puisque l'Université ne
 commença à s'en plain-
 dre qu'au mois d'Octobre
 suivant. Duboullai (p.
 583.) & d'Argentré (*Coll.
 jud. de novis error. T. II.
 p. 345*) marquent ex-
 pressément la date que
 j'ai fixée dans mon récit :
 & elle est la plus vrai-
 semblable.

158 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

une puissante amorce à leurs leçons en les annonçant comme gratuits au lieu que les professeurs de la faculté des Arts, n'étant stipendiés ni par le roi ni par le public, pouvoient se dispenser d'exiger de leurs disciples un modique honoraire. Ils eurent encore l'attention d'employer, pour accréditer leur école naissante, ce qu'ils avoient de plus fameux maîtres; & en particulier Médonat, l'un des plus sçavans hommes d'un siècle où il y en avoit beaucoup. Enfin, pour ne rien omettre de ce qui pouvoit consolider leur établissement ils s'adressent au Recteur en place, & le prient de proposer à l'Université les admettre solennellement dans le corps.

L'Université les refuse.

*Hist. Un.
Par. T. V. l.*

p. 583. 584.

Le Recteur n'eût pas manqué de parler de leur affaire dans l'assemblée de l'Université, quand même ils l'en auroient pas prié. Il ne la présenta pas sous une face avantageuse. L'Université ayant été convoquée le 10 Octobre pour la procession qui est d'usage à la fin de chaque trimestre le Recteur, après avoir demandé comme il est de règle, la confirmation de ce qu'il avoit fait durant son

magist

PARIS , LIV. XI. 169
dit que de plus il falloit
r , si l'on devoit ouvrir l'entrée
compagnie , & confier l'en-
ent public des lettres , à ceux
appelloit communément Jé-
société qui faisoit profession
religieuse. L'avis unanime de
es Facultés fut de les rejeter ,
qu'ils ne produisissent , & ne
sent au Recteur & aux députés
es , le diplôme apostolique
autorisoit à professer & en-
tous les Arts en méprisant &
nt tout acte académique, c'est-
sans avoir acquis suivant les
adémiques le degré de maître
ur dans les Arts qu'ils préten-
professer : les raisons du refus
primées dans la conclusion.
dit-on , parce que ceux dont
it , paroissent nuire avec beau-
l'injustice à la Faculté de Théo-
 , à tous les curés , à toutes
x & coutumes de l'Université,
 : plus anciens collèges. D'ail-
ajoute-t-on , ils ne veulent
noître aucun supérieur : cara-
marqué d'une secte très or-
ense. » Jean Benoît docteur en
gie , qui faisoit fonction de
ne VI. H

doyen dans cette assemblée, réfé-
 l'avis de la compagnie en ces term
 énergiques. » Il y a longtems que ce
 » secte des Jésuites, qui ne reconno
 » aucun supérieur dans notre Unive
 » sité, a été condamnée, rejetée,
 » chassée par la Faculté de Théologie
 Il adoucit un peu dans ce qu'il ajouta
 la dureté de ces expressions, mais
 conservant le même sens. » S'ils n'
 » portent, dit-il, quelque nouve
 » bulle, qu'ils se renferment dans
 » exercices de la vie religieuse qu'
 » professent; ou s'ils veulent enfi
 » gner, qu'ils aillent rendre ce s
 » vice aux lieux où l'on manque
 » maîtres, & qu'ils n'entreprene
 » point de pervertir le bel ordre d
 » tudes qui régnent à Paris, & c
 » substituer le désordre & la confu
 » sion. » On voit par ce suffrage
 roide, combien le docteur Launo
 été peu fondé à dire dans l'élo
 historique de Jean Benoît, que
 théologien, éclairé par la conféron
 qu'il avoit eue à Rome en 1555 av
 quatre disciples de S. Ignace, cha
 gea de sentiment à l'égard des Jés
 tes, ou du moins se renferma
 puis dans le silence sur ce qui les touc

Hist. Coll.
Nov. p. 716.

Le dix Octobre un nouveau Recteur fut élu, & dans son instruction on eut grand soin de lui recommander l'affaire des Jésuites. Il profita de l'avis. Car le vingt du mois il rendit un décret par lequel, du commun consentement de toutes les compagnies de l'Université, il défendoit aux Jésuites toute leçon publique. Ceux-ci ne tenant aucun compte de la défense du Recteur, l'Université s'assembla de nouveau le vingt-trois, & voici ce que porte le registre de la Faculté de Médecine touchant la délibération de ce jour. » On » a délibéré, y est-il dit, sur l'affaire » des Jésuites, qui contre les statuts & » les loix de l'Université, confirmées » soit par nos rois soit par les souverains pontifes, s'attribuent tout pouvoir d'enseigner & de prêcher, sans » vouloir se reconnoître soumis, ni » au Recteur, ni à l'Université. On a » confirmé l'interdit prononcé contre » eux de l'avis des députés ordinaires, » & on a résolu de présenter requête au » parlement en prenant conseil de nos » avocats. »

Les Jésuites gagnèrent l'Université de vitesse, & s'étant pourvus au par-

Requête des
sujets à
l'université.
*Hist. Un.
v. T. I.
524. 525.*

lement ils obtinrent un arrêt, qui les maintenoit provisoirement dans la possession où ils s'étoient mis de faire des leçons publiques. En cet état ils présentèrent à l'Université une requête très bien faite, d'une bonne latinité, d'un style modeste & respectueux, demandant qu'elle consentît comme une mère pleine de bonté à les reconnoître pour ses enfans. Sur les conditions auxquelles ils souhaitoient être reçus, ils s'expliquoient de la manière la plus propre à lever tous les obstacles. » Nous déclarons, disent-ils, » que notre institut ne nous permet » point d'aspirer aux dignités ni aux » autres bénéfices ecclésiastiques, ni » de tirer de nos travaux aucun salaire, aucun profit purement temporel. Ainsi nous renonçons au droit » de nominations & de grades, & à » tous les privilèges qui regardent cet » objet. Nous renonçons même, quoi- » que notre institut ne nous y oblige » pas, à toutes les magistratures académiques, au rectorat, aux dignités de chancelier, & de procureur de la Nation à laquelle chacun de nous se trouvera appartenir. Et en nous désistant de toute prétention

» aux magistratures , notre dessein
 » n'est pas de nous soustraire à leur
 » obéissance. Nous promettons à M. le
 » Recteur & aux autres magistrats de
 » l'Université toute l'obéissance *qui*
 » *leur est due.* Nous nous engageons
 » aussi à observer , *en choses licites &*
 » *honnêtes* , les statuts de l'Université ,
 » & des Facultés dans lesquelles nous
 » serons admis. En un mot , nous nous
 » acquitterons envers M. le Recteur
 » & envers l'Université de tous les de-
 » voirs & témoignages de soumission ,
 » *qui peuvent compatir avec notre insti-*
 » *tut.* »

Les Jésuites non contents de ces
 protestations générales , entrent dans
 le détail de certaines loix académi-
 ques qu'ils promettent en particulier
 d'observer , » Afin , disent-ils , de
 » s'imposer une plus étroite nécessité
 » d'obéissance. » Ils s'engagent à pren-
 dre les degrés avant que d'enseigner ,
 & à présenter à l'examen de l'Uni-
 versité ceux d'entre eux qui auront
 fait ailleurs leur cours d'études ; à ne
 point admettre à leurs leçons les éco-
 liers des autres collèges , après les
 semestres de la S. Remi & de Pâques
 commencés , à moins qu'ils ne leur

apportent une permission du professeur qu'ils quitteront ; à aller aux processions de l'Université , & à y envoyer quelquesuns de leurs disciples , comme il se pratique de la part des autres collèges.

Ils terminent leur requête par ces paroles pressantes & touchantes :
 » Nous vous supplions donc , par la
 » charité dont vous faites profession
 » envers la république Chrétienne , &
 » envers tous ceux qui désirent con-
 » courir au progrès & à l'avancement
 » des Lettres , de vouloir bien nous
 » recevoir , nous & nos disciples , sous
 » vos ailes & dans votre sein , comme
 » des enfans très chers. Nous conjurons
 » votre sagesse de ne pas per-
 » mettre que ceux qui se sont écartés
 » de la Foi catholique , se réjouissent
 » plus longtems de nos disputes , &
 » en tirent avantage ; mais au con-
 » traire de consentir , suivant le vœu
 » de tous les gens de bien , qu'il
 » nous soit permis de combattre sous
 » vos ordres contre les attentats im-
 » pies des ennemis de la Religion
 » que vous avez toujours défendue , &
 » de nous enrôler pour cette guerre
 » sainte comme des soldats du dernier

«rang, qui défirent vous avoir pour capitaines & pour chefs. »

Cette requête , si adroite & si infinuante , n'applanit pas néanmoins toutes les difficultés. L'Université sentoît bien que l'obéissance qu'on lui promettoit , étoit restreinte , & que la réserve des loix de leur institut autorisoit les Jésuites à secouer le joug de toutes les loix académiques qui ne leur conviendroient point. D'ailleurs la conduite ne répondoit nullement en eux aux protestations verbales de soumission. Ils s'étoient mis en possession d'enseigner sans le consentement de l'Université , & ils s'y maintenoient malgré elle. Ainsi elle ne prenoit nulle confiance en leurs discours : & elle avoit raison , si l'on doit juger de leurs sentimens par une lettre que l'un d'entre eux écrivoit dans ce tems-ci même à un de ses confrères en province , pour lui rendre compte de l'état de leur collège de Paris.

Ce Jésuite , nommé Edmond Hai , attribue dans sa lettre la résistance qu'éprouvoit la société , à l'amour du gain & à l'envie. Après avoir exposé avec complaisance les exercices qui se pra-

Lettre du J.
suite Ed-
mond Hai.
*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 588. 589*

tiquoient actuellement dans le col-
 lège de Clermont , il ajoute : » Ces
 » exercices ont l'approbation de tous
 » les gens de bien : mais ils déplai-
 » sent beaucoup à ceux que la détesta-
 » ble soif de l'or gouverne plus que
 » l'honneur de Dieu & le salut des
 » ames : & le nombre en est ici très
 » grand. Cette espèce d'hommes nous
 » fait la guerre , avec plus d'audace
 » néanmoins que de succès. Nous es-
 » périons que bientôt l'Université se
 » verra dans le cas de nous adopter ,
 » ou de gré ou de force. » Voilà
 pour la cupidité. Voici l'envie. » Un
 » très grand nombre d'écoliers accou-
 » rent en foule à nos leçons , sans que
 » les principaux des autres collèges
 » puissent les en empêcher. C'est ce
 » qui a donné lieu à plusieurs assem-
 » blées , qui se sont tenues dans l'Uni-
 » versité durant le cours de ce mois
 » de Février : & là il s'est élevé de
 » grandes clameurs contre nous. Sans
 » employer les mêmes termes , au
 » moins avec les mêmes sentimens
 » qu'avoient autrefois les envieux de
 » la gloire de J. C. on a crié souvent :
 » *Vous voyez que nous n'y gagnons*
 » *rien : tout le monde court après eux....*

» Nous avons lieu d'espérer qu'avec le
 » secours de J. C. peu à peu nous pren-
 » drons le dessus de l'envie, & qu'enfin
 » nous la vaincrons entièrement. »

L'Université n'eut pas sans doute ^{Les Jésuites} communication de cette lettre : mais ^{mandés & interrogés} elle présu-
 moit que telle étoit la façon ^{le Recteur} de penser des Jésuites en général, & ^{donnent} elle soutint avec fermeté la résolu-
 tion qu'elle avoit prise contre leur ^{réponses} société. Le quatorze Février 1565 le ^{Hist. U} Recteur ^{Par. T.} rendit un décret, par lequel ^{p. 585}
 il les citoit à se rendre aux Maturins :
 le dix-huit, pour répondre à la ques-
 tion s'ils étoient religieux de la so-
 ciété de Jesus ou séculiers, & recevoir
 en conséquence la réponse à leur re-
 quête. Ils vinrent, & voici le procès-
 verbal des interrogations qui leur fu-
 rent faites, & de leurs réponses.

D. Etes-vous séculiers, ou régu-
 liers, ou moines ?

R. Nous sommes en France tels que
 le parlement nous a nommés, c'est-
 à-dire, la société du collège que l'on
 appelle de Clermont.

D. Etes-vous réellement moines,
 ou séculiers ?

R. Il n'appartient point au tribunal
 devant lequel nous comparoisons ici,

278 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de nous faire cette question.

D. Etes-vous en effet moines, réguliers, ou séculiers ?

R. Nous avons déjà répondu plusieurs fois. Nous sommes tels que le parlement nous a nommés : & nous ne sommes point tenus de répondre.

D. Vous ne donnez point de réponse sur le nom. Sur la chose vous dites que vous ne voulez point répondre. Le parlement vous a défendu de prendre le nom de Jésuites, ou de société du nom de Jésus.

R. La question de nom nous importe peu. Vous pouvez nous citer en justice, si nous prenons un nom qui nous soit interdit par arrêt.

Voilà tout ce qu'il fut possible au Recteur de tirer des Jésuites. On badina beaucoup dans le public sur leur réponse, & sur les termes Latins *tales quales*, qu'ils avoient par deux fois répétés. Au fond cette réponse étoit sage. Ils ne pouvoient nier qu'ils fussent religieux sans démentir leur vœu, & de plus sans s'exposer à perdre le legs de l'évêque de Clermont, qui étoit fait *aux religieux de la société de Jésus*. D'un autre côté ils ne pouvoient pas non plus se dire reli-

gieux , puisqu'ils avoient été approuvés par le colloque de Poissi & reçûs par le parlement , *par forme de société & collège seulement , & non de Religion nouvellement instituée.*

L'Université sentoit bien l'embaras où elle les jettoit par la question qu'elle affectoit de leur faire : mais elle avoit , pour en user ainsi , une raison tirée de sa propre constitution. S'ils étoient séculiers , ils pouvoient être admis dans toutes les Facultés. S'ils étoient réguliers & moines , ils ne pouvoient entrer que dans la Faculté de Théologie. S'ils étoient réguliers sans être moines , les Facultés de Théologie & de Décret pouvoient leur être ouvertes. Ainsi il falloit de toute nécessité que l'Université connût leur état & la nature de leur profession , avant que de délibérer si elle devoit les admettre. Sur le refus de répondre nettement, elle réitéra contre eux son décret d'exclusion absolue : décret d'autant mieux fondé , que suivant l'observation qu'elle fait elle-même dans un écrit qui fut publié alors , *L'Université admet le concile par dessus le pape , comme l'Eglise Gallicane : par quoy elle ne peut recevoir*

société ny collège , tel soit-il , qui mette le pape par dessus le concile. Ce décret portoit même défense à tout écolier d'aller prendre les leçons des Jésuites , sur peine de privation de tous les droits & privilèges de la scholarité.

La contesta-
tion se lie au
parlement.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 590-592.*

Les Jésuites ne pouvant engager l'Université à les agréer , se disposèrent , suivant le plan annoncé par la lettre de leur confrère Edmond Hai , à tirer d'elle par la force ce qu'elle ne vouloit pas leur accorder de bonne grace. Ils recoururent au parlement par une nouvelle requête , dans laquelle en exposant les faits ils n'oublièrent pas la permission qui leur avoit été donnée par le Recteur Julien de S. Germain. Sur leur requête ils obtinrent un arrêt de défense , qu'ils firent signifier dans les derniers jours de Février à Michel Marefcot , alors Recteur de l'Université. Ce Recteur fit une réponse courte , acceptant le défi , promettant de comparoître au parlement , & observant d'avance que la permission dont les Jésuites se targuoient , avoit été donnée sans le consentement du corps. La guerre fut donc déclarée , & l'on se pré-

para des deux côtés au combat.

L'Université, chose singulière, fut L'Université prend pour avocat Etienne Pasquier. embarrassée à se choisir l'avocat qu'elle chargeroit de sa cause. Elle en avoit Hist. Un. Par. T. V. p. 592, 593 Pasquier Rech. l. III c. 43, & Lettres, l. I p. 24, & l. XXI. quatre, qui sont nommés dans la conclusion du dix-sept Mars, Monthon, qui fut depuis garde des sceaux, Choart, Chauvelin, & Chippart. Mais le premier avoit servi les Jésuites de ses conseils. Choart étoit suspect, parce que son beau-père se montrait dévoué aux Jésuites. Chauvelin & Chippart avoient aussi signé pour eux dans quelques occasions. Pasquier en nomme un cinquième, savoir Ramat, qu'il dit avoir été d'un * esprit *visqueux*, c'est-à-dire apparemment, attaché à ses idées & peu capable de s'en déprendre. Ces sortes de caractères, quand ils se sont une fois écartés du droit chemin, plus ils avancent, plus ils s'égarent. Une circonstance fortuite offrit à l'Université un avocat, auquel personne ne pensoit, & qui n'y pensoit pas lui-même.

Etienne Pasquier, jeune alors & médiocrement employé au barreau,

* Pasquier l'appelle ailleurs *homme pétulant*. Dernière lettre, adressée à son curé.
Lettres, l. XXXII, l.

182 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
avoit eu occasion trois ans auparavant
dans un tems de loisir forcé, de
connoissance avec deux docteurs
Théologie, Béguin grand maître
collège du cardinal le Moine, &
Vasseur principal du collège de Re
Il les avoit fréquentés beaucoup
durant trois mois, & je ne puis m
pêcher de remarquer ici ce qu'il
conte lui-même des entretiens
eut avec eux. » Nos propos, di
» estoient ores de la sainte Écrit
» ores de la Philosophie, & ore
» l'Histoire, qui n'estoient pas p
» esbats. » Heureux goût, que ce
qui plaisent de pareils *ébats* ! S'il
loit y joindre quelque divertisse
moins sérieux, car cette compagn
s'assembloit que pour l'amusemen
n'étoient point des jeux sédentaire
ruineux : on jouoit aux quilles ou
boule. Les deux docteurs conç
une grande estime du jeune avocat
lorsqu'ils virent l'Université em
rassée pour le choix d'un défenseu
sa cause contre les Jésuites, ils se
souvinrent de Pasquier. Ils le pr
férent : il fut accepté : & cette
doirie fut le commencement de sa
puration & de sa fortune,

Il se trouva, par une rencontre fort avantageuse, que Pasquier étoit mieux portée, qu'aucun autre avocat, de laider la cause dont on se chargeoit, arce qu'il étoit mieux instruit de institut des Jésuites. Il avoit eu plusieurs années auparavant une conversation à la campagne avec Pasquier trouet, l'un des premiers disciples de Ignace : & comme il étoit curieux d'apprendre, il avoit fait bien des questions au Jésuite sur sa compagnie naissante, sur les loix par lesquelles elle se gouvernoit, sur les différens ordres de personnes qui la composent, sur leurs vœux, tant simples que solennels. Pour ne point perdre ce qu'il avoit recueilli de cette conversation, Pasquier en dressa un mémoire par écrit, qu'il ne destinoit à aucun usage particulier, mais qui lui vint bien à propos dans l'occasion dont il s'agit ici.

L'affaire fut plaidée avec un très grand éclat. Les Jésuites avoient pour eux les exécuteurs testamentaires de l'évêque de Clermont : du côté & en faveur de l'Université intervinrent les prévôt des marchands & échevins, l'évêque & les curés de Paris, le cardi-

184 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 nal de Châtillon conservateur a
 lique, les chanceliers de Notre-
 & de sainte Geneviève, & les g
 neurs des pauvres de Clermont,
 à-dire, les administrateurs des
 destinés à soulager les pauvres
 ville de Clermont en Auvergn
 supposé que le legs fait aux J
 devint caduc, prétendoient sans
 en profiter pour l'œuvre do
 avoient l'intendance. Toutes c
 ties différentes avoient chacun
 avocat : mais les principaux a
 furent Verforis, qui plaidoit p
 Jésuites, & Pasquier pour l'U
 siré.

Ruse de Ver-
 foris, avocat
 des Jésuites.

Hist. Un.
Par. T. VI.
 p. 604.

Verforis, à qui il convenoit c
 ler le premier comme demar
 employa une ruse, que Pasquier
 de nouveau style & d'usité a
 Après avoir fait l'éloge de la
 profession de ses parties, il
 tenta de réciter le contenu d
 requête, & conclut sans expo
 moyens. Son but étoit d'emba
 son adversaire, en ne fournissant
 matière à son plaidoyer. » Car
 » réponse sçaurions-nous dom
 » Pasquier, à celui qui ne nou
 » bat d'arguments? »

ocat de l'Université imita la ^{Plaidoyer de} ^{Pasquier.}
té & la franchise de ceux pour
arloit. » J'estime au rebours ^{Hist. Un.} ^{par. T. V L.}
is, disoit-il à Verforis, que le ^{p. 604} ^O
quel artifice dont je puisse user ^{1899.}
lieu, est de ne point user d'ar-

» Il étala tous ses moyens,
pose lui-même en abrégé dans
roit de ses Recherches. » Par ^{L. III. c. 43.}
plaidoyer, dit-il, je remonstray
fession anormale qui se trouvoit
x, le jugement que la Faculté
rbonne en avoit fait dix ans
avant, l'opposition deslors for-
par M. le procureur général
rd à leur réception, que leur
contrevenoit du tout au nostre,
les nourrissans au milieu de
, c'estoit y introduire un schis-
& encore autant d'espies * Es-
bles, & ennemis jurez de la
e, dont nous sentirons les ef-
u premier remuement que le
eur du temps nous pourroit
ter. »

e expression, *leur vœu contre-*
nostre, a quelque chose d'obf-
'explication en est bien nette

Hist. Un.
 17. 7. Pl.
 627.

« dans le plaidoyer. Pasquier parle au
 « aux juges. » Ne considérez-vous point
 « Messieurs, combien il importe à
 « France que vos enfans ne soient
 « nourris avec eux ! On leur lit que
 « ques livres d'Humanité & de Philo-
 « sophie : mais cependant on leur
 « enseigne parmy cela toutes propo-
 « sitions contraires à l'Ordre hié-
 « rarchique, tant de nostre Religion que
 « d'Etat ; & à peu dire on en fait une
 « pépinière pour estre ennemis du
 « Roy, quand les occasions s'y pré-
 « senteront. »

p. 626.

Pasquier taxe aussi les Jésuites
 cupidité, & au reproche qu'il leur
 fait, il oppose l'éloge de la pauvreté
 de leurs adversaires. » Dois-je approu-
 « ver la libéralité, dit-il, de ne prendre
 « un sol pour l'entrée de vostre collège
 « & néanmoins vous estre redevables
 « riches en dix ans de cent mille escus
 « Où est le collège de toute nostre
 « Université, qui soit parvenu depuis
 « deux cens ans à telles richesses ? »

Il insiste beaucoup dans tout son
 discours sur les inconvéniens qui résul-
 tent de l'établissement des Jésuites
 en France, & sur les maux que
 le royaume en souffrira. Il exhorte pu-

samment les magistrats à prévoir ces
 maux, & à les prévenir. & il proteste
 en finissant que pour lui au moins il
 jouira de la satisfaction de n'avoir au-
 cun reproche à se faire sur cet arti-
 cle. » Que si toutes ces remonstrances
 » ne vous émeuvent, dit-il aux magi-
 strats devant qui il parle, » nous
 » appellons pour conclusion de nostre
 » plaidoyer Dieu à témoin, & pro-
 » testons devant le monde, que nous
 » n'avons failli à nostre debvoir, afin
 » que si les choses prennent * autre
 » trait qu'à point, pour le moins la
 » postérité cognoisse que ce siècle n'a
 » été dépourveu d'hommes, lesquels
 » ont de longue main & comme d'une
 » eschauguette prévu la tempeste fu-
 » ture. Et espérons que par mesme
 » moyen il sera trompette aux oreilles
 » de nos survivans, que tout ainsi que
 » cette grande Université est la pre-
 » mière de toute la France, voire de
 » tout l'univers, aussi ne fut-elle onc-
 » ques lassée, comme encore ne se
 » lassera jamais, de combattre toutes
 » sortes de sectes & novalitez, pre-
 » mièrement pour l'honneur & soute-

*Hist. V.
 Par. T. 3
 p. 629.*

* Autre issue qu'il ne conviendrait.

158 HISTOIRE DE L'UNIVERSI

» nement de Dieu & de son
» puis pour la majesté de nost
» ce , & finalement pour le
» tranquillité de l'Estat. »

Réplique de
Verforis.

Hist. Un.
Par. T. V L.
p. 593
1699.

Verforis eut la réplique , ce
l'avoit souhaité. Il se plaignit
trop grande véhémence de son
frère : & il avoit raison. Pas-
point assez ménagé les termes
en reçut quelques reproches de
même de l'avocat général.

Verforis attribue les déma-
r. 594. 598. l'Université contre les Jésuites
à tout le corps , qu'à Ramus
Gallandius. En cela il sert sa
plus qu'il ne respecte la vérité.
université avoit certainement un
intérêt & de puissans motifs , pour
pêcher l'établissement de la so-
ciété. Il est vrai que Ramus
landius étoient des plus ardens
comme leur penchant pour

* Il s'agit ici de Guil-
laume Galland , qui étoit
l'un des députés de l'U-
niversité dans l'affaire des
Jésuites , (p. 593.) &
qui trois ans auparavant
s'étoit joint avec Ramus
& Charton , comme je
l'ai rapporté ci-dessus ,
dans une démarche fa-

vorable au P.
me. Bayle , di-
gionnaire , ar-
not. P , a con-
laume Gallan-
re son oncle
fondement sur
un mauvais pi-
quier.

niennes étoit connu ; leurs
dans l'affaire la décrédit-
rès des juges , zélateurs de
Catholique.

gie du nom de *société de* Hist. Un.
par. T. VI.
p. 609.
par ceux que défend Ver-
à couleur de vraisemblance.

ent , dit l'avocat , user du
été du collège de Clermont ,
s maisons fondées pour eux
le leur bienfaiteur. Il faut
un nom commun : & quel
ent-ils prendre , que celui
t leurs confrères dans tou-
res parties du monde , &
été donné par le pape , &
par les conciles , rois , &
le raisonnement à sans dou-
orce. Mais le colloque de
parlement leur avoient dé-
prendre le nom dont il
Verforis passe prudemment
à cette objection.

es avocats des parties , l'a- Plaidoyer du
oi , Baptiste * Dumefnil, fut l'avocat du
roi , & ses
conclusions.

rat est un | son éloge dans l'Histoire
ent exercé | de M de Thou, l. XLVI, p. 630
ublic avec | & sa vie a été écrite par *seqq.*
réputation | Antoine Loisel , & im-
& de zèle | primée parmi les opus-
du roi & | cules de ce célèbre avo-
On trouve | cat.

290 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
entendu. Il dit quelques mor-
geans pour les Jésuites : mais
l'Université à pleine bouche ,
noissant en elle le droit de de-
à être ouïe même " en causes
" nantes l'Etat public de ce ro-
" Auquel cas , ajoura-t-il , est
" tenu & tenoit de tout temps
" lieu, degré, & prérogative
" neur ; non seulement en ce ro-
" mais aussi envers l'étranger, &
" mement la Faculté de Thé-
" gie , dont la réputation & au-
" avoit toujours été merveilieu-
" célèbre. "

Hist. Un. Il observa & approuva les m-
Par. T. VI. de l'Université par rapport au-
p. 619. liers , que son premier vœu a été
de ne point recevoir de
corps , ou , si elle y est forcée
circonstances , de les assujettir
conditions qui les empêchent
galer aux séculiers : & sur ce-
tière il cite avec éloge Guillai-
S. Amour.

p. 643. Les conclusions de l'avocat g-
tendoient à concilier deux ob-
paroïssoient se combattre dan-
cause , l'accomplissement des
tions de l'évêque de Clermont

loix de l'Université. Il vouloit que des deniers légués par l'évêque fût établi dans Paris un collège, dont le principal & le procureur seroient séculiers; où l'on eleveroit douze pauvres étudiants pendant sept ans; & où seroient aussi reçus six boursiers de la nouvelle société, qui pendant le cours de dix ans pourroient y faire leurs études, prendre des degrés en l'Université, & même régenter sous l'autorité du principal.

On conçoit bien que cet arrangement n'eût pas convenu aux Jésuites. L'affaire est appointée. Il ne fut point adopté. Ces pères Hist. Un. Par. T. VI. p. 646. avoient de grands protecteurs, & le plus brave sollicitateur que l'on eût vû de mémoire d'homme au palais, suivant le témoignage de Pasquier. Ce Lettres, l. XXI. 1. sollicitateur étoit Caigord, Jésuite. Entre leurs protecteurs on peut compter Christophle de Thou premier président, & Gilles Bourdin procureur général. La haute probité du premier président de Thou ne permet pas de penser qu'il ait écouté la voix de la faveur au mépris de la justice. Mais le zèle décidé des Jésuites contre les nouvelles hérésies les lui rendoit précieux,

192 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

& il crut servir la Religion en leur rendant service. Le fait est que l'affaire fut appointée, toutes choses demeurant en état. » C'estoit un coup fourré, dit Pasquier. » Car ils ne furent pas » incorporez au corps de l'Université, » comme ils le requéroient : mais » aussi estans en possession de faire » lectures publiques, ils y furent contrainuez. »

*Lett. I^{re}. 24.
XXI. 2.*

Rang honorable que tient l'avocat de l'Université plaident au parlement.

Pasquier, Rech. l. I^{re}. s. 26.

Je ne dois point oublier une circonstance honorable pour l'Université dans cette plaidoirie. L'avocat des Jésuites s'étoit placé au barreau des pairs, qui est du côté des conseillers laïcs. Pasquier prétendit que son confrère usurpoit une place qui ne lui convenoit pas, & il la revendiqua. Verforis ne voulant point céder, la contestation fut jugée par arrêt rendu sur le champ, qui ordonna que l'avocat des Jésuites désemparerait le barreau des pairs, & le laisseroit à l'Université.

Reconnoissance de l'Université envers son avocat.

Après le jugement, l'Université, quoiqu'elle n'eût pas réussi selon ses vœux, n'en fut pas moins reconnoissante envers son avocat. Elle lui envoya plusieurs escus dans une bourse de

de velours. Pasquier étoit généreux & *Lettr. XXI*
plus curieux d'honneur que d'argent. ^{1.}

Il refusa la bourse en disant » ja à
» Dieu ne plaife , que je fasse cette
» faute. Je veux que l'Université sça-
» che que je suis son nourrisson , &
» comme tel , m'estimeray très honoré
» de lui faire très humble service, tout
» le temps de ma vie. » L'Université
voulut au moins manifester ses senti-
mens pour un avocat qui l'avoit si bien
défendue , & dont le cœur étoit si no-
ble. Elle ordonna que tous les ans ,
tant qu'il vivroit , on lui porteroit
deux cierges pour le jour de la Chan-
deleur. Pasquier accepta avec joie cette
récompense d'honneur : & plusieurs
années après il écrivoit qu'aucune des
pensions que lui faisoient divers sei-
gneurs , dont il étoit avocat , ne le
flattoit autant , que le cierge donné
par l'Université ; & qu'il s'en faisoit
gloire parmi ses confrères.

Au moyen de l'appointement or-
donné par le parlement , la guerre *Députat^{on}*
demeuroit ouverte entre l'Université *de l'Unive*
& les Jésuites. L'arrêt avoit été rendu *sité au prin*
au mois d'Avril 1565 , & je vois que *de Condé.*
le douze Mai , l'Université , dans une *Hist. Un*
députation au prince de Condé , le *Par. T. V*
p. 649.

pria de faire enforte » ^a que par sa
 » prudence & par les conseils fussent
 » chassés ces Jésuites , obstacles très
 » nuisibles aux études publiques. » Le
 prince , chef des Protestans de France , n'eût pas sans doute mieux demandé. Mais l'entreprise passoit son pouvoir ; & l'Université gâtoit son affaire , en recourant à une protection si justement suspecte.

Faits moins
 intéressans.

Hist. Un.
par T. VI.
p. 649 &
650.

Jean Finé, fils du fameux Oronce, professeur royal en Mathématiques, fut Recteur pendant le dernier trimestre de cette année 1563. Son rectorat & le suivant nous fournissent peu d'objets capables d'intéresser.

De petites affaires concernant le Pré aux Clercs , ne méritent pas de nous arrêter,

L'administration des chapellenies dépendantes de l'Université , se faisoit avec beaucoup de négligence. On prit des mesures pour remédier à cet abus : & entre autres réglemens il fut dit que les chapelains se présenteroient tous les ans au synode du Recteur : ce qui avoit déjà été ordonné 60 ans auparavant, & se pratique encore aujourd'hui.

^a Ut illius prudentiâ & consilio isti Jesuitæ, publicorum studiorum remota, exturbarentur.

Ramus, qui, à la faveur de l'édit de pacification, jouissoit alors de tous ses droits dans l'Université, en fit dans les mêmes tems un très digne usage en rapport à la discipline des chaires royales. Car ce personnage, que l'on peut excuser de témérité dans son caractère & dans ses projets, d'amour pour les nouveautés, d'attachement au parti de l'hérésie, avoit d'ailleurs d'excellentes qualités : pénétration & force d'esprit, activité & persévérance dans le travail, étendue & variété de connoissances, zèle sincère & ardent pour le bon ordre dans les écoles publiques & pour le progrès des études. Ce sont ces louables dispositions qui le guidèrent dans les démarches que je vais rapporter.

Pascal Duhamel, successeur d'Oronce Finé dans la charge de professeur royal en Mathématiques, étant mort vers l'automne de l'année 1565, nommé Dampestre, homme aussi plein d'ardeur pour s'avancer que dépourvu de * mérite, se hâta de solli-

Loi de l'examen imposée à ceux qui aspirent aux chaires royales, sur les sollicitations de Ramus.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 650--653.

Remontrance de Ramus au conseil privé.

Pentens du mérite propre de la place qu'il suivoit. Car d'ailleurs Dampestre n'étoit point ignorant. Il cultivoit la Poésie Latine, suivant le témoignage de Scévole de sainte Mar-

citer la place vacante, & l'obtint. Ramus, qui étoit alors doyen des professeurs royaux, connoissant l'insuffisance de son nouveau collègue, lui remontra les difficultés de la science qu'il entreprenoit de professer. Réellement les Mathématiques dans ces tems-là pouvoient se comparer presque à une espèce de magie renfermée entre un très petit nombre de personnes : & Ramus est un de ceux qui ont le plus contribué à les tirer de ce secret mystérieux, & à en répandre la connoissance. Il proposa donc à Dampestre d'enseigner Euclide, qui contenant les élémens des Mathématiques est * l'entrée nécessaire pour tous les commençans, & qui d'ailleurs ne peut absolument être expliqué que par un homme qui entende la matière. Dampestre n'y entendoit rien : mais couvrant son ignorance d'un style de présomption, il répondit que les élémens étoient faciles aux petits enfans, & qu'il ne falloit pas s'amuser

che, & il s'appliqua avec succès à la jurisprudence. *Sammarth. Elog. l. I. p. 28.*

* Depuis le tems dont il s'agit ici, on a com-

posé un nombre infini d'Elémens de Mathématiques, dans un ordre même plus méthodique que ceux d'Euclide, mais roulans sur les mêmes objets.

ine pareille bagatelle. Ramus insista sur son succès. Le nouveau professeur reprit d'expliquer la sphère céleste, semblable, dit Ramus, à une maison qui voudroit commencer à bâtir la maison par le faite. Ramus n'avoit pas de caractère à lâcher prise. Il porta l'affaire au parlement, qui donna que Dampestre seroit tenu de se faire examiner. Et afin qu'il ne restât aucune ressource pour s'en dispenser, Ramus écrivit encore avec beaucoup de véhémence au roi, à la reine, au cardinal de Châtillon, à l'évêque de Valence Jean de Montmor, & à tous les seigneurs du conseil du roi, & il obtint „ une belle ordonnance, dit-il, datée du vingt-quatre de Janvier 1566, par laquelle le roy commande que Dampestre, & généralement tous autres venants aux leçons royales, soient examinés publiquement par tous les autres lecteurs. »

Dampestre fut déconcerté : & pour tirer tout d'un coup d'embarras, il vendit sa chaire, si nous en croyons les historiens, à un homme encore plus ignorant que lui en Mathématiques, mais aussi plus habile dans la con-

198 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
duite d'une affaire , & qui savoit joindre la ruse à la méchanceté. C'étoit Jacques Charpentier , docteur en Médecine , qui avoit longtems professé la Philosophie dans l'Université , ancien ennemi de Ramus , contre lequel il avoit défendu avec chaleur la cause d'Aristote. Il donna un premier trait de son adresse , en faisant insérer dans ses provisions l'enseignement de la Philosophie & des Mathématiques , quoique celui à qui il succédoit , n'eût eû que le dernier de ces deux départemens. Mais Charpentier , fort habile dans la Philosophie de l'école , & profondément ignorant en Mathématiques , croyoit trouver dans cette jonction le moyen de se sauver.

Il se trompa. Ramus étoit zélé pour l'étude des Mathématiques , & d'ailleurs vigilant adversaire. Il commença par lui proposer l'examen , conformément à l'arrêt du parlement & à l'ordonnance du roi. Charpentier répondit fièrement à Ramus , „ je vous „ examinerois vous-même : „ & il refusa de se soumettre à une épreuve , au-dessus de laquelle il prétendoit être fort élevé. Ramus recourut & au roi & au parlement. Au parlement les

deux adverfaires plaidèrent eux-mêmes leur caufe avec toute l'animofité poffible. La force des raifons étoit indubitablement du côté de Ramus. Mais Charpentier avoit la reflource d'une adrefle non commune. Il perfuada que l'on devoit des égards à un homme qui , comme lui , avoit fa réputation faite , quoique ce fût en un autre genre de favoir que celui dont il s'agiffoit. Il promit que dans trois mois il fe rendroit capable de profefler les Mathématiques , & on l'en crut fur fa parole. Il fut donc admis par provifion , & difpensé de l'examen , dans le tems qu'on l'ordonnoit pour tous ceux qui viendroient après lui. Le jugement fut prononcé le onze Mars.

Les démarches de Ramus auprès du confeil du roi opérèrent auffi un règlement , mais pour l'avenir , & fans qu'il en réfultât aucun défagrément pour Charpentier. Le roi par lettres patentes données à Moulins le huit Mars 1566 , ordonna que lorsqu'une place de professeur royal viendrait à vaquer, toutes les Universités fameufes en feroient averties , & que l'on établirait un concours entre tous ceux qui

se présenteroient , afin que le roi choisît parmi les contendans , suivant le rapport du doyen & des autres professeurs , celui qui auroit été jugé le plus capable.

Charpentier se mit donc en possession de la chaire royale. Mais il s'en acquitta si mal , que Ramus crut avoir matière suffisante pour le citer de nouveau devant le conseil du roi , & pour demander qu'il fût examiné. Il obtint audience , & fit sa * remontrance sur ce sujet au conseil privé, en la chambre du roi au Louvre , le dix-huit Janvier 1567.

De tous les reproches qu'il alléguoit contre Charpentier , je n'en citerai qu'un seul. Le nouveau professeur avoit choisi pour matière de ses leçons l'ouvrage d'Alcinoüs , philosophe Platonicien , où se trouvent mêlées des propositions philosophiques & mathématiques. Il expliquoit les premières : & n'entendant pas les autres , il les décrioit , & affectoit de les mépriser , comme vaines & inutiles abstractions. » Voilà , dit Ramus , le langage de

* Cette remontrance , qui a été imprimée dans le tems , est un monument curieux pour l'histoire des commencemens du collège royal.

» ce grand Mathématicien , . . . blas-
 » mant par une licence effrontée les
 » disciplines , dont toutesfois il veut
 » avoir les gaiges. Homme esperdu ,
 » quel langage est - ce là ? Monter en
 » la chaire mathématique pour vili-
 » pender les Mathématiques ? pour en
 » dégouter la jeunesse ? Messieurs , ce
 » n'est pas seulement ignorance qui
 » luy fait jouer ce roulet : c'est une
 » malicieuse ignorance. Affin que l'on
 » ne luy demande les élémens des
 » Mathématiques , il dit que cela est
 » totalement inutile. Mais voire Dam-
 » pestre ne vint jamais à se desborder
 » jusques-là : & croy que jamais hom-
 » me ne blasma la science dont il vou-
 » lut faire profession. » Il ne paroît pas
 que Ramus ait réussi. Charpentier se
 maintint contre tant d'attaques redou-
 blées : & peu d'années après il lava
 dans le sang de son ennemi , comme
 j'aurai soin de le remarquer , les in-
 jures qu'il prétendoit en avoir reçues.

Une contestation , qui s'éleva en Droit
 cette année 1566 par rapport au rang préséance
 que doit tenir le Recteur dans les col- Recteur d
 lèges , mérite quelque discussion. Je toute l'u
 dis dans les collèges. Car il est en pos- versité.
 session incontestable de présider , & Hist. U
par. T. I
p. 634.

d'occuper la première place dans l'assemblée de toute l'Université, dans l'assemblée de la Faculté des Arts, & au tribunal académique composé des chefs des sept compagnies. D'un autre côté il ne prétend point à la présidence dans la Nation dont il est membre, & s'il y vient, on lui défère seulement l'honneur d'opiner le premier. Dans les autres Nations, dans les Facultés supérieures, il est en droit de se présenter, & de proposer ce qu'il juge convenable. On l'y reçoit avec respect, mais le président ne se déplace point, & le Recteur ne tient dans la séance que la seconde place. Tout ce cérémonial est réglé sans difficulté. Mais dans les collèges le Recteur est-il en droit de prendre la place d'honneur au-dessus du principal, ou du chef de la maison? C'est de quoi il étoit question dans le cas dont je veux parler. Nicolas Mussemble, qui étoit membre du collège du cardinal le Moine, ayant été élu Recteur le dix Octobre, prétendit occuper la première stalle du chœur dans la chapelle de ce collège, & par conséquent déplacer le grand maître, qui résista, & garda sa place. Le Recteur porta ses

plaintes à l'assemblée, soit de l'Université, soit de la Faculté des Arts : (car Duboullai ne s'explique point suffisamment) & le grand maître se défendit en déclarant qu'il étoit très disposé à honorer le Recteur, mais non au préjudice de ses droits propres : & que la séance dans laquelle il s'étoit maintenu, lui appartenoit par le titre de sa charge. Il allégua en confirmation l'exemple des Procureurs des Nations, qui à la tête de leur compagnie assemblée président le Recteur. L'affaire parut demander un examen sérieux : & elle fut renvoyée à des députés, qui vraisemblablement la laisserent indécise. Au moins ne trouve-je point de décision.

La querelle se renouvela en 1594 entre Antoine Fayer, bachelier en Théologie de la maison de Navarre, qui avoit été élu Recteur le 23 Juin, & Adrien d'Amboise, grand maître de cette même maison. Ici le Recteur eut l'avantage. Par une conclusion, que toute l'Université porta le cinq Octobre, & confirma le sept, il fut dit, que dans toute l'étendue de l'Université, dans tous les collèges, & en tous les cas, le Recteur devoit

*Hist. Un.
Par. T. VI:
p. 893.*

4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

prendre le rang d'honneur au-dessus de
s, de quelque dignité & préémi-
nce qu'ils fussent revêtus : & pour
assurer l'exécution de ce décret, on
ordonna qu'il seroit signifié à tous les
principaux des collèges, au grand
maître du collège de Navarre, & à
l'ancien de celui de Sorbonne.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 213. 914.*

Adrien d'Amboise n'étoit pas d'un
caractère facile à se laisser vaincre : &
ayant encore en 1599 un Recteur de
sa maison, il lui disputa les honneurs,
& s'attira un nouvel avertissement de
la part de l'Université, qui lui enjoin-
gnoit d'honorer le Recteur, comme
il y étoit obligé.

Je trouve sur ce fait un mémoire
court, mais instructif, d'un ancien
Recteur, qui me paroît décider le cas
très judicieusement. » J'ai été honoré
» du rectorat, dit l'auteur du mémoire,
» étant principal du collège du
» cardinal le Moine. J'occupois ma
» place de principal dans le chœur, &
» le grand maître la sienne : mais d'ail-
» leurs il me déféroit par tout les pre-
» miers honneurs & les séances les
» plus distinguées. » Cet exemple peut
servir de loi : & je vois que la prati-
que actuelle y est communément con-

forme. Le Recteur ne déplace personne. Mais dès qu'il n'est plus question d'une place affectée au titre, à la dignité, à la fonction actuelle de celui qui l'occupe, comme dans les actes scholastiques en toute faculté, dans les harangues publiques, dans les repas académiques, alors tous les honneurs, toutes les prééminences sont pour le Recteur, & il n'y a ni principal de collège, ni chef de maison, ni magistrat de quelque compagnie de l'Université que ce soit, qui puisse les lui disputer. Seulement le président d'un acte auquel assiste le Recteur, jouit, suivant le principe qui vient d'être établi, du droit d'être apostrophé le premier par ceux qui argumentent.

La Faculté de Médecine au mois d'Octobre 1566, changea la forme de l'élection de son doyen, qui étoit sujette à produire souvent des embarras. J'ai déjà remarqué que la Médecine a toujours conservé plus de liaison & plus d'affinité avec la Faculté des Arts, que ni le Droit, ni la Théologie. Elle en avoit retenu jusqu'à la distribution en Nations, lorsqu'il s'agissoit pour elle d'élire son

Nouvelle

forme pour

l'élection d

le doyen de l

Faculté de

Médecine.

Hist. Un.

Par. T. V.

p. 654. 655.

T. V.

p. 260-261.

206 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
doyen. Ces Nations ne constituoient pas néanmoins dans la Faculté de Médecine des compagnies distinctes ; mais pour l'élection dont je parle , on choisissoit quatre suppôts de la Faculté sortis des Nations de France , Picardie , Normandie , & Angleterre ou Allemagne. Cette police étoit sujette à inconvénient , parce que la Médecine n'avoit pas toujours des sujets de ces quatre Nations. Quand il se trouvoit quelque vuide , on y suppléoit le moins mal qu'il étoit possible. Le vrai remède étoit de prendre un autre arrangement , & d'imiter dans l'élection du doyen ce qui se pratiquoit déjà par rapport à celle des examinateurs pour le baccalauréat. C'est ce que l'on fit ; & voici en deux mots le plan qui fut établi sous le décanat de Simon Piètre , & qui s'observe encore aujourd'hui. Les docteurs qui forment l'assemblée , se partagent également en deux ordres , à raison de la date du doctorat , les anciens & les jeunes. Quand il faut choisir un doyen , cinq électeurs sont nommés , trois de l'ordre des anciens , & deux de celui des jeunes. Ces électeurs , qui reçoivent leurs pouvoirs d'une compagnie infé-

ient jalouse de sa liberté, ne sont
pleinement les maîtres de faire
en qui il leur plaît. Ils doivent dé-
niner trois sujets, deux anciens &
jeune. On met les trois noms dans
un bonnet, & c'est le sort qui décide
de les trois. Celui dont le nom
est le premier, est reconnu doyen.
Cet arrangement est bien entendu,
généralement en ce qu'il attribue une
prérogative à l'antiquité, comme il
est raisonnable, mais sans exclure la
jeunesse, ce qui seroit injuste.

Je vois que dans la conclusion de
la Faculté de Médecine sur la forme
de l'élection du doyen, & dans le
titre même de l'élection qui fut faite
le 1^{er} Novembre 1566, il est parlé
du doyen d'honneur, qui étoit alors
le premier médecin du roi. Ce titre de
doyen d'honneur, peu compatible dans la Fa-
culté de Médecine avec l'esprit du
siècle, n'y subsiste plus aujourd'hui.

La Faculté de Théologie entreprit
dans le même tems l'examen de
la version de la Bible en langue Fran-
çoise par René Benoît, l'un de ses
docteurs, qui y avoit joint des pré-
fats, des sommaires, & des notes.
Elle ordonna le sept Novembre 1566

Doyen
d'honneur.

Version de la
Bible en
Francois par
René Benoît,
censurée par
la Faculté de
Théologie.

D'Argentré,
Coll. jud. de
nov. error.

T. I I.
p. 392-398;
404-411.
425-442. &
533-535.

508 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qu'il en seroit acheté un exemp
& sur le champ les volumes en
distribués à quelques docteurs,
chargèrent d'en prendre une pre
notion. L'idée qu'ils en conçu
ne fut pas avantageuse. Ils cru
trouver, & dans le texte & da
accompagnemens, beaucoup d'e
sions & de façons de penser empr
de la Bible de Genève : & il en
quelque chose. Ainsi sur l'avis
premiers examinateurs, la F
nomma au mois d'Avril suivant
députés en règle, qui visitèrent
gneusement l'ouvrage, qui t
pendant trois mois de très fréq
conférences, où plusieurs proposi
extraites du livre furent discu
fond : & le résultat de leur
fut une censure, dans laquelle
cune des propositions est qualifi
vant qu'elle a paru mériter, av
courte indication des motifs du
ment que l'on en porte. La F
approuva & autorisa cette cens
quinze Juillet 1567, & en
quence elle déclara que l'ouvrag
voit être supprimé.

Il ne faut pourtant pas croire
René Benoît fut un Calviniste

né , qui cherchât à répandre l'erreur
 n l'adouciſſant , & lui prêtant des
 couleurs favorables. C'étoit un Ca-
 nolicque éclairé , qui gémiſſoit des
 abus , & qui en déſiroit la réforme ;
 ui voyoit avec douleur que les Ca-
 nolicques dépourvûs de la connoiſ-
 ſance de la langue Latine fuſſent dans
 la néceſſité , ou de ſe priver de la
 lecture de l'Ecriture Sainte , ou de ne
 lire que dans la traduction infidèle
 des Genevois , traduction d'autant
 plus capable de s'attirer des lecteurs ,
 que le langage en étoit poli , pur ,
 & élégant. Son intention étoit bonne.
 Il eût été ſeulement à ſouhaiter qu'il
 eût uſé de plus de précaution dans l'exé-
 cution , & qu'il ne ſe fût pas mis dans
 le cas d'être obligé de ſ'excuser ſur
 la multitude des affaires qui ne lui
 voient pas permis de veiller aſſez at-
 tentivement à l'édition ; & même ſur
 l'infidélité , vraie ou prétendue , des
 ouvriers , qui ſelon lui avoient inter-
 polé ſon ouvrage en y iſérant des notes
 tirées des Bibles de Genève. On ſent
 aſſez combien de pareilles excuſes ſont
 foibles : & la conduite de Benoît par
 rapport à la cenſure de la Faculté , ne
 fut point nette ni franche. Il ne dé-

210 HISTOIRE DE L'UNIVERS
fendit point d'une manière
son livre , & il ne l'abando
sincèrement. Après en avoir
forcément la censure , il vou
pêcher qu'elle ne fût exécutée
la suppression n'eût lieu. Il pla
cet objet contre la Faculté ,
qu'elle eût alors un grand co
le balançoit par le sien , étant
de tête & de mérite , habile
gien , grand prédicateur , curé
de S. Pierre des Arcis , & en
S. Eustache , soutenu par son
Pierre de Gondi, & par un grand
bre d'amis qu'il avoit dans l
ment. Toutes ces querelles , qu
rent longtems , amenèrent e
décret de la Faculté contre la
de René Benoît. Elle le retra
son corps par jugement pro
premier Octobre 1572.

Les choses n'en demeurèrent
il se fit encore divers actes d
de part & d'autre : l'affaire fi
à Rome , & le pape Grégoire
approuva & confirma par un
trois Octobre 1575 la censu
Faculté. On fait quelles étoie
les agitations, combien violen
les troubles de l'Eglise & du

France. Dans de pareilles circonstances les loix & les jugemens ont peu de force : & René Benoît, qui d'ailleurs ne pouvoit être taxé que d'opiniâtreté, & qui, dans ses sermons & dans les écrits en grand nombre qu'il publia, n'enseignoit ni ne soutenoit aucune erreur, resta tranquille, exclus de la Faculté, mais jouissant de la chaire de S. Eustache, faisant toutes les fonctions ecclésiastiques, & les faisoit avec une grande distinction. Il étoit toujours inviolablement attaché aux droits sacrés de la royauté, & zélé opposant de cette faction puissante, ni, sous le prétexte des intérêts de la religion Catholique, menaçoit de renverser le trône. Les sentimens connus de René Benoît sur cet important objet, firent juger, lorsqu'Henri IV vint à rentrer dans le sein de l'Eglise Romaine, que nul ecclésiastique n'étoit plus propre que lui à instruire le roi, & à conduire à une heureuse fin l'œuvre de sa conversion commencée. Il fut confesseur du roi converti, qui le nomma à l'évêché de Troyes. Mais le pape & le saint-siège de Rome lui refusa constamment des bulles, tant à cause de l'affaire de sa version Françoisise de la

Bible, que surtout en haine de la fermeté avec laquelle il avoit travaillé à hâter l'œuvre de l'absolution du roi, sans prendre les ordres du pape, ni attendre ses lenteurs affectées.

René Benoît étoit dans cette position, lorsqu'en 1598 il devint le plus ancien des docteurs de la Faculté de Théologie, par la mort de Denys Camus doyen. Il se présenta pour le décanat vacant. Mais avant que d'entrer en fonction, il fallut qu'il donnât une déclaration de ses sentimens, & une adhésion nette & précise à la condamnation sur laquelle il se débatoit depuis si longtems. Voici les termes de la formule qu'il lut & prononça lui-même, le deux Avril 1598 en pleine assemblée de la Faculté :

» Je reconnois la Faculté de Théolo-
 » gie de Paris pour ma mère. Je me
 » soumets moi & mes ouvrages à son
 » jugement & à sa censure, mais sur-
 » tout au jugement & à la censure de
 » l'Eglise Catholique, Apostolique,
 » & Romaine, de la foi & des dé-
 » crets de laquelle je déclare ne vou-
 » loir jamais m'écarter, ni par écrit,
 » ni en paroles, ni de quelque façon
 » que ce puisse être. C'est pourquoi,

PARIS , LIV. XI. 213

ici j'ai dit ou écrit quelque
i paroisse combattre sa foi ,
ets , & ses loix , je le retracte
ant & pour toujours. En
ence , comme la version de
publiée sous mon nom a été
née par le Siège apostolique,
tte Faculté même , je con-
areillement cette version ,
tte un ouvrage qui m'a été
nt attribué , au moins en
& que je tiens pour étranger
ort à moi. » Ainsi finit cette
ai avoit duré trente ans. Il
core quelques tracasseries ,
s méprisa. La vieillesse ne
int affoibli : & supérieur à
petites chicanes , il exerça
eur les fonctions de doyen
lté de Théologie , & celles
une des plus considérables
de Paris , jusqu'en 1607 ,
à mort.

du terminer tout ce que j'a-
touchant ce docteur célé-
ait de la censure & de la
n de sa Bible me fournit
traits remarquables concer-
roits de la Faculté de Théor-
vais en rendre compte ici.

214 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Droit de la
Faculté de
Théologie
pour l'exa-
men des li-
vres concer-
nant la Reli-
gion.

D'Argentré
Coll. jud. d.
novis error.
T. I I.

p. 397. 398.
406-409.

J'observe d'abord que le privilège accordé par le roi pour l'impression de la Bible de René Benoît, confirmé & autorisoit le droit dont jouissoient les docteurs en Théologie, suivant l'ancien usage & les ordonnances, par rapport à l'examen de tout livre qui paroïssoit sur les matières de Religion. Le privilège contient cette clause : „ Pourvû toutefois qu'ausdites Bibles „ ou annotations, n'y ait aucune chose „ contraire à la Religion & confi- „ tution de l'Eglise Catholique, „ qu'elles soient vûes & approuvées „ par les docteurs régens en ladite Fa- „ culté de Théologie. »

En second lieu, l'autorité que la Faculté exerçoit à cet égard sur les libraires, avoit la forme d'une juridiction directe & ordinaire. Je vois que le jour même qu'avoit été portée la censure contre la Bible de Benoît, quinze Juillet 1567, les libraires qui avoient imprimé, & qui débitoient cette Bible, furent mandés par les députés de la Faculté de Théologie, qui leur notifièrent que leur Bible étoit censurée, & leur défendirent soit de l'imprimer, soit de la vendre.

Il est vrai que les libraires n'obé-

DE PARIS , LIV. XI. 215
 pas. Mais la Faculté présenta re-
 e contre eux au conseil , & en
 liant le roi d'ordonner la sup-
 ion de l'ouvrage censuré , elle
 anda de plus que les libraires qui
 liquement informés de la censure
 avoient point déferé , fussent pu-
 exemplairement. Le conseil or-
 na la suppression demandée , &
 ndit l'impression & le débit du
 sur peine de punition corporelle
 l'amende arbitraire. Si cet arrêt
 t point d'exécution , il faut s'en
 dre d'une part à la protection que
 arlement & l'évêque de Paris
 noient , comme je l'ai dit , à l'ou-
 e de Benoît , & de l'autre aux
 bles affreux causés par les discor-
 sur la Religion.

a guerre civile s'étoit renouvelée l'année 1567 : le prince de Condé
 l'année 1567 : le prince de Condé
 amiral avoient repris les armes :
 'est le dix Novembre de cette an-
 que se donna la malheureuse ba-
 e de S. Denys , où le connétable
 ie de Montmorenci fut blessé à
 t. L'Université , dans ce nouvel
 nement, demeura toujours con-
 iment attachée à la Religion de
 pères. Mais elle ne put inspirer

Attachement
 de l'Univer-
 sité à la Reli-
 gion Catho-
 lique.

Hist. Un.
 Par. T. VI,
 p. 657.

216 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 les mêmes sentimens à tous les
 bres. Il y en eut quelquesuns qu
 fitèrent de l'occasion pour se li
 par une désertion ouverte. Trois
 cipaux de collèges , Ramus de P
 Dahin de S. Michel , Nicolas Ch
 de Beauvais , passèrent dans le
 du prince de Condé. Parmi les
 pôts d'un ordre inférieur , je t
 Oudin Petit , libraire , qui se d
 pour la même cause.

Libraire Re-
 ligionnaire
 privé de son
 office.

*Hist. Un.
 Par. T. VI.
 p. 657.*

L'Université ne crut pas d
 laisser jouir de ses droits , & sul
 dans son corps des apostats &
 rebelles. Elle commença par fair
 ftice du libraire Petit. Le douze
 cembre elle s'assembla pour le j
 & quoi qu'aucune des Facultés n
 le parti du coupable , il y e
 pourtant deux , celles de Droit
 Médecine , qui pensèrent que
 agir contre lui l'Université dev
 faire autoriser par le roi ou le p
 ment. Mais les Facultés de Théo
 & des Arts opinèrent pour la c
 tution , & le Recteur conclut
 elles. Petit fut privé de son offic
 libraire , & Michel Julien mis
 place. L'avis des deux autres Fac
 portoit néanmoins sur une obl

tion solide & utile. Il fut adopté en ce qu'il avoit de bon , & l'Université résolut de présenter requête au roi & au parlement , pour être confirmée par l'autorité royale dans l'exercice de son droit sur ceux de ses officiers qui se montroient partisans de l'hérésie.

Par rapport aux maîtres & professeurs , qui auroient dû être soumis à la même loi , les circonstances ne permettoient pas à l'Université d'agir de haute lutte : & tout ce qu'elle crut pouvoir faire , fut d'exiger d'eux une profession de leur foi , sans prononcer de peines contre les désobéissans , & en laissant la vindicte à une puissance supérieure. Le deux Janvier 1568 Michel Aubourg Recteur représenta à la compagnie assemblée qu'il étoit très convenable que dans ces tems malheureux , où l'on étoit obligé de défendre la Religion à main armée , l'Université , qui doit être la maîtresse de la piété & de la vraie Religion , comme de toutes les belles connoissances , demandât compte à tous ses suppôts de leur foi , afin que les bons y fussent confirmés , & que ceux qui s'étoient laissé séduire , & en qui il y avoit peut-être plus d'erreur impru-

Mesures prises par rapport aux maîtres su pects en fait de Religion.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 657.

118 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 dente que de mauvaise volonté, fus-
 sent rappelés au vrai culte. Toutes
 les Facultés approuvèrent & louèrent
 grandement cette proposition : & il
 fut dit que le Recteur accompagné
 du docteur de Mouchi, inquisiteur de
 la Foi, des trois doyens, & des
 quatre procureurs, feroit la visite des
 collèges, pour s'assurer de la catholicité
 des maîtres & étudiants. Comme tous
 les membres de l'Université n'habi-
 tent pas dans les collèges, les doyens
 des Facultés supérieures furent chargés
 le vingt-cinq du même mois d'exi-
 ger la profession de foi de leurs sup-
 pôts : & plusieurs pensoient qu'il étoit
 bon qu'un théologien assistât à cette
 cérémonie. La Faculté de Médecine
 s'y opposa en ce qui la regardoit,
 pensant que son doyen lui suffisoit,
 & qu'elle ne devoit point souffrir
 que les théologiens se mêlassent des
 affaires des médecins.

Ramus &
 deux autres
 principaux
 interdits par
 arrêts du par-
 lement.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 658. 659.

Durant le cours du même mois de
 Janvier 1568, les trois principaux
 des collèges de Prêles, de S. Michel,
 & de Beauvais, qui étoient en fuite,
 furent non pas destitués de leurs char-
 ges, mais interdits des fonctions p
 trois arrêts du parlement. Cont

colas Charton médecin, & principal du collège de Beauvais, on alloit une raison particulière d'incapacité. La fondation du collège de Beauvais exige que le principal soit bachelier : & Charton ne l'étoit pas. Mais ce motif, s'il eût été seul, n'aurait pas été péremptoire. La loi n'est pas absolument indispensable, & elle a cédé plus d'une fois à des considérations supérieures. Jean Grangier, qui a été principal du collège de Beauvais vers les commencemens du x-septième siècle, n'avoit que le bachelariat : & les deux plus illustres professeurs qu'ait jamais eu cette école, M. Rollin & M. Coffin, étoient simples bacheliers.

Le vingt-trois du même mois l'Université exécuta la résolution prise le onze Décembre précédent, & elle présenta au roi par son Recteur une requête, dont le premier objet étoit de demander d'être autorisée à poursuivre, suivant son droit & ses statuts, les charges & offices les officiers de la compagnie qui seroient convaincus de s'être écartés de la Foi catholique. Elle demandoit en second lieu que les précautions les plus

Requête présentée au roi par l'Université pour le maintien de la Religion.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 659.

220 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

exactes fussent prises pour conserver parmi les maîtres & écoliers la pureté de la Foi ; & qu'en conséquence il fut enjoint à tous les étudiants , maîtres , & pédagogues , de faire leur profession de foi entre les mains du Recteur ; au Recteur , aux doyens , & aux chanceliers de l'Université , de n'admettre personne aux degrés qui n'eût promis & juré de suivre la Religion Catholique ; aux doyens des Facultés supérieures d'exiger une semblable profession de chacun des maîtres & docteurs de leurs Facultés : & dans le cas où ils trouveroient des contrevenans, l'Université requéroit qu'ils fussent obligés de les dénoncer , afin qu'il y fût pourvû ainsi que le roi le jugeroit convenable.

Profession de
Foi exigée de
sous les mai-
tres.

Hist. Un.

*Par. T. VI.
p. 660. 661.*

La réponse à cette requête se fit attendre. Mais dans l'intervalle l'Université continua son œuvre. La conclusion du deux Janvier pour la visite des collèges & pour les professions de foi , n'avoit été qu'imparfaitement exécutée. Le neuf Février il fut dit que l'on y tiendrait sérieusement la main & le collège de Montaigu donna l'exemple. Pendant que l'on étoit as- semblé aux Maturins pour ordonner

la vigilance à exiger les professions de foi , Borel principal de ce collège vint faire la sienne avec toute sa maison , suivant une formule dressée par le docteur de Mouchi.

Les autres corps , communautés , & compagnies de l'Université , sans montrer un zèle si empressé , n'eurent pas moins de fidélité à s'acquitter du devoir qui leur étoit prescrit. Tous firent leur profession de la foi catholique , suivant les articles rédigés par de Mouchi. Le Recteur visita tous les collèges , commençant par celui de Lisieux , dont il étoit principal. De-là il se transporta successivement aux collèges de sainte Barbe , de Reims , de Calvi , de Sorbonne , & même aux écoles de Droit. Tout le mois de Février fut employé à ces visites. Le nombre des hétérodoxes se trouva fort petit : & ils évitèrent de comparoître. L'Université ordonna que ceux qui s'étoient absentés , eussent à se représenter , & à donner leur profession de foi : sans quoi ils demeureroient privés de tout degré , charge , & office dans la compagnie.

La paix fut faite avec les Religioneux au mois de Mars suivant. Cette paix a été appelée la *petite paix* , parce

Brevet du roi
en réponse à
la requête de
l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 661.*

qu'elle ne dura que six mois. Elle voit l'être encore par une autre r Elle ne fut rien moins que com & si elle suspendit les faits d'ar les combats , elle n'arrêta poi hostilités d'un autre genre. Ainsi qu'elle eût pour base le renou ment de l'édit de pacification de qui rétablissoit les Protestans toutes les charges & droits do avoient été privés pour cause d ligion , le roi dans la réponse donna le trois Juin à la requ l'Université du vingt-trois Jar déclara ainsi ses intentions. » S » jesté a ordonné & ordonne qu » ceux qui enseignent & enseig » ou feront lectures, soit en el » privées ou publiques dans » Université ; ensemble tous » charge de collèges ou autres cc » nautez en quelque Art & l » que ce soit , & de quelques p » nes qu'ils puissent estre stipenc » salariez , mesme ceux qui ont » gages de sa majesté pour faire » & exercice public seront de

DE PARIS, LIV. XI. 223
 en vie, mœurs, que décence d'habits : & où il s'en trouveroit qui ne voudroient garder & observer ce que dessus, sa majesté veut qu'ils soient privez de leurs dites charges & fonctions, & qu'en leurs places y soient pourvus d'autres de la qualité susdite. »

Cette réponse du roi n'étoit qu'un simple brevet, & pour y donner plus d'authenticité l'Université fit dresser des lettres patentes en conformité, qu'elle présenta signées d'un des secrétaires des commandemens du roi au chancelier de l'Hopital. Mais ce magistrat, qui voyoit dans ces lettres une contravention manifeste à la paix récemment conclue, refusa de les sceller. L'Université recourut au roi pour vaincre la résistance du chancelier : & dans sa nouvelle requête elle se fit appuyer de l'adjonction du clergé & de la ville de Paris. Elle ne put réussir : & elle s'adressa au parlement, à qui elle présenta le brevet même signé du roi, & contresigné de Robertet secrétaire d'État, demandant qu'il fût enregîtré. Le parlement, attaché à ses formes, n'enregîtra pas le brevet. Mais sentant le besoin pressant de re-

Arrêt du parlement, conforme au brevet du roi.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 662. 664. 665.

224 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

médier au mal , qui alloit jusqu'au point que des prêtres mariés faisoient fonction de principaux & de pédagogues , le vingt-&-un Août , sur la requête du procureur général , il rendit un arrêt qui , sans faire mention du brevet , contenoit les mêmes dispositions. Cet arrêt ordonnoit de plus aux professeurs royaux d'assister , avec les autres membres de l'Université , aux *actes chrétiens & catholiques* de la compagnie , & singulièrement aux processions générales. Voici ce qui avoit donné lieu à cette injonction.

Les professeurs royaux donnent leur profession de foi à l'Université , & assistent à la procession.

Hist. Un.
Par. T. VI.
R. 663. 664.

Les professeurs royaux , mandés le huit Juillet aux Maturins par le Recteur & les députés ordinaires, avoient sans difficulté fait & signé entre leurs mains la profession de foi que l'on exigeoit d'eux. Mais l'Université les ayant fait appeller à la procession qu'elle célébra le vingt-huit du même mois, Cinqarbres , l'ancien de ceux qui étoient restés à Paris , dit dans l'assemblée qui suivant l'usage précéda la procession , que le collège des professeurs royaux s'étoit rendu aux ordres de M. le Recteur , quoique la chose fût nouvelle & jusques-là inouïe , & qu'on ne leur eût fait part d'aucunes

lettres du roi qui les y assujettissent. Il ajouta que le respect pour le roi , dont ils étoient lecteurs & professeurs , & pour le cardinal de Lorraine , qui présidoit à leur collège , sembloit demander qu'on leur marquât un rang distingué : qu'ils croyoient juste qu'on leur accordât de marcher à côté & vis-à-vis des docteurs en Théologie : qu'autrement ils assisteroient à la procession , comme simples membres de l'Université, & suivant l'ordre de leurs degrés. On avoit prévu la difficulté , & on leur avoit assigné leur rang après le Recteur : ce qui ne faisoit point un changement dont qui que ce fût eût à se plaindre. Sur la proposition de Cinqarbres on délibéra de nouveau , & on leur donna le choix de marcher ou après le Recteur , ou immédiatement devant les Procureurs des Nations. Cinqarbres se soumit à cette conclusion , sans préjudice des droits de son collège. Il est probable que les professeurs royaux choisirent de marcher après le Recteur. Car c'est suivant cet ordre qu'on les appelle encore aujourd'hui à nos processions.

L'Université continua de donner des preuves de son zèle pour la Religion

Profession de
Foi, exigée
du principal
de Tours.

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 670, 671.*

Catholique. Le principal du collège de Tours, nommé Chesneau, ne s'étoit point acquitté du devoir de la profession de foi. Il fut cité par trois fois, & ne comparoissant point, il fut par jugement du tribunal académique déclaré contumace, & privé de tous les droits qui peuvent appartenir aux suppôts de l'Université, & spécialement de la principalité de Tours. Chesneau revint à lui-même, ou de bonne foi, ou par la crainte des suites : il offrit de donner sa profession de foi, & fut probablement réintégré.

Procession
générale du
clergé de Pa-
ris. Rang ho-
norable qu'y
tient l'Uni-
versité.

p. 672.

La guerre s'étant rallumée avec plus de fureur que jamais, après un intervalle de fausse tranquillité, qui n'avoit pas duré six mois, le roi voulut que pour implorer la bénédiction du ciel, une procession générale fût célébrée par le clergé de Paris. Il y assista lui-même avec les princes ses frères. L'Université y tint le côté gauche vis-à-vis du chapitre de la cathédrale.

Le cardinal
de Châtillon
est privé par
l'Université
de la dignité

Elle n'avoit point à se plaindre du cardinal de Châtillon, qui dans toutes les occasions l'avoit appuyée de son crédit. Mais il étoit indécent, &

me périlleux par rapport aux suites, de conserva-
 elle eût pour conservateur aposto-^{teur aposto-}
 le un prélat , qui plus fidèle aux ^{lique.}
 érêts de sa maison , qu'aux droits ^{Hist. Un.}
 la Religion , dans laquelle il tenoit ^{Par. T. VI.}
 rang si élevé , agissoit comme l'un ^{n. 672.}
 chefs du parti Protestant. Dès qu'il
 vit vû les troubles se renouveler , il
 vint se réfugier en Angleterre près de la
 reine Elisabeth. Ainsi déserteur de sa
 patrie , aussibien que de la foi , con-
 damné & dégradé par le pape , déclaré
 criminel de lèse majesté par le roi ,
 emprisonné , en demeurant en pos-
 session de la dignité de conservateur ,
 se vante sur l'Université. Elle le
 priva de cette charge par délibération
 le vingt - six Octobre , se réservant
 néanmoins d'attendre les ordres du
 roi , avant que de lui nommer un suc-
 cesseur.

Les ordres vinrent , & le six No- ^{Jean du Til-}
 vembre l'Université choisit Jean du ^{let , évêque}
 Tillet évêque de Meaux , sous la con- ^{de Meaux ,}
 dition qu'il laisseroit en place les offi- ^{lui succède.}
 ciers de la juridiction. Le conserva- ^{Ibid.}
 teur élu balança d'accepter cette di-
 gnité , apparemment dans la crainte
 d'offenser un parti puissant. Peut-être
 sous la condition apposée à son élection

lui déplaisoit. Quoi qu'il en soit , il fut sommé de se déterminer par le nouveau Recteur , qui fut élu le seize Décembre. La citation étoit conçue en ces termes : » En vertu de l'ordonnance de MM. les Recteur & députés de l'Université de Paris , soit appelé aux Maturins pour lundi prochain , une heure précise après midi, le révérend père en J. C. & seigneur Jean du Tillet évêque de Meaux , afin qu'il s'explique nettement , & déclare s'il est résolu de recevoir la dignité de conservateur qui lui est offerte aux conditions portées par la conclusion de l'Université , & de prêter suivant ces conditions les sermens usités en pareil cas. » L'évêque de Meaux incidenta encore. Il vouloit prêter les sermens par procureur , & non en personne. L'Université tint ferme , & il se rendit le dix Février de l'année suivante à l'assemblée générale aux Maturins , & prêta serment entre les mains du Recteur.

Lettres parentes
ntes sur le
evet du 3
in.

Hist. Un.

in. T. VI.
673.

Le vingt-trois Octobre précédent, l'Université avoit enfin obtenu des lettres parentes sur le brevet signé par le roi le trois Juin. Les circonstances

s affaires étoient changées : le chancelier de l'Hopital avoit perdu son édit, & même étoit en pleine disgrâce. Alors l'affaire des lettres patentes réussit suivant les vœux de l'Université : & elles enchérissoient même le brevet. Elles furent enregistrées au parlement sans difficulté le vingt-cinq Novembre.

En cette même année 1568, les professeurs en Décret parvinrent à ce qu'ils souhaitoient depuis longtems, ils obtinrent qu'il leur fût permis d'enseigner publiquement dans leurs écoles le Droit civil. La Faculté de Décret obtient la permission d'enseigner le Droit civil.

Ils firent d'abord une tentative auprès de l'Université le 17 Janvier, & ils étoient appuyés par les magistrats municipaux de la ville, qui alléguoient même un motif puissant, & qui représentoient combien étoit fâcheuse pour les habitans de Paris la nécessité où ils se trouvoient d'envoyer leurs enfans prendre des degrés en Droit civil dans d'autres Universités, la plupart infectées de l'hérésie. Hist. Univ. Par. T. VI. p. 657. 662.

On ne puis pas dire qu'un ancien usage prévaloir sur un motif de cette importance. Il prévalut, & la Faculté de Décret fut refusée. Elle recourut au parlement, qu'elle trouva plus favorable.

Elle s'aideroit d'un nouveau moyen des circonstances du tems. La paix dont j'ai parlé, avoit été conclue au mois de Mars : mais comme elle fut mal observée, les troubles ne furent point apaisés. Il n'y avoit point de sûreté dans les chemins : en sorte que les jeunes gens allant de Paris à Orléans, ou à Bourges, couroient le risque d'être enlevés par les partis qui étoient dans la campagne ; & s'ils arrivoient heureusement, leurs parens ne pouvoient leur faire tenir les secours nécessaires pour subsister, parce que les messagers ne vouloient pas se charger d'argent à leurs risques & fortune. Le parlement touché de ces raisons, permit par arrêt du dix-neuf Juin aux professeurs en Décret d'enseigner le Droit civil concurremment avec le Droit canon ; mais par provision seulement : tant on respectoit alors les usages établis. Nous verrons bientôt cette permission révoquée.

Chaire de

Ce fut aussi en l'année 1561

gré à la gloire du fondateur. On se souvient que Ramus s'étant rangé l'année précédente sous les étendards du prince de Condé, avoit été privé par arrêt de l'exercice de sa charge de principal du collège de Prêles. Il rentra dans ses droits par la paix du mois de Mars : mais il voyoit bien que la guerre alloit naître, & il résolut de s'expatrier, au moins jusqu'à ce que la paix parût solidement rétablie. Dans ces circonstances il ne se livra point au ressentiment contre sa patrie & contre l'Université, qui l'avoient maltraité. Il se détermina au contraire à leur donner des preuves effectives de son zèle par un établissement avantageux aux sciences, & conséquemment au bien public. Du fruit de ses travaux & de ses épargnes il assigna cinq cens livres par an à un professeur de Mathématiques, qui enseigneroit aux mêmes loix & conditions que les professeurs du roi. Il réalisa par rapport à cette chaire, dont il étoit le fondateur, le projet qu'il avoit tâché de faire établir pour toutes les chaires royales. Il la proposa au concours, & voulut que ceux qui y aspireroient, se soumissent à un examen, auquel seroient

232 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 invités le premier président du parlement, le premier avocat du roi, le prévôt des marchands & échevins. Encore prétendoit-il que cet examen se réitérât chaque troisième année, afin que le pourvu ne se négligeât pas, & que la chaire fût toujours remplie par le plus digne. Cette fondation est aujourd'hui éteinte par le dépérissement des fonds. Laurent Pothenoit l'exerçoit encore au commencement du siècle dans lequel j'écris. Il est mort en 1732, & n'a point eu de successeur.

Henri III, Je ne puis me dispenser d'observer
 Henri IV, & la célébrité & l'éclat dont jouissoit alors
 le duc de Guise, instruits le collège de Navarre. Le roi Charles IX
 ensemble au y vint en * 1568, & il accepta une
 collège de Navarre. collation chez le proviseur. Le motif
 qui l'y amenoit, étoit le désir de rendre visite à son frère le duc d'Anjou, depuis roi sous le nom de Henri III, qui faisoit actuellement ses études dans ce collège. Le prince de Béarn, qui

*Launoi, Hist.
 Coll. Nav.
 p. 341.*

* La date de 1568 m'est un peu suspecte, & me paroitroit devoir être avancée, s'il est vrai que Charles IX soit venu au collège de Navarre pour y voir son frère. Le duc d'Anjou avoit alors 17 ans, & étoit déjà lieutenant général du royaume.

me. Ainsi il est peu vraisemblable que ce prince fût encore au collège. Le fait en lui-même de la visite de Charles IX au collège de Navarre n'en est pas moins certain. Launoi dit le tenir d'un témoin oculaire.

Sur dans la suite Henri IV , & le duc de Guise , y étudioient en même tems. C'est ce que témoigne Pierre Matthieu, historiographe de France , en ces termes, » Le jeune prince de Béarn fut mis au collège de Navarre , pour y être institué aux bonnes lettres. Il y eut pour compagnons le duc d'Anjou , qui fut son roi ; & le duc de Guise , qui le voulut être. »

Quelques faits moins éclatans doivent trouver ici leur place. Faits moins importants.

Le chancelier de Notre - Dame , *Hist. Un.
par. T. V I.* Antoine du Vivier , avoit pris con- p. 670. 671 noissance d'un différend entre le principal & un des régens du collège d'Harcour , & prononcé son jugement. L'affaire étoit du ressort du tribunal académique présidé par le Recteur ; & dans une assemblée des députés ordinaires , qui se tint le dix-sept Septembre 1568 , le syndic de l'Université réclama contre l'entreprise du chancelier , & requit que sa sentence fût annullée. On lui adjugea ses conclusions , & il fut dit que le jugement prétendu du chancelier n'étoit point un jugement , mais la sentence arbitrale d'une personne privée , & qu'il falloit que les parties vinssent plaider devant le Recteur.

254 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Un libraire de l'Université, nommé Riconart, étoit en même tems maître & marchand de charbon. Dans même assemblée du tribunal il lui enjoint d'opter.

On célébra peu après dans l'Eglise cathédrale un service pour le repos de l'âme de l'infortuné dont Carlos prince des Espagnes, à qui son père Philippe II s'étoit cru obligé d'enlever la vie. C'étoit l'usage que dans ces occasions les compagnies assistassent à des vigiles, aussi bien qu'à la messe : ce qui faisoit deux séances. Aux vigiles furent chantées le vingt Septembre l'Université tint son rang dans les hautes immédiatement au-dessus du parlement. La ville, qui contre l'usage de tous les tems avoit entrepris de lui disputer la préséance, ne voulut point prendre place dans le chœur & le lendemain à la messe elle hâta de s'emparer des stalles que l'Université avoit occupées le jour précédent : enforte que l'Université à son tour fut obligée de s'absenter de la cérémonie. Ces différends sont récurrents aujourd'hui : les places sont marquées & l'Université est en pleine jouissance du rang qui lui est dû après le parlement, du même côté.

Le 24 du même mois de Sep-^{Hist. Un.}
tembre, par arrêt du parlement il fut^{Par. T. VI.}
enjoint à Davidfon régent de Logi-^{p. 672.}
que au collège de sainte Barbe, d'ache-
ver son cours de Philosophie dans le
même collège. Il en étoit convenu
avec le principal Robert Certain : &
de plus c'est l'esprit des réglemens.
Ainsi il étoit mal fondé dans le chan-
gement qu'il projettoit. Cette disci-
pline est encore en vigueur parmi nous.
Un régent de Philosophie doit ache-
ver dans le même collège son cours
commencé, à moins qu'il n'obtienne,
pour aller enseigner ailleurs, le con-
sentement du principal qu'il veut
quitter.

Un règlement de la Faculté de Mé-^{p. 671-677.}
decine, qui trouvoit de l'opposition
de la part de quelques docteurs, fut
présenté au parlement par le doyen
appuyé du plus grand nombre. Le par-
lement, par arrêt du douze Janvier
1569, ordonna que le décret seroit
exécuté par provision.

Jean Stuart Ecossois, doyen de la
Nation d'Allemagne, légua dans le
même tems à sa Nation six livres dix
sols de rente : savoir cinq livres pour
faire célébrer une messe haute tous les

136 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ans dans l'Eglise de S. Côme au jour de son décès, & une livre dix sols pour être distribuée en droits d'affluance aux procureur, doyen, chapelain, receveur, & bedeaux de la Nation, qui deux fois l'an iroient entendre la messe aux Carmes, en vue de s'assurer si ces religieux acquittoient exactement les messes que le même Stuart avoit fondées dans leur Eglise.

Hist. Un. Le procès que les Jésuites intentèrent aux exécuteurs du testament de l'évêque de Clermont leur bienfaiteur, & aux administrateurs des pauvres de la ville de Clermont, n'appartient point à mon sujet. Ils y furent fort maltraités par les avocats de leurs parties adverses, qui n'oublièrent pas de se prévaloir contre eux des délibérations prises à leur sujet par l'Université. Le parlement ne jugea point l'affaire au fond.

708. 726. Le prévôt de Paris n'avoit pas encore prêté le serment qu'il devoit à l'Université, & il négligeoit pareillement d'affecter certains jours aux causes de ses suppôts. Par délibération du cinq Mai 1569, il fut dit qu'on l'avertiroit de satisfaire à cette double obligation. Il paroît que l'avertisse-

ne eût peu de succès , puis que deux ans après il fallut le renouveler , & menacer le prévôt d'agir contre lui auprès du roi , s'il n'attribuoit , comme il y étoit tenu , deux jours de chaque semaine à la discussion & au jugement des causes qui intéressoient les membres de l'Université. Il fut encore question de le presser sur cet article au mois de Septembre 1572.

Sous la date du 18 Janvier 1570 , Paranymphe je trouve une invitation faite suivant l'usage au parlement , par les bacheliers en licence de la Faculté de Théologie , d'assister à leurs paranymphe. La cérémonie des paranymphe consistoit originairement en un discours , par lequel un orateur au nom & de la part du chancelier de Notre-Dame , invitoit tous les bacheliers qui avoient achevé leur cours d'études théologiques , à se rendre dans la salle de l'évêché , pour s'y entendre nommer suivant l'ordre que leur auroient assigné les docteurs de concert avec le chancelier , & pour y recevoir la bénédiction apostolique , & le pouvoir d'enseigner. C'est à quoi tout se réduisoit au tems de Robert Goulet , auteur que j'ai déjà cité plus d'une

Paranymphe.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 709.

Mém. pour la
Fac. de Théol.
au sujet des
Paranymphe.
en 1747.

238 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 fois, & dont l'écrit a été imprimé en
 1517. L'orateur étoit appelé *Paranymphe*, à cause du rapport qu'avoit
 sa fonction avec celle des amis de l'époux, qui chez les anciens lui condui-
 soient & lui présentoient son épée, &
 & que l'on nommoit * *Paranymphes*
 par cette raison. Au tems dont je parle
 le nombre des discours paranymphi-
 ques s'étoit multiplié. Il s'en faisoit
 quatre en quatre différens endroits,
 aux Jacobins, aux Cordeliers, en
 Sorbonne, & à Navarre. L'abus se
 glisse partout. Cette cérémonie, so-
 rieuse dans son institution, dégénéra
 en un badinage peu digne de la gra-
 vité théologique. Le paranymphe apo-
 strophoit chaque bachelier en parti-
 culier, qui de son côté répondoit :
 & ces apostrophes réciproques, suivant
 un mémoire donné en 1747 par la
 maison de Sorbonne, renfermoient
*communément ou des bouffonneries, ou
 des traits mordans & satyriques.* On y
 distribuoit des dragées : & cette distri-
 bution, comme le témoigne le même
 mémoire, donnoit lieu à des clameurs
 indécentes & à une confusion tumultueuse.

* Νύμφη en Grec, *nympha* en Latin, signifie épouse.

se. La Faculté de Théologie, justement blessée de ces mascarades, a pris le parti dans l'année que je viens citer, 1747, de ramener les choses à la simplicité de leur origine. Un discours est prononcé par un parrain dans la salle de l'archevêque : tous les accompagnemens sont supprimés. L'usage d'inviter le parlement s'est conservé. Mais au lieu qu'autrefois un grand nombre des membres de cette auguste compagnie honoient l'acte de leur présence, aujourd'hui tous se dispensent d'y venir. La réponse usitée est celle-ci : » La cour y assistera à la manière accoutumée : » c'est-à-dire qu'elle n'y assistera point.

En la même année 1570 fut renouvelé, & confirmé un arrêt du parlement de l'an 1565, qui ordonnoit l'alternative entre les chanceliers de Notre-Dame & de sainte Geneviève, pour l'examen des bacheliers ès Arts. Alternative entre les chanceliers par rapport à l'examen des bacheliers ès Arts.

Il aspireroient à la licence : en sorte que chacun exerçât seul ses fonctions à l'égard pendant une année, & demeureât sans exercice l'année suivante. Hist. Univ. Paris. T. VII. p. 709 & collection de jugemens & arrêts pour la juridiction du chancelier, etc. 1692.

Le plan ne put avoir alors son exécution ; mais il a servi de modèle à

240 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 un autre système d'alternative
 en 1687, par transaction passée
 les deux chanceliers sous les yeux
 l'archevêque de Paris, & homologuée
 en parlement, qui fait règle à
 d'hui. Par cette transaction tous
 collèges sont partagés en deux ordres
 dont l'un envoie ses écoliers à
 l'examen à Notre-Dame, & l'autre
 à sainte Geneviève; & afin que l'ordre
 soit parfaite, tous les deux
 deux ordres changent de bureau
 manière que ceux des collèges
 s'adressoient à sainte Geneviève
 à Notre-Dame, & réciproquement
 Ce système s'observe depuis soixante
 & dix ans : & il est si bien établi
 que vraisemblablement il subsistera
 toujours.

Tentative de
 la Faculté de
 Décret contre
 les droits
 du chancelier.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 711.

Il paroît que la Faculté de
 commençoit alors à tâcher de se
 distraire à l'obligation de présenter
 bacheliers au chancelier de l'Université
 de Paris pour recevoir la licence
 en admit quelquesuns au doctorat
 sans qu'ils eussent été munis de la
 bénédiction apostolique. Le chancelier
 se plaignit à l'Université de la
 brèche faite à ses droits, qu'il
 d'attentat téméraire. L'expression

orte : mais elle ne disoit rien que de vrai au fond. La Faculté plia , & consentit à suivre la loi établie de toute antiquité. Elle ne perdit pas néanmoins son objet de vûe : & enfin elle est parvenue à secouer ce joug.

Depuis l'an 1678 il ne paroît * plus dans les regîtres de cette Faculté aucun vestige de la bénédiction apostolique , & de la *licence* reçue du chancelier ; & les licenciés en sont quittes pour un droit de deux livres Tournois , que chacun lui paye en reconnaissance d'un bienfait qui ne leur a point été administré.

Le vingt-deux Juin 1570, par délibération de la Faculté des Arts il fut dit que le droit rectoral sur le parchemin ne seroit plus donné a ferme : & afin d'assûrer l'exécution de cette conclusion , on ordonna qu'elle fût transcrite sur le livre du Recteur & sur ceux des Procureurs des Nations. Malgré ce règlement , la commodité l'a emporté : & l'usage d'affermir le droit sur le parchemin a prévalu.

* C'est ce que m'a certifié M. Lorri , illustre professeur en Droit , qui joint à une grande érudition en tout genre une

connoissance parfaite de l'histoire de la Faculté dont il est un des ornemens.

242 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Le cardinal de Bourbon conservateur apostolique. L'évêque de Meaux étant l'Université choisit, pour lui succéder en sa charge de conservateur apostolique, le cardinal Charles de Bourbon, archevêque de Rouen, & administrateur de l'évêché de Beauvais, la défection du cardinal de Châtillon. Le nouveau conservateur prêta serment par procureur à l'Université le 15 Décembre 1570.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 711.*

Académie de Poésie & de Musique projetée & établie par Baïf. Le projet d'une nouvelle académie donna lieu à quelques délibérations de l'Université. Il avoit été initié par Jean-Antoine Baïf, l'un des plus célèbres poètes qui composoient la célèbre cour de Charles IX. Baïf étoit d'un père très lettré, & lui-même très dévoué aux Lettres dès l'enfance. Il fut élève de plusieurs célèbres maîtres * Thomas Dorat, condisciple de Ronsard, continua toute sa vie la Poésie Française avec plus d'ardeur que de talent. Ses ouvrages en très grand nombre, dont personne ne lit plus, font fort peu connus : & l'on peut juger de son goût par l'idée, dont il

*p. 714-717.
719. 722.*

* Ils furent tous deux professeurs royaux. On trouve leurs éloges parmi ceux que Scévole de Sainte-Marthe a consacrés à la mémoire de savans de son temps. de Thou en fait mention honorable dans son histoire.

pas l'inventeur , mais qu'il adopta & mit en pratique , de composer des vers François suivant la mesure des vers Grecs & Latins. D'ailleurs il étoit pauvre : & le désir de soulager son indigence contribua peut-être à lui inspirer la pensée de se rendre chef & *entrepreneur* d'une académie de Poésie & de Musique Françaises , dont le produit pût lui être de quelque secours. Il s'associa pour son entreprise un nommé Thibaud de Courville : & tous deux ensemble demandèrent & obtinrent des lettres patentes du roi , qui autorisoient leur établissement , & le règlement qu'ils avoient dressé pour en diriger la police.

Par ces lettres patentes , datées du mois de Novembre 1570 , il paroît que le principal objet de l'académie de Baif étoit la Musique. La Poésie ne venoit qu'en second , & elle n'y devoit servir qu'à fournir des paroles propres à être mises en chant par les musiciens. La compagnie consistoit en compositeurs , chantres , & joueurs d'instrumens d'une part , & de l'autre en *honnêtes auditeurs* , qui subvien- droient aux frais de l'entreprise. Le roi se promettoit que cette académie

44 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
seroit une école & pépinière de
poètes & musiciens, qui lui de
roient plaisir, & qui seroient en
tems profitables au public. Par ces
cifs il approuvoit l'institution, ac
roit le titre de protecteur & pre
auditeur de l'académie, & accor
à six des compositeurs & musicien
privileges de commensaux de sa
lon.

Ce projet goûté du roi allarm
sévérité de plusieurs des membre
parlement. Ils craignoient que
concerts réglés, & des leçons p
ques de Musique, ne tendissent à
lir & énerver les mœurs de la Na
Baïf, dans sa requête au parle
pour demander l'entérinement de
tres patentes, fait mention de
crainte; & il tâche de la lever, en
mettant son académie à l'inspe
& à la réforme des premiers n
strats. Le parlement, peu favori
ment disposé pour cette novell
stitution, considérant d'ailleurs
s'agissoit ici d'une école, & par
séquent que l'Université avoit in
à la chose, ordonna qu'avant tou
lettres & la requête seroient com
piquées à l'Université,

L'Université s'étant assemblée le trente Décembre , Baif se présenta , & demanda l'agrément de la compagnie en faveur de son établissement. On fit lecture des pièces , & le syndic requit qu'elles fussent données en communication à chaque Faculté , & que l'on interrogeât Baif pour savoir de lui, s'il prétendoit que son académie fût corps à part , ou qu'elle fût soumise aux loix & statuts de l'Université : c'étoit prendre du tems pour préparer les voies à un refus. En effet l'Université engagea l'évêque de Paris à se joindre à elle , pour s'opposer à la nouvelle académie : elle dressa des mémoires d'objections & de difficultés. Baif conçut qu'il n'obtiendrait jamais le consentement de l'Université , ni celui du parlement. Il résolut de s'en passer , & il obtint de secondes lettres du roi , qui défendoient que qui que ce fût apportât aucun obstacle aux opérations de l'école de Musique , & qui évoquoit à son conseil tous les différends nés & à naître sur ce sujet. Sous cette sauve-garde Baif établit son académie dans sa maison sur les fossés S. Victor : & on dit qu'il en vit les séances quelquefois honorées de la

246 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
présence de Henri III. Mais les
guerres civiles empêchèrent que cet
établissement ne prît racine : & la
mémoire même s'en est à peine conser-
vée.

Contestation
pour la place
de doyen de
la Tribu de
Paris.

Hist. Un.
Par. T. V. 1.
p. 717. 718.

Au mois de Janvier 1571 il s'éleva
dans la Nation de France une contesta-
tion pour la place de doyen de la
Tribu de Paris. Ces places de doyens
des Tribus de la Nation de France
sont fort jolies dans leur ordre. Elles
durent autant que la vie. Elles don-
nent un petit revenu, qui n'est point
absolument à mépriser pour des for-
tunes aussi médiocres que le sont com-
munément celles des suppôts de l'U-
niversité. Les doyens des Tribus sont
les conseillers nés du chef de la Na-
tion. Ils décident avec lui les affaires
courantes. Ils préparent souvent celles
qui doivent être portées à la compa-
gnie. Dans les délibérations ils prési-
dent leur Tribu, & recueillent les
voix. Enfin ces places sont précieu-
ses, comme étant le fruit de l'anti-
quité & des longs services. Il n'est
donc pas étonnant qu'elles aient tou-
jours été ambitionnées, & qu'il en
soit né bien des procès. Car le titre
pour y parvenir n'est pas aussi clair,

que la place est désirée. Il y reste une obscurité fondée sur le changement arrivé dans la police du corps. ⁴¹

Anciennement *Maître & Régent* étoit une seule & même chose. Alors il ne pouvoit y avoir aucune difficulté pour le décanat. Tous les maîtres étant du même ordre , le plus ancien siégeoit comme doyen. Mais bientôt le nombre de ceux qui par les exercices prescrits acquéroient le droit de maîtrise devint très considérable : & les Facultés & les Nations se trouvèrent inondées d'une multitude de maîtres qui ne régentoient point , soit qu'ils ne le pussent pas , manquant d'écoles & d'auditeurs , soit qu'ils ne le voulussent pas , parce qu'ils se contentoient des privilèges attachés à leurs degrés. De là naquit la distinction de *Régens* & *non Régens* , égaux entre eux en bien des cas , inégaux en d'autres. Car les régens se conservèrent plusieurs prérogatives qui les distinguassent : & avec raison , puisque seuls ils satisfaisoient à l'esprit de la compagnie , qui est par essence une compagnie enseignante.

Une de ces prérogatives fut le droit exclusif au décanat. Voici ce que sta-

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sur ce point un arrêt fameux du
lement, donné en forme de ré-
ment le 6 Mars 1524 : » Le plus
ancien régent actuel dans la Fa-
ulté des Arts, ou qui aura régenté
un cours entier, faisant sa résidence
dans un collège fameux, doit être
reputé doyen de sa Tribu, & en
exercer les fonctions. » On voit que
la question n'est plus si simple, & que
les conditions requises par l'arrêt don-
nent lieu à discussion.

En effet dans la difficulté qui s'é-
leva le 13 Janvier 1571, pour le dé-
canat de la Tribu de Paris, entre Ni-
colas le Comte & Simon Bigot, le
Comte, quoique moins ancien mai-
tre, prétendoit l'emporter sur l'au-
tre, par la raison que celui-ci n'avoit
pas régenté son cours entier de trois
ans & demi en Philosophie. Bigot
soutenoit qu'il étoit en règle, & qu'il
avoit fait son cours complet. Le pro-
cès n'ayant pû être jugé dans la Na-
tion de France, fut porté le 22 du
même mois à l'Université assemblée,
qui ne crut pas non plus le fait assez
éclairci pour la mettre en état de
prononcer un jugement. Enfin néant-
moins Bigot l'emporta, & fut in-

doyen le 26 Janvier 1572. On voit que dans cette querelle la qualité de régent étoit reconnue des deux parties, comme nécessaire pour donner droit au décanat.

Les bacheliers non régens qui sont de la Nation de France, ont pourtant imaginé une subtilité pour éluder la loi. Ils se disent *Régens*, parce qu'ils ont été reçûs à titre de *Régence*. Personne n'est admis dans la Nation qu'il ne supplie pour la *Régence*, *pro Regentia & scholis*. Mais ce n'est pour les bacheliers dont il s'agit qu'un titre sans fonction, ou plutôt c'est un hommage rendu à l'ancien droit, suivant lequel personne ne devoit entrer dans la Nation que pour régenter de fait. Ainsi vouloir comparer leur vain titre à l'exercice réel de la régence, c'est comparer l'ombre au corps, la chimère avec la réalité. Aussi les régens sont-ils en pleine possession du décanat dans toutes les Tribus de la Nation de France. La question a été jugée provisoirement en leur faveur, autant de fois qu'elle s'est présentée.

J'observe incidemment qu'il paroît par les actes du procès entre le Comte & Bigot, qu'en 1571 la charge de Pro-

le Procureur
de France
prorogé a-
près un mois.

Hist. Un.
Par. T. V. l.
p. 719.

L'Université
harangue le
roi & la rei-
ne.

p. 719-722.

Procès pour
un bénéfice
requis en gra-
des. Plaintes
de l'Universi-
té contre les
évêques.

p. 719-722.

cureur de la Nation de France ne de-
voit encore qu'un mois. Il étoit be-
soin d'une prorogation après le pre-
mier mois pour l'exercer pendant le
suivant.

Le roi Charles IX s'étoit marié le
26 Novembre précédent avec Elise-
berh d'Autriche, fille de l'empereur
Maximilien II. Le 6 Mars suivant,
il fit son entrée solennelle dans Pa-
ris. Il fut complimenté par toutes les
compagnies, & l'Université d'acquies-
ce de cet honorable devoir, par l'organe
de son Recteur Gabriel de Betonnet,
qui étoit bachelier en Médecine. La
reine fit son entrée le 29 du même
mois. Charles Gilmer Recteur la ha-
rangua en François: & comme elle n'en-
tendoit pas bien notre langue, le Pro-
cureur de la Nation d'Allemagne lui
répéta la même harangue traduite en
Allemand, & lui présenta une co-
pie de sa traduction. Cette reine étoit
d'un caractère porté à la bonté, & elle
reçut très favorablement les compli-
mens & les respects de l'Université.
Un procès au parlement pour l'ar-
chidiaconé de Reims, requis par Fer-
rand de Bez principal du Plessis en
vertu de ses grades, m'offre une cir-

DE PARIS , LIV. XI. 251
 nstance digne de remarque. L'Université y intervint , & elle fit par
 soart son avocat des plaintes amé-
 contre la mauvaise volonté des évê-
 es , qui ne cherchoient qu'à frustrer
 gradués des bénéfices auxquels leur
 onnoit droit le Concordat. Choart
 étend que tous les bénéfices sont
 à bon titre aux gens lettrés. Ainsi
 es prélats de ce royaume , dit-il ,
 ne devroient porter envie à cette
 pauvre Université : laquelle encore
 volontiers ils frustreroient de si peu
 qui lui reste. . . . tellement qu'inconti-
 nent qu'un pauvre gradué , simple ou
 nommé , vient à un collateur ordina-
 e pour lui conférer le bénéfice qu'il
 ui doit, la réponse lui est toute faite ,
qu'on y a pourveu. C'est une vraie con-
 uration entre eux tous contre la ré-
 publique des lettres : *Sic omnes conjuratos in rem litterariam putes.* » Il
 oute qu'en conséquence il faut plai-
 r : & que le gradué perd souvent
 droit faute d'argent pour le pour-
 ivre. Car la pauvreté est la compa-
 e ordinaire des lettres : *Ut est huic ori-
 u paupertas familiaris*. Telles étoient
 plaintes auxquelles donnoit ma-
 re la conduite artificieuse & inté-

252 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ressée du cardinal de Lorraine
vêque de Reims dans la distri-
but des bénéfices. De semblables p
n'ont eu lieu que trop souvent
réitérées.

Ecrivains.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 722-724.

L'Université avoit eu de tou-
tiquité deux écrivains jurés. O
bien juger qu'il y en avoit d
dans Paris. Ils se réunirent t
1570 pour demander au roi
glement sur lequel ils se form
en communauté. Ils furent re
au prévôt de Paris, dont le lieu
civil Gabriel Miron dressa le régl
demandé, en cinq articles. Le r
mologua par des * lettres en
de charte, sur lesquelles il don
après des lettres patentes adres
parlement. Comme le premier
du règlement portoit que tous le
tres écrivains sans distinction
roient serment entre les mains d
vôt de Paris, ou de son lieutenan
l'Université y crut ses droits lés
que jamais ses écrivains n'avoier

deux écrivains actuels de leur ôter tous les privilèges académiques, s'ils ne se défistoient de l'entreprise, & ne se rangeoient avec elle pour défendre les droits. Je ne puis dire ce qui fut fait en conséquence de cette délibération. Mais les lettres furent enregistrées le 2 Janvier 1576, sans qu'il soit fait mention dans l'arrêt d'aucune opposition.

Depuis long tems la dévotion de ^{Collège} fonder des collèges, si vive dans les ^{Grassins.} treizième & quatorzième siècles, s'é- ^{Hist. 2} ^{PAR. T. 1} ^{p. 724.} ^{Hist. 1} ^{PARIS, T. 1} ^{p. 1109.} ^{toit * refroidie.} La famille Grassin, originaire du diocèse de Sens, la releva dans le tems dont je parle, & fonda un collège qui porte encore aujourd'hui son nom. Cette fondation fut réellement l'ouvrage d'une famille entière. Pierre Grassin, conseiller au parlement, l'ordonna par son testament daté du 16 Octobre 1569. Pierre son fils, qui mourut peu après, la confirma. Et Thierri, frère & oncle des deux que je viens de nommer, & exécuteur de leurs testamens, non seulement accomplit leurs volontés,

* Je ne compte pas la fondation du collège de Clermont, qui n'étoit pas un bienfait pour l'Université, mais pour les Jésuites.

254 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
mais ajouta à leur dotation une libéralité considérable de son propre bien. Il paroît par un arrêt du parlement rendu le neuvième jour d'Août 1571, que Thierry Grassin fut soupçonné d'abord de tiédeur pour l'œuvre dont il étoit chargé. Le parlement y mit ordre. La chose en elle même lui plaisoit : & d'ailleurs il se croyoit en droit de s'intéresser à l'exécution des dernières volontés de l'un de ses membres. Il chargea donc les prévôt des marchands & échevins de faire les acquisitions & constructions nécessaires pour l'établissement du nouveau collège, sous l'inspection & la direction du procureur général & de deux conseillers de la cour. Si Thierry Grassin avoit mérité que l'on prît contre sa négligence ces précautions peu honorables pour lui, au moins il répara sa faute par la générosité avec laquelle il contribua de ses fonds, comme je l'ai dit, à l'amélioration d'une œuvre qu'il pouvoit se contenter d'exécuter.

Le collège des Grassins est fondé pour un principal, un chapelain, six grands boursiers étudiants en Théologie, & douze petits en Humanités & en Philosophie : & par une disposi-

on bien entendue , le fondateur ordonne que chacun des grands boursiers ait soin de veiller sur les études de deux des petits. Les bourses sont destinées par préférence aux pauvres de la ville de Sens & des environs : c'est l'archevêque de Sens qui en est le collateur. Ce collège étoit tombé dans un grand délabrement au commencement de ce siècle , dans le tems que j'y faisois mes premières études. Les libéralités de M. Pierre Grassin , recteur général des monnoyes de France , l'ont aidé à se remettre dans sa position plus avantageuse. Il est actuellement l'un des plus fréquentés de l'Université.

Il me reste peu de faits jusqu'à l'horrible époque du massacre de la S. Barthelemi , qui se machinoit durant les années 1570 & 1571 dans un secret profond. Faits moins détaillés.

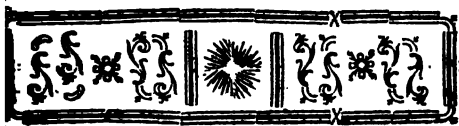
Je trouve sous le dernier trimestre de l'année 1570 des mesures prises par la Faculté des Arts , pour empêcher la rigueur & tout pact pécuniaire par rapport au rectorat ; en 1572 des projets d'air d'une réformation de l'Université ; des poursuites intentées par

J'écrivois ceci en 1752.

langue Hébraïque qu'il donnoit
lége de Navarre ; des plaintes
au parlement par les Université
léans, d'Angers , & de Poitiers.

Droit civil. les leçons de Droit civil qui
Miff. Un. noient à Paris , & un arrêt du
Par. T. VI. ment qui fait droit sur ces pl
0. 727. 728. & qui interdit l'espérance d'être
avocats à ceux qui auront été
cenciés en Droit civil en la
de Paris. Le parlement n'avo
risé nos professeurs en Décret
ner des leçons & des degrés e
civil , qu'à raison des trouble
par la guerre intestine de R
La paix alors paroissoit rétal
raison cessoit.

Cette dernière affaire pré
peu la S. Barthélemi : év
affreux , qu'heureusement je



LIVRE XII.

§. I.

T O U S les faits que j'ai à reprendre, sont autant de preuves de la fidélité persévérante que l'Université témoigna, sans se démentir jamais, pour maintenir selon son pouvoir, & en ce qui dépendoit d'elle, la pureté de la foi catholique.

Vigilance
l'Universit
à mainteni
parmi ses
suppôts la
catholique
*Hist. U.
Par. T. 7
p. 708.*

Le cinq Mai 1569, durant le cours de la troisième guerre de Religion, & après la bataille de Jarnac, où fut tué le prince de Condé, les députés de l'Université, assemblés sous la présidence du Recteur, profitèrent de l'occasion favorable pour prendre de plus exactes & plus sévères précautions contre les sectaires qui se glissoient dans le corps; & ils ordonnèrent que les principaux des collèges seroient avertis de ne souffrir personne dans

158 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
leurs maisons , qui ne fît profession de
la foi orthodoxe.

*list. Un.
T. VI.
710. 711.* L'année suivante 1570 les affaires
publiques changèrent de face. La paix
fut rétablie au mois d'Août : les Hu-
guenots obtinrent liberté de consci-
ce , & furent réintégrés dans leurs
charges , dignités , & offices. A la fa-
veur de l'édit de pacification , les prin-
cipaux & professeurs qui avoient été
exclus de l'Université pour leur atta-
chement aux nouvelles opinions , pré-
tendirent rentrer dans leurs fonctions.
Les libraires & imprimeurs qui avoient
publié & vendu des ouvrages contrai-
res aux dogmes catholiques , se re-
mirent en possession de leur état. Le
Calvinisme alloit s'enseigner & se ré-
pandre avec toute liberté dans l'Uni-
versité. Jacques Sagnier , alors Re-
cteur , entreprit de s'opposer au mal ,
& il le fit avec un zèle vif & prudent
en même tems.

L'édit de pacification , en permet-
tant le libre exercice de la Religion
Protestante dans le royaume, avoit ex-
cepté Paris & la banlieue. Le Recteur
partit delà , & s'étant fait appuyer
du cardinal de Lorraine & de l'évêque
de Paris Pierre de Gondi , il alla avec

députés de toutes les Facultés se
 ter aux pieds du roi, lui deman-
 nt l'exécution de son édit pour ce
 i concernoit Paris, & en consé-
 quence le suppliant de ne point souf-
 : que ceux qui renonçant à la vraie
 té s'étoient ligüés avec les factieux,
 fent professer les lettres & instruire
 eunesse dans l'Université, & d'y
 ordire en même tems l'impression
 publication de tout livre où fût at-
 tuée la saine doctrine.

Le roi écouta cette sage & pieuse
 représentation, & le huit Octobre il
 ma des lettres patentes qui restrei-
 oient aux seuls Catholiques le pou-
 r d'enseigner dans Paris, soit en
 ublic, soit même en particulier; qui
 osoient à quiconque prétendoit
 : supôt ou officier de l'Université,
 obligation de professer la Religion
 tholique; enfin qui défendoient à
 t libraire & imprimeur d'imprimer
 mettre en vente aucun ouvrage
 suré par la Faculté de Théologie,
 mettant à cette Faculté d'en faire
 ses députés la recherche & visitation
 naisons des libraires. Ces lettres fu-
 t enregîtrées au parlement, qui
 lant en faciliter l'exécution par

*Hist. Un.
 Par. T. V. P.
 p. 712. 713.*

160 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

rapport aux visites des boutiques & magasins des libraires, ordonna que les docteurs députés pour la faire appelleroient le commissaire du quartier, afin que les livres prohibés fussent saisis par l'officier public, & que le châtelet en étant instruit par son rapport fît justice des délinquans.

L'Université fut si contente des services du Recteur Sagnier dans cette affaire, qu'elle eut la pensée de continuer dans le rectorat pour trois mois, si la modestie de celui que l'on vouloit honorer ne se fût opposée à une prorogation, dont les exemples étoient alors infiniment rares.

L'Université se montra très attentive à procurer & à maintenir l'exécution de l'ordonnance que le roi avait rendue sur sa requête. Elle refusa de recevoir dans son corps les Protestans qui s'efforçoient d'y rentrer. Elle prit des mesures en particulier contre Raimus, qui revenu d'Allemagne, où il s'étoit retiré durant les troubles, venoit se rétablir dans l'exercice de ses charges de principal du collège Prêles, & de professeur royal: & comme elle savoit qu'il avoit de puissans amis en cour, elle députa au roi le célé

ion * Vigor, & Charpentier en-
ai de Ramus, pour prévenir les
ts du crédit & de la protection.

La Faculté de Médecine combattoit Six méde-
cins exclus
de leur Fa-
culté, pour
cause de leur
attachement
au Calvinis-
me. même tems avec courage contre six
ses docteurs, imbus des nouvelles
nions, qui prétendoient profiter
bénéfice de la paix conclue au mois

oût. Ces médecins Religionnaires, Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 725. 726. et l'un étoit Nicolas Charon, que

eu occasion de citer & de faire
noître, avoient suivi dans leur
une toutes les vicissitudes de la
e par eux embrassée. En 1562,
que de la première guerre de Re-
on, ils étoient sortis de Paris, &
conséquence la Faculté de Méde-
e les avoit retranchés de son corps.
rès l'édit de pacification en 1563,
ant présentés à leur compagnie, ils
avoient été rebutés : mais le roi les
blit par son autorité suprême. Nou-
le guerre : nouvelle fuite de ces
tinés Huguenots : nouveau juge-
nt de la Faculté, qui les exclut une
onde fois, & les prive de tous les
its de son école. L'un deux, Mau-

Vigor étoit alors curé | à l'archevêché de Nar-
i. Paul à Paris, & il | bonne. *Launoi, Hist. Coll.*
int l'année suivante | *Nouv. p. 732.*

Hist. Un. Par. T. VII. p. 708. 709. rice de la Corde , étoit d'ailleurs encore plus défavorable que frères. Ayant eu la témérité d'attiver contre la Religion Catholique dans une harangue prononcée aux écoles de Médecine , & d'inviter un nouveau docteur dont il célébroit la réception , à se ranger au parti protestant , il avoit été poursuivi & arrêté au château , mis en prison & condamné à une espèce de punition honorable : & son jugement avoit été adouci par le parlement par la déclaration qu'il donna de se résoudre à professer la Religion Catholique , Apostolique , & Romaine. Le 1569 , & la suite de l'édit de pacification d'Août étant survenu , de nouveau il faisoit profession ouverte d'athéisme. Néanmoins lui , & les autres médecins tant de fois punis , insistoient de nouveau auprès de la Faculté pour être réintégrés. Ils jetta leur demande , & leur requête aux pieds des lettres du roi récemment envoyées par l'Université.

Leur cause étoit bien mauvaise , ils n'avoient pas droit d'en espérer un heureux succès : mais la cir-

DE PARIS , LIV. XII. 263
les favorisoit. La cour , depuis la paix
du mois d'Août 1570 , affectoit de
témoigner toute sorte de bienveillance
aux Calvinistes , en vûe , comme il
parut par l'événement , de les faire
tomber dans le piège. Les six méde-
cins Huguenots ayant donc présenté
requête au roi , obtinrent des lettres
datées du dix-sept Mai 1571 , qui
cassoient les délibérations prises contre
eux par la Faculté de Médecine , &
leur accorderoient la réhabilitation dans
tous leurs droits , à l'exception de ce-
lui de faire des leçons , qu'elles ne leur
interdisoient pas , mais dont elles les
dispensoient.

Il ne paroît pas qu'ils aient jouï du
bénéfice de ces lettres , puisque le ^{Hist. U}
dernier Octobre 1573 la Faculté de ^{Pa. T. 1}
Médecine refusoit encore de rece-
voir Maurice de la Corde , par la rai-
son que le Recteur avoit défendu ,
dans une assemblée tenue aux Matu-
rins , qu'aucun des médecins exclus
pour cause de Religion ne fût rétabli ,
sans que l'Université en fut instruite.
De la Corde tint bon , & persista à ^{p. 734}
demander son rétablissement. Mais la
suite de son affaire nous meneroit
trop loin. J'en rendrai compte , lors-
que le tems en sera venu.

Il est moins dur de ne point admettre que de chasser. La Faculté de Médecine, à laquelle se présentait en l'année 1572 un aspirant au baccalauréat, dont la foi étoit suspecte, délibéra de ne le point recevoir, sans que l'Université eût été consultée. L'Université assemblée le neuf Juin, déclara qu'un tel aspirant ne devoit point être reçu : & comme il ne se rendoit pas, & qu'il vouloit forcer les barrières, le syndic de l'Université fit signifier à la Faculté une opposition en forme, qui eut son effet.

Massacre de
S. Barthé-
lemi.

Au mois d'Août suivant arriva le massacre de la S. Barthélemi, auquel je suis bien charmé de voir que l'Université ne prit aucune part : en sorte que tout ce que j'ai à raconter de cet horrible événement, se réduit à la mort de Ramus & à celle de Lambin.

Mort de Ra-
mus.

Thuan. Hist.
l. LII.

Ramus étoit revenu à Paris en 1571, comme je l'ai déjà dit, & il y suivoit publiquement le culte & les opinions de la prétendue réforme. Ainsi dans un carnage qui avoit pour objet d'exterminer les Huguenots, il ne pouvoit être épargné. Mais ce fut la haine furieuse de Charpentier, qui lui fit l'application cruelle

Osu

DE PARIS , LIV. XII. 265
 res donnés en général contre les
 igionnaires. Ramus s'étoit caché
 s une cave. Charpentier l'y décou-
 , & il eut la bassesse de commencer
 tirer de l'argent de son prison-
 : après quoi il le livra aux cou-
 ix des assassins qu'il avoit à ses
 es. Le corps nud de Ramus égorgé
 jetté par les fenêtres dans la cour
 son collège : & , puisque d'après
 de Thou il n'est aucun écrivain
 n'en ait fait la remarque , je dirai
 les écoliers , animés par leurs ré-
 s encore plus enragés qu'eux , frap-
 pent de verges le corps mort , pour
 ôter à sa profession , dont véritable-
 ment il outroit la sévérité , & en-
 e le traînérent par les rues , & le
 ent en pièces *.

Le récit que je viens
 onner de la mort de
 us , peut faire con-
 re avec quelle justesse
 exprimé depuis peu
 cet événement un au-
 , en qui il seroit à sou-
 er que la droiture du
 ment égalât la fé-
 lité & l'élévation du
 ie. Cet écrivain célé-
 dans une déclamation
 ne, imprimée en 1759
 suite d'une ode sur
 mort d'une grande

princesse , à laquelle il
 consacre cette décente
 épitaphe, CY GÎT QUI
 SAVOIT AIMER, dit
 que *Ramus fut assassiné*
par les écoliers de l'Uni-
versité de Paris pour ven-
ger Aristote. La haine pu-
 blique contre le Calvi-
 nisme , l'animosité parti-
 culière & personnelle de
 Charpentier , qui profita
 de l'occasion pour ven-
 ger ses injures , voilà les
 causes de la mort de Ra-

Tome VI.

M

Traits de son
esprit, de son
caractère, &
de sa vie.

Bayle, *Dict.*
art. Ramus.

Ramus méritoit un meilleur par ses talens. Outre les preuves j'ai eu occasion de rapporter tendue de ses connoissances, ardeur infatigable au travail, zèle pour les progrès de tou

tes. Lorsqu'il fut tué, il n'y avoit pas de 25 ans, que les querelles allumées par son indiscrétion sur les fables d'Aristote, étoient allouées, & ne faisoient plus aucun bruit.

Pourquoi donc l'auteur de la déclamation dont je parle, a-t-il représenté si infidèlement un fait connu de toute la terre ? C'est qu'il avoit besoin d'un exemple qui autorisât ses invectives contre la fureur qu'il attribue aux hommes pour des opinions futiles : & en conséquence, accoutumé comme il est de longue main, non à régler ses idées sur la réalité des choses, mais à donner aux choses le coloris de ses idées, il a vu dans la mort de Ramus ce qui n'y est point, mais qu'il vouloit y voir.

Au reste ce que je relève ici dans cette brochure, est encore ce qu'il y a de moins répréhensible. Elle contient, comme la plupart des ouvra-

ges du même poison de l'imparé avec attention y est attout, mais a de ne point tirer du langage rhodorie. Ces coups de poifoncés avec le même esprit : les compositions de cet écrivain son poème d'riade, dans le théâtre : & j'obligé d'en a qui les lisent caution, & plaisir, attirés du style. Ils dans le cas de ner, presque se percevoir. Sur nesse, toujours rée, & encore conspécte, a tre de certe duisante : & il de père de son maître sage, q sévèrement l'i ses enfans, ou ciples.

arties des beaux arts & des sciences ,
 ne puis me résoudre à omettre un
 trait singulier & éclatant de son élo-
 quence. » Monsieur Ramus , dit un
 écrivain du temps , estoit un fort
 disert & éloquent orateur , & peu
 s'en est-il veu de semblables. Car il
 avoit une grace inégale à tout au-
 tre, qui secouroit davantage son élo-
 quence : jusques-là qu'au bout de
 quelque temps luy s'estant rendu
 Huguenôt , & estant en la compai-
 gnie de Messieurs le Prince & l'A-
 miral , au voyage de Lorraine , &
 leurs reistres qu'ils avoient faict ve-
 nir , ne voulant passer vers la Fran-
 ce , qu'ils n'eussent de l'argent ,
 après qu'ils en eurent un peu touché
 par quelques bourfillemens que les
 Huguenots eurent faicts entre eux ,
 & que Monsieur Ramus les eut ha-
 ranguez , ils en furent gaignez , &
 menez au cœur de la France. » Quels
 services la patrie & la Religion n'eus-
 sent-elles pas tirés d'un tel homme ,
 s'il eût voulu faire un meilleur usage
 de cet admirable talent ! Il y joignoit
 le grandes vertus morales, la sobriété,
 une conduite réglée & irrépréhensible,

ou du moins exemte de scandale *. Mais ceux qui ont voulu le laver du reproche de Protestantisme, n'ont pas assez étudié son histoire. Les traits que j'ai rapportés dans les occasions, ne laissent aucun doute sur ce point. J'ajoute que dans son voyage d'Allemagne il fit la cène à Heidelberg avec les Calvinistes.

Il n'est pas possible non plus d'excuser dans Ramus son penchant effréné pour les nouveautés. Il enchériffoit en ce genre sur les novateurs les plus déterminés. Pendant le séjour qu'il fit dans les pays Protestans, il entreprit de changer leur administration ecclésiastique, & de réduire le gouvernement de l'Eglise à une pure démocratie. On a eu raison de penser que possédant le talent de tribun du peuple au suprême degré, il espéroit de dominer la multitude, entre les mains de laquelle il ne remettoit le pouvoir que pour le ramener à lui-même. Mais les chefs de la prétendue réforme, qui sous le prétexte de la li-

* Quelquesuns ont loué Ramus comme un modèle de chasteté. Nancelius ne s'explique pas si avantageusement sur cet

article. Mais il n'allégué pourtant que des soupçons, & des bruits peu autorisés.

berté évangélique, avoient secoué le joug légitime du pape. & des évêques, n'étoient pas disposés à se laisser dépouiller de l'autorité dont ils s'étoient emparés. Aussi Ramus s'attira-t-il leur haine : & loin de réussir à changer la police des Eglises Protestantes, il ne put pas même obtenir pour lui une chaire de Philosophie à Genève. Théodore de Bèze le refusa durement.

Ramus étoit tellement décidé pour l'innovation, qu'il entreprit de réformer l'orthographe Françoisse d'une manière qui la défiguroit entièrement. Son plan est expliqué avec assez d'étendue par Regnier Desmarais dans le traité de la grammaire Françoisse. Je me contenterai de transcrire ici d'après cet académicien quatre petites phrases, écrites suivant la méthode de Ramus.

Dieu ét le souveréin Maître : un Krétien doet tâdre au siel : les Françoisès èimeet les Roé : suivre l'exemple dés jén saje.

On a peine à reconnoître dans une écriture ainsi travestie les phrases que nous écrivons suivant l'orthographe commune en cette manière : *Dieu est le souverain Maître : un Chrétien doit*

tendre au ciel : les François aiment leur Roi : suivre l'exemple des gens sages. Telle étoit la manie de Ramus pour les réformations les plus bizarres.

La frayeur
de la fièvre
& la mort
de Lambin.

van. Hist.
LII.

Lambin, professeur royal d'éloquence, ne fut pas tué à la journée de S. Barthélemi : mais elle ne laissa pas de lui devenir funeste. Il ne pensoit pas comme Ramus sur la Religion. Néanmoins la mort tragique de son collègue l'effraya, d'autant plus qu'il avoit eu comme lui de grands démêlés littéraires avec Charpentier. Le faïssissement de la peur lui causa la fièvre, dont il mourut un mois après. Lambin est connu de tout le monde savant par ses ouvrages, dans lesquels il a travaillé à éclaircir les plus grands auteurs de la Grèce & de Rome. Une pièce aujourd'hui peu connue, mais qui mérite de l'être, est la lettre Latine qu'il écrivit à l'avocat général Baptiste Dumefnil, pour le féliciter & le remercier des conclusions prises par lui dans l'affaire entre l'Université & les Jésuites. Cette lettre est très bien faite, d'un style très pur & très élégant, & elle fait honneur au bon cœur du professeur royal, dont elle prouve

le zèle pour le bien de l'Université. Elle se trouve dans la vie de Baptiste Dumésnil écrite par A. Loisel.

L'événement de la S. Barthélemi ne changea rien à la conduite de l'Université par rapport au Protestantisme. Elle continua de le poursuivre avec vigueur, mais sans violence. Dans le mandement du Recteur pour indiquer la procession du cinq Octobre suivant, il n'est fait aucune mention du massacre des Calvinistes, & les membres de l'Université sont seulement invités suivant la * formule ordinaire à prier pour l'union de l'Eglise notre sainte mère.

Conduite modérée de l'Université, à l'égard du Protestantisme.

Hist. Un. Par. T. VII. p. 731.

Dans l'assemblée qui précéda la procession, le Recteur dénonça Matthieu Bossulus ou le Bossu, qui résentoit actuellement au collège du Mans, & que l'on soupçonnoit d'attachement aux nouvelles erreurs. Bossulus étoit habile dans les Lettres, & il avoit été précepteur du prince dorn Carlos fils de Philippe II. La mort funeste de l'élève n'avança pas sans doute la fortune du maître. Bossulus quitta

Affaire de Bossulus.

p. 731. 732. 776. 780.

Bayle, Dict. art. Bossulus.

* La formule de ce mandement, rapporté par Duboullai, est presque la même que celle dont on se sert aujourd'hui.

l'Espagne, & vint professer à Paris. Il paroît que l'accusation intentée contre lui sur l'article de la Religion n'étoit pas sans fondement. Le registre de Médecine, en rendant compte de son affaire, marque qu'il entretenoit des liaisons familières avec les amis de l'amiral, & qu'il avoit parlé hardiment en certaines occasions. Bossulus justement suspect ne crut pas qu'il fût prudent à lui, dans un tems où le massacre des Calvinistes étoit encore tout récent, de comparoître pour répondre à une accusation de Calvinisme. Il aimant mieux se laisser condamner par défaut. Après un espace de quelque mois, les choses s'étant un peu apaisées, il se montra, & il comparut le douze Février 1573 au tribunal des députés de l'Université, demandant la révision de son procès. On indiqua une autre assemblée pour entendre l'accusateur & l'accusé contradictoirement. Bossulus s'y rendit accompagné d'un grand nombre d'écoliers, & il fit un discours ou plaidoyer élégant, mais simple, dans lequel il protesta de sa fidélité à suivre la doctrine catholique. L'accusateur, c'est-à-dire, le Recteur qui étoit en charge le cinq Octobre

précédent, ou n'avoit point été averti de cette assemblée, on s'en absenta volontairement : en sorte que les juges ne purent rien prononcer. Je ne vois pas qu'il ait été question de cette affaire jusqu'au douze Mars 1582. Alors Bossulus se présenta de nouveau aux députés ordinaires de l'Université, demanda pardon de ses égaremens, fit profession nette & précise d'attachement à la Religion Catholique, & en conséquence demanda d'être rétabli. Le tribunal académique admit sa requête, & rendit en sa faveur un jugement d'absolution, qui fut confirmé le seize du même mois par l'assemblée générale de l'Université. Bossulus entra en exercice de ses droits, & il professoit en 1589 la Rhétorique avec distinction au collège de Boncour.

Il est le seul que je trouve avoir été poursuivi personnellement par l'Université en 1572 pour cause de Religion. Mais elle fit alors plusieurs réglemens généraux qui tendoient à conserver la pureté de la Foi. Dans l'assemblée du cinq Octobre l'Université déclara que son intention étoit que ceux même qui instruisent des premiers élémens les plus jeunes enfans,

Réglement religieux.

Hist. Un.
Par. T. V
p. 731. 73

174 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
s'abstinrent de lire les ouvrages
s'éloignèrent de la Religion or
doxe ; qu'ils avertissent leurs con
claves de s'acquiescer du devoir d
confession, & des autres actes de
catholique ; que les médecins rec
mandassent aux malades de pour
salut de leurs âmes. Enfin, comme
hérétiques avoient publié plusieurs
romes de prières en langue Franç
dans lesquelles ils glissoient leur
seurs, l'Université ordonna que
tous les collèges les prières se ré
sent en Latin : pratique qui ne
voit jamais être critiquée dans
maisons où tous entendoient cette
gue, & où il étoit même dé
d'en parler aucune autre.

Conséquemment à ces sages pr
tions, le douze Février suivant
enjoint par le tribunal académ
tous ceux qui enseignoient les l
humaines, de faire leur professio
foi entre les mains du Recteur.

C'est ainsi que l'Université fat
foit à son zèle pour la Religion c
pères, mais par des mesures &
voies dignes d'elle, & de la
qu'elle soutenoit.

Les autres natures d'affaires qu

oient son attention , n'étoient point
gligées.

Il s'en présenta une au mois d'O-
bre de la même année 1572 , qui
parloit la police de la librairie dans
un article fort important. Il s'agissoit
d'un privilège exclusif obtenu du pape
du roi par le libraire Jacques
rver pour l'impression des bréviai-
res , diurnaux , missels , & autres livres
de prières. Quoique l'usage de ces
privileges fût assez commun
depuis l'invention de l'art typogra-
phique , la communauté des libraires
avoit par son syndic celui de Ker-
t , ou plutôt elle s'élevoit contre
ces privileges semblables , prétendant
qu'ils étoient contraires à la liberté
du commerce , & à l'utilité du public ,
quel le libraire donnoit la loi par
rapport au prix d'un livre dont il avoit
il le débit. Elle exceptoit néant-
moins le cas où un libraire auroit eu
des frais à faire soit pour l'auteur ,
soit pour un habile correcteur qui au-
roit veillé à la bonne exécution de
l'ouvrage. Hors ce cas , elle soutenoit
que l'impression & la vente des livres
devoient être libre & commune à tous
les libraires , & elle demandoit en

Privileges
pour l'im-
pression & la
vente des li-
vres.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 729-731.

276 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

conséquence que l'Université poursuivit auprès du pape , du roi , & du parlement , la révocation du privilège obtenu par Kerver.

L'affaire ayant été proposée par le Recteur , le syndic de l'Université donna ses conclusions conformes à la requête de la communauté des libraires : & l'Université suivit son avis. Cependant l'usage des privilèges en matière de livres a prévalu : & les libraires aujourd'hui , bien loin de le regarder comme pernicieux , sont persuadés qu'on ne peut l'abolir sans ruiner leur communauté & leur commerce.

Nomination à une chapelle.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 729--731.

Légat complimenté par l'Université

p. 731.

Dans la même assemblée l'Université conféra une chapelle de sa dépendance sur la présentation de la Faculté de Médecine.

Le vingt-trois Novembre elle alla au-devant du cardinal des Ursins , envoyé légat en France par le pape Grégoire XIII , pour féliciter le roi sur ce qu'il venoit de faire contre les Huguenots de son royaume. Ce légat trouva la cour de France bien honteuse de l'exploit qu'il avoit charge de vanter par les plus pompeux éloges. L'Université le complimenta près l'E-

DE PARIS , LIV. XII. 277
de S. Etienne d'Egrès ; vis-à-vis
des Jacobins.

J'ai déjà remarqué que les résigna- ^{Permutation}
is & permutations des bénéfices ^{de la cure de}
quels nomme l'Université, étoient ^{S. Germain}
^{le Vieux.}

is d'un usage fort commun : seule- ^{Hist. Un.}
ment il falloit que le consentement ^{Par. T. V. K.}
^{p. 732.}

la compagnie y intervînt. Elle le
na, le neuf Janvier 1573, pour la
gnation* & permutation de la cure
S. Germain le Vieux. La Nation de
nce, qui étoit en tour, réserva son
it pour la nomination du premier
éficé qui viendrait à vaquer.*

La Faculté de Droit, ainsi qu'il a ^{Avertisse-}
remarqué, commençoit à se tirer ^{ment donné}
la dépendance du chancelier de ^{par l'Univer-}
glise de Paris, par rapport à la col- ^{sité à la Fa-}
on du degré de licencié. Elle se ^{culté de}
pensoit aussi d'observer à l'égard de ^{Droit.}

actes probatoires les loix de l'U- ^{Ibid.}
versité : elle agissoit indépendam-
ent du Recteur, fondée, disoit-
e, sur des arrêts, qu'elle ne pro-
isoit point. L'Université, sur les
présentations du Recteur, prit cette
libération le treize Février 1573.

Jacques Burle per- | colas Beuvart, pour une
oit la cure de S. Ger- | chapelle de S. Germain
le Vieux avec Ni- | de l'Auxerrois.

278 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

La Faculté de Droit canon doit être avertie de ne point s'écarter de l'exemple des autres Facultés ; d'observer exactement les anciens statuts, & de faire en sorte que les bacheliers soutiennent leurs actes dans les tems marqués, & qu'ils y appellent M. le Recteur & le Chancelier.

Députés
pour travailler à une réforme de l'Université.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 781.

Il étoit toujours question d'une réforme de l'Université, mais sans que l'on en vînt à l'exécution. Actuellement les cardinaux de Lorraine & de Bourbon, les évêques d'Auxerre, de Lavaur, d'Angers, & de Paris, étoient chargés par le roi d'y travailler. L'Université choisit pareillement par ordre du roi, le treize Juin, quatre députés de son corps, qui concourussent à l'ouvrage avec ces prélats. C'étoient, pour la Faculté de Théologie Simon Vigor, qui venoit d'être nommé à l'archevêché de Narbonne ; pour le Droit, Pillaguet ; pour la Médecine, Charpentier ; pour la Faculté des Arts, Gilmer ancien Recteur : & on leur donnoit pouvoir de s'associer qui ils voudroient de leurs confrères. Les Nations oublioient bien leur droit, en se contentant d'un seul député pour la Faculté des Arts.

ntion à prévenir les usurpa- Pré aux Clercs.
voisins sur le Pré aux Clercs,
enir net & exempt des immon- Hist. Un.
Par. T. V E.
e l'on affectoit d'y jeter , fut p. 733.

es avertissemens & instructions
ma le vingt-six Juin au nou-
cteur celui qui l'avoit pré-
vois que trois ans après , c'est-
le vingt-&-un Janvier 1576 , p. 742.

sité prit une délibération sem-
par rapport à un égoût que les
du fauxbourg S. Germain
nt faire passer par le pré.

rocès qui s'éleva le vingt-&- Décanat de
la Tribu de
Sens.
bre 1573 pour le décanat de
de Sens dans la Nation de p. 733.
ne nous fournit rien de bien
able. Des deux contendans
entoit actuellement , l'autre
genté un cours.

iversité étoit toujours en pos- Le Recteur
assiste à la le-
cture du dé-
cret d'éle-
ction de Hen-
ri roi de Po-
logne.
e se voir traitée comme l'une
illustres compagnies du royaume
mois de Septembre de la
nnée 1573 , dans l'assemblée

uguste qui puisse se tenir en Thuan. Hist.
l. LVII.
où le roi assis sur un trône ,

mpagné de Henri son frère ,
e Pologne , des deux reines sa
son épouse , du duc d'Alen-

280 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
çon, du roi de Navarre, des pr
du sang, des cardinaux & prélats
de tous les seigneurs de la cour
tendit la lecture solennelle du d
par lequel le sénat & la noblesse
Pologne avoient élu Henri pour
roi, le Recteur, assisté sans doute
députés ordinaires, prit place & se
immédiatement au-dessous du p
ment.

Le Recteur
insulté par
un Jacobin.
séparation.

Hist. Un.
Par. T. V. l. 1.
p. 734, 735.

La dignité rectorale ainsi hon
dans l'Etat, ne fut pas à l'abri des
sultes d'un petit moine. Au moi
Janvier 1574 le Recteur s'étant
sente pour entrer aux paranyms
des Jacobins, fut tenu longtems
porte, & enfin frappé par un relig
de la maison. Les appariteurs du
cteur se faisirent du coupable,
ménérent au premier président. C
stophle de Thou, qui étoit déjà da
salle, & qui ordonna qu'on le
duisît en prison. Mais par la coll
de celui à qui il avoit été donné e
de, le jeune religieux s'échappa, &
fut plus possible de le reprendre. L
l'Université prit fait & cause pou
chef insulté : & le prieur des Jaco

dans la vûe de conjurer l'orag
justice lui-même du jeune témé

qui s'étoit si étrangement oublié. Par jugement prononcé en forme il le condamna, s'il pouvoit être repris, à demander pardon au Recteur devant toute l'Université assemblée, à perdre tous les droits que ses études pouvoient lui avoir acquis, à en être exclus pour toujours, & enfin à garder prison, & à y subir les châtimens prescrits par la règle contre ceux qui se portent aux violences & aux voies de fait. Le prieur donna communication à l'Université du jugement qu'il avoit rendu, & elle témoigna en être satisfaite, à condition qu'il seroit exécuté dans le cas où l'on se rendroit maître de la personne du coupable.

J'indiquerai seulement une affaire de discipline, dans laquelle étoit intéressé Jean Riolan, alors régent de Physique au collège de Boncour, depuis célèbre medecin. Il s'agissoit de l'observation des loix de l'Université par rapport à l'acquisition du degré de maître ès Arts. Ce fut le Recteur, assisté des députés de la Faculté des Arts, qui fit le règlement que les circonstances exigeoient.

Le roi Charles IX avoit été attaqué dès les commencemens de cette an-

Règlement
de la Faculté
des Arts.

Hist. Un.
Par. T. V F.
p. 735. 736

Mort de
Charles IX.

282 Histoire de l'Univ

Henri III
lui succéda.

Hist. Un.
Par. T. VII.
p. 736.

née 1574 d'une maladie de
dont il mourut le treize M
la Pensecôte. Pendant qu'il
lade, l'Université célébra u
son solennelle aux Célestins
mander à Dieu sa guérison
sa mort, elle lui fit un servic
deux Juin dans l'Eglise des
Elle assista à ses obsèques ro
le chœur de Notre-Dame
Denys les douze & treize.
vant. En attendant le reton
son frère & son successeur,
allé se mettre en possession
ronne de Pologne, la reine
suzeraine de Médicis prit l'a
tion des affaires du royaume
arriva à Lyon le six Septem
n'entra dans Paris que le 1
Février de l'année suivante
me suffit de remarquer c
du reste je me renferme d
regarde les affaires de l'Un

Hist. de Pa
rie, T. II.
p. 1128.

Résignation
& permuta-
tion de la cu-
re de S. Ger-
main le
Vieux.

Hist. Un.
Par. T. VII.
p. 736. 737.

Le neuvième jour d'Aoû
admise une nouvelle résig
permutation de la cure de S
le Vieux. Beuvart, qui en
pouvû un an & sept mois au
la permutoit avec Gilles
conseiller au parlement, c

DE PARIS , LIV. XII. 283
 en échange son canonicat de l'E-
 cathédrale de Laon. Toutes les
 tés (car les Nations continuoient
 souffrir que les délibérations se
 t suivant ce systême au préjudice
 urs droits) consentirent la rési-
 ion , & donnèrent leur nomina-
 à Scavant. La Nation de France
 va son droit , comme elle avoit
 dans l'occasion précédente.

affaire du rétablissement du mé-
 Maurice de la Corde , occupa
 ce même tems & dans les mois
 ns, l'Université & la Faculté de
 ecine. J'ai dit qu'il s'étoit présenté

Efforts du
 médecin de
 la Corde ,
 pour se faire
 rétablir dans
 sa Faculté.

Faculté le trente-&-un Octobre
 , & qu'il avoit été renvoyé à
 iversité. Paradis, alors Recteur ,
 abla les députés ordinaires le six
 embre : & de la Corde comparut
 nt ce tribunal , & demanda d'être
 égré en vertu de l'arrêt du parle-
 t rendu quatre ans auparavant. Le
 inal académique ne jugea pas à
 os de lui accorder sa demande.
 clara que l'entérinement d'une pa-
 e requête excédoit son pouvoir ,
 ue le suppliant devoit se retirer
 devers toute l'Université assem-
 . La sincérité de son retour à la

Hist. Un.
 par. T. VI.
 p. 734. 737.
 738. 740-
 742.

284 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
Religion Catholique étoit for
pecte : & le suppliant n'avoit p
gagé le Recteur & les députés d
université à y prendre confiance
usant de ces termes dans sa supp
» Pendant qu'il a été permis de
» les deux Religions , j'ai pr
» celle qui me paroissoit la meille
Ce langage , qui supposoit deu
ligions , & sembloit même don
préférence à la nouvelle , n'avo
été approuvé : & tel étoit le mo
la réponse qui fut faite à sa re
De la Corde comprit ce que sig
cette réponse , & il en conclut
n'auroit pas un meilleur succès :
de l'Université en corps , qu'aup
ses députés. Il recourut au parler
& comme il étoit adroit & intrig
il usa d'un tour de souplesse.
assigner l'Université comme sa
adverse , & ensuite , sans qu'el
été ouïe , il obtint le trois Août
un arrêt , qui ne faisoit aucune
tion de l'assignation donnée à
versité , & qui ordonnoit l'exé
de celui de 1569.

Ce médecin , comme l'on vo
rendoit les ruses des mauvai

DE PARIS , LIV. XII. 285
à la Faculté de Médecine , qui
ondit , en lui opposant toujours la
me exception , qu'elle ne pouvoit le
ablir sans le consentement de l'U-
ersité. Il fallut donc que l'arrêt fût
nifié au Recteur. Mais il n'en résulta
un avantage pour celui qui l'avoit
tenu. Le Recteur , ayant assemblé le
bunal académique , répondit que de
Corde n'avoit pas rempli les condi-
ons qui lui avoient été prescrites par
rêt de 1569. Qu'il avoit toujours
retenu des liaisons avec les Reli-
onnaires , & qu'en 1571 il faisoit
core profession ouverte du Calvi-
sme , comme il paroissoit par la re-
ête qu'il avoit alors présentée au roi,
njointement avec cinq autres méde-
s attachés aux nouvelles opinions.
là on concluoit que l'on ne pouvoit
dispenser d'exiger de lui qu'il se
ésentât devant toute l'Université ,
ur réparer publiquement le scandale
blic qu'il avoit donné. De la Corde
na mieux s'adresser de nouveau au
lement : & le sept Septembre il ob-
ut un second arrêt , qui ordonnoit
un conseiller de la cour se trans-
feroit en la première assemblée
la Faculté de Médecine , pour y

286 Histoire de l'Université
faire exécuter l'arrêt du 1^{er} Août.

En conséquence de l'arrêt du 1^{er} Septembre, Puelle conseiller en vint le quatorze à l'assemblée de la Faculté de Médecine : & après avoir loué beaucoup le zèle des Médecins pour la conservation & le maintien de la foi orthodoxe, il ajouta que au moins le roi vouloit que tous les germes des anciennes discordes fussent entièrement effacés, & que les représentassent dans tous leurs discours. Il ordonna donc le rétablissement de la Corde, conformément à l'arrêt qu'il étoit chargé d'exécuter. Le doyen de la Faculté de Médecine défendit, mais très-respectueusement de faire ce qui lui étoit enjoint. Il resta d'abord de sa soumission au commandement du roi & aux arrêts du Parlement. Mais il alléguait l'opposition de l'Université : & les termes dans lesquels il s'exprima sur ce point furent très-énergiques. » Il ne nous est
» permis, dit-il, de recevoir dans
» la Faculté aucun de ceux qui
» sont écartés de la Foi, à moins que
» l'Université n'y consente ; & per
» sonne ne peut jouir de nos privilèges
» si l'Université ne le reconnoît po

suppôt. Elle nous a défendu d'admettre sans son aveu aucun de ceux qui sont dans le cas où se trouve de la Corde : & ce seroit un crime à la Faculté de désobéir à l'Université , qu'elle respecte comme sa mère. Ainsi elle supplie le parlement de lui permettre d'avoir égard à l'opposition de l'Université . . . de peur que si les circonstances venoient à changer , on ne nous reprochât d'avoir tenu une conduite tiède & négligente sur un intérêt aussi précieux que celui de la vraie Religion. » Telle fut la réponse de la Faculté de Médecine : & le Recteur , sur l'avis qu'il en eut , tint tribunal le vingt-quatre de Septembre , & enchérissant encore sur les premières démarches , il présenta requête au nom de l'Université pour demander que l'arrêt dont s'appuyoit Maurice de la Corde , fût rapporté , comme obtenu par surprise.

Ce fut donc une nécessité pour de la Corde de subir interrogatoire sur faits & articles devant le Recteur. Il s'y soumit le vingt-huit Décembre , & ses réponses furent jugées satisfaisantes. Néanmoins on persista à ne rien conclure définitivement, qu'il ne se fût pré-

fit signifier que l'affaire de l'Université ne la regardoit point que le parlement l'avoit ordonné un arrêt , auquel il s'en tenoit.

Je ne puis dire ce qui en suite de la Corde fut rétabli. Mais cas , l'Université & la Faculté de médecine n'avoient rien à se reprocher. Elles avoient fait tout ce qui dépendoit d'elles pour se conserver exemptes de la contagion de l'hérésie.

Obit de Robert de Sorbonne.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 738. 751. 752.

Il me suffira d'indiquer la décision qu'eut l'Université dans laquelle il s'agit ici avec les Maîtres pour les obliger de célébrer l'office de Robert de Sorbonne , & celui de Guillaume d'Auxerre , célèbre théologien du treizième siècle.

Règlement de police académique.

On parloit toujours de réformation. Je vois un point de police académique.

DE PARIS, LIV. XII. 289
que professeur de Philosophie à
ter le catalogue de ses écoliers avant
mois de Janvier de la première an-
de son cours au greffe de l'Uni-
ité.

Le chancelier de sainte Geneviève
attaqué par le procureur de la Na-
de Picardie sur la nomination des
ninateurs de ceux qui aspirent à
licence ès Arts. Le chancelier étoit
possession, & prétendoit être en
it, de présenter à la Faculté des Arts
r cet emploi quatre sujets, un de
que Nation. Le procureur de Pi-
lie soutenoit que chaque Nation
oit nommer le sien, sans attendre
présentation du chancelier. Cette
elle occupa pendant quelque tems
lecteur, la Faculté des Arts, &
ne l'Université : mais sans fruit.
se renouvella encore en 1577, avec
ême succès. Les choses sont restées
l'ancien pied. Le chancelier pré-
e les examinateurs, & les Nations
it qu'elles les nomment & les éli-
Il est vrai qu'elles sont en droit
ejecter les sujets présentés, s'ils
oient pas les conditions requises
es statuts généraux de l'Université
e la Faculté des Arts.

Examina-
teurs.
Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 742. 743.
757.

Henri III
harangué par
le Recteur.

Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 743.

Mém. Hist.
sur le Collège
R. de Fr. T. I.
p. 173.

Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 744.

Obsèques de
deux princef-
ses.

Ibid.

L'Université
combat con-
tre les Jésui-
tes.

Le roi Henri III étant à sa capitale le vingt-sept Février fut harangué par le Recteur Mars suivant. Le discours d'en même tems qu'il lui porta plaudissemens & les vœux de l'Université, lui demandoit attention pour elle : & ce qui aimoit les Lettres, leur en étoient sentis ses bienfaits, & les vœux qui agitérent son règne furent permis de suivre en ce point d'inclination. Malgré cet obstacle ne laissa pas de fonder trois collèges, l'une pour la Théologie, l'autre pour la Chirurgie, & le troisième pour la langue Arabe. L'Université ne se contenta pas d'une harangue de félicitation au nouveau roi. Elle remercia l'heureux retour de Henri III par une procession solennelle.

Dans le même mois de Mars fut invitée, & assista aux obsèques de la duchesse de Savoye tant à celles de la duchesse de Nemours que de sa sœur.

La guerre continuoit toujours entre l'Université & les Jésuites.

étoit fort animée en 1575 par un nouvel incident, que Maldonat avoit fourni. Je reprends les choses d'un peu plus haut.

Peu contens de la liberté dont ils jouissoient d'enseigner dans Paris les Lettres humaines, la Philosophie, & la Théologie, les Jésuites vouloient à toute force entrer dans le corps de l'Université, & participer à ses privilèges. Ils prirent leur tems après le massacre de la S. Barthelemi, pour renouveler leurs instances auprès de l'Université. Elle en délibéra le dimanche quatorze Septembre 1572, & conclut qu'elle ne devoit ni les recevoir ni les rejeter, mais les tolérer, en les obligeant néanmoins d'observer les loix & les statuts de la compagnie, autant que le permettoient les tems orageux où l'on vivoit. Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 728.

L'année suivante elle fit un pas de plus, & le douze Février 1573, conformément à ce qu'elle avoit déjà arrêté en 1566, elle résolut de ne recevoir ni à la licence, ni au degré de maître, ceux qui auroient pris les leçons des professeurs Jésuites. p. 732.
p. 656.

Le cinq Novembre 1574 la Faculté des Arts aggrava les peines contre les

292 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
auditeurs des Jésuites. Elle déclara
qu'elle les excluait de tous les privi-
lèges académiques; que les principaux
dans les collèges desquels il n'y avoit
pas plein exercice, devoient être aver-
tis de ne point envoyer leurs boursiers
aux leçons des Jésuites; & qu'elle
chargeoit les censeurs des Nations de
tenir la main à l'exécution du régle-
ment qu'elle portoit actuellement.

Cette conclusion étoit tout-à-fait
régulière, & suivoit l'esprit de trois
conclusions précédentes. Mais les Jé-
suites s'étoient déjà acquis des amis
dans l'Université; en sorte que les Fa-
cultés supérieures, invitées à se join-
dre à celle des Arts, tergiversèrent.
Elles appréhendoient que cette démar-
che ne fût pas assez mesurée; qu'elle
ne parût contraire à l'arrêt du par-
lement, qui maintenoit les Jésuites
dans la possession d'enseigner. La Fa-
culté des Arts auroit peut-être eu
bien de la peine à obtenir l'adjonction
des Facultés supérieures, si Maldonat
ne les eût irritées par une impru-
dence, qui me semble tout-à-fait
singulière.

On fait combien la société des
Jésuites est dévote à la sainte Vierge.

L'opinion de la Conception immaculée a toujours régné parmi eux : il y a même lieu de dire qu'ils en ont quelquefois abusé. Je ne conçois pas quel déshonneur pouvoit avoir cette opinion auprès de Maldonat, si ce n'est d'être celle de l'Université, qui surtout depuis le concile de Bâle l'a embrassée avec zèle. Maldonat la combattit, & il enseigna que la sainte Vierge a été conçue en péché originel. Il fut déferé à l'Université. On le cita, & il négligea de comparoître. C'est, je pense, cet incident qui réunit toutes les Facultés à celle des Arts. Dans une assemblée générale, qui se tint le quatorze Décembre, il fut dit que la conclusion de la Faculté des Arts ne blessoit en rien l'arrêt du parlement. Qu'il falloit suivre jusqu'au bout le procès contre les Jésuites aux frais communs des Facultés; & que sur la question rhéologique, dans laquelle Maldonat s'égaroit, le jugement en seroit renvoyé à l'évêque de Paris.

L'Université comptoit que ce prélat, à l'exemple de ses prédécesseurs, consulteroit la Faculté de Théologie, & ne décideroit rien que de concert avec elle. C'étoit une espérance vaine.

Maldonat
attaque la
Conception
immaculée
*Hist. D.
Par. T. I
p. 739—7
D'Argem
Coll. jud.
novis err
T. I
p. 443. 4*

Pierre de Gondi se tenoit offensé de ce que, malgré la protection qu'il avoit accordée à la Bible François de René Benoit, la Faculté de Théologie n'avoit pas laissé de la censurer. Il saisit l'occasion de venger ce mépris prétendu de son autorité épiscopale. Il se rendit seul juge de l'affaire de Maldonat : & ayant consulté seulement pour la forme neuf docteurs en Théologie, dont six étoient du nombre des jeunes, & dévoués à ses volontés, il prononça le dix-sept Janvier 1575 un jugement vague, dans lequel, sans même expliquer quelles propositions on reprochoit dans les écrits dictés par le Jésuite, il déclaroit qu'après les informations dûement faites à la diligence de son promoteur, & les témoins entendus, il avoit reconnu que Maldonat n'avoit rien enseigné d'hérétique, ni de contraire à la foi orthodoxe.

Maldonat triomphant fit afficher par toute la ville un acte, que je ne puis qualifier précisément, mais dans lequel il déclaroit & protestoit, qu'en assurant contre le sentiment de l'Université que la sainte Vierge avoit été conçue en péché, il n'avoit point erré. Il ne resta donc d'autre ressource à

DE PARIS , Liv. XII. 295

l'Université , que de se pourvoir au parlement contre un tel scandale : elle en prit la résolution le onze Février suivant. Le quinze du même mois la Faculté de Théologie s'assembla , & trouva tous ses suppôts , hors huit ou neuf , disposés à déclarer qu'ils croyoient comme de foi que la sainte Vierge avoit été conçue sans la tache du péché originel.

Les choses en feroient peut-être demeurées là , si l'on n'eût découvert une nouvelle singularité dans les opinions théologiques de Maldonat. Le trois Juin le Recteur Michel Tyssart informa l'Université que ce Jésuite enseignoit dans les cayers dictés à ses disciples , que la durée des peines du purgatoire ne s'étendoit pas au-delà de dix ans : décision téméraire , qui fonde un secret que Dieu a réservé à sa connoissance ; décision bizarre , qui ne porte sur rien , & dont il ne seroit pas aisé de deviner le motif , si les docteurs de Paris contemporains de Maldonat ne nous l'eussent expliqué. Obligés d'écrire sur cette affaire au pape Grégoire XIII , ils font dans leur lettre un parallèle de leur conduite avec celle des Jésuites , sans les nom-

Il rédui
dix ans le
peines du
purgatoire

*Hist. Un
Par. T. V
p. 744*

*D'Argentr
Coll. jud.
novis erro
T. II
p. 444*

mer : & c'est là que nous trouvons la
solution de l'énigme. » Nous ne vérons ;
» disent-ils , aucune Eglise , ni même
» aucun particulier. Nous ne nous at-
» tirons point les successions au pré-
» judice des héritiers. Nous ne suggé-
» rons point des testamens contraires
» aux droits de la nature & du sang ,
» pour nous en enrichir. Nous ne som-
» mes point à l'affût pour faire tomber
» dans nos filets les monastères & les
» autres bénéfices ecclésiastiques , de
» manière que nous en ayons le profit
» sans en acquitter les charges. Nous
» n'abrégeons point les peines du pur-
» gatoire , & nous ne dirigeons point
» au nom de Jesus , sur le système qui
» les réduit à dix ans , les consciences
» des princes , leur donnant à enten-
» dre qu'il n'y a aucun risque , au-
» cun inconvénient dommageable aux
» âmes des fondateurs , morts depuis
» des siècles , à enlever les biens ec-
» clésiastiques aux monastères & aux
» autres titulaires qui les possèdent ,
» pour les donner en commande , ou
» les appliquer à des usages profanes ,
» ou les transférer à d'autres œuvres de
» piété , & à des collèges. Nous fai-
» sons notre cours d'études sur nos

» patrimoines, souvent très-médiocres,
 » ou sur un petit pécule acquis par un
 » travail honnête : & ensuite nous nous
 » distribuons pour les fonctions & le
 » ministère ecclésiastique, si on nous y
 » appelle ; & après les exercices pré-
 » paratoires nous partons pour le com-
 » bat. » Ce morceau d'une lettre écrite
 par la Faculté de Théologie au pape ,
 nous fait voir quelle idée elle s'étoit
 formée des Jésuites en général , & ce
 qu'elle pensoit en particulier des vûes
 qui avoient conduit Maldonat au systè-
 me des dix ans de purgatoire.

L'Université instruite par son Re-
 ctcur des propositions répréhensibles
 avancées par ce Jésuite , ne jugea pas
 à propos de s'adresser à l'évêque de
 Paris, qui avoit trompé ses espérances.
 Elle délibéra : & comme c'étoient des
 matières théologiques, elle en renvoya
 la discussion à la Faculté de Théologie,
 sous la charge de lui en faire son rap-
 port. Elle ordonna de plus qu'il seroit
 présenté une requête au parlement,
 qui contiendrait l'exposé des erreurs
 de Maldonat. Deux Facultés , celle
 des Arts & celle de Droit, prévirent
 le jugement de la Faculté de Théolo-
 gie sur la Conception immaculée ,

L'Universi
 agit contr
 lui , & refi
 d'admettre
 les Jésuites
Ibid.

1698 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qu'elles se déclarèrent résolues de croire
& de soutenir.

Les Jésuites ne s'oublièrent pas dans ce danger. Ils recoururent à l'évêque de Paris, qu'ils savoient très disposé à prendre les impressions les plus favorables à leur cause. Ils lui représentèrent la délibération du trois Juin, comme un attentat contre son autorité. Et ce prélat jaloux de ses droits, & d'ailleurs mécontent de la Faculté de Théologie pour la raison que j'ai dite, rendit un décret par lequel il défendoit sous peine d'excommunication à l'Université de connoître des propositions de Maldonat, & d'en donner son jugement.

Sur cette menace l'Université s'assembla le vingt Juin, & de l'avis de toutes les Facultés il fut dit que l'évêque abusoit de son pouvoir, & qu'il menaçoit de ce qu'il ne lui étoit pas possible d'exécuter, puisque l'Université par de très anciens privilèges étoit exemte de sa juridiction. Qu'il falloit donc appeller comme d'abus au parlement du décret qu'il venoit de rendre; & en même tems députer un cardinal de Bourbon conservateur apostolique, pour le prier de défendre la

DE PARIS , LIV. XII. 299
compagnie contre les entreprises de
l'évêque.

La foiblesse du cardinal de Bourbon est connue par toute l'histoire. Il entra si peu dans les vûes de l'Université, dont il étoit protecteur par sa charge, qu'il reçut dans ce tems-là même & lui envoya une requête des Jésuites, qui demandoient avec de nouvelles instances d'être admis dans la compagnie, à laquelle ils faisoient actuellement la guerre.

L'Université réussit mieux auprès du parlement. L'appel comme d'abus fut plaidé le deuxième jour d'Août. L'arrêt qui intervint, confirma les privilèges de la Faculté de Théologie, & déclara qu'il y avoit abus dans le décret de l'évêque de Paris. Sur le fond de la question, & pour ce qui regardoit les opinions théologiques de Maldonat, on appointa:

L'évêque & les Jésuites avoient pris soin de prévenir l'esprit du pape Grégoire XIII, tout dévoué à la société, contre le zèle de nos docteurs. Dans une assemblée de l'Université qui se tint le vingt-sept Août, Jean le Pellerier grand maître de Navarre lut des lettres qu'il avoit reçues de Rome,

300 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& par lesquelles il paroissoit que les
accusations portées contre la Faculté
de Théologie en général, & contre quel-
ques docteurs en particulier, avoient
produit leur effet. C'est pour faire son
apologie contre ces accusations que
la Faculté écrivit au pape la lettre que
j'ai déjà citée, & que l'on peut voir
dans la collection de d'Argentré.

De toutes ces traverses suscitées à
l'Université & à la Faculté de Théo-
logie dans l'affaire de Maldonat, il
résulta que ce Jésuite ne fut point
condamné. Mais ses supérieurs jugè-
rent à propos de le retirer de Paris, &
ils l'envoyèrent à Bourges.

Dans la disposition où étoient les
esprits, il n'est pas étonnant que l'U-
niversité ait refusé de recevoir les
Jésuites dans son corps : ce qui doit
surprendre, c'est qu'ils aient osé le
demander. Ils l'osèrent, & ils insisté-
rent pour avoir une réponse. Dès le
vingt-six Juillet, leur requête ayant
été lue dans l'assemblée de l'Univer-
sité, la Faculté des Arts fut d'avis que
l'on devoit interroger sérieusement les
Jésuites, & leur demander quels ils
étoient, quelle vie ils prétendoient
mener, s'ils étoient réguliers ou sé-

DE PARIS, LIV. XII. 305
siliers; & que supposé qu'ils répondissent qu'ils étoient *tales quales*, tel que la cour de parlement les avoit dénommés, en ce cas il falloit les rejeter. Les autres Facultés opinèrent pour une députation au cardinal de Bourbon.

Apparemment ce cardinal souhaita que l'on délibérât sur leur requête. Car le dix-neuvième jour d'Août il se tint une assemblée des députés de l'Université, à laquelle comparurent les Jésuites Claude Matthieu, Jean Maldonat, qui n'avoit pas encore quitté Paris, Jacques Thyrrhus, & Odon Pigenat, principal de leur collège. Là interrogés sur leur profession, ils répondirent qu'ils étoient clercs séculiers en France, réguliers en Italie. Qu'ils avoient certaines maisons en France, à Venise, à Rome, dans lesquelles résidoient des écoliers, qui étoient comme la pépinière de la société, mais non profès. Que tel étoit leur collège de Paris, dans lequel actuellement ils n'avoient point de religieux profès. Le syndic de l'Université insista, & leur demanda s'ils étoient religieux ou non. Ils répondirent qu'ils étoient religieux, mais non

302 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
pas moines. Ils présentèrent quelques
titres & actes concernant leur institut :
& on résolut d'examiner ces pièces
avant que de rien prononcer.

Il se tint donc le vingt-sept Août
une nouvelle assemblée à leur sujet ,
non de toute l'Université , mais des
députés , auxquels s'étoient joints plu-
sieurs des plus considérables personna-
ges de chaque Faculté. On y relut les
pièces qu'ils avoient produites tou-
chant leur institut , leur règle , leurs
privilèges. Le principal fut ouï de
nouveau. Et le résultat de la délibé-
ration fut qu'il n'étoit pas possible de
les recevoir , puisqu'il n'étoit point
décidé sous quel nom ils pouvoient
être reçûs. Qu'ils se disoient religieux
& laïcs , réguliers & séculiers : & que
par conséquent si on les recevoit , on
ne sauroit en quel ordre on devoit les
placer. Les Jésuites n'avoient pas lieu
d'être satisfaits de cette réponse. Ils
ne se rinrent pas néanmoins pour bien
refusés , comme nous le verrons dans
peu.

Jean de
Rouen , Re-
cteur.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 255. 256.

Le Recteur qui avoit conduit cette
affaire au gré des vœux de la compa-
gnie , étoit un homme de mérite, Jean
de Rouen , grand professeur de Rhé-

orique , & qui vit jusqu'à quatre cens
auditeurs prendre ses leçons au collège
d'Harcour. Il fut ensuite précepteur
du duc d'Angoulême , fils naturel de
Charles IX. Il s'étoit acquis une for-
tune honnête par son travail , & il
ne put ne pouvoir en faire un meilleur
usage , que de fonder dans le collège
de Sorbonne , dont il étoit membre ,
une chaire de Théologie pour les cas
de conscience. Cette chaire subsiste
encore aujourd'hui , & elle conserve
le nom de son fondateur.

Le cardinal de Bourbon s'étant dé-
mis vers ce même tems de son évêché
de Beauvais , ne pouvoit plus garder
la charge de conservateur apostolique.
Il la remit à l'Université , & témoi-
gna en même tems souhaiter qu'elle
passât à Nicolas Fumée , qui devoit
lui succéder dans l'évêché qu'il quit-
toit. Deux Facultés eurent égard à sa
recommandation : mais celles de Droit
& des Arts ne croyant pas qu'un évê-
que simplement désigné , & non sa-
cré , fût éligible pour la charge dont il
s'agissoit , se déclarèrent pour Louis de
Brézé évêque de Meaux , compétiteur
de Fumée. Le Recteur se rangea , com-
me il le devoit , au sentiment de la

Louis de
Brézé, évêqu
de Meaux, e
lu conse
rvateur apos
tolique.

Hist. 1
Par. T.
p. 746.

de fidélité aux sentimens François eût mérité la préférence sur Bré se dévoua à la ligue.

Réformation de divers abus dans l'Université par arrêts du parlement. Enfin après tant de projets de réforme , on passa à l'exécution le parlement rendit le treize Août un arrêt de règlement , qui n'é

Arrêts imprimés en 1577. soit pas tout , mais qui tendoit à réformer divers abus dans l'admission des collèges , & dans la conduite des principaux & régens.

Le premier article regarde les devoirs de la Religion , & la célébrité des offices divins , auxquels il est ordonné que les principaux feroient assister les écoliers , & auroient soin qu'ils fussent présents leurs heures & livres de prière.

Voici les articles qui me paroissent les plus dignes de remarque en ce qui concerne les régens. Il est défendu

l'Étudiant de Philosophie ne pouvoit passer d'un collège à un autre, sans avoir rempli les trois ans & demi de son cours : & ce point de discipline fut encore confirmé par une délibération de l'Université le 8 Mars 1576. Pour ce qui est des régens de Grammaire & de Rhétorique, ce que l'arrêt appelle leur *tems*, ne peut être que l'espace d'une année, ou celui dont ils seront convenus avec le principal qui les a nommés.

*Hist. Univ.
Par. T. VII
p. 747.*

Les Lendits, & l'usage où étoient les écoliers d'offrir en ces jours de reconnaissance des présens à leurs régens, sont abolis : & l'on ne permet point aux régens de recevoir au delà d'unécu, ou deux pour le plus, de chacun de leurs disciples. Si la somme qui s'ultera de l'assemblage de ces petites redevances, est trop modique, c'est aux principaux à y suppléer.

Les principaux, comme chargés de la discipline des collèges, sont l'objet d'une grande partie du règlement. leur est défendu d'y avoir *aucunes ambrières ou servantes, ny estables chevaux*. Ils ne doivent y loger ni recevoir *autres personnes que étudiants, escoliers ayant maistres ou pédago-*

vet arret encherit sur la ley
précédent. Il défend aux ré
rien exiger , même sous pré
luminaire , rideaux , & autr
modités semblables , au delà
écus fixés par le règlement de
leur ordonne même de refus
leur seroit offert volontairem
toit réduire à bien peu de d
émolumens que les régens p
tirer de leurs écoliers. Mais
principaux étoient obligés de
fir & loger gratuitement , &
bailler pensions honnestes & si
Ainsi ce que payoient les
pour les leçons qu'ils recevoi
troit point dans le nécessa
des régens , & ne leur procur
mieux être.

La vie commune est ordon

•
tout ce règlement l'autorité
principaux est portée fort loin.
ens ne doivent lire dans leurs
que les livres agréés par leur
1. C'est au principal qu'il ap-
d'examiner la portée des éco-
de leur assigner la classe qui
vient. Le principal est même
, ou pour mieux dire il lui est
de visiter de mois en mois les
s , études , & livres , tant des
, régens , pédagogues , que
s demeurants en son collège , pour
savoir s'il y aura armes , livres
és , ou autres choses n'apparte-
à la discipline scholastique. Ce
sur des maîtres est grand.
quoique je sois fort éloigné
loir énerver la discipline , la
les faits m'oblige de remar-
ue premièrement dans les cir-
ces turbulentes où cet arrêt a
lu , tout étoit suspect , & l'on
oit jamais pouvoir assez prendre
cautions contre les égaremens
doctrine , & contre les mou-
féditieux. De plus la charge
nt ès Arts n'étoit presque exer-

cée alors que par de jeunes maîtres
qui se préparoient aux études de Phi-
logie ou de Médecine. Ce n'étoit
un état dans lequel on se fixât,
lequel on se donnât le tems de
vivre, comme il se pratique commu-
nement aujourd'hui. Des régens d'un
âge encore vert & peu formé, avoient
soin d'être contenus par une au-
torité, que les circonstances mêmes
les comporteroient difficilement.

L'attention à tenir dans l'ordre des principaux eux-mêmes & les bacheliers, n'est pas moins expresse dans le règlement. Le principal est si étroitement obligé à résider dans son collège, que tout bénéfice ayant charge d'âmes & demandant résidence est déclaré incompatible avec son emploi, & le rend vacant & impétrable. La pauvreté, suivant l'intention des fondateurs, est exigée par l'arrêt comme condition essentielle pour pouvoir acquiescer les bourses, & les posséder après les avoir acquises, en sorte qu'il est ordonné à ceux qui sont pourvus de bénéfices, & qui ont habitation & logis en la ville de Paris, de rendre dans le mois les chambres qu'ils tiennent & occupent esdits collèges, & donner lieu aux pauvres étudiants.

Toute résignation des principalités & bourfes est interdite : & les droits des collateurs font conservés en leur entier.

On ne laisse point les principaux maîtres & arbitres du prix auquel doivent être portées les pensions des écolliers. La fixation doit en être arrêtée dans une assemblée que tiendra le Recteur au châtelet , en présence du prévôt de Paris ou de son lieutenant , & du procureur du roi , & qui sera composée des doyens des Facultés de Théologie , Décret , & Médecine , des principaux des collèges , & de deux notables bourgeois & marchands nommés par le procureur du roi.

Je finis par observer trois dispositions de ce même règlement , qui me paroissent ne devoir pas être oubliées. Il suppose & autorise la défense de parler une autre langue que la Latine dans les collèges. Il favorise tellement l'exercice des classes , qu'il ordonne aux principaux qui ne l'ont pas dans leurs collèges , de l'y établir incessamment. Il confirme & favorise l'autorité des censeurs des Nations , qui aujourd'hui est presque réduite à rien.

Les deux arrêts dont je viens de

donner une notion, n'étoient que provisoires en attendant une réforme plus complète qui se feroit par l'autorité du roi. L'attente du parlement n'a point été frustrée. Les principaux articles qu'il avoit réglés provisoirement, ont été transcrits en grande partie dans l'ordonnance de Blois de 1578, & ensuite dans la réforme générale que les commissaires du roi Henri IV rédigerent en 1598 & 1600.

Faits traités
légèrement.

Hist. Un.
Par. T. I.

p. 747-752.

Je coulerai légèrement sur plusieurs faits qui se présentent ici sous la date de l'année 1576.

Le treize Février la nomination d'un principal du collège de Reims fut confirmée par l'Université. Je ne puis dire à quel titre la confirmation de l'Université pouvoit être nécessaire à un principal du collège de Reims. Je conçois mieux la requête de celui du collège de Fortet, qui demanda le ving-trois Août de la même année que l'Université le déclarât digne de la place à laquelle il avoit été nommé. Il paroît qu'on la lui disputoit, & il étoit bien aise de pouvoir citer devant les juges en sa faveur le suffrage de l'Université.

Le même jour treize Février, les
licenciés

licenciés en Théologie demandèrent l'adjonction de l'Université contre le chancelier de N. D. qui exigeoit d'eux une redevance sous le nom de *droit du sceau*. L'Université leur accorda son intervention , & le nouveau conservateur Louis de Brézé se joignit aussi à leur cause. L'affaire ne fut jugée que * le vingt-quatre Novembre , & l'arrêt du parlement fixa les droits que les licenciés devoient payer au chancelier. Il s'agissoit encore dans ce procès de la forme qu'il falloit observer dans la distribution des lieux de licence. Il ne fut rien prononcé sur cet article. Enfin le chancelier demandoit que dans toutes les assemblées , processions , & actes publics qui se font dans l'Université , le premier rang après le Recteur lui fût assigné , au-dessus du doyen de Théologie. Le parlement ordonna que sur ce point le doyen de Théologie seroit entendu. Cet article , requis & non obtenu par le chancelier , doit être soigneusement remarqué , comme un aveu solennel & authentique de la

* Au moins c'est sous cette date que l'arrêt est rapporté par Duboullai.

Il y a quelque embarras dans l'énoncé de l'arrêt même.

314 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
supériorité décidée du Recteur.

Le huit Mars Nicolas * Pelletier résigna purement & simplement la charge de receveur général de l'Université à Jean Lettré ; & par voie de permutation une chapellenie dont il étoit titulaire à un jeune homme nommé Jacques Duchon. Ces deux résignations furent admises par la compagnie assemblée aux Maturins.

Ce même jour sur la requête du syndic fut assigné aux trois officiers le banc qu'ils occupent encore aujourd'hui dans les assemblées de l'Université aux Maturins.

Il paroît aussi par la délibération de ce jour , que l'Université étoit encore dans l'usage de dresser son Rôle des nominations aux bénéfices.

Le 2 Mai fut rendu un arrêt du parlement contre les brigues & les cabales qui se faisoient dans la Nation de France, pour y envahir au mépris des statuts la charge de procureur. Il fallut que le parlement députât un conseiller de la cour avec le lieutenant criminel &

* Le texte original présente le nom de Jacques : mais par erreur , comme l'observe Duboullai dans ses Remarques sur l'éle-

ction des officiers de l'Université , p. 124. Nous avons vu Nicolas Pelletier succéder à Bonneau, ci-dessus , p. 161.

des archers pour mettre l'ordre & la paix dans l'assemblée où devoit se faire l'élection. J'observe qu'à l'occasion de cette affaire, il est fait mention des treizième & huitième classes dans le collège de Navarre : & les régences de ces classes passaient pour titres dans l'Université.

Le dix-neuf Juin l'Université consentit à une permutation * de la cure de S. André des Arcs.

Le vingt-six Juillet furent renouvelés les anciens statuts par rapport aux qualités requises pour le réctorat.

Une vive contestation pour le décanat de la Tribu de Tours dans la Nation de France, ne put pas être terminée dans cette Nation : elle fut portée à la Faculté des Arts ; & même l'Université en prit connoissance. Les circonstances sont si peu éclaircies, les faits si mal constatés, dans les actes de cette querelle rapportés par Duboullai, qu'il est difficile d'en tirer de grandes lumières. Seulement il est clair que la régence est regardée com-

* François le Court permutoit la cure de S. André avec François Dam-
 martin pour le prieuré d'Alais, diocèse de Char-
 tres.

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

une condition essentielle pour le
t au décanat.

Il y eut aussi des plaintes contre
les libraires, qui s'entendoient
avec les Jésuites, on ne dit pas en
vain. Mais la Faculté des Arts or-
donna que ces libraires ou jureroient
de ne point favoriser & aider les Jé-
suites, ou seroient dépouillés des pri-
vileges académiques.

Le quatorze Novembre l'Université
défendit à tous libraires, jurés ou non
jurés, d'imprimer ou vendre aucun
livre de mauvaise doctrine; & elle
leur ordonna d'en faire leur soumission
& promesse au Recteur. Le 7 Décem-
bre suivant, elle prit des mesures en-
core plus vives par rapport à cet ob-
jet, & elle résolut de se faire appuyer
de l'autorité du parlement, pour em-
pêcher la distribution de tout livre
contraire à la doctrine catholique. On
a vu dans ce qui a précédé, combien
ces démarches étoient régulières &
autorisées.

Cette année 1576 le roi conyoqua
à Blois les Etats généraux du royaume.
L'Université députa quelquesuns de ses
suppôts & aux Etats particuliers de

l'Isle de France, qui se tinrent dans la salle de l'évêché de Paris, & aux Etats généraux à Blois. Je réunirai tout ce que j'ai à dire sur cette matière sous la date de l'année 1579, qui est celle où parut l'*ordonnance* que l'on appelle de *Blois*, parce qu'elle fut rendue en conséquence des cahiers présentés dans les Etats tenus en cette ville.

Ce fut en l'année 1576 que naquit la *ligue*, à laquelle l'Université d'abord prit peu de part. Je n'aurai que trop d'occasions dans la suite de parler de cette formidable association.

Les chirurgiens tentèrent en la même année 1576 de nouveaux efforts pour se faire aggréger à l'Université sans dépendance par rapport à la Faculté de Médecine. C'est un fait qui mérite d'être discuté avec soin.

Affaire des
chirurgiens.

Hist. Un.

Par. T. I.

p. 752-756.

757-761.

771. 775.

776. 777.

803.

On se souvient du dernier état de l'affaire. En 1551 les chirurgiens avoient voulu secouer le joug des médecins, & se dispenser de prendre leurs leçons, de se faire inscrire sur leurs registres, & de leur payer les droits accoutumés. Sur les plaintes que le doyen de Médecine en porta à l'Université, il fut conclu que les chirurgiens seroient rayés des rôles & ma-

Pièces & mé-
moires dans le
dernier procès
des chirurgiens
contre
les médecins.

Pasquier,
Rech. l. I. X.
c. 31.

318 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tricules de la compagnie , s'ils ne remplissoient les engagements qu'ils avoient contractés en 1515. Ils se soumirent , & les regîtres de Médecine font foi que les chirurgiens pendant les années qui suivirent , prêtèrent régulièrement les sermens qu'ils devoient à la Faculté, ce qui emporte tout le reste. Ils s'acquittèrent de ce devoir , même le vingt-sept Octobre 1576. Apparemment leurs batteries n'étoient pas encore dressées. Mais le quatorze Novembre suivant ils manifestèrent leurs prétentions , & les portèrent même plus loin qu'ils n'avoient jamais fait.

Ils venoient d'obtenir de Henri III des lettres confirmatives de leurs privilèges , qui étoient conformes en tout à celles de Charles IX en 1567 , & qui par conséquent n'attribuoient aux chirurgiens que les droits d'exemption , que la Faculté de Médecine ne leur envioit pas. Ils voulurent néanmoins s'en autoriser pour s'arroger le droit de faire des leçons de Chirurgie. Rodolphe le Fort leur prévôt se présenta à l'Université assemblée le quatorze Novembre , & il demanda qu'il fût permis aux chirurgiens , dont il

DE PARIS, LIV. XII. 319
étoit le chef , de jouir des privilèges
& immunités de l'Université, conformé-
ment aux ordonnances de nos rois,
& d'enseigner la Chirurgie tant en
public qu'en particulier.

Le doyen de Médecine , Claude
Rouffelet , homme d'esprit , & qui
parloit & écrivoit fort bien en Latin ,
prit la parole , & représenta qu'une
pareille requête ne devoit point être
admise , sans que l'on se fût donné le
tems auparavant de l'examiner & d'y
réfléchir. Que le billet de convocation
de l'assemblée ne faisoit aucune men-
tion de l'article des chirurgiens. Que
leur demande étant imprévûe & très
importante , il requéroit qu'elle fût
renvoyée à une autre assemblée qui
seroit convoquée expressément pour en
délibérer : & que jusques-là il s'oppo-
soit à toute délibération qui pourroit
être prise à ce sujet.

Le Recteur Hugue Burlat n'eut au-
cun égard à l'opposition du médecin ,
qui paroît néanmoins fort équitable.
Toutes les compagnies délibérèrent
sur la requête des chirurgiens : mais
elles ne se crurent pas en état de se
décider sur le champ, & en ordonnant
qu'il ne seroit rien innové pour le

31 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
p...nt, elles renvoyèrent la discussion
c...affaire aux députés ordinaires de
l'Université, c'est-à-dire, suivant que
je l'ai expliqué plusieurs fois, au
tribunal académique, composé des
doyens des Facultés supérieures & des
Procureurs des Nations, & présidé
par le Recteur.

Ce tribunal s'assembla donc le vingt-
trois du même mois de Novembre,
& les parties furent entendues. Le Fort
alléqua en faveur de sa cause les lettres
patentes des rois, & le degré de maî-
tre ès Arts, qu'avoient acquis ses con-
frères, & qui leur donnoit le pouvoir
d'enseigner. La réponse étoit bien ai-
sée. Les lettres patentes dont les chi-
rurgiens s'autorisoient, ne parloient
point d'enseignemens & de leçons : &
la qualité de maître ès Arts donne
bien le droit d'enseigner les Arts,
c'est-à-dire, la Grammaire, la Rhéto-
rique, & la Philosophie, mais non
pas la Chirurgie. Rousselet fit valoir
ces raisons avec beaucoup de force :
& le syndic de l'Université requit que
l'on se précautionnât soigneusement
contre le danger d'introduire une cin-
quième Faculté, ce qui seroit le ren-
versement de l'ordre établi de toute

iquité dans la compagnie.

es chirurgiens aussi ne demandoient
nt à constituer une cinquième Fa-
té. Ils disoient que leur vœu étoit
tre joints à celle de Médecine :
is en même tems ils protestoient
ils ne se reconnoissoient point éco-
s des médecins , & ne prétendoient
nt leur prêter serment comme à
rs maîtres. Sur quoi le Recteur leur
cette question : » Sur quel pied de-
andez-vous d'être unis aux méde-
ins ? Est-ce comme leurs égaux , ou
omme leurs écoliers. » Ils répon-
ent qu'ils prétendoient être leurs
adjuteurs. » Mais , reprit le Re-
teur, vous ne pouvez pas être les
oadjuteurs des médecins malgré
ux. Il vous faut donc leur consen-
ement. » Les chirurgiens répliquè-
nt que leur droit d'enseigner ne dé-
idoit point de la Faculté de Méde-
e ; qu'il leur étoit accordé par l'au-
ité royale , qui les associoit à tous
privilèges dont jouissent les maîtres
l'Université.

Après bien des altercations , le tri-
nal se disposant à délibérer fit reti-
les chirurgiens. Ils demandèrent
e le doyen de Médecine se retirât

322 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

pareillement : ce qui fut ordonné : & Rouffelet obéit , quoiqu'avec répugnance.

La délibération fut longue. Les chirurgiens n'eurent pour eux aucune des voix : & trois procureurs ayant déclaré qu'ils ne pouvoient opiner sans avoir consulté leurs compagnies , le Recteur conclut à renvoyer l'affaire à une assemblée générale de l'Université. Ces vicissitudes alternatives , qui de l'assemblée générale portent la question au tribunal académique , & du tribunal la reportent à l'assemblée générale , font voir l'embarras où la demande des chirurgiens mettoit l'Université. L'assemblée générale fut donc indiquée pour le sept Décembre suivant. Mais avant qu'elle se tint , les chirurgiens se fortifièrent d'un nouvel appui.

On leur avoit objecté que le droit d'enseigner dépendoit du concours des deux puissances : que c'étoit le chancelier , qui par l'autorité apostolique en accordoit la *licence* ou permission : & que cette formalité essentielle manquant aux chirurgiens , ils ne pouvoient par conséquent s'arroger le droit de faire des leçons de Chirurgie.

Les médecins, qui faisoient cette objection, croyoient être bien sûrs des dispositions du chancelier de l'Eglise de Paris, Antoine du Vivier, qui en 1551 s'étoit déclaré hautement contre les chirurgiens. Ils se trompoient. Du Vivier changea de système, & la veille de l'assemblée il mit entre les mains du Recteur une requête, par laquelle il se joignoit aux chirurgiens, demandoit qu'ils fussent reçus dans l'Université comme étant un membre de la Faculté de Médecine, & s'annonçoit disposé à leur accorder la bénédiction apostolique. Il paroît que les chirurgiens avoient aussi gagné le Recteur Hugue Burlat, homme d'un caractère mal décidé, & qui trente-six ans après ne fit pas un beau personnage dans les affaires de Richer.

L'assemblée du 7 Décembre fut tumultueuse : c'est de quoi conviennent toutes les parties. Les chirurgiens en attribuent la cause aux clameurs des médecins, & ils alléguent en preuve un acte passé, disent-ils, le 10 Décembre, & expédié le premier Janvier suivant. Cet acte consiste en une lettre du chancelier au Recteur, & une réponse du Recteur au chance-

lier. Il est vrai que ces lettres autorisent le dire des chirurgiens. Mais ce sont des pièces particulières, qui n'ont aucune force ni aucune authenticité : & je crois devoir plutôt m'en rapporter au plumitif du greffier, qui existe encore dans nos registres, & qui a été récemment déchiffré avec un très grand soin par l'illustre M. Piat, dont la fidélité & la probité, jointes à des lumières supérieures, mettent le témoignage au dessus de toute critique. C'est de ce plumitif qu'est tiré tout ce qui se trouve touchant l'assemblée du 7 Décembre 1576, dans une *Relation*, imprimée en 1748, de ce qui se passa dans l'Université en 1576 au sujet des chirurgiens : ouvrage de M. Piat, comme je puis le prouver par son manuscrit original, que j'ai en ma possession.

Il paroît par ce titre authentique qu'il y eut du tumulte dans l'assemblée dont il s'agit ici : mais que ce tumulte fut occasionné par la mauvaise manœuvre du Recteur, qui rapportoit peu fidèlement l'avis de la Faculté des Arts. On se récria sur ce rapport, & il fut constaté par le compte détaillé que le Recteur rendit des suffrages particuliers de chacune des Na-

DE PARIS, LIV. XII. 325
; qu'il avoit réellement supprimé
ticle très important. Cette varia-
fut remarquée, & excita l'indig-
on. De nouvelles clameurs for-
t le Recteur de prendre une se-
fois les voix des Procureurs des
ons : & de cette opération résulta
nisième avis, différent des deux
iers. Dans les autres Facultés il
roit point par le plumitif qu'il y
aucun tumulte. Celle de Mé-
e s'abstint d'opiner, comme in-
ée dans la cause. La Faculté de
t & celle de Théologie opinèrent
uilement : & la conclusion de
nblée fut que conformément au
t de l'année 1551 les chirurgiens,
toient tombés dans le cas marqué
e décret, devoient être rayés des
& matricules de l'Université:
du reste rien ne devoit être in-
, & qu'il seroit défendu aux chi-
ens de faire aucunes leçons, mêm-
urant la litispendance, s'ils inter-
ient appel.

es chirurgiens rebutés par l'Uni-
té retournèrent au roi, & ils ob-
nt de nouvelles lettres patentes,
s du 10 Janvier 1577, qui en con-
nt & interprétant leurs privilèges

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

, les autorisent à continuer lecture
lique, tant en l'Université de Pa-
que ailleurs, où bon leur semblera,
leur art & science de Chirurgie. Mais
qu'ils présentèrent ces lettres au
ement, ils ne purent en obtenir
érification : & il fut dit par arrêt
12 Février, qu'avant que l'on y pro-
e, elles seroient communiquées
au procureur, & au doyen de la Faculté
de médecine.

pendant que les chirurgiens de robe
le que donnoient tant d'exercice aux
médecins, les barbiers chirurgiens de-
meuroient dans la soumission qu'ils
leur avoient vouée. Un nouvel acte en
fut passé le onze Mars 1577. Les bar-
biers chirurgiens y renouvellent tous
leurs anciens engagemens : & la Fa-
culté promet de leur donner deux de ses
docteurs pour leur faire des leçons de
Chirurgie, qui seront leurs seuls maî-
tres, à l'exclusion de tout autre.

Les médecins obtinrent en 1578 un
arrêt très favorable à leur cause. Cet
arrêt, rendu sur la requête de la Fa-
culté de Médecine & sur les conclu-
sions du procureur général, portoit
que conformément à d'autres arrêts
précédens, & notamment à celui de

quatorze Juillet 1575. , il seroit fait défense à tout libraire & imprimeur d'imprimer ou exposer en vente aucun livre de Médecine ou de *Chirurgie*, qui n'eût été préalablement communiqué à la Faculté de Médecine. C'étoit bien reconnoître & confirmer le droit d'inspection des médecins sur la Chirurgie.

Les chirurgiens de robe longue n'ensuivirent pas moins leur plan : & se souvenant de l'objection qui leur avoit été faite sur ce qu'ils ne recevoient point la bénédiction apostolique du chancelier , ils agirent en cour de Rome , & obtinrent du pape Grégoire XIII un indult , daté du premier Janvier 1579 , par lequel ils étoient autorisés , supposé qu'ils fussent instruits dans la Grammaire , & reçûs maîtres des Arts en l'Université de Paris , à se présenter au chancelier pour recevoir de lui la bénédiction apostolique. Ils continuoient en même tems de soutenir ces thèses & examens , que Pasquier a qualifiés de *singerie* , & ils tâchoient d'y procurer de la célébrité par le concours des personnes honorables qu'ils y invitoient.

L'Université défendit ses conclu-

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

s contre leurs attaques réitérées. Comme les chirurgiens attiroient quelquefois à leurs actes jusqu'au Recteur de l'Université, il lui fut fait défense d'y assister; à moins qu'il ne voulût y paraître comme personne privée, & sans les ornemens du rectorat. Quant à celui qui regarde l'indult pontifical, l'Université en écrivit au pape lui-même, pour le prier de ne point violer ses droits, & elle se joignit à l'appel comme d'abus que la Faculté de Médecine en interjeta au parlement.

Dans l'intervalle qui s'écoula avant que l'on plaidât sur l'appel, les esprits s'aigrissoient de plus en plus. Les chirurgiens ayant donné un * écrit dans lequel ils prenoient tous les titres qui appartiennent aux Facultés académiques, le doyen de Médecine s'en plaignit au tribunal du Recteur, & sur sa plainte il fut résolu que le prévôt des chirurgiens seroit mandé, pour reconnoître ou désavouer cet écrit. L'affaire ne laissoit pas d'être délicate pour les chirurgiens, parce que quatre ans auparavant il avoit été rendu un arrêt du parlement, dont l'esprit & le but étoient d'empêcher l'impression de

* Libellum.

res que les parties publioient l'une contre l'autre , souvent assaisonnés d'invectives & d'injures. Aussi le prévôt tâcha d'abord d'éluder la citation : ayant pris enfin le parti de comparaître le lundi 30 Octobre 1581 , il avoua l'écrit , quoique muni de sa nature , suivant ce que porte le registre de Médecine. Comme il cherchoit des faux-fuyans pour colorer une telle disparate , quelqu'un du tribunal demanda si lui & ses confrères pouvoient disciples des médecins. Tant s'en faut , reprit le prévôt. Ce sont les médecins qui ont appris le moi bien des choses. » Il est difficile de disculper d'arrogance une telle réponse. Mais il faut avouer que le fiel coule bien amer de la plume des médecins dans leur registre. Les qualifications d'impudence & d'improbité , & les expressions les plus méprisantes , y sont prodiguées.

L'appel de l'indult du pape fut plaide au mois de Mars 1582 , & fut débattu avec vivacité , vû la disposition où étoient les parties. L'avocat général Augustin de Thou conclut pour les chirurgiens , & le parlement appointa l'affaire au conseil. Cet appointement

puisqu'en 1596 & 1597 les
giens prêtèrent aux médecins
ment , dont la pratique étoit
rompue depuis l'année 1576.
calme fut de peu de durée. Les
bles se réveillèrent dès le com-
ment du dix-septième siècle
nos jours nous les avons vû
suprême degré. * Actuellement
plutôt assoupis que calmés.

On faisoit une difficulté aux
giens , dans le courant de l'a-
1576, qui aujourd'hui seroit nul
qui alors pouvoit avoir de
Comme c'étoit en leur qualité
tres-ès-Arts qu'ils prétendoient
le droit d'enseigner , les médecins
objectoient que les maîtres
mariés perdoient ce droit , &
plupart des chirurgiens étant

PARIS, LIV. XII. 331
 re. Cette maxime étoit res-
 s : & les chirurgiens se pré-
 t contre l'induction que l'on
 à leur désavantage , en fai-
 rer dans l'indult de Grégoire
 u'ils seroient admis à la béné-
 apostolique , *mariés ou non*
 On a dérogé depuis à la sévé-
 l'ancien usage , & les maîtres
 quoique mariés , jouissent du
 enseigner.

en l'année 1579 , comme je Etats & ordonnance de Blois.
 que fut rendue l'ordonnance
 s , dont la publication avoit Hist. Un. Par. T. VI. p. 749. 750. 751. 754. 756. 757. 762.
 ordée par les troubles & les
 de Religion. L'Université eut
 rés aux États de Blois en 1576.
 trouve point d'autres nommés,
 atre docteurs en Théologie.
 essa ses articles & cayers de
 es & de remontrances , pour
 chaque Faculté donna ses mé-
 , & dont le célèbre Gènebrard
 orteur , chargé de les remet-
 ois entre les mains des députés.
 vers avoient deux objets : le
 n de la Religion Catholique ,
 onservation des privilèges de
 rsité.
 i de quelle manière on s'ex-

332 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
primoit sur le premier article. »
» faut par d'humbles prières obtenir
» du roi, que la seule vraie religion
» c'est-à-dire, la Religion Catholique
» Apostolique, & Romaine, soit main-
» tenue inviolablement dans ses droits
» par toute la France. Et pour lui res-
» dre son ancienne splendeur & toute
» son autorité, il est besoin de de-
» mander au roi un édit, qui abolisse
» la vénalité des bénéfices, magistres
» tures & offices, en sorte que toutes
» les places soient la récompense de
» vertu & du travail, & qu'elles
» soient conférées qu'à des hommes
» recommandables par l'innocence
» la vie, la probité des mœurs, & l'ex-
» cellence de la doctrine. »

A l'égard des privilèges de l'Université on devoit en demander la confirmation : & comme les émolumens que les régens tiroient de leurs écoliers, étoient quelquefois à charge aux parens, & toujours peu honorables pour les maîtres, il fut parlé aussi de requérir que l'on apportât remède à l'inconvénient, & que l'on assignât un honoraire public à la fonction publique d'enseigner.

L'Université, dans ce qu'elle deman-

pour la Religion, étoit appuyée
vœu de tout le clergé, & même
es grand nombre des députés des
Etats. Ils eurent satisfaction, &

dit que la Religion Catholique
t la seule dont l'exercice fût per-
dans le royaume. Mais comme dès
ée même le roi se relâchoit de
cte observation de cette loi, &
bloit disposé à entrer, comme il

en composition avec la faction
testante, l'Université assemblée le
Septembre 1577 délibéra de lui
senter une requête, par laquelle on

uppleroit d'exemter au moins du
te public de la nouvelle secte la
le de Paris & de l'Île de France ;
pour joindre les secours religieux
& moyens humains, elle indiqua une
cession à S. Martin des Champs,
nt le but étoit d'obtenir de Dieu
Il rendit le roi favorable à sa re-
te.

Ces démarches n'ont rien que de
& de mesuré : & si l'on y re-
noit les sentimens de la ligue,
n'en imitent point les procédés,
e tendent point à faire violence
ouverain.

our ce qui regarde directement

la réformer.

J'ai parlé des arrêts de rédonnés par le parlement de vûe en 1575 & 1577. L'U n'en étoit pas entièrement & je vois que dans les assem vingt-deux Octobre , six No & trois Décembre 1577 , elle poit du dessein d'y apport ques correctifs. L'ordonnance adopta néanmoins la plupart positions de ces arrêts , & e ajouta quelques autres. Ainsi fendit l'enseignement du Dr dans l'Université de Paris. Elle vella l'ancienne * défense d'e ailleurs qu'en lieu public : & mit , suivant la discipline éta puis plusieurs siècles , tous fesseurs & lecteurs des lettres ces tant divines qu'humai

DE PARIS , LIV. XII. 339
assujettit aussi les chirurgiens & chalcaires à ne pouvoir être passés dans les villes où il y a Université , les docteurs régens en Médecine ne peuvent être présens aux actes & examens , & n'y aient donné leur approbation. Mais il faut observer que cet article porte une exception. » Le tout, il dit , » sans préjudice des statuts & réglemens particuliers , qui se trouveront estre faits sur ce par les Rois nos prédécesseurs & arrêts de leurs cours. » Cette exception pourroit bien avoir été apposée par le créateur des chirurgiens de Paris , qui contenoient & contestent encore aujourd'hui aux médecins le droit dont il est question dans l'article.

Au reste l'ordonnance de Blois ne tend pas consommer la réforme de l'Université : & conformément à ce qu'elle avoit déjà été réglé aux Etats d'Orléans sous Charles IX , elle veut & entend que l'ouvrage soit achevé par quelques notables personnages que le roi nommera. Ce projet ne fut pleinement exécuté que par Henri IV en 1598.

Pour ce qui est de la proposition de donner des gages publics aux professeurs , elle n'eut dans le tems où elle

efforts des
Jésuites pour
contraindre
l'Université
de les adop-
ter.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 763-765.*

perdoient point de vûe leu
de se faire adopter par l'Un
dressèrent une nouvelle batt
tâcher d'y réussir. L'Univer
alors quelque inquiétude au
ses privilèges , auxquels elle
que le gouvernement ne voi
ner atteinte ; & contre ce da
imploroit la protection du
de Bourbon. Les Jésuites p
de l'occasion , & comme il
toutpuissans auprès de ce pr
sa qualité de prince du sa
grandes dignités rendoient
étale , ils l'engagèrent à sol
leur faveur l'Université , qui
ruellement besoin de lui. I
nal fit ce qu'ils souhaitoient.
gna au Recteur l'intérêt qu'
aux Jésuites & le défit au

neuf Décembre 1577 les députés ordinaires de la compagnie , dont l'avis fut que l'Université seroit toujours très disposée à déférer aux volontés du cardinal de Bourbon. Mais que le procès entre les Jésuites & l'Université étoit pendant au parlement ; & que par conséquent elle n'étoit pas libre de se décider par elle-même , sans que l'autorité du parlement y intervînt. Que d'ailleurs dans toutes les conditions auxquelles se soumettoient les Jésuites pour obtenir leur association , ils exceptoient toujours les loix de leur institut , auxquelles ils ne prétendoient point déroger. Qu'il falloit donc que ces loix fussent nettement connues de l'Université , avant qu'elle pût se déterminer à admettre dans son corps la société des Jésuites.

Le cardinal voulut que l'affaire fût discutée en sa présence : & usant du privilège que lui donnoit sa naissance & son rang , il manda le Recteur & les députés de l'Université , & il les reçut chez lui le douze Janvier 1578 , assisté des évêques de Paris, d'Angers, de Meaux * , & de deux conseillers

* Le registre ajoute l'évêque de Vendôme. Mais Vendôme n'est point une ville épiscopale. Je ne

point le change : & tenant
les noms du roi & du pape é
rés gratuitement , il comme
protester de sa soumission &
respect pour les volontés & le
cardinal , sauf néanmoins l
de l'Université , à qui il étoi
ferment. Ensuite il ramena l
difficulté qui avoit toujours é
Jésuites , & demanda s'ils éto
culiers ou réguliers. Le provi
Jésuites , qui étoit présent ,
à l'ordinaire par une distiné
laissoit de l'ambiguité ; & il
bulles des papes , qui les aut
& même les obligeoient à e
publiquement tous les arts.
cteur , sur cette réponse éq
mais qui donnoit pourtant li

fais s'il faudroit enten- | simplement l
des le cardinal du cardinal

ler les Jésuites comme réguliers, qu'ils pouvoient sans doute enseigner leurs confrères dans l'intérieur leur maison : mais que l'enseignement public , par les statuts de l'Université , ne pouvoit appartenir qu'aux laïques. Pour ce qui est de leurs bulles , il demanda qu'elles fussent lues , afin que l'on pût s'assurer de la précision de ce qu'elles contenoient. Tous les députés qui accompagnoient le Recteur , déclarèrent qu'ils étoient dans les mêmes sentimens. Le duc de Meaux conservateur apostolique les appuya : & le cardinal de Noailles , voyant que ce concert de résistance ne réussiroit pas à propos de se commettre. Il se retira , & qu'il s'en rapportoit au jugement de l'Université , dont il étoit l'élève , & qui étoit toujours le zélé défenseur.

Les Jésuites ne se tinrent pas en repos pour absolument rebutés. Comme le Recteur avoit demandé communication de leurs bulles , ils en présentèrent une du sept Mai précédent , qui étoit d'ailleurs la même qu'ils avoient eux-mêmes dictée. Car le pape Innocent XIII leur étoit entièrement opposé. Le tribunal académique n'en étoit pas mieux disposé à leur égard , & le parlement leur opposa pour réponse leur état

340 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de réguliers , & le procès pendant au
parlement.

Chapelle de
S. Sympho-
rien.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 774.*

Deux ans après, une maladie conta-
gieuse , qui affligea la ville de Paris ,
donna lieu aux Jésuites de signaler leur
zèle pour le soulagement des pesti-
férés : & à cette occasion ils voulurent
s'approprier la chapelle de S. Sym-
phorien , qui étoit située , comme le
portent nos registres , au milieu de
huit collèges , c'est-à-dire , dans le
voisinage des collèges de Lisieux , des
Cholets , du Mans , de sainte Barbe ,
de Reims , & autres. Le Recteur at-
tentif à empêcher les Jésuites de s'é-
tendre , engagea les magistrats de la
police à les déloger de cette chapelle :
& il lui en fut rendu des actions de
graces par l'Université.

Les grands objets que je viens de
traiter , & dont quelquesuns embras-
sent plusieurs années, m'ont forcé d'in-
tervertir l'ordre des tems. Je vais le
reprendre.

Défense aux
professeurs
de Rhetori-
que d'entei-
ner la Dia-
lectique.

p. 701.

Le vingt-deux Avril 1577 dans une
assemblée des députés de l'Université
où il s'agissoit de faire des réglemens
de réforme , il fut parlé d'un abus que
commettoient les professeurs de Rhe-
torique. Ils empiétoient sur les droits

& le domaine des philosophes , & ils donnoient à leurs écoliers des préceptes de Dialectique. Les députés furent d'avis que l'on devoit recommander aux principaux des collèges de réprimer cet abus , & de faire en sorte que leurs rhéteurs se renfermassent dans les bornes de leur art , qui par lui-même est assez étendu.

Le vingt-sept Août les Maturins déclarèrent à l'Université qu'ils prétendoient s'affranchir de l'obligation de prêter territoire au tribunal de la conservation , qui s'assembloit dans leur chapitre. L'Université ne jugea pas à propos d'acquiescer à leur requête , & elle se crut en droit de conserver une possession ancienne & immémoriale. Delà naquit un procès , que l'évêque de Meaux conservateur apostolique soutint comme partie principale, avec l'adjonction de l'Université. On peut croire que cette difficulté , jointe aux troubles de la ligue , contribua à interrompre & à affoiblir l'exercice de la juridiction du conservateur apostolique , qui déchut , dans les tems dont je parle , de son ancien éclat , jusqu'à ce qu'elle se soit entièrement éteinte.

Difficulté que l'Université éprouva de la part des Maturins.

Hist. Un. par. T. V
p. 761. 76

Les Maturins se rendirent encore difficiles, comme je l'ai déjà marqué, sur la célébration de l'obit de Robert de Sorbonne, dont ils font enfin venus à bout de se dispenser. Nous les verrons bientôt obliger l'Université d'établir ailleurs que dans leur maison la halle au parchemin. Ces religieux n'étoient plus également sensibles à l'honneur de donner l'hospitalité à un corps tel que l'Université, dont l'indifférence pour tout ce qui s'appelle acquisition, va jusqu'à n'avoir jamais été logée qu'à l'emprunt.

Les Maturins con-
traire au
respect de
la majesté
royale.

Hist. Un.
Par. T. V.
p. 763. 764.

La foiblesse du gouvernement & la chaleur des esprits commençoient à introduire dans les écoles théologiques la licence de traiter des matières, qui intéressoient l'Etat. Noel Baudinot, religieux Bénédictin, soutint en pleine Sorbonne des thèses, où le respect dû à la majesté royale étoit offensé. Le roi en étant informé donna ordre au parlement d'en faire justice. Baudinot fut mandé le sept Janvier 1578, & sur ses réponses le parlement ordonna qu'il seroit enfermé dans le monastère de S. Martin des Champs. Comme ce religieux s'étoit excusé sur quatre docteurs qu'il nomma, & dont deux étoient

le doyen & le syndic de la Faculté,
le parlement les manda pareillement,
ils ouït, & leur enjoignit de ne point
sortir de la ville & des fauxbourgs de
Paris jusqu'à nouvel ordre. Je ne vois
point que cette affaire ait eu de plus
grandes suites. Elle fut apparemment
rouffée par d'autres plus importantes.

Le quatre Février le Rôle des no-
minations aux bénéfices fut ouvert par
l'élaboration de l'Université, confor-
mément à l'ancien usage.

Rôle des no-
minations.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 765.*

Ce même jour le Recteur se plai-
nit de ce que quelques religieux se
disposeroient à recevoir le degré de li-
cencié en Théologie, sans avoir prêté
le serment de scholarité. C'étoit un
abus contraire aux loix fondamentales
de l'Université, suivant lesquelles nul
ne doit être admis au degré, même de
bachelier, en aucune Faculté, qui ne
soit lié à l'Université par serment
prêté entre les mains du Recteur. Ces
loix furent renouvelées & confirmées
par le suffrage unanime de toutes les
Facultés. Il fut dit que le syndic de
l'Université, & le censeur de la Nation
de France, qui lui étoit donné pour
adjoint en cette partie, avertiroient
les religieux dont on se plaignoit

Obligation
générale du
serment de
scholarité.

Ibid.

4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

s'acquitter de leur devoir. On prit
me la précaution d'exhorter le
ancelier de ne leur point donner la
ence , avant qu'ils eussent satisfait
e préliminaire essentiel. Enfin , s'ils
montraient réfractaires , le syndic
chargé de s'opposer en forme à
ur promotion. Le décret ne pouvoit
être plus sévère : mais la vigueur dans
l'exécution a manqué : & l'abus en-
raciné depuis longtems s'est main-
tenu.

en- Au mois de Juillet de la même an-
lco- née 1578 arriva une querelle entre
les les écoliers & les bateliers. Cette que-
bé- relle , comme toutes les autres de
iverfité. pareil genre , avoit pour principaux
auteurs quelques mauvais sujets , qui
prenoient sans titre légitime le nom
d'écoliers , & qui abusoient de ce nom
privilégié pour commettre plus har-
diment toutes sortes de violences. La
délibération de l'Université sur cet
objet fut très sage. Elle ordonna que
les principaux des collèges fussent
avertis de contenir dans l'enceinte de
leurs collèges les écoliers confiés à leurs
soins , & d'empêcher qu'ils ne sortis-
sent & courussent par la ville aux ap-
proches de la nuit. A l'égard de ceux

Si n'avoient point leur résidence dans les collèges., il fut enjoint à leurs régentes, & aux professeurs royaux, dont ils fréquentoient les leçons, de leur commander fortement de ne rien faire qui s'écartât du devoir d'un vrai bon écolier, & d'éviter toute liaison avec des ames viles & des gens sans honneur, qui couvroient du nom d'écoliers leur licence & leurs désordres. Mais si, au mépris de cette avertissement, & se conduisant en déserteurs de leur état, ils se portoient à quelque chose indigne du nom & du personnage d'écolier, ils n'avoient à attendre de l'Université aucun secours ni aucune protection.

Pour prévenir les plus grands inconvéniens de ces sortes d'émeutes, ôter à la jeunesse académique l'occasion de s'accoutumer à manier les armes, on ajouta à cette délibération que le parlement seroit supplié de prêter la main à l'exécution de l'arrêt, par lequel il interdisoit aux maîtres d'escrime tout le quartier de l'Université.

L'esprit de la compagnie, en ce qui regarde les études, a toujours été qu'elle ne conduisît les jeunes gens aux four-

HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
du savoir, & qu'on leur expliquât
livres originaux des anciens sur
que matière dont on prétendoit les
suivre. Anciennement toutes les le-
çons dictées étoient interdites, & le
Rector d'Estouteville ne les avoit per-
mises qu'avec certaines restrictions. Au-
delà de ces loix on négligeoit les
études dans tous les genres d'études,
à l'exception des Humanités, & l'u-
sage s'introduisoit que les professeurs
ne donnaient uniquement à leurs écoliers
des cahiers de leur composition, sous
le titre d'introductions & de commen-
taires. Dans la même assemblée du
vingt-quatre Juillet 1578, le syndic
s'éleva contre cette pratique abusive :
& sur son réquisitoire, l'Université
nomma quatre commissaires avec pou-
voir d'informer contre les infracteurs
des anciennes loix à cet égard. L'usage
des cahiers s'est néanmoins conservé
dans toutes les Facultés : & peut-être
ces abrégés élémentaires sont-ils plus
proportionnés à la portée des jeunes
élèves, pourvu néanmoins que les
maîtres aient soin de les bien avertir,
que ce ne sont que des introductions
pour guider & assurer les premiers pas
des commençans ; qu'ils ne fussent

DE PARIS , LIV. XII. 347
point , quand on a passé le vestibule ;
& que l'on ne fait jamais rien , si l'on
ne remonte aux originaux.

Le zèle de la bonne discipline en-
gagea le principal du collège de Séez
à recourir à l'autorité de l'Université.
Ses boursiers se relâchoient , & il
avoit entrepris de leur faire observer
exactement les statuts de la maison. Il
éprouva de la résistance de leur part ;
& pour la vaincre il s'adressa d'abord
au vicaire général de leur supérieur ,
qui tenta inutilement de réduire des
opiniâtres. Alors le principal implora
le secours du tribunal des députés de
l'Université , comme une dernière res-
source. L'affaire fut discutée : les par-
ties furent entendues le dix-huitième
jour d'Août : & le tribunal ordonna
l'exécution des statuts. J'observerai
qu'entre autres pratiques exigées &
maintenues par le jugement , il est
enjoint aux boursiers théologiens de
soutenir chacun à leur tour les fame-
dis de chaque semaine une thèse, dans
laquelle l'un fera le rôle de répon-
dant , & les autres celui d'argumen-
tans. Cet usage n'étoit point particu-
lier au collège de Séez. Il se prati-
quoit dans toute l'Université , & par

Réformatio
du collège
Séez. Sabb
tines.

Hist. Un
Par. T. V
p. 766. 76

348 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
rapport à toute nature d'études. C'est
delà que le nom de *sabbatines* est resté
jusqu'aujourd'hui parmi nous aux thé-
ses qui se soutiennent sur la Logique
dans les commencemens du cours de
Philosophie.

Pré aux
clercs.

Hist. Un.
iv. T. VI.
767.

J'ai dit que les habitans du faux-
bourg S. Germain avoient formé le
dessein de faire passer un égoût à tra-
vers le Pré aux Clercs. Ils obtinrent
un arrêt du parlement conforme à leur
désir. L'Université résolut le deux Sep-
tembre 1578 de s'y opposer, & de
présenter requête au parlement pour
demander que la possession libre &
pleine de l'ancien bienfait de nos rois
lui fût conservée sans aucun trouble.
» Que si, ajoutoit la conclusion, une
» si juste demande de l'Université est
» rebutée, & si malgré sa réclamation
» elle se voit obligée par une force
» majeure à subir cette servitude, au
» moins doit-elle obtenir du parlement
» une compensation & un dédom-
» magement de la servitude qu'on lui
» impose. » L'opposition de l'Univer-
sité a eu son effet. Il n'y a encore actuel-
lement aucun égoût qui entame le Pré
aux Clercs. Un seulement passe sous la
rue qui séparoit le grand & le petit prés.

On voit combien l'Université étoit jalouse de son ancien & unique patrimoine. L'année d'auparavant elle avoit refusé à des voituriers & conducteurs de chariots la liberté d'un passage ordinaire par son pré, quoiqu'ils lui offrissent de l'argent, & qu'ils ne demandassent cette permission que pour autant de rems qu'il plairoit à l'Université de les en laisser jouir : & le premier Mars de cette année même 1578 elle avoit autorisé son syndic à établir des gardiens & surveillans, qui prévinsent & empêchassent les usurpations furtives de son terrain.

Au mois de Janvier 1579, par délibération académique il fut ordonné aux pédagogues établis dans les collèges de prendre le degré de maîtres ès Arts, & de faire profession de la Religion Catholique, sous peine d'exclusion.

En cette même année il s'étoit joué au collège du Plessis des farces, où l'on avoit pris la licence de déchirer la réputation de bien des gens. Les auteurs de ces pièces furent cités le treize Avril par le Recteur, pour rendre raison de leur conduite.

Un disciple de Paracelse, qui à

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 762.*

p. 765.

*Pédagogues
obligés d'être maîtres
ès-Arts.*

p. 766.

*Farces saty-
ques.
Ibid.*

cause à la Faculté de Médecine.

Privilèges. L'Université craignoit , comme
p. 769. j'ai déjà observé , que le roi Henri
ne voulût donner atteinte à ses
lèges : & l'on se persuadera aisément
que cette crainte pouvoit être
fondée, si l'on se rappelle ce que l'histoire
nous apprend de l'avidité de ce roi
pour l'argent , & de sa prodigieuse
qui le forçoit à imaginer tous les
de nouveaux subsides , dont il
bientôt le produit par de nombreuses
dissipations. Ainsi des privilèges
sur plusieurs articles diminuoi-
ent ses revenus , n'étoient pas favorables
à son règne. C'est ce qui parut
à la manière dont il reçut la requête
le Recteur lui présenta le premier
1579 , pour lui demander la con-
servation des privilèges de l'Uni-

pages du prince qu'elle appelloit son père. Qu'actuellement les finances du roi étoient dans une telle détresse , qu'il ne pouvoit trouver de ressource que dans les nouveaux impôts dont il lui faudroit charger ses peuples. Qu'il n'avoit pourtant jamais eu la pensée d'abolir les privilèges de l'Université , mais de retrancher les abus auxquels ils servoient de voiles & de prétextes. Que plusieurs citoyens fort riches étoient officiers de l'Université , quant au nom seulement , & sans aucun exercice effectif. Qu'il feroit donc nécessaire que l'Université lui donnât le catalogue de ses officiers , afin qu'il pût prévenir & rectifier les abus. C'est ce qui fut exécuté le trente du même mois. Mais l'Université ne remporta de l'audience du garde des sceaux que de belles paroles , & des assurances générales de la bonne volonté du roi pour confirmer, & même amplifier ses privilèges.

Le bruit s'étoit répandu que le roi avoit dessein de transformer en officiers royaux tous les officiers de l'Université. Ce plan n'a jamais été exécuté : mais la création des messagers royaux en 1576 donnoit quelque couleur au soupçon. Cette création est

Création des
messagers ro-
yaux. Trou-
bles & avan-
tages qui en

352 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

par revenus une époque mémorable dans l'histoire
de l'Université, & le fait deman
d'être expliqué avec soin.

Élé. pour
l'Inst. gratuite,
e, imprimés
n 1724.

L'Université, outre ses grand me
sagers, a toujours eu d'autres mess
gers, appelés *petits* ou *volans*, de
la fonction est de porter & repor
lettres, paquets, & hardes de tou
espèce. Henri en créant des messag
royaux, donna à nos petits messag
des compagnons, qui ont bien tou
menté l'Université, & auxquels il
pas tenu qu'elle ne perdît, non ser
ment un beau privilège, mais la p
priété d'un fond sur lequel sont
tuellement stipendiés tous les pro
fesseurs de la Faculté des Arts.

Ce fut le besoin d'argent qui p
duisit l'institution des nouveaux me
gers. On prit pour prétexte l'avant
d'assurer & de hâter le transport
facs de procès & papiers de justi
qui des lieux où auroit été rendu
premier jugement, devoient être
voyés aux cours supérieures, devant
quelles la cause se trouvoit portée
appel. L'édit donné par Henri II
mois de Novembre 1576, créa don
ou deux messagers royaux, dans
cune des villes où il y a bailliage

DE PARIS , LIV. XII. 353
ussée , élection , & autres sièges
tissans nuement aux cours de par-
nt & des aides , pour porter ,
que je viens de le dire , les pié-
les procès : & il fut dit que ces
gers & leurs successeurs joui-
t de tels & semblables privilé-
franchises , libertés , & droits ,
ont été accordés par les rois aux
gers jurés de l'Université de Pa-
e même édit donnoit aussi pou-
aux messagers royaux de porter
s missives , marchandises , or & ar-
Mais dans les arrêts d'enregître-
du parlement & de la cour des
en 1579 , les fonctions de ces
gers sont réduites au *port des*
papiers de justice seulement.
es charges des nouveaux messagers,
ées à une fonction de si peu d'é-
e , n'étoient pas attrayantes. Aussi
onne ne se présenta pour les lever :
enri III frustré de l'émolument
en espéroit , rendit une seconde
nnance en 1582. , par laquelle il
gnoit tous les messagers actuelle-
en exercice à prendre des lettres
essagers royaux , & à en payer la
ce. Cette ordonnance consolida
blissement des messagers royaux ,

& exposa ceux de l'Université à des vexations jusques-là inconnues. Ils avoient toujours tenu leurs offices nument de l'Université, & ils n'en payoient aucune finance au roi. On voulut leur imposer ce joug, & il paroît que d'abord quelquesuns le subirent pour conserver l'exercice de leurs charges.

Les tems qui suivirent, sont des tems de troubles affreux, où l'on ne connoissoit plus aucune loi. Mais dès que le bon ordre fut rétabli par la valeur & la sagesse du grand roi Henri IV, l'Université lui demanda l'affranchissement d'une servitude contraire à tous ses privilèges : & ce prince équitable lui fit justice. Par lettres du neuvième jour d'Août 1597, il déclara que les messagers de l'Université ne devoient point être assujettis à payer la finance exigée par l'édit de son prédécesseur ; & si quelquesuns l'avoient payée, il voulut que les deniers fournis par eux leur fussent rendus.

Les messageries du royaume ont toujours été depuis exploitées concurremment par les messagers royaux & par ceux de l'Université : & les deniers venus n'ont cessé d'entreprendre

les droits de leurs anciens. La guerre a été continuelle : mais il faut avouer que l'Université a néanmoins conquis par son application à l'habileté des messageries. Peu active & même peu intelligente pour tout ce qui s'appelle intérêt pécuniaire , elle n'avoit durant tant de siècles tiré aucun fruit de ses messageries : & un fond si excellent étoit inutile pour elle. Les nouveaux assignats que l'édit de Henri III avoit donné à ses officiers , n'ont pas imité son indifférence. En travaillant habituellement pour eux , ils ont fait valoir le fond , & ils lui ont appris qu'elle étoit riche. Mais ils ont eu grand soin de se réserver la plus forte portion de l'assignat : ils n'ont même rien omis pour envahir le tout , & ce n'est qu'à la pointe de l'épée qu'elle en a conservé une très petite partie.

Dès que l'Université a pû espérer de tirer de ses messageries un revenu de quelque considération, c'est-à-dire vers l'an 1630 , elle en a fait un très bon usage. C'est aux Nations qu'appartient le fond des messageries : & les régens qui les composent , étoient dans une situation très ferrée. Les principaux étoient affranchis pour la plupart de

constituer des gages peu considé-
 mais fixes. Un arrêt du conseil
 quatorze Décembre 1641, co-
 cet * arrangement. Mais ce n'est
 1719 , comme je l'ai dit , que
 blissement a eu sa perfection ,
 le roi en faisant jouir les ré-
 Arts d'une portion plus consi-
 de leur ancien patrimoine , les
 en état de ne plus exiger de leu-
 ciples , que la docilité , & le p-
 dans la vertu & dans les lettres.

Collège de
 Montaigu.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 769. 770.
 348.

Je reviens à l'année 1579 , 1
 quelle je trouve un procès entre
 Boulèse , principal du collège de
 taigu, & les régens des ** riche
 se proposoit d'exclure , voul-
 duire sa maison aux seuls p-
 Comme il refusoit de se soume

* Toute l'histoire de la monarchie

gement du Recteur & à l'Université , on procéda contre lui par voie d'excommunication : mais il en appella comme d'abus au parlement. Cette affaire , dont je ne vois point l'issue , mérite peu par elle-même de nous arrêter. J'aime mieux observer que Bouléfe , dans une épître dédicatoire au pape Grégoire XIII , avance que le collège de Montaigu a été l'origine & le modèle de l'institut des Jésuites. Les preuves qu'il allégué de sa proposition , me paroissent bien foibles , & je ne fais pas si la société des Jésuites reconnoîtroit volontiers cette filiation. La ressemblance au moins est bien altérée , & les succès sont étrangement différens. Bouléfe avoit enseigné l'Hébreu dans le collège des Lombards.

L'Université délibéra plus d'une fois dans la même année 1579 , touchant la nomination d'un clerc des grands messagers. Cet officier rend à la communauté des grands messagers à peu près les mêmes services , que les bedeaux rendent aux Nations & aux Facultés : & néanmoins l'Université déclara que ce n'étoit point à ceux qu'il sert , mais à elle qu'il appartenoit

Clerc des
messagers.

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 770.*

358 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

de le nommer. En effet elle donna l'exclusion au premier qui se présenta pour cet emploi , parce que sa catholicité étoit suspecte , & le quatorze Novembre elle nomma Jean Boudon.

Trois ans & demi pour le cours de Philosophie,

Hist. Un. Par. T. V I. p. 773.

Le vingt-six Février 1580 elle ratifia & maintint la loi qui fixoit à trois ans & demi la durée du cours de Philosophie , contre l'usage qui s'établissoit de donner le degré de maître ès Arts après deux ans d'études.

Par qui doit être représenté & suppléé le Recteur absent

p. 773. 775. 781. 782.

En la même année la ville de Paris fut affligée d'une maladie contagieuse qui emporta un grand nombre de ses habitans. L'Université indiqua au dix-neuf Avril une procession , pour de mander à Dieu la cessation de ce fléau. Ce fut le Procureur de la Nation de France qui présida la compagnie dans cette cérémonie religieuse , parce que le Recteur étoit lui-même tombé malade. C'étoit un exemple renouvelé de ce qui s'étoit déjà pratiqué autrefois dans de semblables occasions. Mais l'usage n'étoit pas constant , & la chose assez peu raisonnable en soi. Aussi le même cas s'étant présenté d'un nouveau trois ans après , il fallut en délibérer , & les avis se partagèrent. Le Recteur en place étoit malade u

DE PARIS , LIV. XII. 359
e procession , quinze Décembre
, & le Procureur de France com-
dabord par faire la fonction
f absent : mais l'ancien Recteur
a ses droits , & prétendit que
à lui qu'il appartenoit de re-
ster & remplacer son successeur.
ut quelques exemples pour lui :
remarqué ailleurs que cet ar-
ment est plus convenable &
entendu. Cependant la seule
é de Théologie agréa la demande
ncien Recteur. Le Droit & la
cine appuyèrent le Procureur de
ion de France , avec cette restri-
pourtant que la chose ne tireroit
à conséquence : & la Faculté des
se déclara absolument en sa fa-
Ainsi il acheva la cérémonie
e il l'avoit commencée.
i contestations que cette question
excitées , avertirent de la décider
tivement : & l'Université s'as-
a à cet effet le cinq Janvier de
e suivante 1584. Le résultat de
libération , tel que le Recteur le
onça , fut que le Recteur absent
t être suppléé par son prédé-
r ; & , si celui-ci manquoit , par
yen de Théologie. Mais les trois

des Arts , ils se croyoient au
 soutenir qu'elle seule devoit
 ment statuer par qui il pou
 suppléé. Il n'y eut point donc
 décision. Mais l'usage a été
 Recteur absent soit représent
 son prédécesseur immédiat ,
 quelqu'un des anciens Recte
 vant l'ordre de la proximité.
 auquel on a eu tant de peine
 nir , est sans contredit le plus
 & le moins sujet à difficulté.

Reſtorat de Le ſeize Décembre 1580
 Jean Bou- Recteur le trop fameux Jean
 cher- depuis curé de S. Benoît , &
Hiſt Un. tout le monde pour l'un des
Par. T. VI. rieux & des plus obſtinés l
p. 774 & qu'un faux zèle ait armé co
949. rois Henri III & Henri IV
Bayle , Diſ. au'il fut nommé au reſtorar
art. Boucher.

mandable à bien des égards. Il étoit d'une naissance honorable , & avoit des alliés & des parens dans le parlement. Il professa pendant sept ans les Lettres humaines & la Philosophie , soit à Reims , où il étoit Recteur lorsque Henri III fut sacré , soit à Paris dans le collège de Bourgogne. Il enseigna aussi la Théologie pendant deux ans au collège des Grassins. Il passa par toutes les charges de la Nation de France. Il en fut censeur , & ensuite procureur : & c'est au sortir de cette dernière charge qu'il fut nommé Recteur. En quittant le rectorat il devint prieur de Sorbonne. Toutes ces places ne peuvent être dignement remplies qu'avec des talens : & Boucher n'en manquoit pas. Heureux ! s'il n'en eût pas abusé contre son roi & contre sa patrie.

On peut croire qu'il étoit intelligent & habile en affaires. Pendant son rectorat de Reims , après avoir salué & harangué le roi Henri III , il obtint de lui la confirmation des privilèges de son Université , assez récemment fondée : & étant Recteur de l'Université de Paris , il fit juger au parlement en sa faveur une cause im-

362 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Procès gagné importante pour les droits de sa place ;
au sujet du & obtint la saisie d'un nombre consi-
droit sur le dérable de bortes de parchemin , qui

Privilèges de l'Université ,
 p. 191-193. avoient été portées en fraude dans une
 maison privée , sans être présentées à

Hist. Ux. Par. T. VI.
 p. 774. la halle des Maturins , pour y rece-
 voir la marque du Recteur. Par la ma-

nière dont il rend compte lui-même
 de cet exploit dans le livre du Re-
 cteur , on voit qu'il étoit homme avan-
 tageux , & sachant se faire valoir. Il
 remarque avec complaisance qu'un pa-
 reil succès avoit été déjà désiré & re-
 cherché par plusieurs , sans que per-
 sonne y eût réussi. Il est vrai en effet
 que six ans auparavant dans une af-
 faire semblable ceux qui avoient usé
 de fraude , poursuivis au parlement par
 Jacques de Cueilli ancien Recteur , en
 avoient été quittes pour se remettre
 en règle , & payer les droits. Boucher
 observe encore qu'il plaida lui-même
 sa cause & celle de l'Université en
 grand'chambre , les portes ouvertes ;
 que l'arrêt fut rendu avec un concert
 incroyable de tous les suffrages ; que
 par cet arrêt un droit que nos rois ont
 accordé à l'Université , mais dont l'é-
 xécution & la jouissance avoient tou-
 jours été empêchées par les ruses &

Privilèges de l'Université ,
 p. 187-191.

DE PARIS , LIV. XII. 363
les intrigues des parties intéressées ,
a eu enfin son effet , & se trouve va-
lidé & maintenu pour lui & pour ses
successeurs. Cette pompe de langage ,
et ton suffisant, expriment le caractère
bruyant & fanfaron du personnage :
& il est si célèbre , quoi qu'en mau-
vaise part , que tous les traits qui le
peignent , doivent intéresser.

Le même Recteur , assisté de deux Serment
chancelier
l'Eglise d
Paris.
docteurs en Théologie , fut présent le
vingt-quatre Décembre 1580 à la cé-
rémonie du serment que prêtoit dans Hist. U
Par. T. 7
p. 774.
le chapitre de l'Eglise de Paris Jean
du Vivier , succédant à son oncle An-
toine dans la charge de chancelier.

Il empêcha encore l'aliénation du Collège d
Bons Enfant
Ibid.
collège des Bons Enfans S. Honoré ,
qui tomboit en ruines. Le principal
demandoit à l'Université la permission
de le rebâtir pour son usage particu-
lier , offrant une somme à la compa-
gnie , & promettant d'assurer un re-
venu annuel à chacun des boursiers ,
qui seroient nourris & instruits dans
quelque autre collège. L'esprit de l'U-
niversité a toujours été de conserver
ses anciens établissemens. Ainsi il fut
dit par délibération commune , & à
ce qu'il paroît unanime , que l'on ne

364 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

devoit point aliéner le collège des Bons Enfans , de peur d'ouvrir la porte à la destruction des autres collèges qui n'ont point d'exercice. Cette conclusion a seulement retardé l'extinction du collège des Bons Enfans S. Honoré, qui au commencement du siècle suivant a été réuni au chapitre de même nom , sous la direction duquel il avoit été fondé.

Hist. de Paris , T. I. p. 246. 247.

Visite du Pré aux Clercs.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 775.

Le Recteur Blaise Martin élu le vingt-trois Mars 1581 , fit le lendemain de Pâques la visite du Pré aux Clercs , dont les limites par diverses causes se confondoient , & souffroient des déplacemens très dommageables aux droits de l'Université.

Contestation sur un point de discipline académique.

Ibid. & p. 785.

Un régent ayant quitté le collège de Boncour pour transporter ses leçons au collège des Lombards , où il n'y avoit point d'exercice , fut cité le 4 Avril devant l'assemblée générale de l'Université , comme violateur de la loi qui oblige tout professeur d'achever son cours où il l'a commencé. Il ne manquoit pas de raisons probables pour se défendre , & il offroit de retourner au collège de Boncour , pourvû que le principal lui fournît des auditeurs , la nourriture , & des gages. Mais comm

il accompagna sa défense de manières dures & hautaines, & que d'ailleurs le texte de la loi étoit formel contre lui ; sur son refus d'obéir purement & simplement, il fut déclaré déchû de tous les droits académiques, & l'on présenta requête au parlement pour le contraindre d'exécuter la sentence, & de s'abstenir de la fonction d'enseigner. Il ne paroît pas que cette requête ait été favorablement répondue. Car ce professeur, quoiqu'excommunié, apparemment par jugement du conservateur apostolique, continua ses leçons, & même quatre ans après, le chancelier de sainte Geneviève le choisit pour l'un de ses examinateurs. L'Université réaggrava sa condamnation par un nouveau décret. Mais elle n'y gagna rien. La cause ayant été portée au parlement, soit que les juges vissent de l'animosité dans le procédé de la compagnie contre son suppôt, soit qu'il y eût quelque défaut de forme, l'arrêt qui intervint, donna la victoire au professeur.

Sous le réctorat de Geoffroi de la Faye élu le vingt-trois Juin, l'Université fit des démarches auprès du roi, pour faire exempter ses suppôts de payer

Exemption
réclamée.

Hist. Un.
Par. T. VI.

p. 775.

366 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
un droit récemment imposé sur le
vin.

Élection
d'un receveur
général.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 776.*

Le dix-huit Avril 1582 Jacques Gervais, procureur du collège de Justice, fut élu receveur général de l'Université par les trois doyens & les quatre procureurs, en la place de Jean Lettré, qui étoit mort peu auparavant.

Obsèques du
premier pré-
sident de
Thou.

*Ibid. &
Thuan. Hist.
l. LXXXV.*

Sur la fin de la même année le premier président de Thou étant mort, le roi, qui le regretta plus après l'avoir perdu, qu'il ne l'avoit considéré lorsqu'il pouvoit profiter de ses conseils, ordonna qu'on lui célébrât des funérailles magnifiques. Toutes les compagnies y assistèrent, & l'Université y tint un rang honorable. Dans la marche son Recteur eut la droite sur le prévôt de Paris, qui marchoit vis-à-vis de lui à gauche; & dans le chœur de l'Eglise de S. André, où se fit la sépulture, il prit séance au-dessous du parlement dans les hauts sièges.

Faits moins
détaillés.

*Hist. Un.
Par. T. VI
p. 776-779.*

Ce même Recteur, qui étoit Blaise Martin, remis en place au bout de quinze mois, a consigné dans les actes de sa magistrature quelques faits, qu'il rapporte avec beaucoup d'emphase.

Il y parle d'une assemblée de princes & de seigneurs qui se tint chez le cardinal de Bourbon, & à laquelle il assista par ordre du roi. L'objet de cette assemblée étoit d'ordonner des prières publiques pour la prospérité du royaume, & pour demander à Dieu qu'il lui plût donner au roi des enfans qui pussent lui succéder. L'Université célébra à cette double intention une procession extraordinaire le quatre Décembre à sainte Geneviève.

Le même Recteur se donna des soins, qui sont dignes de louange, pour écarter les scandales, pour maintenir parmi les suppôts de l'Université la pureté de la foi, pour rétablir la discipline, pour faire respecter l'autorité rectorale. Il sollicita & obtint, par rapport aux trois derniers articles, un arrêt du parlement.

Des libraires de Lyon ayant obtenu un privilège pour l'impression du corps de Droit tant civil que canonique, le Recteur vint à bout d'empêcher que ce privilège ne fût exclusif, & il conserva aux libraires de Paris la liberté d'imprimer la même collection.

C'est sous ce rectorat de Blaise

**Calendrier
Géorgien.**

Hist. Un.

Par. T. 71.

P. 777.

Martin que fut reçue en France la réformation du calendrier, qui venoit d'être faite par l'autorité du pape Grégoire XIII. En vertu de cette réformation, qui retranchoit, comme tout le monde fait, dix jours de l'année qu'elle étoit adoptée, du neuf Décembre on passa tout d'un coup à compter le vingt. Le seize de ce mois est destiné par l'usage à l'élection du Recteur : & comme ce jour se trouvoit au nombre des jours supprimés, le Recteur en place garda sa dignité jusqu'après les fêtes de Noël, & ce ne fut que le vingt-huit Décembre qu'on lui donna un successeur.

**Tentative in-
fructueuse**

**d'une réfor-
me de l'Uni-
versité par
elle-même.**

P. 779. 780.

Durant les trois premiers mois de l'année 1583, il fut beaucoup parlé de réforme dans l'Université. Tous en reconnoissoient le besoin : mais dès le premier pas l'exécution se trouva arrêtée par la diversité des intérêts. Les Facultés supérieures ne demandoient pas mieux que de voir réformer la Faculté des Arts, & elles prétendoient même y influencer. La Faculté des Arts se trouvoit lésée dans ce plan. Elle vouloit se réformer elle-même, s'il ne s'agissoit que d'elle seule, & ex-
clure de cette opération les Facultés

supérieures, par la raison qu'un égal n'a point de droit sur son égal. Elle consentoit seulement à y admettre les Facultés dans le cas où la réformation seroit générale. Dans ce partage de sentimens, qui éclata le cinq Mars, le Recteur conclut pour la Faculté des Arts contre les trois autres. Cet avis étoit si raisonnable, que les Facultés supérieures y revinrent, mais par une voie qui les menoit toujours à leur but. Elles déclarèrent qu'elles ne refusoient point une réformation générale, à condition néanmoins que l'on commenceroit par la Faculté des Arts. De ces contestations sur les préliminaires il résulta, que l'ouvrage ne fut pas même entamé.

Il avoit été dit dès le quinze Janvier, qu'afin de préparer les voies à la réforme, l'on feroit la visite des collèges, conformément à un arrêt du parlement qui l'ordonnoit; & pour donner plus de splendeur & de dignité à ces visites, on étoit convenu que les doyens des Facultés supérieures y accompagneroient le Recteur. On s'aperçut que c'étoit faire entrer les Facultés supérieures dans la réforme de

une requête au parlement , p
mander que les principaux fusse
gés d'entretenir dans leurs
trois professeurs de Philosophie
quels ils assureroient leur no
& des gages convenables. I
fut renvoyée à la Faculté de
seulement les autres Facultés
rent de ne point abréger le c
Philosophie , & de lui confi
durée de trois ans & demi.

Voilà à quoi aboutirent
projets, tant de délibérations :
nouvelle tentative , aussi infru
que les précédentes , rend de
plus visible la maxime claire
que les compagnies ne se ré
point elles-mêmes , & qu'une
prise de réforme où n'intervie
une autorité supérieure , est un

DE PARIS , LIV. XII. 371
propre à multiplier les abus , qu'à les
corriger.

On peut se souvenir que l'Univer-
sité devoit avoir au moins un jour
d'audience par semaine au châtelet
pour les causes de ses suppôts. Il pa-
roît que la pratique de cette loi avoit
souffert interruption. Car le dix-neuf
Avril 1583 , la résolution fut prise de
députer au lieutenant civil , pour l'en-
gager à faire jouir l'Université de son
droit.

Jours d'au-
dience pour
l'Université
au châtelet.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 780.

Le dix-sept Mai suivant , la Nation
de Normandie fit un présent funeste à
la ville de Paris & à l'Etat , en nom-
mant curé de S. André des Arcs Chri-
stophle Aubri , digne compagnon des
fureurs de Jean Boucher. Il faut croire
qu'elle ne le connoissoit pas : & réel-
lement la ligue , dont Aubri fut un
des plus emportés prédicateurs , n'é-
clatta manifestement que l'année sui-
vante.

Aubri , curé
de S. André.
Ibid.

La peste fit encore cette année de
grands ravages à Paris. On délibéra
dans l'Université , si l'on ne fermeroit
pas les collèges. On prit un parti mi-
toyen , qui fut de continuer les leçons
aux écoliers établis dans les collèges ,
mais d'en exclure les externes.

Peste à Paris,
Ibid.

322 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Obseques du
chancelier de
Birague.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 780.*

Métrais.

Franchise des
livres.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 781 &
783.*

Droit de com-
mutimus.

p. 783.

Aux obseques du cardinal de Birague chancelier de France, le Recteur occupa le rang le plus honorable gauche, & dans la marche, & dans chœur de l'Eglise de sainte Catherine du Val des Ecoliers, où fut inhumé ce cardinal *sans titre, prêtre sans bénéfice, & chancelier sans sceaux.*

Le seize Novembre le roi donna des lettres patentes pour confirmer l'exemption de toutes sortes d'impositions, droits de péages, & autres de cette nature, dont jouissoient pour leur commerce les libraires jurés de l'Université de Paris. Ces lettres furent obtenues par l'Université, & enregistrées au parlement sur sa requête le quatorze Décembre. Malgré cette loi si authentique, je vois que l'Université fut obligée de faire des mouvemens l'année suivante, pour maintenir la franchise des livres contre une nouvelle imposition dont le roi venoit de les charger. Je ne puis dire précisément quel fut l'effet de ces démarches. Mais en 1587 un arrêt du conseil reconnut & ratifia l'exemption.

Le privilège le plus précieux à l'Université, celui en vertu duquel tous les suppôts ont leurs causes commises

DE PARIS, LIV. XII. 375
au châtelet de Paris, fut confirmé par
édit du mois de Juin 1584. Cet édit
est instructif sur l'objet qu'il régle. En
même tems qu'il renouvelle & rati-
fie le privilége, il exprime les condi-
tions nécessaires pour pouvoir en jouir.

Les vingt-&-un Janvier & quatre
Février de cette même année 1584, il
avoit été encore question de réforme :
& toutes les Facultés étant d'accord ,
quelques préliminaires furent décidés ;
mais sans entamer dans le vif.

On parle
réformé.
Hist. U
Par. T. 2
p. 782.

Dans la même assemblée du vingt-
&-un Janvier, on délibéra sur la con-
duite qu'il falloit tenir à l'égard de
certains fermiers des impôts publics ,
qui ayant été autrefois admis au nom-
bre des messagers de l'Université, pré-
tendoient encore jouir de ses privilé-
ges. Il fut dit qu'ils seroient mandés ,
& interrogés sur leur profession, &
que s'ils s'avouoient fermiers des droits
royaux, ils seroient rayés du tableau
des messagers, comme contrevenans
aux engagements qu'ils avoient pris
avec l'Université. Je ne me souviens
pas d'avoir vû ailleurs cette exclusion
contre les gens de finance. Mais puis-
que nul n'est plus capable qu'eux de
porter les charges de l'Etat, il est bien

Quelqu
messagers
clus com
financiers.
Ibid.

juste qu'ils n'ayent point de part aux privilèges qui en exemptent, & spécialement à ceux qui ont été accordés en considération des lettres.

Pré aux Clercs.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 783. 784.
785.*

Une partie du Pré aux Clercs avoit déjà été aliénée par l'Université. Le vingt-sept Mars le nouveau Recteur dans son instruction fut averti de faire en sorte que ce qui en restoit fut aliéné, ou donné à cens. On se conduisoit alors selon une méthode singulière dans ces aliénations. Ceux qui vouloient bâtir en quelque endroit du Pré aux Clercs, donnoient à l'Université un autre terrain en compensation de celui qu'elle cédoit. Elle n'a pas suivi longtems cette pratique, & par un arrangement mieux entendu, en même tems qu'elle a abandonné la propriété des différentes parties de son terrain, elle s'en est réservé la seigneurie avec tous les droits qui l'accompagnent.

Emeute des écoliers.

p. 783.

Sous la date du vingt-huit Avril, je vois qu'il est parlé d'une sédition & d'une querelle entre les écoliers & les soldats de la garde du roi. Je ne trouve aucun éclaircissement plus ample sur ce fait.

Mort du duc d'Anjou.

Le duc d'Anjou frère du roi mou-

le dix Juin de cette année : & c'est une époque importante dans l'histoire. Elle rendoit le roi de Navarre héritier présomptif de la couronne, & fournissoit par là un prétexte favorable à l'ambition du duc de Guise, qui travaillant à exclure ce prince du trône pour s'y placer lui-même, avoit à alléguer le péril de la religion, & la crainte de voir la France devenir Protestante sous un roi protestant. Aussi ce fut alors que la Ligue, qui se tramoit sourdement depuis huit ans, commença à lever la tête, & à se manifester par des entreprises audacieuses.

Les obsèques du duc d'Anjou se célébrèrent à Notre-Dame & à S. Denys le vingt-cinq, vingt-six, & vingt-sept Juin. Dans la marche l'Université prit son rang à côté du chapitre de la cathédrale. Dans le chœur je ne vois

Ses obsèques.

Hist. Univ. Par. T. VI.

p. 783, & Hist. de Paris, T. I L.

p. 1150.

qu'il soit marqué quelle séance occupa. Sans doute les choses se firent à cet égard comme dans les autres cérémonies semblables. Je dois observer, par rapport aux usages de compagnie, que le Recteur reçut l'Université deux écus d'or pour son droit d'assistance, & les doyens, pro-

246. 2. 2. 4.
2. 2. 3. 2.
297. quelques emolumens au R
aux Procureurs des Nations. C
lumens , quoique peu consi
nrent naître une question , &
decider s'ils devoient appar
Recteur & Procureurs qui é
charge , lorsqu'arrivoit la va
l'office , ou à ceux sous la ma
desquels le successeur étoit
La question est peu intéressan
& le detail sur ce point n
assez inutile. Mais j'ai crû d
faire ici l'observation, parce q
ou abus de tirer un profit d
nations aux offices de l'Un
quoiqu'aujourd'hui aboli , e
moins encore mentionné dar
rurs * * de nos Nations : & j'

* Le syndic, le greffier. | C^o *creandi* |

connoître l'ancienne pratique,
 quelquefois de l'embarras &
 l'age sur l'interprétation de ces.
 Les trois offices de syndic,
 & receveur, n'ont pas toujours
 mts de cette obligation de
 . Pour ce qui est des grands
 rs, ils sont dans un cas dif-
 Ce n'est pas le tribunal aca-
 e qui les nomme, mais la Na-
 nt ils sont messagers.

contestation au sujet de l'é- Affaire con-
cernant le
collège du
cardinal le
Moine.
 d'un principal du collège du
 le Moine, occupa l'Université
 de Décembre 1584, & la

e rendre un décret sévère con- Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 784. 952.
 bourriers de ce collège, qui
 nt de se soumettre à son ju-

. Il paroît que par l'événement
 sers furent obligés de plier,

l'Université demeura victo-
 Car Etienne Laffilé, dont elle
 nfirmé l'élection, étoit prin-
 1 collège du cardinal le Moine.

après en 1594.

emple des Jésuites, qui tenoient Professeur de
Philosophie
Franciscain
interdit.
 publiques de Philosophie & de
 gie, invita un Franciscain Ita-

ouloir les imiter. L'Université p. 785.
 a conséquence de l'abus ainsi

mière elle résolut de recourir
cureur général pour l'intérêt
sa cause. Par la seconde elle
principal du collège de la M
ne point souffrir qu'un régul
gnât sous son autorité la Phi
& elle lui ordonna de substituer
place un professeur séculier

Zèle de l'U-
niversité
contre un li-
belle qui at-
taquoit le
pape.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 785.

Elle crut encore peu à
intervenir dans une autre affaire
un Franciscain Italien , auteur
belle qui diffamait le pape et
dinaux. Je ne puis dire si ce
est le même que le professeur
vient d'être parlé. Mais quel
soit , le nonce étoit sa partie
& l'Université se joignit au nonce
demander au roi qu'il fût fait
de cet insolent déclamateur

Dans l'Assemblée du 17. Jan.

et les censeurs, auxquels cette fonction convient spécialement, s'ils n'ont pas laissé leur droit s'affaiblir avec le temps, & ensuite s'anéantir. On

fit aussi des arrangemens par rapport aux officiers qu'il falloit présenter au Parlement pour la fête de la Chandeleur.

En on assigna au receveur de l'Université le son pour livre des lods & ventes, qui étoient dûs par un particulier pour l'acquisition d'une portion de Pré aux Clercs. Cette attribution

avoit que le renouvellement de ce *Hist. Univ. Par. T. III, p. 390.*

avoit été ordonné en 1446, touchant les droits de l'officier dont il s'agit, & elle a lieu encore aujourd'hui, par rapport à tous les deniers qu'il reçoit pour l'Université.

Le receveur en charge résigna sa charge le 2 Octobre suivant à Germain Gouffé, avec l'agrément de la Compagnie.

Les gages du syndic furent réglés le mois de Janvier 1588 à un écu d'or par mois, en vertu d'un décret du tribunal confirmé par l'Université. Actuellement il n'a encore que 60 livres de gages annuels. Mais même cette fixation est ridiculement petite pour une charge impor-

[The following page contains extremely faint, illegible markings.]

par conséquent ne pouvoir point
 : prévenue en cour de Rome : &
 droit sans doute lui doit être pré-
 ix. Elle eut pour avocat dans cette
 ire Louis Servin , jeune alors , &
 par la suite s'est fait une si haute
 utation de savoir & de vertu dans
 charge d'avocat général. L'avocat
 erse fut * Antoine Loisel , homme
 mable à toutes sortes d'égards ,
 is qui dans son plaidoyer consulta
 : l'intérêt de sa cause que la vérité
 faits. Il nous reste un extrait confi-
 able de ce plaidoyer , qui ne doit
 : lû qu'avec beaucoup de précau-
 : par ceux qui veulent se former
 idée juste de la nature de l'Univer-
 , de son gouvernement , & de ses
 quités.

Le principal point qui fut débattu
 re les deux avocats , fut de savoir
 'Université est corps ecclésiastique
 laïc. Le fait est qu'elle est mixte :
 de plus il est constant que l'on ne
 r cite aucun exemple d'un béné-

Claude Joli , dans la
 qu'il a écrite d'An-
 : Loisel son grand-
 , nous apprend que
 ivocas célèbre étoit
 - neveu de Jean Avis

ou Loisel, doyen de la Fa-
 culté de Médecine en
 1506, duquel il a été par-
 lé vers les commence-
 mens du volume précé-
 dent.

adjudgea la provision a Nam
question a été jugée au for
droit de patronage laïc , e
mixte , assuré définitivemen
université par arrêt du 2 Avr.

Filefac , Re- Jean Filefac fut élu Recteur
cteur. Mars 1586. Il avoit professé

Hist. Un.
Par. T. F. I. plusieurs années les Lettres l
p. 786. & la Dialectique : & il dev
la suite docteur en Théolog
rendit pareillement célèbre
qualité.

Halle au par- Durant son réctorat fut e
chemin. minée , suivant le désir des N

Ibid. & la difficulté que l'Université a
p. 712. 730. eux depuis cinquante ans , au
749.

Privileges de la halle au parchemin que
l'Université, gieux se lassoient de voir éta
p. 167-169. leur maison. Ils l'avoient l
prêtée sans aucun émolument

DE PARIS , LIV. XII. 383
ait été agité en 1572, si cette charge
voit tomber sur le Recteur, qui seul
le produit des droits que doit le
archemin , ou sur la Faculté des
rs, dont le Recteur est le chef pro-
re & particulier , ou sur l'Université
le corps : & comme les revenus du
sorat sont très modiques , & que
Faculté des Arts n'a point de trésor
commun , il avoit été réglé que le
yer de la halle au parchemin seroit
yé sur les fonds publics de l'Uni-
rsité. Malgré cet arrangement , les
aturins insistèrent pour être débar-
rés d'une sujétion qui les grévoit ,
ils fermèrent leur salle. Filsac
nt Recteur , rendit compte à la Fa-
lté des Arts de l'état des choses : &
a prit d'abord un plan qui ne pou-
it tenir. C'étoit que la Nation dont
oit le Recteur fournît ses éco-
de la rue du Fouarre , pour servir
dépôt au parchemin qui entre dans
ris. L'inconvénient d'un dépôt sur-
à changer tous les trois mois est
nsible. Ainsi on s'est arrêté à louer
e salle pour cet usage dans quel-
un des collèges de l'Université. C'est
jourd'hui & depuis longtems le col-
ge de Justice où se tient la halle au
rchemin.

qui faisoit cette contrebande
été condamné par arrêt du
à une amende de quarante
au profit du Recteur.

Jourdain
Bruni, philo-
sophe témé-
raire & im-
pie.

p. 786. 787.

Bayle, *Dict.*
Art. Brunus.

Filefac étant Recteur reçut
quête, à laquelle il se re-
doute peu favorable, de la
homme singulier, philosop-
deux, qui sous prétexte d'a-
Philosophie Péripatéticienn
soit les fondemens de toute
Cet homme se nommoit
Bruni, natif de Nole dans
me de Naples, fugitif de l'
ses dogmes impies le met
danger d'éprouver les traits
plus rigoureux, & cherchan
dans des pays où il pût espé-
liberté. Paris lui sembla un s-
venable à ses vûes. à cause

du gouvernement. Il y enseigna ses opinions , non pas à découvert , mais cachées sous le voile d'une Philosophie libre , & qui secouoit le joug du Péripatétisme. Je soupçonne que malgré ses déguisemens on commençoit à percer le mystère , & que c'est par cette raison qu'il pensa à la retraite. Mais avant que de partir, il voulut donner dans le pays qu'il alloit quitter , un échantillon de ce qu'il faisoit faire : & il proposa des articles ou thèses sur la nature & sur le monde, que s'engagea à soutenir sous sa présidence pendant les trois jours de la Pentecôte un jeune homme d'un nom illustre , Jean Hennequin. Ce combat littéraire fut précédé d'une declamation apologétique , que prononça le même Hennequin dans * l'auditoire royal de l'Université de Paris le dimanche de la Pentecôte , en faveur des articles de Bruni. C'est à l'occasion de ces articles que l'auteur écrivit & adressa trois lettres , l'une au roi , l'autre aux amateurs de la bonne Philosophie , & la troisième à Jean Filesc

* Ce sont les termes du programme , qui indiquent un lieu particulièrement destiné aux le-

çons des professeurs royaux Le collège royal , tel qu'il subsiste aujourd'hui , est plus récent,

partia en Allemagne , & en
son malheur il retourna , dit
Italie , & fut brûlé à Rome l'
par jugement de l'inquisition.
tême sur la divinité & sur l'
revenoit à celui qui a depuis
fendu par Spinoza , c'est-à-
qu'il enseignoit le pur Athéisme

Vicegérant. Le trente Août de la même
du conserva- 1586 fut mis en possession de
teur.

Hist. Un. de vicegérant du conservate
Par. T. VI. scolique N. Poncet , à qui D
p. 787. ne donne d'autre qualité que
noble Parisien , & qui par con
ne peut pas être le séditieux
lent prédicateur Maurice Pon
cteur en Théologie , religieux
dictin , & curé de S. Pierre d
sur lequel on peut consulter l'
de M. de Thou. Maurice Po

au mois d'Octobre, voulut prolonger la durée du rectorat jusqu'à six mois, & faire passer cette pratique en loi. Tentative pour prolonger le rectorat à 6 mois.

- Peut-être commençoit-on à trouver difficilement des sujets, ou capables de soutenir le poids de cette magistrature académique, ou qui voulussent l'accepter. Car la face de l'Université étoit dès lors, comme nous allons le voir, étrangement défigurée. Quoi qu'il en soit, le désir du Recteur resta sans effet, & ce qu'il avoit ordonné de son chef, fut annullé par le vœu contraire de toutes les compagnies. Le rectorat demeura fixé, suivant l'ancien usage, à trois mois. Hist. Un. Par. T. VI. p. 787.



§. I I.

J'AI maintenant à peindre l'état le plus déplorable, où se soit jamais trouvé l'Université de Paris. Son sort est attaché au sort du royaume, & à celui de la capitale, où elle est établie: & il n'étoit pas possible qu'elle ne se ressentît cruellement des maux qui affligeoient l'une & l'autre. Le royaume en l'année 1587 étoit en proie aux fureurs des parties contraires, Huguenots & Ligueurs, qui travailloient à se détruire mutuellement, qui se faisoient la guerre à toute outrance, & qui déchiroient l'Etat tombé en convulsion au milieu des assauts qu'elles se livroient. La ville de Paris, outre sa part dans les malheurs publics du royaume, avoit son mal particulier, qui la dévorait, qui nourrissoit en elle le trouble, la licence, & tous les désordres avant-coureurs d'une ruine totale. C'étoit la faction des seize, née l'année précédente, & portée par des accroissemens rapides à un degré de forces redoutable.

Cette ligue particulière avoit les

mêmes principes & les mêmes procédés, que la ligue générale, qui s'étoit formée comme je l'ai dit en 1576. L'amour de la Religion animoit de bonne foi quelques Catholiques plus pieux qu'éclairés. Les chefs abusoient du zèle mal entendu de ces ames simples pour couvrir des desseins pervers, & ils avoient à leur dévotion des prédicateurs fougueux, qui ne s'acquittoient que trop bien de la commission d'entretenir & d'augmenter le feu, & d'ameuter la populace. La ligue dont je parle ici, étoit même plus furieuse que la première, en ce qu'abolissant jusqu'au langage de fidélité & d'obéissance, elle s'annonçoit comme disposée à agir directement contre le roi. Il est vrai qu'elle ne le nommoit pas. Mais en s'engageant à attaquer & à détruire non seulement l'hérésie, mais l'hypocrisie, la tyrannie, elle désignoit clairement Henri, à qui elle ne cessoit d'imputer publiquement ces crimes odieux.

L'un des principaux promoteurs de la ligue des seize, nommée ainsi à cause des seize quartiers de la ville, que les factieux s'étoient distribués entre eux, fut le curé de S. Benoît Jean

Façon des
seize.

Thuan. Hist.
l. LXXXVI.

Daniel,
Hist. de Fr.

Boucher. C'étoit chez lui que se tenoit le conseil général de la faction, d'abord en la maison de Sorbonne, & ensuite au collège de Fortet, où ce curé transporta son logement : & c'est par cette raison que le collège de Fortet a été appelé le berceau de la ligue des feize.

L'Université tombe dans un horrible désordre.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 787.*

Dans de pareilles circonstances, où l'hérésie d'une part & la ligue de l'autre marchaient tête levée, & où l'autorité royale, qui est la sauve-garde du bon ordre dans toutes les parties de l'Etat, se trouvoit en des mains qui ne savoient pas en user, on peut juger aisément quelle confusion & quelle licence défiguroient tous les corps, & en particulier l'Université. Je n'ose rapporter ici les propres termes de l'affreuse peinture que trace le Recteur, dans une requête présentée au roi, des désordres dont il étoit témoin. Mais je ne puis supprimer les faits, ni me dispenser de dire ici qu'il se faisoit dans les collèges des catéchismes d'hérésie calvinienne & de toute mauvaise doctrine ; qu'il s'y vendoit des livres scandaleux & hérétiques ; qu'il y régnoit une excessive corruption de mœurs, & que ces maisons destinées

à la science & à la vertu étoient devenues des retraites de femmes de mauvaise vie , de monopoleurs , & même d'assassins. Pour remédier à ces horribles abus , le Recteur imploroit le secours de la puissance royale : & Henri III par une ordonnance du six Mars 1587 l'autorisa à faire la visite des chambres des collèges , & des boutiques des libraires , jurés & non jurés , pour y saisir tous les mauvais livres qu'il y trouveroit , & les remettre au syndic de la Faculté de Théologie. Par les mêmes lettres il lui donne pouvoir de s'informer de ceux qui séduisent la jeunesse , & qui la portent à l'hérésie & aux crimes , & de prononcer contre eux les peines académiques , sauf aux juges royaux à les punir plus rigoureusement , si le cas le requiert. Il enjoint aux principaux , aux régens , aux pédagogues , de secourir le Recteur dans ces salutaires opérations : & comme on ne déracine le mal qu'en y substituant le bien , il veut que ceux qui sont chargés de l'instruction de la jeunesse dans les collèges , lui fassent tous les dimanches & fêtes des catéchismes de saine & catholique doctrine. Ces réglemens

392 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sont assurément très sages. Mais que peuvent les loix sans l'appui d'une autorité qui en procure l'observation ? Celle de Henri III étoit trop foible pour se faire respecter & obéir. Ainsi les désordres dans l'Université s'accrurent avec les maux de l'Etat. Mais en attendant que nous soyons forcés de poursuivre cette triste matière, nous trouvons ici des faits d'une autre nature, dont il faut rendre compte.

Affaires de la
Nation d'Al-
lemagne.

Hist. Un.
Ger. T. VI.
p. 788-790.

Au mois d'Avril 1587 la Nation d'Allemagne prit un arrangement qui tend à établir une parfaite égalité entre les deux Tribus, dont elle est composée ; & le cinq Mai elle le ratifia solennellement.

Le sceau de cette même Nation, qui porte pour armes une aigle éployée, ayant été volé le jour de la Pentecôte 1586, il avoit fallu en faire un autre : & la Tribu des-Ecossois, que l'on nomme aujourd'hui *des Insulaires*, avoit profité de l'occasion pour joindre dans la gravûre du sceau les léopards d'Angleterre à l'aigle impériale. Les Allemands, qui forment l'autre Tribu, se récrièrent contre cette nouveauté : & la contestation sur ce sujet fut portée à l'assemblée de l'Université le cinq

Juin. Elle n'y fut point jugée : on la traita en affaire de conséquence , qui demandoit d'être discutée mûrement. Le tribunal académique s'assembla plusieurs fois pour parvenir à une décision : l'avocat Montholon fut consulté : & de toutes ces délibérations il ne résulta aucun jugement , au moins qui ait été connu de Duboullai. Dans le fait l'usage ancien a prévalu : & actuellement la Nation d'Allemagne ne porte dans l'écusson de ses armes que l'aigle de l'Empire.

Il avoit tant été parlé de réforme , qu'enfin il en parut quelque effet , au moins quant à ce qui regarde la Faculté de Théologie : & pour cette fois, malgré ce que j'ai observé ailleurs , on vit une compagnie libre se réformer elle-même. Le plan de cette réforme avoit été arrêté le quatre Février 1585. Ce jour , l'Université s'étoit assemblée pour délibérer sur les moyens de pourvoir aux abus qui s'introduisoient dans toutes les Facultés , & elle avoit rejeté l'avis de ses députés ordinaires , qui par leur délibération du vingt-&-un Janvier précédent vouloient que l'on revît les statuts du cardinal d'Estouteville , pour

Statuts de
forme de
Faculté d
Théologi
D' Argent
Coll. jud.
nov. erroi
T. I l
p. 461. 4

394 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 en retenir & renouveler ce qui étoit
 encore de pratique , & y changer ce
 qui ne convenoit plus aux circonstan-
 ces. L'Université jugea qu'elle n'avoit
 pas le pouvoir de se rendre l'arbitre
 de ces statuts , qui avoient été dressés
 par l'autorité du souverain pontife.
 Elle pouvoit ajouter , & par celle du
 roi : qui réellement , comme je l'ai
 remarqué en son lieu , avoit concouru
 à cette réforme. Mais alors on ou-
 blioit aisément ce qui est dû à la puis-
 sance royale. Les statuts d'Estouteville
 étant donc une loi à laquelle il n'étoit
 pas permis à l'Université de toucher ,
 il fut dit que l'on se contenteroit de
 convenir de certains articles qui de-
 mandoient une réforme , & des re-
 mède qu'il falloit y apporter. Cette
 conclusion regardoit toutes les Fa-
 cultés. Cependant elle ne fut exécutée
 que par celle de Théologie, qui nom-
 ma des commissaires de son corps
 pour aviser à ce qui la concernoit , &
 approuva leur travail le trente-&-un
 Octobre 1587.

*Hist. Un.
 Par. T. VI.
 p. 790 &
 1699.*

Nous avons ce corps de réglemens,
 qu'il est utile de lire pour connoître
 les usages de la Faculté de Théologie,
 & pour comparer la sévérité antique;

ême dans des tems de troubles & de désordres, tels que ceux dont je parle actuellement, avec les adoucimens qu'ont introduit les statuts postérieurs, & encore plus la pratique réelle, toujours tendante au relâchement.

Dans ces statuts de 1587 la décence, non seulement de la conduite, mais de l'habillement, est fortement recommandée. On défend aux docteurs de porter de longues barbes, ce qui étoit alors une mode cavalière. Les repas des actes & des thèses sont interdits, ou modérés. On porte l'attention au maintien des anciens usages, jusqu'à défendre certaines prononciations, qui déplaisoient comme affectées; & l'on veut que les Théologiens s'abstiennent de dire *dominus*, *virtous*, *dominichi*, au lieu de *dominus*, *virtus*, *dominici*. Ce dernier article pourra être traité de minutie: & c'étoit en effet descendre dans des détails bien petits, & peu capables de concilier le respect au reste du règlement.

On ne jugera pas de même du statut qui ordonne que quiconque prétend faire la première démarche qui con-

396 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
duit au baccalauréat, soit dans la cinquième année de ses études théologiques, & dans la vingt-cinquième de son âge. Cette fixation étoit importante à conserver pour le bon ordre de la Faculté de Théologie, & même de celle des Arts, ainsi que je le ferai remarquer plus expressément dans la suite. Mais quoiqu'elle soit déjà au-dessous de la loi portée par le cardinal d'Estouteville *, elle n'a pu se maintenir contre la précipitation des derniers tems, & contre le désir empressé qui régné parmi nous, de s'avancer en titres & en honneurs, sans trop s'embarrasser quelquefois de les mériter.

Le nombre des Mendians qui peuvent se présenter pour la licence, est porté dans ce statut au-delà de celui que je vois fixé dans toutes les loix précédentes. On admet sept Dominicains, six Franciscains, quatre Augustins, & quatre Carmes. Ces religieux avoient pris faveur dans un tems où la cour Romaine étoit l'unique boussole qui dirigeât la Faculté.

* Le statut d'Estouteville exige cinq années d'études avant la supplique *pro primo cursu*, & il veut même que l'on ne dispense de la sixième que pour de bonnes raisons.

La discipline pour les sermons étoit toujours la même. Il y en avoit d'assignées aux docteurs, & d'autres aux bacheliers.

Tels sont les articles qui me paroissent les plus dignes de remarques dans la réforme de 1587. Mais un abus bien plus grand que tous ceux qu'elle corrige, étoit l'esprit séditieux qui fermentoit dans la compagnie, & qui en avoit infecté toute la jeunesse. On n'avoit garde de penser à réformer cet abus, puisqu'on le regardoit comme un devoir & comme une vertu.

Le onze Janvier 1588 il fut conclu *Catéchisme* & arrêté au tribunal du Recteur que la Faculté de Théologie donneroit un *Hist. Un. Par. T. V. p. 796.* catéchisme, qui seroit enseigné dans tous les collèges de l'Université à la jeunesse que l'on y élevoit : & cette conclusion fut confirmée par l'Université assemblée le quinze du même mois. C'étoit l'exécution d'un des principaux articles de l'ordonnance du roi qui vient d'être rapportée.

Dans cette même assemblée il fut question de l'ouverture du Rôle des *Ouverture du Rôle. Ibid.* nominations aux bénéfices. On résolut aussi que l'Université se choisiroit un avocat & un procureur au grand conseil.

398 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Droits hono-
rifiques de la
Nation d'Al-
lemagne
dans l'Eglise
de S. Côme.

*Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 796 &
798.*

Il y fut encore délibéré touchant les atteintes portées aux droits honorifiques, dont la Nation d'Allemagne jouissoit dans l'Eglise paroissiale de S. Côme. Le Procureur de cette Nation demanda que l'Université s'intéressât dans sa cause, & il l'obtint. L'affaire paroît avoir été terminée par une transaction, qui fut passée au mois de Juillet suivant entre la Nation d'Allemagne d'une part, & de l'autre les curé & marguilliers de S. Côme; & qui assûre à la Nation des prérogatives singulières dans cette Eglise, en considération d'une libéralité de cinquante écus d'or qu'elle faisoit à la paroisse. Je ne m'étendrai pas davantage sur un objet, auquel la Nation d'Allemagne a seule intérêt, & dont il ne reste plus que d'assez foibles vestiges.

Obsèques du
duc de Joyeuse.

p. 797.

Au mois de Mars 1588 le roi fit célébrer de trop magnifiques funérailles au duc de Joyeuse son favori, qui avoit été battu à Coutras par le roi de Navarre, & tué sur la place. L'Université assista en corps à cette cérémonie.

Journée des
barricades.

Ibid.

Le douze Mai de la même année est la funeste journée des barricades, où l'autorité royale fut foulée aux pieds

duc de Guise, & qui contraignit le roi à fuir de son palais & de la capitale, pour mettre sa personne en sûreté. Je vois avec douleur que les Parisiens sont nommés parmi ceux qui ont part à de si horribles excès. Les esprits des Parisiens étoient enflamés : & qui pouvoit être à l'abri d'une séduction presqu'insensible, qu'une jeunesse imprudente & aisée à s'enflammer ?

Le crédit du duc de Guise sur le peuple & son habileté rétablirent le calme dans Paris, dès le lendemain de la mort du roi. Toutes choses y prirent leur cours accoutumés, & l'Université continua ses leçons, tint ses assemblées, comme si rien ne fût arrivé, & ne causât de trouble.

Le vingt-deux Juin la Nation d'Allemagne en nommant son Intrant pour le rapport à son Recteur qui devoit se faire le lendemain, lui enjoignit de demander son suffrage qu'à quelqu'un des Parisiens qui lui seroient nommés par la Nation d'Allemagne, ni dans aucune autre, cette loi n'a pû s'établir.

Décret de la Nation d'Allemagne par rapport à son Intrant.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 797.

blir. Elle gênérait trop les suffrages des Intrinsèques, qui doivent sans doute avoir en vûe de se conformer au désir de leur Nation, mais qui sont fréquemment obligés de se déterminer par les circonstances, & de prendre des partis qu'il n'a pas été possible de prévoir.

Décret de la
Faculté des
Arts contre
ses suppôts
mariés.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 797.*

Le vingt-trois l'élection du Recteur se fit tranquillement : & celui qui fut mis en place nous apprend dans ses actes, que sous sa magistrature la Faculté des Arts rendit un décret pour exclure les gens mariés du droit de suffrage dans leurs Nations & de toutes les charges. En un tems où la ligue étoit dominante dans Paris, les privilèges du célibat se poussaient à l'extrême, & les suppôts de l'Université engagés dans le mariage ne devoient pas être bien traités.

Édit de réunion.

*Ibid. &
D'Argentré,
Coll. jud. de
nouis error.
T. I I.
p. 494.*

L'éclat de la journée des barricades sembloit devoir rendre Henri III irréconciliable avec le duc de Guise. Mais le roi aimoit par dessus toutes choses sa tranquillité & son repos : & toute ouverture qui lui en promettoit, même pour des momens, ne pouvoit manquer de lui plaire. Une négociation d'accommodement & de paix fut

entamée presque aussitôt après la retraite de Paris , & elle réussit. Au mois de Juillet parut un édit , dont tous les articles avoient été dictés par le duc de Guise , & qui étoit la confirmation la plus solennelle de la ligue formée pour anéantir l'autorité du roi.

Par le premier article Henri III juroit & promettoit , non seulement de vivre & mourir dans la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, mais d'employer toutes ses forces , & sa vie même , s'il le falloit , pour exterminer de son royaume tous les hérétiques , & de ne faire jamais ni paix ni trêve avec eux : & par le second il astreignoit tous ses sujets à faire le même serment.

Le troisième excluoit le roi de Navarre de la succession à la couronne , en ordonnant à tous ceux qui entroient dans l'union de jurer & promettre , qu'avenant la mort du roi sans qu'il laissât d'enfans , ils ne reconnoîtroient pour roi aucun prince hérétique ou fauteur d'hérésie.

Sans entrer dans le détail des autres articles , je me contenterai d'observer que le roi n'y unissoit pas seulement ses sujets Catholiques à lui , mais en-

tre eux , & que non content d'exiger d'eux qu'ils défendissent sa personne & ses droits , il les autorisoit à se défendre les uns les autres : se dépouillant ainsi du titre de protecteur unique de ses sujets , & les invitant à partager avec lui la direction des voies de contrainte & de la force des armes.

Il est juré par
toute l'Uni-
versité.

Hist. Un.
Par. T. I.
p. 797. 798.
799.

Cet édit , que l'on appella l'édit de réunion , fut reçu dans Paris avec un applaudissement universel : & conformément à ce qu'il ordonnoit , toutes les compagnies en jurèrent l'observation. L'Université satisfit à cette loi avec empressement. Le Recteur commença par assembler aux Maturins les docteurs des Facultés supérieures avec tous les officiers. Après que l'édit eût été lû , lui-même le premier se mettant à genoux , il prêta le serment prescrit entre les mains du doyen de Théologie. Il reçut ensuite le serment de tous les autres , qui se présentèrent chacun en leur ordre , & munirent de leurs signatures l'acte qui en fut dressé. Le Recteur ne voulut pas , comme il le dit lui-même , dans le récit qu'il nous a laissé du fait , que les autres maîtres & écoliers de l'Uni-

fué fussent frustrés du fruit d'un édit salutaire. Pour prévenir ce fâcheux inconvénient , il se transporta successivement dans tous les collèges , accompagné de quelques docteurs des Facultés supérieures , des quatre censeurs des Nations , & d'un nombre d'autres maîtres & professeurs , & il fit prêter serment sur l'édit à tous les principaux, régens, boursiers, & écoliers, qu'il avoit soin d'assembler dans la chapelle au son de la cloche. Il poussa l'exactitude si loin , qu'il comprit dans sa visite le collège même de Clermont , avec protestation néanmoins que c'étoit sans préjudice du procès que l'Université soutenoit contre les Jésuites.

A l'occasion de l'édit de réunion , *Te Deum* comme si c'eût été un événement heureux , (& c'en étoit un , mais pour les ligueurs) on chanta au * mois d'Octobre un *Te Deum* dans la cathédrale , auquel fut invité le Recteur par la reine mère Catherine de Médi-

* Il avoit déjà été chanté un *Te Deum* au mois de Juillet , immédiatement après la publication de l'édit de réunion , suivant l'historien de Paris, T. II, p. 1173. Mais les actes du Re-

cteur font foi que le *Te Deum* fut chanté à Paris en action de grâces de la paix après le 10 Octobre. Il faut donc dire qu'il y en eut deux pour le même objet.

chanté à cette occasion
Hist. Un
Par. T. V
p. 800.

une contestation avec les premiers maîtres des comptes , qui empêcher que l'Université ne fût en séance dont elle étoit en possession ces cérémonies , c'est-à-dire vis-à-vis des présidens & c du parlement : & il l'emporta.

L'Université députée aux Etats de Blois.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 799. 800.*

On étoit alors à la veille de l'ouverture des Etats de Blois , & l'Université avoit convoqués, dans la ville de Blois, l'assemblée d'y rétablir son autorité & son droit : & voici le procès-verbal qui suivit pour cette députation.

Le roi avoit manifesté dès le mois de Mai , ou le commencement de Juin , la résolution où il étoit de venir à Blois les Etats généraux du royaume. Mais il ne fut pas possible de le faire avant le commencement de l'année 1577.

PARIS , LIV. XII. 405
ier, syndic de l'Université, re-
e de se rendre à l'assemblée
Ordres de la ville , qui de-
tenir dans la salle de l'évê-
e lendemain , il rapporta au
académique , que l'objet de
mblée étoit de nommer des
pour les Etats de Blois.

dois pas omettre que dans
me assemblée le syndic de
sité disputa le rang d'honneur
de sainte Geneviève , qui
le garda , déclarant qu'il ne
u'au Recteur.

iversité ayant été convoquée
eptembre pour nommer ses
aux Etats , Michel Tyssart
en Théologie offrit de se char-
cette commission , & d'en
us les frais. Son offre fut ac-
& on lui donna pour adjoint
mé * Magnan , dont j'ignore
té.

a bientôt dans
re un Jean de
censeur de la
France, & Re-
Université, li-
. Dans une li-
s célèbres par
que contient
de l'Univer-

sité au parlement en 1601,
je trouve le nom de Ma-
gnan parmi les mathéma-
ticiens illustres qu'a pro-
duit l'Université. Je ne
puis décider si ces trois
noms se rapportent au
même personnage , ou en
marquent trois différens.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 798.*

Le Recteur remarque dans les lettres de sa magistrature que Tyrrecouvra pour l'Université dans la séance des Etats une séance honorable, qu'elle avoit perdue depuis deux cents ans. Cette expression est vague & peut-être peu exacte. Mais nous prenons d'ailleurs que les députés de l'Université jouirent du droit de séance & voix délibérative dans les Etats de Blois, qui leur fut inutilement contesté par le promoteur de la province de Paris. Il est vrai qu'ils prirent rang qu'après les députés de cette province, & furent assujettis à faire passer par leurs mains les cahiers qu'ils voudroient présenter. L'Université fut donc traitée comme faisant partie de la province ecclésiastique de Paris, & elle se tint contente de ce traitement.

*Remarques
sur la dignité
du Recteur,
p. 55.*

*Mém. de la
ville contre
l'Université,
& de l'Université
contre la ville en
1700.*

*Nouveau
greffier de
l'Université.*

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 801.*

Quant à ce qui regarde les affaires intérieures de la compagnie, je vois que Simon Laffilé, greffier de l'Université & de la Faculté des Arts, démit de sa charge, & eut pour successeur Guillaume Duval. Laffilé qu'on par mécontentement : mais c'étoit lui-même qu'il devoit s'en prendre. On se plaignoit de sa négligence &

à fonctions de son office. On trouvoit surtout très mauvais, qu'il existât des droits trop forts pour l'exécution des actes qui dépendoient de son ministère. Le Recteur avec son tribunal les taxa. L'affilé, plutôt que de se soumettre à cette taxe, aima mieux renoncer à sa charge. Duval étoit en place le treize Décembre.

Il signa ce jour-là un acte pour l'aliénation de cinquante-quatre portions du Pré aux Clercs, vendues à Richard Tardieu, notaire & secrétaire du roi, moyennant deux sols Parisiens de cens, & une rente de quatorze écus d'or, dont les deux tiers rachetables au denier quarante. Ce marché est, je crois, le plus avantageux de cette espèce qui eût été encore fait par l'Université.

L'événement des vingt-trois & vingt-quatre Décembre, c'est-à-dire, la mort du duc & du cardinal de Guise, tués à Blois par ordre du roi, bannit tout autre soin, & occupa uniquement les esprits. On fait à quel excès de fureur se porta alors le peuple de Paris : & l'Université n'y prit malheureusement que trop de part. Je rendrai un compte fidèle de ce qu'elle fit.

Vente d'une portion du Pré aux Clercs.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 801.

Mort du duc & du cardinal de Guise.

est l'histoire de l'Université
dans les funestes circonstances, où
soutint le seigneur la forme de l'État,
contre les principes, & malgré la résis-
tance des meilleurs rois qui estoient
dans la monarchie.

Les seigneurs commencent absolument
dans le conseil de l'État. Les armées
les courtois : & entre autres pré-
cautions qu'ils prennent pour assurer
leur tyrannie, ils firent envoyer le
vingt-neuf Décembre par les prévôts
des marchands & échevins un ordre
aux principaux des collèges, de leur
donner les noms & surnoms des mai-
tres, pédagogues, régens, enfans, &
serviteurs, qui logeoient dans leurs
maisons. Cet ordre fut adressé au Re-
cteur, & portoit au bas ces mots :
» Plaise à M. le Recteur faire execu-
» ter par ses bedeaux le présent man-
» dement. » Le Recteur assembla les
députés de l'Université le vingt-neuf,
& de leur avis il se conforma à ce
qui lui étoit recommandé.

Malgré les emportemens des fa-
ctieux, qui secouoient ouvertement
le joug de l'autorité du roi, le senti-
ment de l'obéissance dûe au souve-
rain légitime se conservoit dans plu-
sieurs cœurs : & un grand nombre
d'habitans

d'habitans de Paris , peu éclairés ,
 mais fidèles au cri de la conscience ,
 avoient peine à se persuader que le
 motif de défendre la Religion les obli-
 géât à outrager celui que la Religion
 elle-même leur ordonnoit de respecter
 comme leur maître , & de chérir
 comme leur père. Pour appaiser ces
 remords , que les prédicateurs de la
 révolte traitoient de vains scrupules ,
 ils crurent que le meilleur moyen
 étoit d'avoir en leur faveur une déci-
 sion de la Faculté de Théologie , dont
 le crédit étoit très grand parmi le
 peuple. Ils espéroient réussir aisément.
 Toute la jeunesse de cette compagnie
 leur étoit dévouée : & dès le 16 Dé-
 cembre 1587 , dans une assemblée sé-
 crète , plusieurs docteurs consultés sur
 un cas de conscience dressé à dessein ,
 avoient répondu , *qu'on pouvoit ôter
 le gouvernement aux princes qu'on ne
 trouvoit pas tels qu'il falloit , comme
 l'administration à un tuteur qu'on avoit
 pour suspect.*

La mort violente des deux Guises
 étoit une occasion d'ajouter un nou-
 veau degré de force aux reproches que
 l'on faisoit depuis longtems contre le
 gouvernement de Henri III. Les sédi-

un décret
 contre Hen-
 ri III.

*Hist. Un.
 Par. T. VI
 p. 302.*

*Censures de l
 Fac. de Théol
 imprimées e
 1717.*

*D'Argentré
 Coll. jud. a
 novis error.
 T. I I.*

p. 483.

*Hist. de Pa-
 ris , T. II.
 p. 1164. e
 1176.*

*Thuan. Hist
 l. XCIV.*

DES HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

après lequel deviens absolument maître de Paris. Ainsi il ne fallut plus se cacher, & l'assemblée de la Faculté de Théologie se tint publiquement le 2 Janvier 1585, pour délibérer sur un mémoire présentée par les prévôt des marchands & eschevins, qui demandant si l'on pouvoit refuser obéissance à Henri III, & prendre les armes contre lui. Quelque redoutable que fût le pouvoir des seize, plusieurs anciens docteurs, dont les noms méritent de n'être point oubliés, Faber syndic, Camus doyen, Chabot, Faber cure de S. Paul, Chavagnac, & quelques autres, gardèrent la fidélité à leur roi. La cabale des jeunes l'emporta. Ils étoient, suivant le témoignage de l'avocat Antoine Arnaud, écoliers des Jésuites, dont le dévouement à la ligue n'est pas un fait douteux, & ils se déclarèrent hautement pour le parti séditieux. Cette jeunesse non seulement entraîna la pluralité des suffrages, mais, par une mauvaise foi digne de la cause qu'elle avoit embrassée, elle inséra dans le décret, qu'il avoit passé à l'unanimité des voix.

Camus doyen de la Faculté les con-

DE PARIS , LIV. XII. 413
vainquit de faux deux jours après. L'Université célébroit une procession extraordinaire pour implorer le secours de Dieu dans les maux qui affligeoient le royaume & la ville. Camus y prêcha , & il exhorta ses auditeurs à la concorde , à la paix , & à l'obéissance due au roi.

L'autorité royale étant anéantie dans Paris , le trouble & la confusion s'emparèrent de la ville , & l'Université ne pouvoit manquer de s'en ressentir. Le rectorat étoit devenu une place orageuse , dont on craignoit le danger. Chacun souhaitoit d'y dérober sa tête , & l'on vit pour la première fois un Recteur continué pendant neuf mois. Jean Ion fut contraint de garder cette première charge de l'Université depuis le 24 Mars jusqu'au seize Décembre , parce qu'il ne trouvoit personne qui voulût le relever.

Tout bien languissoit dans l'Université : les études , les exercices qui tendent à former l'esprit & le cœur de la jeunesse , ne se soutenoient plus. L'esprit de sédition étoit le seul signe de vie que donnât , non pas le corps , mais un trop grand nombre de partisans : du reste tout étoit mort. On

Triste état de l'Université.

Hist. Un.
PAR. T. VI.
p. 302.

412 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
conçoit conséquemment que plus l'histoire générale est féconde en évènements tristes , mais intéressans , plus celle de l'Université est stérile. Elle ne me fournit rien jusqu'au mois de Juin, où l'Université, par ordre du conseil de l'union, qui avoit usurpé l'autorité souveraine, prit connoissance d'un différend touchant la chaire royale de Mathématiques.

Différend
touchant une
chaire royale,
jugé par
l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 302.*

Deux concurrens , l'un nommé Amyot, l'autre Boyard, y prétendoient. Mais comme Amyot étoit déjà pourvu de la chaire de Ramus , tout ce que l'Université crut pouvoir faire pour lui , fut de lui permettre d'opter. Il choisit celle de Ramus * , & Boyard n'ayant plus de concurrent pour la chaire royale , obtint le suffrage de l'Université , comme étant suffisam-

* Il est dit dans l'acte rapporté ici par Duboullai, qu'Amyot ayant opté la chaire de Ramus la céda aussitôt à Monantheuil. Mais Monantheuil étoit déjà depuis plusieurs années professeur royal de Mathématiques. Voyez le même Duboullai, T. VI, p. 940 , & Bayle, Dict. art. *Monantheuil*. Il y a là quelque

embarras, que je laisse à éclaircir à ceux que la chose peut intéresser. M. l'abbé Goujet, dans son *Mémoire Historique & Littéraire sur le Collège Royal*, ne fait aucune mention du fait dont il s'agit ici. Il ne nomme pas même Amyot ni Boyard parmi les professeurs royaux de Mathématiques.

ment connu dans la compagnie pour ce qui regarde la Religion & les mœurs , & disposé à subir l'examen des professeurs royaux par rapport au savoir qu'exige la place dont il s'agissoit.

On fait que le premier Août suivant Henri III fut assassiné par Jacques Clément , & laissa par sa mort au roi de Navarre le droit à la couronne. Mais pour faire valoir ce droit , il falloit être Henri IV. C'étoit précisément pour exclure du trône ce prince alors Protestant, que la ligue s'étoit armée. Ainsi la mort de Henri III ne fit d'autre changement dans Paris, que d'encourager les séditieux , & les fortifier dans la rébellion. Aussitôt après cet horrible événement , les seize indiquèrent par un billet exprès aux prédicateurs trois points, sur lesquels devoient rouler leurs sermons , leur enjoignant de faire premièrement l'apologie, ou plutôt l'éloge du parricide Jacques Clément, qu'ils n'avoient pas honte de traiter de martyr ; en second lieu de prouver que le roi de Navarre, ou le Béarnois , comme ils l'appelloient , faisant profession de l'hérésie , étoit inhabile à posséder la couronne

Mort funeste de Henri III. Renouveau-ment d'audace des prédicateurs séditieux.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 303.

Rem. sur la sat. Ménipp. p. 352.

414 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de France ; troisièmement enfin de
déclarer excommuniés tous ceux qui
suivoient son parti. Cet ordre ne fut
que trop bien exécuté. Mais parmi les
plus furieux déclamateurs se distingua
Guillaume Rose, évêque de Senlis, qui
le jour de la Transfiguration, sixième
d'Août, prêcha sur la matière pres-
crite avec le dernier emportement.

Guillaume
Rose.
m. sur la
Menipp.
43.

Quelquesuns ne datent son attachement à la ligue, que de la mort des Guises : & il est vrai que c'est alors qu'il fit ses plus grands éclats. Mais de tels excès doivent avoir été préparés : on ne s'y porte pas tout d'un coup : & j'incline beaucoup à croire le rapport de ceux qui l'accusent d'avoir fait dès longtems auparavant ses preuves de témérité & d'audace contre la majesté royale par des invectives publiques. Henri III, prince qui ne sçut jamais distinguer la clémence de la mollesse, s'étoit contenté envers lui d'une légère réprimande : & il l'honora même de ses bienfaits. Rose avoit de l'acquit & du talent : & le roi, dont il étoit prédicateur, le fit en 1584 évêque de Senlis. Mais les bienfaits ne peuvent rien sur un cœur ingrat. Lorsque la mort des Guises déchaîna con-

tre Henri III toutes les fureurs de la ligue, Rose se rangea avec les Boucher, les Guincestre, les Aubri : & par ses prédications forcenées il ne contribua pas peu à animer le zèle sanguinaire, qui trancha les jours de son roi.

Je suis affligé & honteux d'être obligé d'avouer qu'un tel homme avoit été nourri dans l'Université, & tenoit un rang distingué entre ses suppôts. Il fit ses études de Philosophie au collège de Navarre. Il y professa longtems la Grammaire & la Rhétorique. En 1576 il devint docteur en Théologie, & grand-maître de Navarre en 1583. Ce n'est pas tout encore. En 1589, qui est l'année où nous en sommes, la charge de conservateur apostolique ayant vaqué par la mort de Louis de Brézé évêque de Meaux, Rose, qui étoit évêque de Senlis, la rechercha & l'obtint. La délibération de l'Université à ce sujet est du sept Octobre, & fut unanime. Toutes les Facultés le nommèrent conservateur apostolique, sans balancer, sans contester : tant la contagion de l'esprit ligueur avoit pénétré & infecté la compagnie, ou du moins ceux qui la dominoient.

*Launois, H
Coll. Nav
p. 1019.*

*Hist. U
Par. T. 1
p. 203.*

416 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Diff. art.
Rose.

C'est la considération des liaisons étroites de Rose avec l'Université de Paris & le collège de Navarre, qui a engagé le docteur Launoi, dans son histoire de ce collège, à glisser légèrement sur les torts énormes de l'évêque de Senlis, & à relever avec emphase ce qui pouvoit être louable en lui. Cette conduite de Launoi a été justement censurée par Bayle, qui a raison de la qualifier *un scandale donné*. L'honneur des compagnies ne consiste pas à n'avoir porté aucun sujet digne de blâme. La chose n'est pas possible, si elles sont nombreuses, & qu'elles subsistent pendant des siècles. Faire justice aux siens comme aux étrangers, & les blâmer nettement lorsqu'ils sont blâmables, voilà le véritable honneur pour les compagnies que guide le vrai, & qui ne cherchent point une gloire populaire.

Loi du célibat par rapport aux docteurs en Décret.

Hist. Ur.
Par. T. VI.
p. 803.

Dans la même assemblée où Rose fut élu conservateur apostolique, Jean de Magnanes censeur de la Nation de France, demanda que l'ancien usage fût observé dans la Faculté de Décret par rapport à la loi du célibat, & que nul n'y pût être institué docteur régent, qui ne fût ecclésiastique, &

DE PARIS , LIV. XII. 417
 conséquemment célibataire. On délibéra sur cette proposition. La Faculté de Droit & celle de Médecine la rejetterent : les Facultés de Théologie & des Arts crurent devoir l'approuver : & le Recteur conclut avec celles-ci. Mais la Faculté de Droit appella de cette conclusion au parlement. L'usage , & la réforme de 1600 , comme on le verra , ont décidé la question en faveur de la liberté du mariage : & même aujourd'hui la Faculté de Droit est toute laïque , & les ecclésiastiques sont peu volontiers admis aux places de professeurs & d'aggrégés.

Le seize Décembre Jean de Magnanes , dont il vient d'être parlé , fut élu Recteur. Il se vante dans les actes de sa magistrature , d'avoir fait en sorte que les études ne souffrissent point d'interruption dans l'Université , & que les lettres ne fussent point forcées au silence par le bruit des armes. S'il dit vrai , il a raison de s'en faire honneur. Car durant son réctorat , qui fut de six mois , la ville de Paris se vit réduite à de grandes extrémités , par le siège qu'elle soutint contre le roi Henri IV , vainqueur de la ligue

Paris assi-
 par Hen
 IV.

Hist. U
 Par. T. I
 p. 804 &

418 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 & du duc de Mayenne , d'abord à
 Arques , & ensuite à Ivry. Si dans une
 aussi affreuse calamité le Recteur Ma-
 gnanes maintint la continuité des exer-
 cices académiques , il mérite assurément
 des éloges. Mais ce qu'il desiroit
 pouvoir faire , il s'est persuadé
 peut-être qu'il l'avoit fait. Il convient
 même que les écoliers ne demeurèrent
 pas si fidèlement attachés aux études ,
 qu'ils ne prissent les armes pour la
 défense de la ville : & il compare leur
 position & leur conduite à celle des
 Hébreux sous Néhémias , qui d'une
 main bâtissoient * le Temple , & de
 l'autre repoussèrent avec les armes les
 efforts des ennemis. On voit que ce
 Recteur étoit bon ligueur : & dès-là
 sa sincérité doit être suspecte.

Honneurs Son dévouement à la ligue avoit
 déjà paru dans une occasion d'éclat.
 Le vingt-&-un Janvier 1590 il alla
 au devant du cardinal Cajétan , légat
 du pape , qui venoit dans Paris souff-
 ler le feu de la révolte , & travailler
 à tourner les esprits des François , s'il
 eût pû réussir , vers Philippe II roi

* Je représente l'ex-
 pression du Recteur. Dans
 la vérité il s'agissoit de
 la reconstruction, non du

Temple , mais des murs
 de la ville de Jérusalem
Esd. l. II, c. 4, v. 17.

idus au lé-
 : du pape
 : l'Univer-
 s.
Hist. Un.
r. T. VI.
 804. 805.

Espagne, dont il étoit né sujet. Le premier Février, le Recteur présenta à ce même légat.

Le cardinal Cajétan avoit apporté un bref du pape à l'Université, dans lequel étoit loué le prétendu décret de la Faculté de Théologie contre Henri III, & toute l'Université ex-

Bref du pape à l'Université. Décret de la Faculté de Théologie contre Henri IV.

hortée à persévérer avec courage dans les mêmes sentimens. C'étoit de l'huile jetée sur le feu. Et l'effet s'ensuivit.

Hist. Un. Par. T. V. L. p. 804. 805. Thuan. Hist. l. XC VIII.

Par le sept Mai 1590 la Faculté li-
seuse répondit suivant les mêmes
incipes à une nouvelle consultation
qui lui fut encore adressée par les pré-
sents des marchands & échevins. Elle
décida que Henri de Bourbon, comme
hérétique & relaps, étoit exclus par
le droit divin de la succession au
trône. Que dans le cas même où il
obtiendrait dans le for extérieur l'ab-
solution des censures, cependant le
singer d'une dissimulation politique

* Les ligueurs don-
nèrent au roi de Navarre
une qualification odieuse
de relaps, parce que ce
prince, au tems du massa-
cre de la S. Barthélemi,
étant prisonnier & me-
nacé de la mort avoit ab-
juré extérieurement le

Calvinisme, & y étoit en-
suite retourné. Mais une
abjuration forcée ne peut
point passer pour un acte
émané de la volonté de
celui qui cède à la vio-
lence, ni par conséquent
fonder le reproche de re-
tour au crime d'hérésie.

410 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

de la part devoit empêcher de le reconnoître pour roi. Que c'étoit une crime de l'aider à se mettre en possession de la couronne, & une action méritoire de s'efforcer de l'en éloigner : en sorte que ceux qui perdoient la vie pour une si belle cause, acquiescoient la gloire du martyre.

Pendant que le siège de Paris dura encore, Thomas Lami fut nommé Recteur le vingt-trois Juin 1590. La ville auroit été prise, si la grande bonté de Henri IV ne l'eût pas empêché de profiter de tous ses avantages. Mais il ne put se résoudre à traiter avec une ville ennemie. Il usa de ruses, & il donna ainsi le tems au duc de Parme de venir avec une armée prodigieuse au secours des assiégés. Il fut donc contraint de lever le siège, & il eut dans de nouveaux combats, de reconnaître sa valeur & son adresse. Le siège fut enfin vaincu.

Il y eut quelque calme pour un tems. Mais ce calme ne fut ni alléger le sort de la ville, ni donner le loisir à l'Université de rétablir sa discipline. Nos registres sont presque perdus, & nous touchaient peu de

délibérations. Je trouve encore en 1591 un Recteur demeurant en place pendant neuf mois. Voici ce que ce long rectorat offre de mémorable.

Le six Juin 1591 l'Université s'as-
 sembla pour prendre lecture d'un bref
 à elle adressé par le pape Grégoire
 XIV. Ce pape étoit dévoué à la ligue
 & aux Espagnols, & il félicitoit l'Uni-
 versité sur son zèle pour la cause de
 la Religion.

Au mois d'Août il y eut du trouble
 par rapport à l'élection de deux nou-
 veaux échevins. Quelques ligueurs zé-
 lés firent passer aux députés ordinaires
 de l'Université, assemblés le dix-neuf
 du mois d'Août un mémoire, dans
 lequel l'élection récente de ces ma-
 gistrats municipaux étoit attaquée,
 comme faite à l'instigation & sous
 l'influence de ceux qu'ils appelloient
politiques, c'est-à-dire, gens qui se
 ménageoient entre les différens partis,
 & dont le cœur penchoit vers le roi
 de Navarre. Ce mémoire n'étoit point
 signé, & il mit ainsi le syndic de
 l'Université dans le cas de remontrer
 que l'on ne devoit y avoir aucun
 égard. Il ajouta que si on le présentoit
 dans la suite signé des complaignans,

*Hist. Un
 par. T. V
 p. 981.*

*Bref du pa
 à l'Univer
 té.
 p. 805.*

*Conduite
 ge & mesur
 de l'Unive
 sité.
 Ibid. 306.*

il étoit d'avis que l'Université en délibérât & prît son parti avec le conseil de ses avocats. Cet avis étoit sage, & il fut suivi. Ce n'étoit pas le compte des furieux, qui provoquèrent une assemblée de toute l'Université le vingt-huit du même mois, afin qu'elle nommât un député qui allât en son nom au conseil de ville. Gênebrard, sujet estimable pour sa doctrine, s'il ne se fût pas déshonoré par son attachement à la faction anti-royale, fut pourtant assez judicieux pour refuser de se charger de la commission. A son refus, le curé de S. Benoît Jean Boucher l'accepta avec joye. Mais cette démarche n'eut point de suite. On se rassembla de nouveau le lendemain : & l'avis de l'Université fut qu'il ne lui convenoit point de s'immiscer dans une affaire qui ne la regardoit en aucune façon. Hamilton, autre furieux, insista au contraire, & dans les motifs qu'il alléguoit se peignit bien l'esprit d'ambition & d'intrigue qui l'animoit. » Jusqu'ici, » dit-il, le parlement & l'hôtel de » ville n'ont pas fait de l'Université le » cas qu'ils devoient. Mettons-nous en » possession du droit de connoître des » grandes affaires. Il nous en reviendra

DE PARIS , LIV. XII. 423
coup d'honneur & d'utilité. » Il
voit pas sûr de résister en face à ces
genés. L'Université prit un parti
moyen , & elle renvoya la décision
cas dont il s'agissoit à ses députés
inaires. Par là on gagna du tems ,
pendant le délai l'affaire fut con-
firmée à l'hôtel de ville , sans que
université y prît part.

Le mois d'Octobre fut très tumultueux. Jacques Julien docteur en Théologie demanda l'intervention de l'Université, dans le procès qu'il avoit à soutenir contre un moine nommé Nouvelet pour la cure de S. Len. Mais cette affaire étoit liée à une autre plus importante. Il étoit question d'un procès de requête au duc de Mayenne, pour prier d'ordonner que nul ne pût se pourvû d'aucun office ni bénéfice, sans en eût signé son engagement à la ligue. Or il paroît que Nouvelet, qui étoit nommé à la cure par l'évêque de Paris Pierre de Gondi, avoit peu de crédit pour la *sainte union*, à laquelle il étoit dévoué son concurrent. Ainsi par rapport à l'intérêt général de la ligue, & avec l'intérêt particulier de Jacques Julien, l'Université se voyoit pressée de donner pouvoir à des députés de

Requête de
l'Université
au duc de
Mayenne ,
ouvrage de
Guillaume
Rose.

p. 306. 307

424 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
signer la requête en son nom. La chose souffrit de grandes difficultés. Cette requête étoit l'ouvrage de Rose, qui l'avoit dressée & même présentée sans consulter l'Université. C'étoit une démarche tout-à-fait irrégulière : & il se trouva dans la compagnie plusieurs suppôts assez hardis pour s'en plaindre. Les factieux eurent recours à leur ressource ordinaire. Ils firent du bruit & du fracas : ils amenèrent aux assemblées une cohue de gens qui n'étoient point du corps, & qui parlant au nom de la ville & du peuple, faisoient violence à l'Université. Ces assemblées furent fréquentes, longues, & pleines de troubles : & la force enfin l'emporta. L'Université donna son adjonction à Julien, sous la condition néanmoins qu'il l'indemniserait des frais qu'elle feroit pour le procès. Quant à la requête, elle consentit que ses députés la signassent, mais après le clergé, qui avoit le principal intérêt à la chose. Or il est à remarquer que le clergé de Paris n'étoit pas unanime dans les mouvemens de chaleur pour la ligue. Comme l'évêque étoit froid sur l'article, & qu'au fond même il avoit de l'inclination pour le parti royaliste, il

DE PARIS , LIV. XII. 425
aîna avec lui ceux qui lui tenoient
lus près : & plusieurs curés, comme
s le verrons dans la suite , avoient
ne un zèle plus décidé que leur
que.

es factieux connoissoient bien ces Ambition de
ositions du prélat : & leur témérité Rose.
jusqu'à proposer dans l'assemblée P. 807
l'Université qui se tint le vingt-
f, d'écrire au pape pour lui de-
ider un autre évêque. L'ambition
Rose faisoit jouer ce ressort odieux.
e touchoit point les revenus de
échê de Senlis , qui étoient au pou-
des royalistes : & il eût été bien
de s'en dédommager en s'empa-
de l'évêché de Paris. Rem. sur la
fat. Ménéippe
p. 353.

au milieu de ces désordres pu- Triste état de
s, l'Université étoit tombée dans l'Université.
délabrement total. Je ne parle pas Hist. Un.
études & de la discipline : cela par. T. P. 1.
P. 807.
tend. Mais les collèges étoient rem-
de gens de guerre. On forçoit les
cipaux officiers de la compagnie ,
u'aux syndic , greffier , & rece-
r, de monter la garde , & de faire
quet pendant la nuit. Elle se plai-
: au duc de Mayenne : elle réclama
exemptions : & le duc promit d'a-
: égard à sa requête. Mais en sup-

426 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
posant même qu'elle ait obtenu ce
qu'elle demandoit , c'étoit un foible
soulagement à ses maux.

Recteur, con-
tinué pen-
dant neuf
mois,

p. 207.

Rôle des no-
minations.
Synode.

p. 208. 209.

Le Recteur qui entra en charge le
seize Décembre 1591, fut continué
neuf mois consécutifs dans le rectorat
comme son prédécesseur.

Le cinq Janvier 1592 le Rôle des
nominations fut ouvert suivant l'u-
sage accoutumé : mais on en exclut
sans doute ceux qui n'étoient point li-
gueurs. On n'étoit pas disposé à les
gratifier d'un droit aux bénéfices ,
puisque au contraire le sept Avril sui-
vant, dans le synode que tint le Re-
cteur, on déclara vacans les bénéfices
de l'Université possédés par des roya-
listes.

Prétendues
lettres du roi
d'Espagne.

Ibid.

Dans le même mois de Janvier, il
fut parlé de prétendues lettres écrites
par le roi d'Espagne au Recteur. Elles
furent remises entre les mains de
Guillaume Rose, & le bruit se répandit
qu'elles annonçoient un présent
de trois mille écus à l'Université. Je
ne puis dire quel fondement avoit
toute cette aventure, qui a bien l'air
d'une ruse Espagnole & ligueuse. Le
fait est que les lettres furent supprimées
par Rose, & que l'argent ne parut point.

Je ne donnerai point de détail sur l'arrêt du trois Février 1592 , touchant la forme qui devoit s'observer dans la distribution des lieux de science théologique. Le chancelier de l'Eglise de Paris se pourvut contre cet arrêt par la voie de la requête civile , il obtint le dernier Janvier 1594 l'arrêt contraire , qui renvoyoit à un jugement de l'année 1535.

Le treize Juin Charles de Neufville d'Alincourt , fils de l'illustre Nicolas de Villeroi secrétaire & ministre d'Etat, reçû peu de tems auparavant le parlement prévôt de Paris en la place du seigneur de Nantouillet , vint dans l'assemblée de l'Université se faire reconnoître conservateur de ses privilèges royaux. Il y eut quelque difficulté sur le serment : & il paroît par ses actes qui nous restent , que le nouveau prévôt ne jura point tous les articles de l'ancien serment prescrit par ses prédécesseurs , & qui toujours avoit fait de la peine. Seulement lieutenant civil , qui lui servoit d'interprète & d'organe , déclara que M. le prévôt apporteroit tous ses soins à la conservation des privilèges , exemptions , & franchises de l'Université :

Lieux de science.

Ibid. & D'Argentré , Coll. jud. de novis error. T. I I.

p. 501. 502.

Charles d'Alincourt, prévôt de Paris ; se fait reconnoître par l'Université.

Hist. Univ. Par. T. VI. p. 809. 810.

428 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

& le prévôt lui-même ratifia de bouche cet engagement. C'étoit une brèche aux anciens usages : mais l'Université crut devoir s'accoutumer à

Il est le dernier qui ait rempli ce devoir.

Privilèges de l'Université , p. 186.

circumstances. Charles d'Alincourt le dernier prévôt de Paris , qui se fit recevoir dans l'assemblée de l'Université. Depuis lui , cette cérémonie est tombée en désuétude , comme je l'ai remarqué * ailleurs.

Plainte, du Recteur au duc de Mayenne.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 810.

Le dix Octobre fut élu Recteur Médard Bourgeotte , principal du collège de Beauvais , dans un tems les maux de l'Université étoient portés à l'extrême. Elle se dépeuploit jour en jour , & elle se voyoit sur le point de manquer totalement de maîtres & d'écoliers. On peut consulter le triste état de l'Université dans la satire Ménippée , ouvrage connu de tout le monde , & dont les plaisanteries , quoiqu'outrées sans doute , sont néanmoins sur un fond vrai. Le Recteur fit au sujet du désastre de sa compagnie les plus vives représentations au duc de Mayenne , qui répondit par de grandes & belles paroles à son ordinaire. Le remède réel ne pouvoit venir que du légis-

* T. I , l. II , p. 281.

être rétabli dans ses droits.

On étoit bien éloigné de penser Etats de la ligue. Conversion de Henri IV. cet unique remède des maux du royaume, comme de ceux de l'Université en particulier. Le duc de Mayen- convoqua de prétendus Etats généraux à Paris dans les commencemens l'année 1593, sans avoir lui-même but bien déterminé : mais les Espagnols, & le légat Philippe Séga cardinal de Plaisance, se propofoient de faire élire un roi de France : projet qui, s'il eût réussi, menaçoit d'éterniser les divisions & les troubles. La Providence divine empêcha l'effet de ce funeste dessein : & le principal moyen dont elle se servit, fut la conversion du roi légitime Henri IV, qui frappé du danger auquel l'eût exposé l'élection d'un autre roi, quelque irrégulière qu'elle fût & dans le fond & dans la forme, en devint plus disposé à ouvrir les yeux à la lumière de la vérité catholique.

L'Université prit peu de part aux L'Université prit peu de part à ces Etats. Etats de la ligue. C'est par une fiction poétique, & pour accommoder les choses au théâtre, que les auteurs de la satyre Ménippée introduisent sur la scène le Recteur Rose haranguant l'as-

fut de nommer des députés
assistaient en son nom. Elle
détermina-t-elle pas sans d
en fut parlé pour la première
tribunal académique le trois
bre 1592, & l'avis du tribunal
renvoyer cette délibération
blée générale. Je ne vois point
ait été fait aucune mention
le reste du mois. Le neuf Jan
faire fut proposée de nouveau
n'intervint point de conclusion
fin le vingt-neuf on prit
lution de deputer aux Etats
ne fut pas tout d'une voix
contestation. Quelquesuns
éloigner cette proposition
faux prétexte, n'osant pas
ment découvrir leur motif
Ils disoient que l'Université

DE PARIS, LIV. XII. 431
 s, sans incidenter sur les faits,
 firent que le cas étoit différent,
 il falloit ici défendre la Reli-
 gieux sentiment prévalut, & Jac-
 ques Cueilli curé de S. Germain,
 chargé de la députation. Il lui
 fut adjoint, & le six Février
 et l'impétueux Boucher s'offrit
 même, & fut accepté. Je ne
 rent au reste que ces députés de
 Paris aient beaucoup figuré dans
 ces

s René Benoît curé de S. Eusta- René Benoît
 e docteur célèbre dont j'ai eu travaillé à la
 on de parler souvent, fit un beau conversion
 dans l'instruction de Henri IV. de Henri IV.
 rapport à la doctrine catholique. *Daniel, Hist.
de France.*
 un homme modéré dans ses *Rem. sur la
sat. Ménippe.*
 de penser, & qui sans s'être p. 343.
 écarté de la communion de la
 Eglise, n'avoit pas un zèle amer
 les Protestans. Aussi fut-il en
 aux deux partis. La Faculté de
 Logique lui suscita des traverses,
 elles on doit convenir qu'il avoit
 quelque lieu. Les Huguenots
 côté le déchirèrent comme un
 commode, qui pensoit & par-
 tissant le besoin des circonstan-
 ces est le sort des gens sages

432 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dans les tems de division. Sur l'obé-
sance dûe au légitime souverain B
noît se décida bien nettement : & il
rendit par là tellement odieux aux
ze , qu'ils le chassèrent de Paris. Il ét
dans cette position , lorsque Henri
voulant se faire instruire l'appella
près de lui avec Chavagnac curé
S. Sulpice , & Morenne curé de sa
Merri , qui étoient du même goût
dans les mêmes principes que Ben
Il paroît que celui-ci fut encore
agréable au roi que ses deux confré
puisque ce prince converti le choi
pour son confesseur.

Honneurs
rendus par
l'Université
au légat & au
cardinal de
Pellévé.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 810. 811.
812.

Deux cardinaux furent présens
Etats de la ligue , le légat Phill
Séga , & Pellevé : & l'Université
cée par les circonstances leur re
des honneurs qu'ils ne mérito
guères de sa part. Elle délibéra d
trois Décembre 1592 , si son Rec
iroit saluer & complimenter le
dinal légat , & elle arrêta qu'elle
voit attendre que le parlement la
eût donné l'exemple. Le quinze
vier cette difficulté étoit appar
ment levée : & le Recteur alla
grand cortége porter au légat les
images de l'Université. Il lui dem

bien inutilement la protection & le secours dont elle avoit un très grand besoin. Le légat n'avoit garde de soulager ses maux , puisqu'il venoit les augmenter. Au lieu de secours réels , qui n'étoient ni en son pouvoir ni de sa mission , le légat donna à l'Université de vains témoignages de bienveillance & de considération. Il vint en personne le vingt-trois Février aux Maturins où elle étoit assemblée , & il lui remit un bref du pape Clément VIII, dont il étoit porteur : & le vingt-neuf du même mois il assista à la procession que l'Université célébra , pour demander à Dieu la conservation & la prospérité du souverain pontife , de qui elle venoit de recevoir les assurances d'une affection paternelle.

Quant à ce qui regarde le cardinal de Pellevé , que son attachement furieux pour les Guises & pour la ligue avoit amené aux Etats dans le dessein de faire tomber , s'il eût pû , l'élection à la couronne de France sur quelqu'un des princes Lorrains ; l'Université douta si elle lui devoit une visite en cérémonie & une harangue de complimens. La raison de douter étoit , suivant les regîtres de la Faculté de

434 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 Médecine cités par Duboullai , quelé
 Recteur ne cède qu'au légat du pape ,
 & aux cardinaux du sang royal. Il fut
 conclu néanmoins le quatre Fevrier ,
 qu'il falloit s'accommoder au tems ,
 & se résoudre à une démarche dont
 l'omission auroit pû entraîner des sui-
 tes fâcheuses.

Pré aux
 Clercs don-
 né à loyer.

Hist. Un.
Par. T. VI.
 p. 310 &
 311 , &

Mémoires
sur le Pré
aux Clercs
 p. 272.

Les affaires de l'Université étoient
 en mauvais ordre, même par rapport
 au temporel. Elle devoit encore au
 cirier les cierges fournis en 1589 , & à
 son receveur général Germain Gouffé
 quatre cens livres , dont il étoit en
 avance pour elle. Gouffé , qui paroît
 avoir été homme entendu & en même
 tems bien intentionné , proposa le trois
 Décembre 1592 au tribunal du Re-
 cteur de prendre à loyer pour six ans
 toute la partie des grand & petit Prés
 aux Clercs , qui n'étoit point encore
 aliénée , & dont on ne tiroit aucun
 profit , promettant d'en payer à l'Uni-
 versité trente sols Tournois chaque
 année par arpent , déduction faite des
 cent livres dûes au cirier , & des qua-
 tre cens livres qui lui étoient dûes à
 lui-même. Et quoiqu'il demandât un
 bail de six ans , il consentoit néant-
 moins que l'Université reprît son fond

dès qu'elle le voudroit, en lui faisant raison de ce qu'elle se trouveroit lui devoir. Ce marché étoit avantageux, vû l'état des choses. Cependant lorsqu'il fut proposé à l'Université assemblée le quatorze du même mois, la Faculté des Arts s'y opposa, & le Recteur se rangea au même avis. Ainsi il n'y eut point, & il ne pouvoit y avoir de résolution définitive: & l'affaire fut renvoyée aux députés ordinaires de l'Université. En conséquence du pouvoir qui leur avoit été donné, ils acceptèrent l'offre de Germain Gouffé, & le bail fut passé le douze Janvier 1593.

Médard Bourgeotte avoit été continué dans le rectorat le seize Décembre précédent. Il fallut lui donner un successeur le vingt-quatre Mars 1593: & l'on ne put y parvenir qu'avec beaucoup de difficulté. Les Intrants firent deux élections, qui devinrent inutiles par le refus des sujets élus. Le malheur des tems éloignoit des places tous les caractères amis de la tranquillité & de la douceur. Enfin retournés une troisième fois aux suffrages, les Intrants jettèrent les yeux sur un vénérable vieillard, qui avoit déjà

Election
d'un Recteur

Hist. V.
Par. T. V
p. 311 &
310.

436 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

été Recteur dix-neuf ans auparavant. Il se nommoit Simon Bigot , & il ne lui est donné ici d'autre qualité que celle de doyen de la Tribu de Paris. Au tems de son premier rectorat , il étoit principal du collège du Plessis. Bigot se défendit sur les fâcheuses circonstances des tems , sur son âge : mais le motif sur lequel il insista particulièrement , fut sa pauvreté. Il dit qu'il ne se trouvoit point en situation de faire face aux dépenses du rectorat , qui pourtant sont très médiocres. Les Nations délibèrent : elles confirment l'élection : & pour aller au-devant de la principale difficulté qui arrêtoit le Recteur élu , elles le dispensent de tous les frais usités, & déclarent qu'elles ne lui demandent que les services auxquels son zèle & son habileté le mettoient en état de suffire dignement. A cette condition Bigot accepta le rectorat , mais il ne le garda que trois mois. Je conjecture que ce Recteur étoit éloigné du fanatisme de la ligue , & avoit les sentimens d'un bon François. Sa résistance modeste , son ingénue simplicité , sont des préjugés favorables : & il s'est expliqué lui-même à la tête des actes de sa magi-

strature en des termes qui décèlent suffisamment en lui une façon de penser droite & patriotique. » Pendant mon » rectorat , dit-il , Paris étoit sans loi , » & sans son roi très Chrétien. » *Lu-*
retia orbata erat lege , & rege Christia-
nissimo. C'étoit en dire assez dans la conjoncture.

Il eut la consolation de voir , étant Recteur , les choses commencer à s'a-
cheminer vers la paix , par la confé-
rence qui se tint à Surène entre les
Catholiques royalistes & les ligueurs.
Le fruit de cette conférence ne fut
pas grand : mais elle opéra néant-
moins une trêve , qui fut conclue le
premier Mai pour trois mois , & à la
faveur de laquelle Paris eut quelque
moyen de respirer.

Le quatre Mai le Recteur , accom-
pagné des doyens & des procureurs ,
se rendit au collège de Sorbonne , pour
confirmer l'élection que cette maison
avoit faite d'un proviseur en la place
du cardinal de Bourbon , mort trois
ans auparavant. L'esprit de la ligue
régnoit encore pleinement dans l'U-
niversité. Le cardinal de Pellevé avoit
été élu proviseur par la Sorbonne : le
Recteur & son tribunal le confirmé-

Conférem
de Surène
Trêve.

Hist. Un.
Par. T. V.
p. 812.

Proviseur d
Sorbonne.
Ibid.

438 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 rent : & les registres de Médecine
 donnent au cardinal de Bourbon le
 titre de roi , que la ligue lui avoit dé-
 féré. Au reste l'élection du cardinal de
 Pellevé n'eut point son effet , soit qu'il
 n'ait point accepté , soit par quelque
 autre raison. Il mourut l'année sui-
 vante , le jour même que Henri IV
 rentra dans sa capitale. Mais ce ne
 fut point sa mort qui fut regardée
 comme rendant vacante la place de
 proviseur de Sorbonne : & celui que
 l'on nomma pour la remplir , fut censé
 succéder au cardinal de Bourbon.

Rivalité en-
 tre le duc de
 Mayenne &
 le duc de
 Guise. Em-
 barras de l'U-
 niversité.

Le sept du même mois de Mai
 1593 l'Université délibéra si elle iroit
 en cérémonie porter les respects au
 duc de Mayenne & au duc de Guise.
 La démarche étoit délicate. Ces deux
 princes , oncle & neveu , étoient en
 mauvaise intelligence , parce qu'ils as-
 piroient tous deux à la royauté. Le duc
 de Mayenne avoit le pouvoir en main,
 par sa qualité de lieutenant général de
 l'Etat & couronne de France. Le duc
 de Guise étoit appuyé par la cour
 d'Espagne , & l'Université , en lui fai-
 sant une députation solennelle , eût
 semblé se déclarer pour lui , d'autant
 plus qu'au commencement des Etais

elle avoit rendu ses hommages au seul duc de Mayenne. Le plus sûr & le plus sage étoit qu'elle demeurât en repos : & ce fut le parti qu'elle prit.

Le réctorat suivant fut témoin d'un heureux événement , qui avança beaucoup l'ouvrage de la pacification du royaume. Le 25 Juillet Henri IV fit son abjuration dans l'Eglise de saint Denys , & reçut l'absolution des mains de Renaud de Beaune , archevêque de Bourges. La ligue , qui alléguoit pour motif de sa rébellion la crainte que la Religion Catholique ne pérît en France sous un roi hérétique , n'auroit plus eu de prétexte , si la cour de Rome eût reçu à bras ouverts ce roi pénitent , comme elle le devoit. Mais Clément VIII , quoique pontife très éclairé & très sage , écouta trop les ménagemens d'une politique Espagnole , & d'anciens préjugés sur la puissance de son siège , qu'il regardoit comme absorbant toute autre puissance. Il commença par rebuter durement les humbles prières de Henri IV , & il entretenit ainsi l'opiniâtreté d'une faction ambitieuse , à qui une légère couleur suffisoit pour s'obstiner dans ses malheureux engagements. La

Abju
de Hen
Ibid.

ligue subsista donc encore dominante à Paris pendant un tems : quoiqu'elle y souffrît, & dans tout le royaume, des pertes considérables par les continuel succès de Henri IV, par sa bonne conduite, par l'inclination des cœurs François, qui se tournoient d'autant plus volontiers vers leur roi légitime, que le caractère de ce prince étoit fait pour être aimé, & qu'il venoit de se débarrasser enfin du seul obstacle capable d'allarmer les ames pieuses.

Tant que dura l'oppression de la ville de Paris sous la ligue expirante, l'Université ne put suivre les mouvemens qui la rappelloient à son roi. Elle continua d'honorer le cardinal légat, de s'adresser au duc de Mayenne pour les besoins de ses affaires. Du reste elle ne fit rien de considérable jusqu'à la rentrée du roi dans Paris.

attentat de
arrière.

p. 813.

La fureur des ligueurs étoit si peu amortie, qu'ils encouragèrent un misérable, que le fanatisme portoit à vouloir assassiner le roi, & que de justes scrupules faisoient balancer depuis la conversion de ce prince. Pierre Barrière, batelier, agité par ces variations, & flottant entre le crime & les motifs qui l'en détournoient, fut as-

fermi, suivant qu'il le déclara lui-même à ses juges, par les conseils du Jésuite Varade & de Christophle Aubri, curé de S. André des Arcs : & la déposition du criminel n'est détruite par aucun fait, qui en prouve clairement la fausseté.

Enfin la nuit du vingt-&-un au vingt-deux Mars 1594, Paris recou-
 vra le calme & le bon ordre en rece-
 vant son roi. Ce fut le comte de Bris-
 sac, établi gouverneur de Paris par
 le duc de Mayenne, qui, de concert
 avec la meilleure & la plus saine par-
 tie des habitans, ouvrit à Henri IV
 les portes de sa capitale. Les troupes
 Espagnoles en sortirent le jour même,
 & pareillement le cardinal de Plai-
 sance légat, qui emmena avec lui,
 sous la permission du roi, Varade &
 Aubri. Outre ceux-ci, quelques au-
 tres ecclésiastiques des plus factieux fu-
 rent aussi obligés de quitter Paris,
 Guillaume Rose évêque de Senlis,
 Jean Boucher curé de S. Benoît, Jac-
 ques de Cueilli curé de S. Germain,
 Hamilton curé de S. Côme, Julien
 Pellerier curé de S. Jacques de la Bou-
 cherie, qu'il ne faut pas confondre
 avec Jean Pellerier son frère, dont

Henri IV
 reçut dans l'
 ris.

Hist. V,
 Par. T. 3
 p. 812.

442 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

j'ai eu occasion de parler avec éloge, & qui étoit mort dès l'année 1583.

L'Université
lui rend ses
hommages.

L'Université, qui avoit été entraînée par ces boute-feux, & par la terreur des armes, dans le mauvais parti, ne fut pas plutôt rendue à elle-même, que non seulement elle rentra dans le devoir, mais signala son retour par un zèle & un empressement qui faisoient bien voir qu'elle suivoit son penchant naturel.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 213-217.
Thuan. Hist.
l. CIX.*

*Hist. de Par.
ris, T. II.
p. 1231 &
suiv.*

Elle eut néanmoins encore un obstacle à vaincre. Son Recteur actuel, Antoine de Vinci, étoit déterminé ligueur. Ce furent apparemment les difficultés apportées de sa part, & peut-être les efforts tentés pour le ramener, qui retardèrent de quelques jours la déclaration des sentimens de la compagnie. Ce qui est certain, c'est que toutes choses demeurèrent en suspens dans l'Université jusqu'au trente-&-un Mars. Le vingt-quatre, jour destiné à l'élection du Recteur, se passa sans qu'il y fût procédé. Le trente, le sort de Vinci fut décidé. Son nom étoit compris dans cette liste d'insignes factieux, que le roi chassoit de Paris. L'Université se trouva ainsi pleinement libre de suivre ses justes mou-

DE PARIS , LIV. XII. 445
ens ; & dès le lendemain les Na-
s s'assemblèrent, & choisirent pour
eur un fidèle & zélé sujet du roi ,
ues d'Amboise , licencié en Mé-
ne, à qui, pour conserver leur droit
isif à la première magistrature de
iversité , elles firent jurer qu'il ne
droit point le degré de docteur ,
paravant il ne fût sorti de charge.
e deux Avril suivant , le nouveau
eur , accompagné des doyens &
rocurateurs , alla se jeter aux pieds
oi , & lui demanda pour l'Uni-
té la même indulgence & le même
on , qu'avoient déjà obtenus de
onté tous les autres ordres de la
. Il ne dissimula pas les torts de
eurs suppôts de l'Université , que
reur avoit aveuglés & écartés de
devoir. Mais il offrit en compen-
n les services rendus à la bonne
e par un grand nombre de zélés &
es défenseurs , qui formés dans le
de la compagnie en avoient mieux
ervé l'esprit. La magnanimité gé-
use de Henri IV est connue. Il
t déjà accordé aux Parisiens l'am-
e & l'abolition de tout le passé ,
ceptant que les coupables & com-
es du meurtre de son prédécesseur.

444 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Il avoit rétabli le parlement, le corps de ville, & toutes les compagnies. Il ne témoigna pas moins d'affection à l'Université. Il reçut favorablement ses prières & ses excuses : il lui promit sa protection paternelle : & les députés de l'Université sortirent de l'audience de ce bon prince, pleins de confiance & de joie.

procession à
sainte
chapelle.

Il s'étoit fait le vingt-neuf Mars une procession solennelle, à laquelle le roi avoit assisté avec le chancelier, le gouverneur de Paris, le parlement & toutes les cours, pour rendre grâces à Dieu de l'heureux événement qui réunissoit la capitale avec son souverain. L'Université n'avoit pas pu prendre part à cet acte religieux & patriotique tout ensemble, parce qu'alors elle n'avoit pas encore paru devant le roi. Elle célébra sa procession à part, dès que les fêtes de Pâques, qui survinrent, lui en laissèrent la liberté. Le lundi dix-huit Avril, lendemain du dimanche de *Quasimodo*, elle alla processionnellement à la sainte Chapelle du Palais, d'où étoit partie la * procession du roi,

* C'est ainsi que fut appelée cette procession, | tous les ans le 22 Mars,
qui se renouvelle encore. | jour de la réduction de
Paris.

elle se joignit ainsi aux vœux publics de la ville & de la nation.

L'Université s'étoit acquittée des Déclaration de l'Université sur l'obéissance due à Henri IV. Serment de fidélité. devoirs communs à tous les ordres. Mais , comme mère des sciences & positrice de la doctrine , elle avoit quelque chose de plus à faire. Il lui convenoit de lever les scrupules que des prêtres mal intentionnés jettoient dans les âmes timorées au sujet de l'obéissance due à Henri IV , qui ne pouvoit , disoient-ils , être reconnu pour légitime , jusqu'à ce qu'il eût reçu la solution du souverain pontife. Elle prit à cet effet une assemblée solennelle le vingt-deux du même mois au Collège de Navarre , à laquelle se trouvèrent de la part du roi l'archevêque de Bourges, Renaud de Beaune , nommé à l'archevêché de Sens , & grand chancelier , François d'O gouverneur de Paris , & Jean Segulier lieutenant du roi. Les suppôts de l'Université , séculiers & réguliers , s'y rendirent en grand nombre. Outre cinquante-quatre docteurs en Théologie , & les membres des Facultés de Droit & de Médecine & des quatre Nations de la Faculté des Arts , tous les religieux liés au corps y parurent. Le procès

446 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

verbal nomme les frères Mineurs, les Augustins, les Carmes, les Dominicains, les Bénédictins, les ordres de Cîteaux & de Prémontré, les chanoines réguliers de S. Augustin, ceux de sainte Croix, les * serviteurs de la sainte Vierge ou Guillelmites, les Maturins, les religieux de sainte Catherine du Val des Ecoliers.

Le Recteur proposa l'importante question qu'il s'agissoit de décider : & toute l'assemblée d'un vœu unanime, sans qu'il se trouvât un seul suffrage contraire, déclara que Henri étoit vrai & légitime roi, seigneur naturel & héritier unique des royaumes de France & de Navarre, selon les loix fondamentales de ces deux royaumes; & conséquemment que tous les sujets & habitans des deux royaumes lui devoient rendre une obéissance libre & volontaire, selon qu'il est ordonné par la loi de Dieu, quoique les ennemis

* Ces religieux, désignés ici par deux noms différens, sont ceux qui occupoient le monastère que nous appellons des *Blancs-Manteaux*. Les serviteurs de la sainte Vierge en furent les premiers habitans; mais ils avoient fait place en 1297

aux Guillelmites. Ainsi les deux noms exprimés ici ne marquent qu'un seul ordre de religieux. Leur maison a passé depuis aux Bénédictins de la congrégation de S. Maur. Voyez Hist. de Paris, T. I, p. 374 & suiv.

de la France & certains esprits factieux eussent empêché jusques-là qu'il ne fût admis & reconnu par le saint Siège, comme digne & premier fils de notre sainte mère l'Eglise Catholique, malgré les diligences qu'il avoit faites, & faisoit encore pour obtenir cette justice. » Comme donc, ajoute le décret, il n'est point de puissance, selon S. Paul, qui ne vienne de Dieu; il s'ensuit que ceux qui résistent à la puissance & à l'autorité de ce prince, résistent à l'ordre de Dieu, & attirent sur eux-mêmes une juste condamnation. »

Par ce décret donné avec tant d'effusion de cœur, l'Université, & surtout la Faculté de Théologie, effaçoient bien la honte de ceux qui, dans les tems précédens, avoient été l'ouvrage de la séduction & de la violence. Ce ne fut point assez pour leur zèle, si l'exemple ne se joignoit à une décision si lumineuse. Tous les maîtres & suppôts de l'Université, depuis le Recteur jusqu'au dernier de ceux qui composoient l'assemblée, promirent & jurèrent fidélité à Henri roi de France & de Navarre, & munirent de leurs signatures l'acte qui en fut dressé.

448 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Les professeurs royaux étoient de cette assemblée, & ils firent le serment & en signèrent l'acte avec les autres suppôts de la compagnie. Ils y jouirent même d'un rang distingué : mais avec une variation, qui a quelque chose de singulier. Dans l'intitulé de l'acte, ils ne sont nommés qu'après les Procureurs des Nations & les Censeurs : dans l'ordre des signatures leurs noms sont placés immédiatement après ceux des docteurs des Facultés supérieures, & avant les procureurs. Je ne chercherai point la cause de cette différence, qui ne peut pas être regardée comme quelque chose de fort important : & je me contente de remarquer dans la liste des professeurs royaux les noms célèbres de Passerat & de Frédéric Morel.

Elle renouvelle le procès contre les Jésuites, & demande leur expulsion.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 314. 817
et seqq.*

*Thuan. Hist.
l. CX.*

Hist. de Paris.

S'il y avoit encore quelques compagnies & communautés dans Paris qui conservassent un reste du levain de la ligue, & qui se fissent une peine de reconnoître Henri IV pour leur roi, la déclaration & l'exemple de l'Université les décida. Deux seules communautés, les Capucins & les Jésuites, refusèrent obstinément de se soumettre à leur souverain légitime, se re-

DE PARIS , LIV. XII. 449
ant sur un frivole & mal en-
respect pour le S. Siège, dont
ité au spirituel est révéree de
s Catholiques, mais qui ne peut
ir le temporel des rois. Ce qui
e les Capucins, n'intéresse pas
ersité. Mais l'entêtement sédi-
des Jésuites ranima en elle l'es-
e de réussir à se défaire de ces
ables rivaux. L'occasion ne pou-
tre plus favorable. Les anciens
des Jésuites contre le gouverne-
François venoient d'être surchar-
r le fait odieux des intelligen-
Varade avec l'assassin Barrière :
ieu de travailler à guérir cette
ils l'aigrissoient encore par leur
érance dans la rébellion. L'U-
ité saisit cette prise que lui don-
ses adversaires. Dès le dix-huit
, sur les représentations de Lau-
bourceret ancien Recteur, elle
résolu d'intenter action contre
suites, & de poursuivre leur to-
pulsion. Le vingt-neuf elle im-
ne contribution sur chacune des
és pour les frais du procès. Le
Mai elle nomma des députés
solliciter le corps de ville de se
e à elle, comme il avoit fait

440 MÉTODAS DE L'UNIVERSITÉ

venue aux supercavans. Elle ne peut pas
avoir cette adjonction : *misodidactes* ;
sit dans une pareille demande adressée
des curés de Paris *. Après ses autres
préliminaires, elle entame l'affaire par
une requête sanglante qu'elle présente
au parlement contre les Jésuites.

L'Université rappelle les combats
qu'elle soutient depuis trente ans
contre certaine nouvelle secte..... pro-
nant la qualité ambigüe de *secundus*
non de Jésus ; son promoteur sur ce
qu'il y avait à craindre de cette so-
cété malfaisante, promettait confis-
quer un décret solennel de la Faculté
de Théologie, et trop bien vérifié
par les événements, et par l'attaché-
ment invincible des Jésuites au parti
de l'Épiscopat. Elle indiquait ensuite
les mesures tentées par eux pour se faire
insérer à l'Université ; le procès
fait au parlement, plaidé, appointé,
mais non terminé, et resté toujours
en suspens. Ce contentieux, mollement
mené, pour la requête, si vent

* Les curés ne se de-
clareront pas contre
la mission. Mais ceux
qui se déclarent contre
la mission, sont des
mauvais curés.

moins par leur suffisance
leur doctrine, et leur po-
sition. ainsi que l'af-
faires avec une piété comme
leur avocat devant le pa-
risien.

laisse ordonner que cette secte sera exterminée , non seulement de la même Université , mais aussi de tout le royaume de France , requérant à cet effet l'adjonction de M. le procureur général du roi. »

Le style & les conclusions de cette pétition étoient conformes au zèle ardent du Recteur Jacques d'Amboise , & dans une harangue publique adressée sans détour les Jésuites d'être les ennemis de la loi Salique , & de la maison royale des Capets.

Les Jésuites se défendirent en habiles gens. Ils sentoient que la circonstance ne leur étoit pas avantageuse. Ils tâchèrent de gagner du tems , affectèrent de ne pas comparoître , s'imaginant que le vingt-trois Juin les livreroit d'un Recteur acharné à les détruire. Leur espérance ayant été trompée par la continuation de Jacques d'Amboise dans le rectorat , ils travaillèrent à mettre de la division dans le corps , & ils y réussirent en partie. Depuis trente ans qu'ils enseignoient , ils avoient eu le tems & les moyens de se faire des amis dans l'Université , ils ne s'y étoient pas oubliés. La chaire de Théologie étoit pleine de

171 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
cinq cleves. Les Nations de la Faculté
des Arts en contenoient aussi un grand
nombre. Les doyens même de Droit
& de Médecine actuellement en place
voient des Nations avec les Jésuites.
Tous ces efforts furent mis en œuvre,
& réussirent avec succès.

Les Femmes commencèrent par la
Science de l'Ecologie, & ils lui adres-
sèrent le 10^{ur} Juillet une supplique,
dans laquelle ils exposoient que le
Général de l'Université avoit
écrit contre eux une requête au
Parlement, pour demander leur ex-
clusion. Qu'ils ne pouvoient se per-
mettre de résister, si le Sénat eût donné
son consentement à un tel acte, &
qu'ils venoient se plaindre sur ce
sujet au Parlement, afin qu'ils pou-
voient se défendre. Le Sénat déclara
qu'il ne pouvoit pas que les peres
de l'Université ne fussent censés être
les auteurs de tout ce qu'ils avoient de
mal, & qu'ils étoient obligés de
se défendre par eux-mêmes. Les Femmes
se défendirent avec succès, & furent
reçues dans l'Université.

Le 10^{ur} Août 1711, le Parlement
fut assemblé, & les Femmes furent
présentées. Elles furent reçues dans
l'Université, & furent admises à
l'enseignement de la Philosophie.

clarations des doyens de Droit
Médecine, & de trois procu-
res Nations. Mais ils ne purent
pour eux le suffrage du doyen
Théologie, Faber curé de S. Paul,
refusa de signer la conclusion de
l'acte.

Malgré l'approbation de la Fa-
culté de Théologie, & de cinq tant
que procureurs, les Jésuites

produisirent au
& elle fut re-
pour vraie par
plaidoient con-
voici de quelle
en explique l'a-
curés de Paris.
plus de 40 ans
Jésuites furent
vez, de l'avis
de la Sorbonne.
moins ils se van-
avoir pour eux
et de la Faculté
Théologie, qui s'est
depuis la pre-
semblée de l'U-
né, (du 18 Avril)
y eut qu'un es-
une voix. Ju-
seigneurs, si ces
s'ont l'esprit de
1, puisqu'ils font
une si célèbre
gnie : & les voy-
tenus de ceux
res fois estoient
plus grands ad-
es, jugez s'ils

» ont profité en nos di-
» visions, s'ils se sont ac-
» creus de nos ruines, veu-
» que dedans nos trou-
» bles ils ont trouvé leur
» affermissement. Si ces
» graves & vénérables
» théologiens qui ont au-
» tres fois condamné les
» Jésuites, pouvoient se
» relever de leur tom-
» beau, pour contempler
» ce que leurs successeurs
» font aujourd'hui, quelle
» honte ils auroient de
» voir qu'ils assistent les
» Jésuites de leur autho-
» rité, & que par le dé-
» cret ils les appellent ve-
» nérables pères societa-
» ris Jesu, qui sont titres
» défendus par vos ar-
» rêts ? » Le Recteur lui-
même ne s'inscrivit point
en faux contre la conclu-
sion du 9 Juillet, comme
on le verra bientôt dans
le texte.

et la Faculté de Théologie
fut le seul de ces quatre
qui se joignit à l'Université.
Les autres trois, la Faculté de
Droit, la Faculté de Médecine et la
Faculté des Arts, se firent
une autre alliance et se joignirent
à l'Université. Elles furent
même de rendre toute la faculté
à l'Université et à M. le Rector,
à eux autres magistrats du corps.

Cette alliance eut pour effet
de le mot de union à celui d'union.
Elle donna même une restriction
qui fit que les mêmes d'interpré-
ter à leur volonté. Mais ce n'est pas
de tout le sujet de ce moment.
L'Université a eu pour son part aux
affaires de la Faculté de Théo-
logie, & de la plupart des chefs des
différentes compagnies qui la compo-
sent. Elle ne vouloit point de l'obéis-
sance des Jésuites sous quelque con-
dition qu'ils pussent l'offrir, les re-
gardant comme des ennemis dont elle
souhaitoit être délivrée, & délivrer
l'Etat. Tel fut en effet le résultat de la
délibération. Les Facultés de Droit &
de Médecine & les quatre Nations fu-
rent d'avis de suivre le procès com-

DE PARIS, LIV. XII. 455
é, & de faire bonne guerre aux
es.

entre l'Université ceux-ci s'étoient
gés de puissantes protections. Le
ial de Bourbon le jeune, pres-
nourant, le duc de Nevers, l'é-
de Clermont François de la
esfoucaud, depuis cardinal, de-
loient d'être reçus parties inter-
ntes dans la cause de la société.
nterventions ne furent point ad-
s. L'affaire étoit traitée par le par-
nt sur le pied d'affaire publique,
e poursuivoit au nom du procu-
général, & dans laquelle par con-
ent des particuliers, de quelque
ité qu'ils fussent, n'avoient pas
d'être ouïs.

le parlement ôta encore aux Jé-
s la ressource qu'ils se ménageoient
es délais affectés. Il rendit le sept
et un arrêt, qui leur marquoit
dernier terme un jour peu éloig-
auquel s'ils ne comparoissent,
eroient condamnés par défaut. Il
t donc qu'ils se présentassent : &
ce qu'ils purent obtenir par le
it de François d'O, gouverneur
Paris, d'Antoine Segurier, avocat
ral, & autres protecteurs impor-

456 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tans, fut que la cause seroit plaidée à
huis clos.

Discours La-
tin du Rec-
teur.

Le Recteur Jacques d'Amboise ou-
vrit la plaidoirie le douze Juillet par
un discours Latin, dans lequel il traita
seulement ce qui demandoit une con-
noissance détaillée de la police inté-
rieure du corps académique, & dé-
truisit l'avantage que les Jésuites pré-
tendoient tirer des déclarations favo-
rables qu'ils avoient sçû se procurer
dans l'Université même. Il remarque
que de sept compagnies, dont elle est
composée, six avoient persisté dans la
résolution prise le dix-huit Avril con-
tre les Jésuites : ce qui fait une plu-
ralité bien décidée. Il ne dissimule pas
que dans ces compagnies dont il fai-
soit valoir le suffrage, il pouvoit se
trouver quelques particuliers qui pen-
sassent différemment. Mais il les qua-
lifie de » transfuges, qui sont, dit-il,
» au milieu de nous, sans mériter que
» nous les regardions comme étant
» du nombre des nôtres. »

Plaidoyer
d'Antoine
Arnaud.

L'avocat de l'Université parla après
le Recteur. C'étoit, comme tout le
monde fait, le célèbre Antoine Ar-
naud, élève de l'Université, & dont
l'enfance, suivant qu'il le témoigne
lui-

lui-même, avoit été instruite dans le collège royal de Navarre. Son plaidoyer fut imprimé dans le tems, & il s'en est fait encore plusieurs autres éditions. M. de Thou en a inséré un grand morceau dans son histoire. Ainsi je suis dispensé de donner ici l'analyse d'une pièce trop connue. Je dirai seulement qu'il ne ménagea point les adversaires de l'Université, & qu'il mit sur leur compte tous les forfaits de la ligue, dont il les représenta comme ayant été l'ame & le principal ressort.

J'ajouterai que par rapport à l'objet de ses conclusions, qui étoit de chasser les Jésuites de tout le royaume, il fit voir que l'Université avoit intérêt à demander cette expulsion totale & universelle, en prouvant qu'ils lui nuisoient, non seulement par leur collège de Paris, mais par leurs établissemens dans les provinces. » Quand
 » on dit, observe-t-il, que l'intérêt
 » de l'Université de Paris est borné
 » dans l'enclos de ses murailles, c'est
 » bien mal considérer la vérité des
 » choses. Car si on arrête les rui-
 » seaux qui joints ensemble font les
 » grandes rivières, il faut qu'elles se
 » seichent. Laissez les Jésuites par tou-

458 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tes les provinces , il faut que l'Uni-
 versité rarisse. Et à la vérité , la seule
 comparaison du haut degré de gloire
 auquel vous , Messieurs , avez vû
 l'Université montée , sa décadence
 continuelle depuis que les Jésuites
 sont venus en France , & se sont
 établis par toutes les villes, d'où ve-
 noit l'abondance des escholiers , &
 l'abyssme de pauvreté , de misère ,
 & d'indigence , auquel elle est main-
 tenant réduite , presse à rendre les
 esprits , si elle n'est par vous , Mes-
 sieurs ses enfans , secourue en cette
 extrémité , ne faict - elle pas assez
 clairement cognoistre la justice de la
 plainte & de la demande qu'elle
 vous faict maintenant ? »

Plaidoyer de
 Louis Dollé
 pour les cu-
 rés de Paris.

Louis Dollé, qui plaida pour les curés
 de Paris , n'imita pas en plein la vé-
 hémençe d'Antoine Arnaud , mais il
 parla néanmoins avec une très grande
 force : & il conclut subordonnément
 aux conclusions de l'Université , à ce
 que le parlement , s'il ne jugeoit pas à
 propos de chasser entièrement les Jé-
 suites , leur fît défenses d'administrer
 les sacremens , & d'entreprendre en
 quelque façon que ce pût être sur les
 droits & les fonctions de ses parties.

Claude Duret, avocat des Jésuites, ^{L'avocat d} sentoît toute la difficulté de la cause ^{Jésuites se} dont il s'étoit chargé. L'indignation ^{rocranche} publique se déclaroit ouvertement contre ceux qu'il défendoit : le roi lui-même ne les favorisoit nullement. L'avocat ne voulut pas s'exposer à partager le blâme d'une cause si décriée. Il n'osa pas entreprendre une justification détaillée de ses cliens, & au lieu de traiter la matière au fond, il aima mieux se retrancher dans des moyens de forme. Il dit en deux mots que si les Jésuites étoient criminels, il falloit les poursuivre suivant les voyes usitées, & qu'il appartenoit au procureur général, chargé de la vindicte publique, de prendre contre eux telles conclusions qu'il jugeroit convenables. Que si l'Université prétendoit avoir intérêt à les chasser du milieu d'elle, il lui étoit permis de relever l'instance pendante à ce sujet au parlement depuis trente ans, qui n'étoit point périmée. Duret n'en dit pas davantage : & pour se tirer totalement d'embarras, il partit de Paris, & s'en alla à Tours, laissant aux Jésuites le soin de se défendre eux-mêmes.

Écrit de P.
Barni pour
la société.

Abandonnés de leur a
sentèrent requête pour
délai jusqu'au retour d
jusqu'à ce qu'ils eussent
tre avocat, à qui fût
de s'instruire. Le par
accorda qu'un délai de
avocat ne voulut se ch
cause. Ainsi réduits à
mêmes leurs seuls apolo
ployèrent le ministère
eux, Pierre Barni, qui p
lité de procureur des pr
& écoliers du collège
fondé en l'Université d
duisit un écrit contenant
longues défenses. Cette
nira plusieurs observati
tes, dont les unes regar
ment l'Université, les
portent aux affaires pu

Sur le premier chef
dabord que les Jésuites
la permission obtenue p
du Recteur Julien de S.
parlé de cette permissio
& j'ai fait voir combie
régulière, nulle, & fa
on permet à des plaider
toutes sortes d'armes.

Ils vantent beaucoup les études de leur collège de Paris , avec une censure maligne de celles qui se faisoient dans les collèges de l'Université : & ils tirent avantage de ce que durant les dernières années qui venoient de s'écouler , leur collège étoit le seul , *auquel il y eust eu exercice entier*. Il n'est pas douteux qu'en ces malheureux tems les collèges de l'Université étoient tombés dans un grand désordre , & je n'ai nulle peine à croire que l'assiduité du service & de l'enseignement se soit alors mieux conservée parmi les Jésuites. Mais le relâchement des écoles académiques étoit la suite & l'effet des malheurs publics : & si , comme le prétendoit l'Université , la cause de ces malheurs devoit être attribuée en grande partie aux Jésuites , on concevoit qu'ils avoient mauvaise grace à reprocher un désordre dont ils étoient les premiers auteurs. Et en ce cas le maintien de la bonne discipline & de la continuité des études dans leur maison , prouvera moins la pureté de leur zèle , que leur habileté à tourner à leur profit les déplorables circonstances qui ruinoient les autres établissemens.

Un article sur lequel insistoient volontiers les Jésuites , & dont ils parloient avec complaisance , étoit la gratuité de leurs leçons. Le père Barni alléguoit que si la société étoit chassée du royaume , » la jeunesse y feroit » perte notable , . . . & particulière-
 » ment les pauvres escholiers , qui
 » n'auroient le moyen de salarier les
 » régens des autres collèges. »

Ce n'étoit pas la première fois que les Jésuites employoient cette considération, & en tiroient des inductions honorables pour eux , & contraires à l'Université. Aussi l'avocat Arnaud avoit-il prévu le coup , & tâché de le retourner contre ceux qui le porroient. Il s'étoit moqué de la prétendue générosité de gens qui » sous prétexte de
 » mépriser deux sòls de porte & quel-
 » que Lendit , avoient , disoit-il , ac-
 » quis en trente ans deux cens mille
 » livres de rente. » Il avoit observé , à la décharge de l'Université , que de tout tems on n'y exigeoit rien des pauvres , & que par rapport aux enfans riches , si ceux qui les enseignoient , recevoient d'eux une modique * reconnoissance , ce tribut non

* Quatre ou cinq écus.

seulement légitime, mais nécessaire, n'avoit rien ni d'onéreux pour les disciples, ni d'indécent pour les maîtres.

Cette même matière a été traitée depuis avec une juste étendue, dans un écrit intitulé *Véritez Académiques*, qui parut en 1643 pour la défense de l'Université, dans un renouvellement de guerre entre elle & les Jésuites. L'auteur de l'écrit, qui est le célèbre Godefroi Hermant, a consacré son dixième chapitre à la preuve de cette proposition : *Que les Jésuites ne peuvent se prévaloir d'enseigner gratuitement la jeunesse.* Il employe précisément les mêmes moyens, dont s'étoit aidé Antoine Arnaud, mais il les met dans un plus grand jour. » Si nos professeurs de Philosophie & de Grammaire, dit-il, acceptent quelque » paiement, c'est sans exaction violente, & d'une façon entièrement » libérale. Les riches ne sont pas incommodés de ce témoignage de » gratitude : les pauvres, que nous en » exemptons, ne sont pas rebutez de » leurs desseins, & bien loin de les » comprendre dans cette obligation, » nous employons charitablement nos » soins pour les tirer hors d'une fa-

» n'estoit rien prendre : & comme s'il
 » n'y avoit du déshonneur qu'à accepter
 » en détail quelques petites rétribua-
 » tions. »

Ces observations sont solides & judicieuses. Mais, quoi qu'en pussent dire les défenseurs de la cause académique, l'appas de la gratuité particulière & personnelle des leçons chez les Jésuites nuisoit à l'Université : & la vraie réponse à leurs reproches sur ce point a été l'établissement de l'instruction gratuite dans le Collège de la Faculté des Arts par la munificence de Louis XIV. qui a mis ainsi le comble à tous les bienfaits des rois ses ayeux envers l'Université.

Au reste je ne sçay pas si les Jésuites ont jamais manqué de ces grans revenus, mais ils ne gratifient leurs professeurs que dans sa réponse à son cousin Arnaud, qui leur offre ses confrères pour cent mille livres. Ils n'en ont que cent mille, en vingt-cinq maisons, & cent cinquante à six cents personnes. J'ai annoncé au

» l'attente d'une bonne année soit sui-
 » vie d'une stérilité déplorable ? La pro-
 » vidence du fondateur , les nouvelles
 » acquisitions qu'ils font tous les jours ,
 » & les bénéfices opulens dont ils
 » jouissent , sont capables non seule-
 » ment de mettre toute une compa-
 » gnie hors des atteintes de la né-
 » cessité , mais mesme de remplir les dé-
 » sirs les plus avarés par une affluence
 » universelle. Le luxe des bastimens
 » y faict voir extérieurement quelque
 » chose par dessus la médiocrité & la
 » suffisance. Chacun d'eux est à l'abri
 » de toutes les incommoditez de la vie.
 » La nourriture corporelle s'y prend
 » assez largement : les souffrances or-
 » dinaires y sont des choses entièrement
 » inconnues : personne ne doit s'in-
 » quiéter parmy eux ny des nécessitez
 » du vivre , ny de la crainte d'estre
 » abandonné dans les maladies , ny
 » du chagrin espineux d'acheter des
 » livres , qu'ils rencontrent à foison
 » dans leurs bibliothèques : tous ces
 » insignes avantages leur viennent de la
 » profession des Lettres. Et après tout
 » (cela) » ils se vantent de les ensei-
 » gner gratuitement ! Comme si pren-
 » dre en gros des sommes immenses

» n'estoit rien prendre : & comme s'il
 » n'y avoit du déshonneur qu'à accepter
 » en détail quelques petites rétribu-
 » tions. »

Ces observations sont solides & judicieuses. Mais , quoi qu'en pûssent dire les défenseurs de la cause académique , l'appas de la gratuité particulière & personnelle des leçons chez les Jésuites nuisoit à l'Université : & la vraie réponse à leurs reproches sur ce point a été l'établissement de l'instruction gratuite dans les collèges de la Faculté des Arts par la justice & la munificence de Louis XV , qui a mis ainsi le comble à tous les bienfaits des rois ses ayeux envers l'Université.

Au reste je ne dois pas dissimuler que les Jésuites ne sont jamais convenus de ces grandes richesses dont les gratifient leurs adversaires. Le P. Barni dans sa réponse aux objections d'Antoine Arnaud nie formellement que ses confrères possédassent alors deux cens mille livres de rente en France :
 » Ils n'en ont pas , dit-il , soixante
 » mille , en vingt-quatre ou vingt-
 » cinq maisons , où ils nourrissent des
 » cinq à six cens personnes. »

J'ai annoncé un autre objet traité

par le P. Barni dans sa réponse : c'est celui des affaires publiques.

Les avocats adverses reprochoient aux Jésuites leur excessif & aveugle d'évouement au pape , les accusant d'être disposés à le servir & à lui obéir en tout , au préjudice des autres souverains.

L'apologiste justifie fort bien sa société sur le vœu particulier d'obéissance au souverain pontife , qui ne regarde que les missions. Mais il faut avouer que sa défense est bien foible par rapport au système qui reconnoît dans le pape une puissance sur le temporel des rois. Je rapporterai ses propres termes. » Les deffendeurs , dit-il , » ne tiennent pour véritable l'opinion » de quelques canonistes , peu en nombre , qui lui ont attribué (au pape) » une puissance temporelle sur tous les » royaumes & principautez , estant la- » dite opinion rejetée du reste des » canonistes & de tous les théologiens » universellement. Dont ledit Arnaud » à tort & à fausses enseignes a repro- » ché à Robert Bellarmin d'avoir sou- » tenu ladite opinion. » Il seroit à souhaiter que le P. Barni dît vrai , lorsqu'il renferme dans un petit nombre

468 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de canonistes le sentiment dont il
parle. Mais il ne pouvoit ignorer que
ce système est celui de tous les ultra-
montains : & il se rend suspect lui-
même en prenant la défense de Bellar-
min, qui constamment a erré sur cette
matière, & qui en refusant à la cour
de Rome la puissance directe sur le
temporel des rois, lui rend d'une main
ce qu'il lui a ôté de l'autre, & lui at-
tribue une puissance indirecte, dont
les suites sont les mêmes dans le fait. Ce
que j'avance ici touchant Bellarmin,
est connu, & même scellé par l'auto-
rité d'un célèbre arrêt du parlement,
qui a flétri la doctrine de ce cardinal
Jésuite, d'ailleurs estimable à bien des
égards.

Je n'indiquerai plus qu'un seul ar-
ticle de la réponse du P. Barni. Il en-
treprend, non de justifier, mais d'ex-
cuser Varade, par rapport au fait de
Barrière. Néanmoins il en avoue assez
pour constituer Varade coupable, si-
non d'avoir conseillé l'assassinat, du
moins d'y avoir induit tacitement, &
de s'être imposé sur cet affreux mystère
un silence qui facilitoit l'exécution.
Tout ce que l'apologiste dit de mieux,
c'est qu'il n'est raisonnable, que pour

La faute d'un , toute la communauté en-
vint à souffrir : & cette allégation
devoit être reçue , si Varade étoit
réellement le feul de la société , qui eût
suivi de mauvais principes sur un point
si important.

Les affaires des Jésuites paroissent L'affair
en fort mauvais état : & pour comble appointé
de disgrâce les intentions du roi , qui
n'étoient pas douteuses , furent plei-
nement manifestées par une lettre de
cachet qu'il envoya au parlement du
camp * devant Laon , & dont voici la
teneur : » Nos amez & féaux , nous
» avons entendu que le procès d'entre
» nostre fille aînée l'Université de no-
»stre bonne ville de Paris , & le col-
» lége des Jésuites , est devers vous
» sur le poinct d'estre jugé , & que
» sous couleur de quelques confidé-
» rations de ce temps , & que la rai-
» son & le bien de nostre service sem-
» ble y résister , l'on en veut empes-
» cher le jugement. Sur quoy nous
» vous dirons , que n'ayant autre but
» devant les yeux que la crainte de
» Dieu , ny plus recommandable que

* La ville de Laon tenoit | depuis plus de deux mois ,
encore pour la ligue , & Elle se rendit au com-
Monsi LV. l'assiégeoit | mencement d'Août.

» la justice en nostre royaume, nous
 » voulons & vous ordonnons très ex-
 » pressément de passer outre au juge-
 » ment dudit procès, gardé le bon
 » droict en justice à qui il appartiен-
 » dra, sans aucune faveur, animo-
 » sité, ny acception de personne, &c. »
 Le roi ne pouvoit pas, sans se com-
 mettre, s'expliquer davantage. Il ne
 prétendoit pas dicter aux juges l'arrêt
 qu'ils devoient prononcer : mais en
 leur ordonnant de passer outre au juge-
 ment, il faisoit perdre infaillible-
 ment le procès aux Jésuites, qui dans
 les circonstances, hais, décriés, en-
 butte aux soupçons les plus atroces,
 n'avoient d'autre ressource pour éviter
 la condamnation que d'éviter d'être
 jugés.

Ils le sentoient parfaitement : &
 toute leur politique alloit à faire en-
 sorte que l'affaire actuelle fût jointe au
 procès pendant depuis trente ans,
 & conséquemment appointée. C'étoit
 aussi tout ce que craignoit l'Univer-
 sité : & son avocat n'avoit rien omis
 pour détourner les juges d'embrasser
 ce parti. Il avoit osé dire qu'appoint-
 rer cette affaire au conseil, c'étoit ap-
 pointer au conseil la vie du roi, qui

Et les sourdes intrigues des Jésuites étoient menacée d'un continuel danger. Il avoit représenté que depuis l'année 1564, date de l'appointement, les Jésuites ne s'étoient fait nul scrupule de contrevénir en plusieurs manières aux conditions sous lesquelles on les avoit reçus à Poissy, & que par conséquent ils ne devoient plus jouir du bénéfice d'un acte dont ils avoient violé les clauses. Il avoit allégué encore d'autres raisons puissantes. Mais le crédit des Jésuites étoit grand dans le parlement. Le procureur général Jacques de la Guesle & Antoine Séguier avocat général protégeoient ouvertement leur demande. Plusieurs des juges étoient du même sentiment. Envain Augustin de Thou, appuyé de quelques autres, parla avec une très grande force & contre les Jésuites & contre leurs amis; & remontra que laisser un tel procès indéterminé, c'étoit laisser la vie du roi dans l'incertitude, & que pour lui, n'espérant pas, à cause de son âge & de ses infirmités, voir la fin de l'affaire, il vouloit libérer sa conscience en opinant sur le fond, & en déclarant qu'il étoit d'avis que tous les Jésuites fussent chassés du royaume. De si vives repré-

DES ÉTUDIANS DE L'UNIVERSITÉ

innations restèrent sans fruit, & le
travaux en approuva

Amant de
Jean Chatel
Les Jésuites
font un grand
peril.

Le maître de chapelle Pâterat, pro-
fesseur royal d'Eloquence Latine, avoit
bien pour les Jésuites les vœux de l'U-
niversité, & se conduisoit même dans
les sermons & les conférences de sa com-
pagnie. Pendant qu'elle plaidoit au pa-
ris contre les Jésuites, lui, dans une
de ses sermons au collège de Cambrai,
fit une satire sur leur compte, & mé-
rita l'apostrophe à la force, il les
poursuivit d'une manière qui rendoit à les
tenir également odieux & méprisa-
bles. Ce sermon de Pâterat a été im-
primé, & M. de Thou en a inféré dans
son histoire un abrégé, dans lequel il
est aisé de reconnoître, & pour le fond
& pour la forme, l'auteur des vers de
La satire Manippée.

Amant de
Jean Chatel
Les Jésuites
font un grand
peril.
H. J. 17.
P. 150.
Th. nat. H. J.
L. C. X.

Les Jésuites avoient triomphé de
tous les efforts de l'Université, & ils
étoient sortis heureusement d'un très
grand peril. Mais l'attentat de Jean
Chatel, qui suivit de près, réveilla
toutes les fâcheuses idées dont étoient
prévenus à leur égard les plus zélés ser-
viteurs du roi, & ferma la bouche à
leurs protecteurs. Je ne m'étendrai
point sur ce terrible événement, qui

Il n'appartient qu'indirectement à mon sujet , puisque l'Université ne se porta point partie contre eux , & n'influa point par elle-même dans leur disgrâce. Elle n'avoit pas besoin de se mettre en action : la cour , le parlement , & la ville , concoururent , sans qu'elle s'en mêlât , à remplir ses vœux. Comme l'assassin avoit été disciple des Jésuites , & qu'il reconnoissoit leur avoir souvent entendu dire qu'il étoit permis de tuer le roi , à qui ils donnoient le titre odieux de tyran , & que tel étoit le sentiment de toute la société , on se persuada que l'Université avoit bien pénétré leurs projets , & jugé d'eux sainement : on se reprocha de ne l'avoir point écoutée , & de s'être laissé amollir par les considérations d'une politique foible , dont l'assassinat du roi sembloit être le fruit.

C'est ce que représenta avec véhémence Etienne de Fleuri , doyen du parlement , à qui M. de Thou rend ce témoignage , qu'il étoit l'homme du monde le plus éloigné des conseils violens. Le président Augustin de Thou , qui avoit déjà opiné , comme je l'ai dit , pour l'expulsion des Jésuites , revint ici à la charge ; & son avis étoit

474 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
d'un poids d'autant plus grand, que
l'événement paroïssoit avoir véritablement
craintes. Toutes les voix se réunirent :
& par le même arrêt qui condamnoit
Jean Châtel aux supplices dignes de
son crime, il fut dit que les prêtres &
écoliers du collège de Clermont &
tous autres soi-disans de ladite société,
comme corrupteurs de la jeunesse,
perturbateurs du repos public, & en-
nemis du Roi & de l'Etat, vuideroient
dans trois jours après la signification
de l'arrêt, hors de Paris & des autres
villes & lieux où étoient leurs collè-
ges, & quinzaine après hors du royaume,
sur peine, s'ils y étoient trouvés
ledit rems passé, d'être punis comme
criminels de lèse-majesté ; & que tous
leurs biens, meubles & immeubles,
seroient employés en œuvres pitoiables,
& distribution faite d'iceux ainsi
que par la cour seroit ordonné. En ou-
tre l'arrêt faisoit défense à tous sujets
du roi d'envoyer des écoliers aux col-
lèges de ladite société qui sont hors
du royaume, sous la même peine
d'être réputés criminels de lèse-ma-
jesté.

L'arrêt fut exécuté : & plusieurs par-
lemens du royaume se conformèrent

DE PARIS , LIV. XII. 473
lui de Paris , & rendirent de
blables arrêts. Mais les parlemens
Bordeaux & de Toulouse main-
ent les Jésuites dans l'étendue de
s. ressorts : & le roi Henri IV ,
t la modération & la douceur ont
ours été incomparables , ne s'en
nfa pas.

e parricide attenté par Jean Chatel, Nouvelle
rès les principes & les maximes de déclaration
gue , prouvoit que les esprits n'é- de la Faculté
nt pas guéris de leurs anciennes & de Théologie
stes préventions, que ce malheu- sur l'obéis-
e levain subsistoit & fermentoit en- sance due à
s , & que les suites en étoient rou- Henri IV.
s à craindre. Pour remédier , s'il Hist. Un.
t possible, au mal, on jugea qu'une Par. T. VI.
velle déclaration bien authentique p. 391.
clergé de Paris & de la Faculté de
ologie pouvoit être employée uti-
ent. Ainsi , quoique l'Université
corps se fût expliquée , comme on
rû , d'une manière très précise &
solennelle , le cardinal de Gondi
que de Paris assembla le seize Jan-
: 1595 dans la salle de son palais
scopal les docteurs en Théologie &
curés de Paris , & il les invita à
ibérer & à donner leur avis sur
tre chefs bien intéressans : sur l'o-

476 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
béissance dûe au roi Henri IV, sur l'obligation de prier pour lui, sur les entreprises contre sa personne sous prétexte de Religion, & par la raison qu'il n'avoit pas encore été reconnu du pape, enfin sur l'assassinat de Henri III. La délibération fut telle que l'exigeoient les droits de la vérité, la sûreté du roi, & le bien de l'Etat. Tous ceux qui composoient l'assemblée, jugèrent unanimement & décidèrent: Que tous les François étoient tenus d'obéir au roi actuellement régnant, & de prier pour lui tant en public qu'en particulier. La décision des deux autres points est dans les mêmes principes, & conçûe en des termes énergiques, qui méritent d'être littéralement rapportés. C'est la Faculté qui parle:
» Il n'est aucunement loisible à qui que
» ce soit, dit-elle, d'attenter à la per-
» sonne du roy nostre sire Henry IV
» à présent régnant, sous prétexte de
» Religion, de péril de la Foy, ny
» autres quelconques; ains ç'a esté &
» est chose très-meschante & détesta-
» ble. Et pour le regard du très-inhu-
» main & très-cruel parricide commis
» en la personne du défunt roy Henry
» III, que Dieu absolve, tant s'en faut

DE PARIS , LIV. XII. 477
e ladite Faculté l'ait jamais approuvé ny l'approuve , qu'elle l'a ,
mme tous actes semblables , en
s-grande horreur & détestation ,
semble ses auteurs , complices , &
probateurs. » Cette conclusion
dans la salle de l'évêché , fut en-
confirmée le vingt-&-un du mê-
mois par la Faculté assemblée au
ge de Sorbonne.

lais en même tems que les théo-
ens de Paris s'acquittoient envers
roi des devoirs de sujets fidé-
& éclairés , & qu'ils défavouoient
léclaroient ne point reconnoître
leur ouvrage les actes fédi-
, qui , dans un tems de trouble
e violence , avoient été publiés sous
nom , ils n'oublioient pas les
ds & les respects dûs au souverain
tife. Ils supplient le roi dans leur
bération » d'effectuer diligemment
sainte résolution qu'il a prise de
puter quelqu'un vers nostre saint
re le pape , regardant cette dé-
arche comme très-nécessaire pour
éviter un schisme , qui tourneroit
grand scandale & dommage de
glise Catholique , Apostolique ,
Romaine , au jugement de la-

» quelle ladite Faculté s'est toujours
 » soumise & se soumet. » Ces termes
 sont mesurés. On évite de donner
 atteinte à la validité de l'absolution
 que Henri IV avoit reçue des prélats
 de France : & c'est pour prévenir un
 schisme , que le roi est supplié de tra-
 vailler à se remettre en grace avec
 le pape.

Témoignage
 solennel de
 la reconnoi-
 sance de l'U-
 niversité en-
 vers son avo-
 cat.

Caus. Arnald.
Præf. p.
XLVI.

L'Université , toujours reconnois-
 sante envers ceux qui lui rendent de
 bons services , ne pouvoit manquer de
 ressentir vivement l'obligation qu'elle
 avoit à son zélé & éloquent avocat An-
 toine Arnaud. Elle fut même engagée
 à s'en exprimer d'une façon plus forte
 & plus authentique par la générosité
 dont il usa à son égard : & comme il
 refusa , à l'exemple de Pasquier , toute
 récompense pécuniaire , elle s'en ven-
 gea par un décret extrêmement hono-
 rable pour lui. Après un éloge court,
 mais expressif , des talens de l'avocat ,
 de son courage & de son zèle , de la
 noblesse de ses sentimens , qui l'a dé-
 terminé à vouloir que son service fût
 gratuit , l'Université ajoute : » Ne vou-
 » lant point demeurer coupables d'in-
 » gratitude , nous avons jugé néces-
 » saire de consigner dans nos registres

tel bienfait , afin que la mémoire
 a conserve à toujours ; & nous
 ons astreint & astreignons tous les
 dres de la compagnie à se regarder
 ame obligés envers ledit sieur ,
 enfans & descendans , à tous les
 voirs auxquels sont obligés de
 ns cliens envers un fidèle patron ,
 à promettre de ne manquer ja-
 is à ce qui pourra intéresser leur
 onneur , leur réputation , & leur
 ilité. Telle a été la délibération
 ise par le Recteur , par toutes les
 cultés , & chacune des Nations ,
 dix-huit Mars 1595. » Ce décret,
 é du Recteur , contre-signé du
 fier , & muni du grand sceau de
 iversité , fut porté & offert à An-
 e Arnaud , qui le reçut sans doute
 : les mêmes sentimens de satisfac-
 n & de gloire , dont Pasquier se
 oigna pénétré par rapport au tri-
 d'honneur que l'Université s'é-
 imposé la loi de lui payer tous
 us.

ous un roi chéri de ses peuples , &
 gouvernoit l'Etat avec une auto-
 ferme , quoique tempérée par la
 té , toutes choses rentrèrent dans

Fin du fixieme Vol



TABLE

DU SIXIEME VOLUME

DE L'HISTOIRE

DE L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

L I V R E X I.

- S. I.** **N**aissance & progrès de la société des Jésuites , pag. 1. Ils obtiennent des lettres patentes du roi Henri II , 4. Difficultés que le parlement oppose à l'enregistrement de ces lettres , *ibid.* Avis de l'évêque de Paris , 6. Décret de la Faculté de Théologie , 7. Exercices littéraires dans l'Université. Querelle au collège de Lisieux , 12. Procès , & décret de la Faculté des Arts , au sujet des examina-
Tome VI. X

teurs , 14. *Plainte du prévôt de Paris. Difficulté qui lui est faite , sur ce qu'il n'avoit pas prêté son serment* , 16. *Détails de police académique* , 17. *Opposition de l'Université à une nouvelle officialité , que le cardinal de Lorraine vouloit établir à Paris* , 18. *Élections d'officiers* , 21. *Régens mariés. Régens non maîtres-es-Arts* , 22. *Mort de François le Picart* , 23. *Projets de réforme* , 25. *Le cardinal de Lorraine élu proviseur de Sorbonne* , 29. *Emotion violente des écoliers , qui attire à l'Université les plus fâcheuses disgrâces* , *ibid.* *Le roi se laisse fléchir , & accorde à l'Université la révocation des ordres rigoureux donnés contre elle* , 43. *Observations particulières* , 54. *Nomination à la cure de S. André. Contestation sur ce point* , 57. *Martin Segurier , vicegérant du conservateur* , 59. *Mouvements des écoliers , promptement arrêtés* , 60. *Procession de sainte Geneviève* , 61. *L'Université ne peut jouir en plein de son privilège d'exemption* , 62. *Archives* , 63. *Messagers* , 64. *Service pour la reine Eléonor* , *ibid.* *Assemblées des hérétiques sur le Pré aux Clercs. Procession extraordinaire de l'Université* , *ibid.* *Arrêt du parlement qui*

DES SOMMAIRES. 483

supprime le petit Lendit, 65. *Lettres de recommandation en faveur du Recteur. Modération d'Audebert Macéré*, 67. *Reproches à la Faculté de Médecine*, 68. *Mort de Fernel*, 69. *Faits seulement indiqués*, 70. *Le Recteur insulté, & vengé*, 71. *Mort de Henri II*, 72. *Catalogue des livres condamnés par le pape*, *ibid.* *Obsèques de Henri II*, 73. *Egalité des procureurs aux doyens*, *ibid.* *Régne de François II*, 74. *Jeux & divertissemens de la fête des Rois, abolis dans l'Université*, *ibid.* *Contestations entre la Faculté de Droit & l'Université*, 75. *Réglement touchant les prédicateurs*, 78. *Faits moins importants*, 79. *Accroissement & chaleur des dissensions sur la Religion*, 80. *Licence des libelles. L'Université délibère sur les moyens de la réprimer*, 81. *Articles rédigés par l'Université pour être portés aux Etats d'Orléans*, 84. *Projet d'un formulaire de foi*, 85. *Mort de François II. Règne de Charles IX*, 86. *Discours de Jean Quintin aux Etats. Chagrins qu'il éprouva à ce sujet*, *ibid.* *Ordonnance d'Orléans*, 89. *Plan de réforme de l'Université présenté au roi par Ramus*, 90. *Privilèges de l'Université*, 96. *Procès*

pour la charge d'examineur , 99. Jeune homme condamné à avoir la salle par arrêt du parlement , 100. Nouveau tumulte sur le Pré aux Clercs , 101. Appui donné par la reine aux Protestans. Les remontrances du Recteur mal reçues , 102. Colloque de Poissi , 103. La Faculté de Théologie en impute le dessein , 104. Théologiens de Paris qui y assistèrent , 105. Idée abrégée de ce qui se passa au colloque de Poissi sur le fait de la Religion , ibid. L'institut des Jésuites y est approuvé & admis , 107. Le cardinal de Ferrare légat en France. Difficultés qu'il éprouve pour la vérification de ses pouvoirs , 113. Affaires particulières de l'Université , 114. Affaire de Tanquerel , 120.

§. II. *F*idélité de l'Université à conserver la pureté de la Foi , 126. Edit de Janvier , qui permet l'exercice de la Religion Protestante. L'Université s'oppose à la vérification , 128. Ramus Iconoclaste , 130. Conférence sur les images. Projet de conciliation , qui échoue , 133. L'Université attaque François Baudouin , 134. Les articles dressés par la Faculté de Théologie en 1543 , sont jurés & signés par le par-

DES SOMMAIRES. 485

lement, 135. *Par la Faculté de Théologie*, 137. *Par toute l'Université*, 138. *Par les cliens de l'Université*, 140. *Affaire du docteur Claude d'Espense*, *ibid.* *Pieux & docte emploi qu'il fait de son loisir jusqu'à sa mort*, 142. *Catalogue des livres censurés par la Faculté de Théologie*, 143. *Déclaration du roi pour l'abolition du passé. L'Université s'oppose à l'enregistrement*, *ibid.* *Edit de pacification*, 145. *Les pros crits sont rétablis dans l'Université*, 146. *Elle est plus sévère à l'égard de ses cliens*, *ibid.* *Concile de Trente sous Pie IV*, 147. *La Faculté de Théologie y envoie douze docteurs*, 148. *Ils y jouissent du premier rang entre tous les théologiens*, 149. *Ils y défendent les maximes de l'Eglise Gallicane*, *ibid.* *Lettre du cardinal de Lorraine sur cette matière*, 150. *Décret du concile sur la hiérarchie*, 152. *Projet de réduire l'Université à trois collèges*, 153. *Tentative pour établir les leçons de Droit civil*, 155. *Rente de quatorze livres*, 157. *Délibération de l'Université sur une affaire concernant les biens ecclésiastiques*, *ibid.* *Tribunal de la Faculté des Arts*, 158. *Pré aux Clercs*, 159. *Office de receveur général, résigné*, 161. *Ob-*

séques de l'empereur Ferdinand, 161. *Mendians recommandés à la Faculté de Théologie*, par les princes & par le roi même, *ibid.* *Exemption de tous droits sur le papier*, 163. *Trouble causé à l'Université par les Jésuites*, 165. *Lettres de scholarité obtenues par eux du Recteur Julien de S. Germain*, *ibid.* *Ils ouvrent leur collège, & demandent d'être admis dans l'Université*, 167. *L'Université les refuse*, 168. *Requête des Jésuites à l'Université*, 172. *Lettre du Jésuite Edmond Hai*, 175. *Les Jésuites, mandés & interrogés par le Recteur, donnent des réponses ambiguës*, 177. *La contestation se lie au parlement*, 180. *L'Université prend pour Avocat Etienne Pasquier*, 181. *Ruse de Versoris, avocat des Jésuites*, 184. *Plaidoyer de Pasquier*, 185. *Réplique de Versoris*, 188. *Plaidoyer de l'avocat du roi, & ses conclusions*, 189. *L'affaire est appointée*, 191. *Rang honorable que tient l'avocat de l'Université plaidant au parlement*, 192. *Reconnoissance de l'Université envers son avocat*, *ibid.* *Députation de l'Université au prince de Condé*, 193. *Faits moins intéressans*, 194. *Loi de l'examen imposée à ceux qui aspirent*

DES SOMMAIRES. 487

aux chaires royales , sur les sollicitations de Ramus , 195. Droit de pré séance du Recteur dans toute l'Université , 201. Nouvelle forme pour l'élection du doyen de la Faculté de Médecine , 205. Doyen d'honneur , 207. Version de la Bible en François par René Benoît , censurée par la Faculté de Théologie , ibid. Droit de la Faculté de Théologie pour l'examen des livres concernant la Religion , 214. Attachemens de l'Université à la Religion Catholique , 215. Libraire Religionnaire privé de son office , 216. Mesures prises par rapport aux maîtres suspects en fait de Religion , 217. Ramus & deux autres principaux , interdits par arrêts du parlement , 218. Requête présentée au roi par l'Université pour le maintien de la Religion , 219. Profession de Foi exigée de tous les maîtres , 220. Brevet du roi en réponse à la requête de l'Université , 222. Arrêt du parlement , conforme au brevet du roi , 223. Les professeurs royaux donnent leur profession de Foi à l'Université , & assistent à sa procession , 224. Profession de Foi , exigée du principal de Tours , 226. Procession générale du clergé de Paris. Rang honorable qu'y

tient l'Université , 226. Le cardinal de Châtillon est privé par l'Université de la dignité de conservateur apostolique, *ibid.* Jean du Tillet , évêque de Meaux , lui succède , 227. Lettres patentes sur le brevet du 3 Juin , 228. La Faculté de Décret obtient la permission d'enseigner le Droit civil , 229. Chaire de Mathématiques fondée par Ramus , 230. Henri III , Henri IV , & le duc de Guise , instruits ensemble au collège de Navarre , 232. Faits moins importants , 233. Paranymphes , 237. Alternative entre les chanceliers par rapport à l'examen des bacheliers ès Arts , 239. Tentative de la Faculté de Décret contre les droits du chancelier , 240. Ferme du parchemin , 241. Le cardinal de Bourbon conservateur apostolique , 242. Académie de Poésie & de Musique projetée & établie par Baïf , *ibid.* Contestation pour la place de doyen de la Tribu de Paris , 246. Le Procureur de France prorogé après un mois , 250. L'Université harangue le roi & la reine , *ibid.* Procès pour un bénéfice requis en grades. Plaintes de l'Université contre les évêques , *ibid.* Ecrivains , 252. Collège des Grassins , 253. Faits moins détaillés , 255. Droit civil , 256.

DES SOMMAIRES. 489

LIVRE XII.

S. I. **V**igilance de l'Université à maintenir parmi ses suppôts la foi catholique , 257. Six médecins exclus de leur Faculté , pour cause de leur attachement au Calvinisme , 261. Bachelier refusé pour le même sujet , 264. Massacre de la S. Barthélemi , *ibid.* Mort de Ramus , *ibid.* Traits de son esprit, de son caractère, & de sa vie , 266. La frayeur cause la fièvre & la mort à Lambin , 270. Conduite modérée de l'Université , à l'égard du Protestantisme , 271. Affaire de Bossulus , *ibid.* Réglemens religieux , 273. Privilèges pour l'impression & la vente des livres , 275. Nomination à une chapelle , 276. Légat complimenté par l'Université , *ibid.* Permutation de la cure de S. Germain le Vieux , 277. Avertissement donné par l'Université à la Faculté de Droit , *ibid.* Députés pour travailler à une réforme de l'Université , 278. Pré aux Clercs , 279. Décanat de la Tribu de Sens , *ibid.* Le Recteur assiste à la lecture du décret d'élection de Henri roi de Pologne , *ibid.* Le Recteur insulté par un Jacobin. Ré-

rétablir dans sa Faculté , 287.
Robert de Sorbonne , 288. R
de police académique , *ibid.*
nateurs , 289. Henri III
par le Recteur , 290. Obsèques
princesses , *ibid.* L'Université
contre les Jésuites , *ibid.* A
attaque la Conception immaculée
Il réduit à dix ans les peines
gatoire , 295. L'Université ag
lui, & refuse d'admettre les Jésuites
Jean de Rouen , Recteur , 300
de Brézé , évêque de Meaux
conservateur apostolique , 303
mation de divers abus dans l
fixé par arrêts du parlement
Faites traités légèrement , 312.
des chirurgiens , 317. Etats d

DES SOMMAIRES. 491

Université éprouve de la part des Matu-
 rns , 341. Thèses contraires au res-
 ect dû à la majesté royale , 342. Rôle
 es nominations , 343. Obligation gé-
 érale du serment de scholarité , *ibid.*
 Querelle entre les écoliers & les bate-
 ers. Sage délibération de l'Univer-
 té , 344. Contre les cayers des pro-
 fesseurs , 346. Réformation du collège
 e Séex. Sabbatines , 347. Pré aux
 Clercs , 348. Pédagogues obligés d'être
 maîtres-ès-Arts , 349. Farces satyri-
 ques , *ibid.* Charlatan en Médecine , 350.
 Privilèges , *ibid.* Création des messa-
 gers royaux. Troubles & avantages qui
 n'ont pas revenus à l'Université , 351.
 Collège de Montaigu , 356. Clerc des
 messagers , 357. Trois ans & demi
 pour le cours de Philosophie , 358.
 Par qui doit être représenté & suppléé
 le Recteur absent , *ibid.* Rectorat de
 Jean Boucher , 360. Procès gagné au
 sujet du droit sur le parchemin , 362.
 Serment du chancelier de l'Eglise de
 Paris , 363. Collège des Bons En-
 fants , *ibid.* Visite du Pré aux Clercs ,
 364. Contestation sur un point de dis-
 cipline académique , *ibid.* Exemption
 réclamée , 365. Election d'un receveur
 général , 366. Obsèques du premier

Peste à Paris , *ibid.* *Chancelier de Birague* , 37. *des livres* , *ibid.* *Droit de mus* , *ibid.* *On parle de ré* *Quelques messagers exclus* *ciers* , *ibid.* *Pré aux C* *Emeute des écoliers* , *ibi* *duc d'Anjou* , *ibid.* *Ses ob* *Remarque sur les offices* *sité* , 376. *Affaire concer* *lége du cardinal le Moine* *fesseur de Philosophie Fra* *serdit* , *ibid.* *Zèle de l'Uni* *un libelle qui attaquoit le* *Faits de moindre importa* *Hamilton* , *curé de S. Cō* *du patronage de l'Universi* *lesac* , *Recteur* , 382. *Hall* *min* , *ibid.* *Arrêt contre u* *nier qui avoit fraudé l*

ES SOMMAIRES. 495

Etat affreux du royaume &
 de Paris en 1587 , 388.
 des seize , 389. L'Université
 dans un horrible désordre , 390.
 de la Nation d'Allemagne ,
 statuts de réforme de la Faculté
 de Théologie , 393. Catéchisme , 397.
 du Rôle , *ibid.* Droits hono-
 rables de la Nation d'Allemagne
 à l'Eglise de S. Côme , 398. Ob-
 ligue du duc de Joyeuse , *ibid.* Jour-
 nées de barricades , *ibid.* Décret de la
 d'Allemagne par rapport à son
 , 399. Décret de la Faculté
 contre ses suppôts mariés , 400.
 de la réunion , *ibid.* Il est juré par
 l'Université , 402. Te Deum
 à cette occasion , 403. L'Uni-
 versité députée aux Etats de Blois , 404.
 du greffier de l'Université , 406.
 d'une portion du Pré aux Clercs ,
 mort du duc & du cardinal de
ibid. Les seize se font donner
 des surnoms de tous ceux qui
 entrent dans les collèges , 408. La
 Faculté de Théologie , opprimée par
 le duc , porte un décret contre Henri
ibid. Triste état de l'Univer-

en Décret , 416. *Paris*
Henri IV , 417. *Honneur*
légal du pape par l'Univer
Bref du pape à l'Université
la Faculté de Théologie de
IV , 419. *Levée du siège de*
Bref du pape à l'Univer
Conduite sage & mesurée a
sité , *ibid.* *Requête de l'U*
duc de Mayenne , *ouvrage de*
Rose , 423. *Ambition de l*
Triste état de l'Université
leur continué pendant neuf
Rôle des nominations. Syn
Prétendues lettres du roi d
ibid. *Lieux de licence* , 42
d'Alincourt , *prévôt de Pa*
reconnoître par l'Université ,

DES SOMMAIRES. 495

doit travailler à la conversion de Henri IV, 431. Honneurs rendus par l'Université au légat & au cardinal de Pellevé, 432. Pré aux Clercs donné à Oyer, 434. Election d'un Recteur, 435. Conférence de Surêne. Trêve, 437. Proviseur de Sorbonne, ibid. Rivarité entre le duc de Mayenne & le duc de Guise. Embarras de l'Université, 438. Abjuration de Henri IV, 439. Attentat de Barrière, 440. Henri IV est reçu dans Paris, 441. L'Université lui rend ses hommages, 442. Procession à la sainte Chapelle, 444. Déclaration de l'Université sur l'obéissance due à Henri IV. Serment de fidélité, 445. Elle renouvelle le procès contre les Jésuites, & demande leur expulsion, 448. Discours Latin du Recteur, 456. Plaidoyer d'Antoine Arnaud, ibid. Plaidoyer de Louis Dollé pour les curés de Paris, 458. L'avocat des Jésuites se retranche dans les moyens de forme, 459. Ecrit du P. Barni pour sa société, 460. L'affaire est appointée, 469. Attaque livrée aux Jésuites par Passerat, 472. Attentat de Jean Chatel. Les Jésuites sont chassés, ibid. Nouvelle déclaration de la Fa-

**Fin de la Table des So
du Tome V L**

TOME SIXIEME.

Fautes à corriger.

E T

Eclaircissemens à ajouter.

P Age 66 , ligne 27 , nombreuses , lisez tu^z
multueuses.

Pag. 72 , lig. dern. des livres , lisez de livres.

Pag. 87 , lig. 20 , suivant , lisez & suivant.

Pag. 94 , lig. 15 , il se pratique , lisez ils se
pratiquent.

Pag. 104 , lig. 16 , conduite , lisez démarche.

Pag. 108 , lig. 16 , l'Université en corps ,
ajoutez cette note au bas de la page. * Dès
le 25 Février 1553 il avoit été arrêté par
l'Université , suivant le témoignage de
Duboullai , p. 454 , que l'on présente-
roit une requête au roi , pour demander
que les bulles obtenues par les Jésuites
ne fussent point enregistrées au parlement.
Mais cette démarche n'eut point alors de
suite de la part de l'Université. Les grands
coups furent portés par l'évêque de Pa-
ris , & par la Faculté de Théologie.

Pag. 135 , lig. dern. des erreurs , lisez des
errans.

Pag. 203 , lig. 19 , 1594 , lisez 1595.

Pag. 211 , lig. 20 , lorsqu'Henri , lisez lorsque
Henri.

Pag. 232 , lig. 20 , Pothenoit , lisez Po-
thenot.

Tome VI.

Y

Pag. 240 , *lig.* 29 , qu'il traite , *lis.* qu'il
traita.

Pag. 252 , *lig.* 15 , homologua , *lis.* l'ho-
mologua.

Pag. 286 , *lig.* 3 , Pueſſe , *lis.* Poeſſe.

Pag. 333 , *lig.* 17 , & de l'Iſle , *lis.* & l'Iſle.

Pag. 345 , *lig.* 11 , cette , *lis.* cet.

Pag. 380 , *lig. pénult.* de patrons , *lis.* des
patrons.

Pag. 382 , *en marge* , 712. 730. 749 , *lis.* 312.
330. 729.

Pag. 388 , *lig.* 8 , l'une , *lis.* l'un.

Pag. 397 , *lig.* 6 , remarques , *lis.* remarque.

Pag. 416 , *lig.* 7 , amphafe , *lis.* emphafe.

Pag. 454 , *lig.* 4 , de ſe déſiſter , *lis.* à ſe
déſiſter.

Pag. 479 , *lig.* 23 , témoigna , *lis.* témoigne.







**THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT**

**This book is under no circumstances to be
taken from the Building**

[illegible]



